

EN ÎLE-DE-FRANCE

## aden

Tout le cinéma et une sélection de sorties

### MÉDECINS

Les généralistes vont obtenir la consultation à 20 euros p. 17

### PAYS-BAS

Après l'assassinat de Pim Fortuyn, son parti risque de gagner les législatives p. 16

### BELGIQUE

Furieux de la défaite de Le Pen, un forcené tue des Marocains p. 16

### ENTREPRISES

Enquête sur les AG d'actionnaires p. 18

### FOOTBALL

Sepp Blatter, président de la FIFA, est accusé de malversations p. 23

### VOYAGES

Djebels et déserts p. 24

### PORTRAIT

Paul Auster, écrivain du silence p. 30

France.....	2	Carnet.....	22
Horizons.....	10	Abonnements.....	22
International.....	14	Aujourd'hui.....	23
Société.....	17	Météorologie.....	26
Entreprises.....	18	Jeux.....	26
Immobilier.....	19	Culture.....	27
Marchés.....	20	Radio-Télévision.....	31

# Le gouvernement décrypté

Une équipe chiraquienne pour gagner des législatives où le FN peut faire battre la droite

**Gouvernement.** Pour le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, le nouveau gouvernement est une équipe d'« action » et de « mission » chargée de rompre avec « l'inaction pendant cinq ans » et ayant deux priorités : « l'autorité républicaine » et « le dialogue social ». Décryptage d'une équipe de 27 membres : 15 ministres, 6 ministres délégués, 6 secrétaires d'Etat ; 21 hommes, 6 femmes ; moyenne d'âge de 50,7 ans. Un gouvernement très chiraquien, à l'exception notable de l'UDF Gilles de Robien. Des signes d'ouverture, notamment le philosophe Luc Ferry à l'éducation et le patron Francis Mer à l'économie. Des innovations dans les appellations et les délimitations des départements ministériels. Notre récit et les réactions de la gauche. p. 2 et 3

**Portraits.** Sur 27 membres du gouvernement, 21 n'ont jamais exercé de fonctions ministérielles. Leurs itinéraires, leurs convictions. p. 4 à 6

**Nouveautés.** Sécurité, jeunesse, développement durable, etc. p. 7



**Législatives.** Notre carte des projections, circonscription par circonscription, des votes des 21 avril et 5 mai. Mathématiquement, le Front national peut faire chuter la droite : la gauche obtiendrait 297 sièges, la droite 276 et l'extrême droite 2. Le PS adopte un programme « de gauche » pour mener sa campagne dans l'unité. Le FN veut obtenir sa revanche contre Chirac : selon nos calculs, Jean-Marie Le Pen pourrait maintenir ses candidats au second tour dans 237 circonscriptions et donner l'avantage à la gauche. p. 9

**Débats.** Les points de vue de Catherine Audard, Thomas Clerc et Jean Viard sur le poids politique de l'extrême droite. p. 12

**Analyses.** « Cinq millions et demi d'électeurs convaincus » par Michel Samson. Notre éditorial : « L'habileté et le combat ». p. 13

**Chroniques.** « Un homme de métier » par Thomas Ferenczi. « Serviteur, madame » par Pierre Georges. Carnet de campagne. p. 30 et 32



## Pakistan : dix Français tués

**LE PRÉSIDENT** Jacques Chirac a exprimé, mercredi 8 mai, sa « consternation » après l'« ignoble attentat » qui a coûté la vie, mardi, à douze personnes, dont dix Français, à Karachi, le port du sud du Pakistan. Une voiture piégée, un taxi semble-t-il, est venue heurter un bus de la marine pakistanaise qui s'apprêtait à embarquer, devant un grand hôtel, le personnel français d'une mission chargée de la fabrication au Pakistan de trois sous-marins de conception française. Dix autres Français ont été blessés lors de l'explosion, qui a semé la dévastation alentour (photo). L'attentat n'a pas été revendiqué. Nouvelle ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie devait quitter Paris pour Karachi dès ce mercredi 8 mai.

Lire page 15

## Le Hamas défie Sharon et Arafat

**ÉCOURTANT** une visite officielle aux Etats-Unis, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a annoncé qu'il répondrait par la force à l'attentat palestinien qui, mardi soir 7 mai, a fait quinze morts et cinquante blessés au sud de Tel-Aviv. La presse israélienne était unanime, mercredi, à prévoir une nouvelle intervention de l'armée dans les territoires palestiniens. A en croire les propos de M. Sharon, elle pourrait même viser directement le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Alors que l'attentat a été revendiqué par le mouvement islamiste

Hamas et immédiatement dénoncé par l'Autorité palestinienne, M. Sharon a jugé, mardi soir, qu'il était l'œuvre de M. Arafat : « Aujourd'hui (...) nous avons reçu une nouvelle preuve des véritables intentions de la personne dirigeant l'Autorité palestinienne », a-t-il dit. Comme si elle s'attendait à pareille accusation, l'Autorité a, dans un communiqué, « condamné » l'attentat et ajouté : « Le fait qu'il se soit produit durant la rencontre Bush-Sharon ne sert qu'à renforcer les allégations d'Israël, qui prétend que les Palestiniens ne veulent pas la paix. »

Le Hamas avait, fin mars, durant la Pâque juive, perpétré l'attentat de Nétanya (28 morts) qui a déclenché l'opération « Mur de protection ». Il frappe aujourd'hui, à un moment précis, de façon à torpiller tout espoir de négociation. L'armée israélienne avait commencé à se retirer des territoires et venait de lever le siège du QG de M. Arafat à Ramallah. Enfin, M. Sharon était sous la pression des Etats-Unis pour enclencher immédiatement un dialogue politique avec l'Autorité palestinienne.

Lire page 14

### PORTRAITS

## Le patron et le philosophe, deux missionnaires chez les politiques



**ILS INCARNENT** les deux surprises venues de la « société civile » du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin : Luc Ferry, philosophe devenu ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ; Francis Mer, patron transformé en ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Portrait de ces deux exceptions, missionnaires chez les politiques professionnels. Lire pages 10 et 11

## Un « liquidateur » de Tchernobyl fait condamner la Russie à Strasbourg

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Seize ans après l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, l'un des « liquidateurs » – les ouvriers appelés à participer aux travaux menés sur le site après la catastrophe – est le bénéficiaire de la première décision jamais prononcée par la Cour européenne des droits de l'homme à propos de la Russie. Mardi 7 mai, la juridiction du Conseil de l'Europe, à l'unanimité, a condamné l'Etat russe à verser 3 000 euros de dédommagement à Anatoli Burdov, mineur dans la région de Rostov, qui était âgé de 50 ans quand les autorités russes l'envoyèrent participer aux opérations de « liquidation » après l'explosion du réacteur ukrainien, en avril 1986.

Anatoli Burdov est resté sur le site pendant trois mois et demi. « Nous ne savons pas très bien ce qu'il a dû faire ; il n'a sans doute pas participé à l'extinction du réacteur, mais sûrement à l'enlèvement des déchets ou à l'enfouissement des débris », indique le juge russe de la Cour de Strasbourg, Anatoli Kovler. Vinrent de graves problèmes de santé, résultant, d'après les experts, de son exposition à la radioactivité. En 1991, M. Burdov se voit allouer une compensation financière. En mars 1996, les services sociaux de la municipalité de Shakhty, où il habite, cessent de lui verser l'argent. Après un recours, c'est seulement en mai 1999 que la justice rétablit le montant initial.

Hélas, quatre mois plus tard, M. Burdov apprend qu'aucun jugement ne sera exécuté, parce que les services municipaux n'ont plus d'argent en caisse. Pendant deux ans, il ne touche plus un rouble. Il se tourne alors vers la Cour de Strasbourg, qui juge sa requête recevable et lui accorde l'aide juridictionnelle nécessaire pour qu'il bénéficie des services d'un avocat. Lorsque les autorités russes l'apprennent, elles font immédiatement verser l'intégralité de la somme due. Devant la Cour, le gouvernement russe tentera de faire valoir qu'il n'y a plus de litige, puisque M. Burdov a été indemnisé, le 5 mars 2001.

Mais la Cour n'est pas de cet avis. Elle estime qu'en négligeant d'exécuter des décisions de

justice, les autorités russes ont violé la Convention européenne des droits de l'homme : « Une autorité de l'Etat ne saurait prendre prétexte de l'absence de crédits pour ne pas honorer sa dette. » Mardi, à Moscou, le ministre du travail, Alexandre Potchinok, a promis que la Russie s'acquitterait de ces indemnités. L'affaire ne fait que commencer. La Russie n'a ratifié la Convention que le 5 mai 1998 et aucune des 7 000 requêtes contre la Russie liées à des faits antérieurs à cette date n'a donc pu être jugée recevable. En revanche, 2 600 nouvelles affaires sont pendantes, dont une partie concernent des « liquidateurs ».

La décision de la Cour « nous apprend que la loi est la même pour tous, y compris pour l'Etat russe, a commenté, mardi, le député russe et défenseur des droits de l'homme Sergueï Kovaliev. La Russie a proclamé son aspiration à être un Etat de droit, elle doit être prête à perdre un procès contre ses propres citoyens ».

Rafaële Rivais

### EXPOSITION

## Les jeux de Jacquet à Châteauroux



**DANS** la lignée de Warhol et de Lichtenstein, Alain Jacquet symbolise l'art pop à la française. Lire page 27

### ANALYSE

## Les atouts de Jean-Pierre Raffarin

**À PEINE** nommé premier ministre, voilà Jean-Pierre Raffarin accablé de tous les handicaps par les uns, de quelques vertus par les autres. C'est la loi du genre, dira-t-on. Matignon fait trop d'envieux pour que son locataire ne soit pas immédiatement placé sous une loupe impitoyable, passé au crible, jaugé, jugé, encensé ou condamné avant même d'avoir fait un pas.

« Raffarin », le quolibet dont il aurait dès à présent été affublé par telle ou telle éminence chiraquienne résume, à lui seul, la déception suscitée par le choix du chef de l'Etat. Le sénateur de la Vienne n'aurait pas, entend-on déjà, l'envergure nécessaire pour faire face à la situation inédite, complexe et

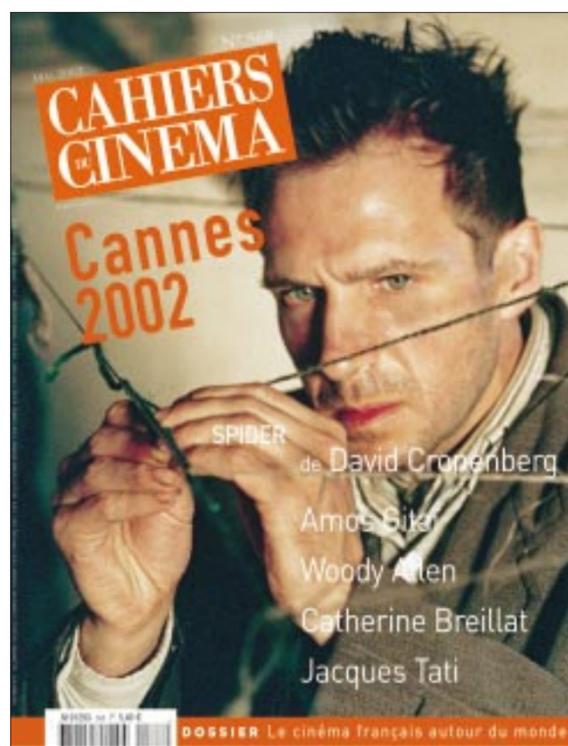
imprévisible créée par l'élection présidentielle. Les arguments ne manquent pas. Pour ses détracteurs, Jean-Pierre Raffarin manque de charisme, d'expérience, d'autorité. Excusez du peu ! Parfait inconnu pour la plupart des Français, il est vrai qu'il ne figurait pas, jusque récemment, au bataillon des premiers ministrables, ce cercle très fermé dans lequel le chef de l'Etat est censé piocher pour choisir le chef du gouvernement. Vrai également que sa maigre expérience ministérielle entre 1995 et 1997, chargé du portefeuille des petites et moyennes entreprises –, tout un symbole – ne garantit en rien qu'il saura maîtriser la lourde machine gouvernementale et éviter les embû-

ches qui sont le lot quotidien du locataire de Matignon.

Il n'est pas moins exact que son profil de notable de province, tout en rondeur et en proximité, sénatorial jusqu'à la caricature, peut laisser sceptique sur sa capacité à incarner modernité et audace. De même, s'il est tombé tout petit en politique, dans le sillage de son père et sous la tutelle de Valéry Giscard d'Estaing et de René Monory, il n'a jamais été en première ligne de ces grandes manœuvres politiques et de ces affrontements de caciques où se forgeaient les destins nationaux.

Gérard Courtois

Lire la suite page 13



**NUMÉRO DE MAI**  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

# FRANCE

## LE GOUVERNEMENT

**27 MEMBRES**, moyenne d'âge 50,7 ans, 21 hommes pour 6 femmes : ainsi se présente le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin dont la composition a été annoncée, mardi 7 mai, par le secrétaire général

adjoint de l'Elysée. Sans surprise, **NICOLAS SARKOZY** (sécurité intérieure), Dominique de Villepin (affaires étrangères), François Fillon (affaires sociales) et Michèle Alliot-Marie, qui devient la première femme minis-

tre de la défense, en font partie. Largement dominée par les chiraquiens, cette équipe se distingue pourtant par l'arrivée de plusieurs personnalités de **LA SOCIÉTÉ CIVILE** telles que Luc Ferry (éducation) et

Francis Mer (économie et finances). De **NOUVELLES TERMINOLOGIES**, qui trouvent leur source dans le programme du candidat Chirac, font leur apparition. Le premier conseil des ministres aura lieu vendredi

## L'équipe de « mission » et d'« action » de Jean-Pierre Raffarin

Le premier ministre a achevé de composer, mardi 7 mai, son gouvernement. Dominé par les chiraquiens, il compte quelques signes d'ouverture vers la société civile grâce à la nomination du philosophe Luc Ferry à l'éducation et de l'arrivée, à Bercy, de Francis Mer

**MARDI 7 MAI**, 18 h 45. Sur le peron de l'Elysée, le secrétaire général adjoint, Philippe Bas, entreprend - enfin - d'égrener les 27 noms du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Plus de trente heures de tractations et plusieurs allers-retours entre Matignon et l'Elysée, auront été nécessaires au sénateur de la Vienne pour boucler la liste. Ajustements et fins dosages ont eu raison de la volonté initialement affichée par M. Raffarin de disposer d'une équipe resserrée.

Quinze ministres, six ministres délégués et six secrétaires d'Etat - vingt et un hommes pour six femmes ; une moyenne d'âge de 50,7 ans - composent ce gouvernement « d'action » et « de mission » qui doit beaucoup à l'influence d'Alain Juppé. Cette équipe, qui jouera sa survie lors des législatives des 9 et 16 juin, est désormais à pied d'œuvre. Mercredi, le premier ministre devait se rendre à Poitiers pour rencontrer les élus de son conseil régional. Le premier conseil des ministres aura lieu vendredi à 10 heures ; il sera suivi, le lendemain, d'un séminaire gouvernemental.

► **Un gouvernement chiraco-chiraquien.** A de très rares exceptions près - dont la plus notable est Gilles de Robien (UDF), ancien directeur de campagne de François Bayrou -, le gouvernement Raffarin est constitué de fidèles du chef de l'Etat. Trois conseillers de l'Elysée entrent au gouvernement, au premier rang desquels Dominique de Villepin, qui est nommé au quai d'Orsay.

Sur les dix ministres de plein exercice qui sont étiquetés politiquement, huit appartiennent au RPR. Si le parti gaulliste, au grand dam de Nicolas Sarkozy, n'a pas obtenu Matignon, il dispose de ministères

clés : l'intérieur, les affaires sociales, la justice, ainsi que la défense, où est promue sa présidente, Michèle Alliot-Marie, la première femme à occuper ce poste.

Par voie de conséquence, les proches de François Bayrou et d'Alain Madelin font figure d'espèce rare. Outre M. de Robien, le président de l'UDF voit filer au ministère de la ville son ancien porte-parole de campagne, Jean-Louis Borloo, qui avait accepté entre les deux tours de rejoindre l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Les quatre autres centristes de l'équipe Raffarin s'étaient ralliés de longue date au chef de l'Etat. Certains, comme François Loos et Renaud Dutreil, ont même été particulièrement

actifs, au sein de l'UDF, pour saboter la candidature à la présidentielle de M. Bayrou. A noter qu'un autre centriste chiraquien, Renaud Donnedieu de Vabres, ministre délégué aux affaires européennes, est mis en examen depuis 1999 pour « blanchiment et infraction à la législation sur le financement des partis politiques ».

Parmi les quatre membres du gouvernement étiquetés Démocratie libérale - le parti dont est issu le premier ministre -, seules Tokia Saïfi, première femme issue de l'immigration maghrébine à entrer dans un gouvernement, et, à un degré moindre, Nicole Ameline, peuvent être considérées comme proches de M. Madelin.

► **Des signes d'ouverture.** Si le gouvernement Raffarin peut paraître replié sur la base électorale de M. Chirac au premier tour, il n'en comporte pas moins quelques signes d'ouverture et de nouveauté. 21 membres de cette équipe, sur 27, n'ont jamais exercé de fonctions ministérielles. Accordant une place non négligeable aux tenants d'une droite plus sociale, représentée notamment par M. Fillon, ancien bras droit de Philippe Séguin, ainsi qu'à des élus de terrain plus pragmatiques qu'idéologues, ce gouvernement n'a pas la coloration très libérale de l'équipe que dirigeait M. Chirac lors de la première cohabitation, entre 1986 et 1988.

Deux postes clés sont accordés à

des représentants de la société civile. Le refus de Philippe Douste-Blazy d'abandonner la mairie de Toulouse au profit du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, a ouvert la voie au philosophe Luc Ferry. De même, le refus de M. Sarkozy de rejoindre Bercy a permis la nomination d'un grand patron en activité, Francis Mer, co-président du groupe sidérurgique Arcelor.

► **De nouvelles appellations d'origine contrôlée.** Le gouvernement se caractérise par une terminologie qui trouve directement sa source dans le programme du candidat Chirac. Au risque d'une redondance, le ministère de l'intérieur est aussi celui de « la sécurité intérieure ».

M. Sarkozy comme son ministre délégué, Patrick Devedjian, ont aussi en charge les « libertés locales », autre manière d'évoquer la décentralisation.

Autre exemple : il n'y a plus de ministère de l'environnement, mais un ministère de « l'écologie et du développement durable », une notion introduite dans le débat politique par René Dumont et les écologistes. Conséquence de la crise de la vache folle et du débat sur les OGM, le ministère de l'agriculture est aussi celui de « l'alimentation ». Il inclut, en outre, les « affaires rurales », puisque les agriculteurs ne sont plus les seuls à habiter les villages et les bourgs ruraux.

Enfin, ce n'est pas un hasard si l'aménagement du territoire est regroupé avec la fonction publique et la réforme de l'Etat. Dans l'esprit du premier ministre, celle-ci doit d'abord s'engager au plus près du terrain. Le choix de Jean-Paul Delevoye, président de l'Association des maires de France, pour gérer cet ensemble, est évidemment significatif.

La dénomination officielle des ministères, souvent très longue, affiche un autre souci : celui de n'oublier personne. M. Mattei est ainsi ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées ; M. de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ; Dominique Versini, secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion ; l'habituel secrétaire d'Etat aux PME, dévolu à Renaud Dutreil, comprend aussi dans son intitulé l'artisanat et les professions libérales. A noter deux absences : l'enfance et les droits des femmes.

Jean-Baptiste de Montvalon  
et Jean-Louis Saux

J.-B. de M.

## Le premier ministre sur TF1 : « J'ai mes rondeurs, mais j'ai mon énergie »

**AVAIT-IL EN TÊTE** la médiocre prestation télévisée de Jacques Chirac au 20 heures de TF1, au soir de sa déclaration de candidature, le 11 février ? Jean-Pierre Raffarin n'a pas raté, mardi 7 mai sur la même chaîne, son premier rendez-vous médiatique après sa nomination, la veille, à l'Hôtel Matignon. Veste bleu marine, chemise blanche, cravate rouge à pois blancs, le nouveau premier ministre, que l'immense majorité des téléspectateurs découvraient à cette occasion, s'est montré à la fois détendu et pugnace. Expert en communication, il a soigné la forme sans toutefois donner beaucoup de précisions sur la politique qu'il entend conduire.

Répondant à Patrick Poivre d'Arvor moins de deux heures après l'annonce de la composition de son gouvernement, M. Raffarin n'a fait part que d'une décision : après un premier conseil des ministres, convoqué vendredi 10 mai, et un séminaire gouvernemental, le lendemain, « la première des mesures » de son équipe consistera à « travailler à la mise en route d'un audit » de la gestion du gouvernement Jospin. « Quand on rentre dans une maison neuve, il faut bien faire l'inventaire », a-t-il dit.

Pour l'essentiel, M. Raffarin a indiqué dans quel

esprit il entendait faire travailler ce « gouvernement d'action » et de « mission ». Alors que certains doutent de sa longévité, en raison de la proximité des élections législatives, le premier ministre a assuré : « On n'agit ni dans l'immédiat ni à court terme, on agit forcément à long terme. » Qualifiant d'« élan républicain » le score obtenu par M. Chirac, il a noté que ce « vote massif » donnait « une forte légitimité pour plus de République ». « Pas une République qui se contente de Liberté-Egalité-Fraternité tout en haut sur nos mairies, mais sur le terrain », a-t-il précisé.

« RÉTABLIR L'AUTORITÉ RÉPUBLICAINE »

Pour M. Raffarin, l'objectif est « de travailler pour tous les Français et de répondre à ce qu'ont demandé les Français : que la politique agisse, qu'elle parle moins, qu'elle pense moins aux ambitions personnelles et puis qu'elle agisse davantage sur le terrain ». Evoquant la « mission » qui lui a été « confiée par le président », il a ajouté : « Cette mission est de moderniser ce pays autour d'un certain nombre d'objectifs majeurs (...). Il faut rétablir l'autorité républicaine et faire preuve d'une grande fermeté. Il faut aussi relancer et promouvoir le dialogue

social. » Il a signalé, à cet égard, que son gouvernement allait rencontrer « très, très prochainement » les partenaires sociaux. « Et puis, a-t-il spécifié, il faut aussi parler à la jeunesse, qui s'est mobilisée, qui est entrée un peu en République, dimanche dernier. » M. Raffarin a également confirmé que la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu, promise par M. Chirac durant sa campagne, faisait partie des « réformes du temps court » qui « doivent être engagées rapidement ».

Le premier ministre, qui a confirmé avoir « des relations de confiance avec Alain Juppé » tout en soulignant qu'il avait été « nommé par le président de la République », a également adressé des messages à l'intention de ceux qui, y compris au sein de son gouvernement, pourraient douter de son autorité. « J'ai mes rondeurs, mais j'ai mon énergie. Et je suis déterminé à faire en sorte qu'on change les méthodes de gouvernement : moins de prétention, moins d'arrogance, plus de travail d'équipe, moins de parcours individuels, plus de collectif, dans la loyauté », a-t-il affirmé, en concluant : « Un ministre, c'est un serviteur. Je le rappelle à tous. »

### LE NOUVEAU GOUVERNEMENT RAFFARIN

Nommé premier ministre, lundi 6 mai, par Jacques Chirac, Jean-Pierre Raffarin a composé son gouvernement en un peu plus de 24 heures. Moins resserré que prévu, largement dominé par les chiraquiens, il ne fait place qu'à six femmes. La nomination de Francis Mer à l'économie et de Luc Ferry à l'éducation nationale constitue le signe le plus tangible de l'ouverture.

**Premier ministre**  
**Jean-Pierre Raffarin**  
(DL), 53 ans  
Président du conseil régional de Poitou-Charentes, vice-président de Démocratie libérale

### LES MINISTRES

**Sécurité intérieure et libertés locales**  
**Nicolas Sarkozy**  
(RPR), 47 ans  
Avocat, maire de Neuilly-sur-Seine, député des Hauts-de-Seine

**Affaires sociales, travail et solidarité**  
**François Fillon**  
(RPR), 48 ans  
Président du conseil régional des Pays de la Loire

**Affaires étrangères, coopération et francophonie**  
**D. Galouzeau de Villepin**  
(SE), 48 ans  
Diplomate, ancien secrétaire général de l'Elysée

**Justice, garde des sceaux**  
**Dominique Perben**  
(RPR), 56 ans  
Administrateur civil, député de Saône-et-Loire

**Défense et anciens combattants**  
**Michèle Alliot-Marie**  
(RPR), 55 ans  
Députée des Pyrénées-Atlantiques et maire de St-Jean-de-Luz, Présidente du RPR

**Jeunesse, éducation nationale et recherche**  
**Luc Ferry**  
(SE), 51 ans  
Philosophe, président du Conseil national des programmes

**Economie, finances et industrie**  
**Francis Mer**  
(SE), 63 ans  
Coprésident du groupe sidérurgique Arcelor

**Equipement, transports, logement, tourisme**  
**Gilles de Robien**  
(UDF), 61 ans  
Député de la Somme, maire d'Amiens

**Ecologie, développement durable**  
**R. Bachelot-Narquin**  
(RPR), 55 ans  
Pharmacienne, député du Maine-et-Loire, ancienne porte-parole du président-candidat Jacques Chirac

**Santé, famille, personnes handicapées**  
**Jean-François Mattei**  
(DL), 59 ans  
Médecin, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe DL à l'Assemblée nationale.

**Agriculture, alimentation, pêche, affaires rurales**  
**Hervé Gaymard**  
(RPR), 41 ans  
Député de la Savoie, président du conseil général de la Savoie

**Culture, communication**  
**Jean-Jacques Aillagon**  
(SE), 55 ans  
Président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

**Fonction publique, réforme de l'Etat, aménagement du terr.**  
**Jean-Paul Delevoye**  
(RPR), 55 ans  
Sénateur du Pas-de-Calais, maire de Bapaume, président de l'Association des maires de France

**Outre-mer**  
**Brigitte Girardin**  
(SE), 49 ans  
Diplomate, conseillère de la présidence de la République pour les DOM-TOM

**Sports**  
**Jean-François Lamour**  
(SE), 46 ans  
Ancien champion olympique et ancien champion du monde d'escrime. Conseiller pour le sport à la Mairie de Paris

Liste du premier gouvernement Raffarin rendue publique mardi par l'Elysée, composée de quinze ministres, six ministres délégués et six secrétaires d'Etat.

### LES MINISTRES DÉLÉGUÉS

**Budget**  
**Alain Lambert**  
(UDF), 55 ans  
Notaire, sénateur de l'Orne, maire d'Alençon, président de la Commission des finances du Sénat,

**Libertés locales**  
**Patrick Devedjian**  
(RPR), 57 ans  
Avocat, député des Hauts-de-Seine, maire d'Antony

**Affaires européennes**  
**R. Donnedieu de Vabres**  
(UDF), 48 ans  
Haut fonctionnaire, député d'Indre-et-Loire

**Enseignement scolaire**  
**Xavier Darcos**  
(App. RPR), 54 ans  
Haut fonctionnaire, sénateur de la Dordogne, maire de Périgueux

**Enseignement supérieur et recherche**  
**François Loos**  
(UDF, Rad.), 48 ans  
Ingénieur, député du Bas-Rhin, vice-président de l'UDF

**Ville**  
**Jean-Louis Borloo**  
(UDF), 51 ans  
Avocat, député du Nord, maire de Valenciennes

### LES SECRETAIRES D'ETAT

**Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement**  
**Jean-François Copé**  
(RPR), 37 ans  
Maire de Meaux

**Développement durable**  
**Tokia Saïfi**  
(DL), 42 ans  
Député au Parlement européen

**Lutte contre la précarité et l'exclusion**  
**Dominique Versini**  
(DL), 47 ans  
Directrice du SAMU social de Paris, conseillère régionale d'Ile-de-France

**Petites et moyennes entreprises**  
**Renaud Dutreil**  
(DL), 41 ans  
Membre du Conseil d'Etat, député de l'Aisne, ancien président de l'Union en mouvement

**Mer**  
**Nicole Ameline**  
(DL), 49 ans  
Député du Calvados, membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

**Transports**  
**D. Bussereau**  
(DL), 49 ans  
Député de Charente-Maritime, administrateur de Réseau ferré de France (RFF) et d'Autoroutes du Sud de la France (ASF)

## Le PS pointe le peu de place accordé aux femmes, les Verts dénoncent « le retour de la Chiraquie »

A droite, François Bayrou (UDF) avertit que « le gouvernement définitif devra être formé avec un souci d'équilibre ». Jean-Marie Le Pen estime que M. Raffarin « n'est là que pour un mois »

**LA PREMIÈRE SURPRISE** passée et sa défaite à peine digérée, Jean-Marie Le Pen s'est montré l'un des plus critiques envers le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, nommé mardi 7 mai. Le premier ministre « n'est pas un homme de choc. Il est là, je pense, pour un mois, c'est ce que j'appelle un gouvernement de transition », a déclaré le président du Front national, lors d'un point presse au siège de son parti. Désormais centré sur les élections législatives des 9 et 16 juin, le responsable de l'extrême droite a également jugé que ce gouvernement n'était là que « pour faire des effets d'annonce et remplir la gibecière des candidats chiraquiens » lors de ces scrutins.

Le président du FN a retrouvé ses habituels écarts de langage pour commenter la nomination de Michèle Alliot-Marie au ministère de la défense, en déclarant qu'il avait « toujours aimé les cantinières ». Elle sera « soit à la cantine, soit à l'infirmerie » pour être « au chevet de ce que fut l'armée française », a-t-il ajouté.

De son côté, Bruno Mégret, président du Mouvement national républicain (MNR), a regretté, mardi, que l'équipe de M. Raffarin « constitue un gouvernement d'ouverture à gauche », M. Chirac payant ainsi « le prix du soutien qu'il a reçu de la part des socialistes, des écologistes et des communistes pour sa réélection ».

A droite, François Bayrou, président de l'UDF, a souligné que, dans ce gouvernement « de transition, la plupart des membres soute-

naient Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle ». Alors que l'équipe de M. Raffarin ne compte pas de membres de l'UDF à des postes clés – seul Gilles de Robien, auquel M. Bayrou a adressé des « vœux particuliers », a un ministère de plein exercice —, l'ancien candidat à l'élection présidentielle (6,8 % des suffrages au premier tour) a accentué sa pression sur les chiraquiens : « Le gouvernement définitif devra être formé avec un souci du juste équilibre de la majorité future », a-t-il prévenu.

M. Bayrou a également rendu hommage à Luc Ferry, ministre de l'éducation nationale, un « homme de qualité », mais n'a pas eu un

montré assez critique, regrettant « la très faible représentation des femmes et la surreprésentation du RPR ». Elle a noté que le ministère de l'écologie « est en régression (...), puisqu'il a perdu l'aménagement du territoire ». L'ancienne ministre d'Alain Juppé s'est toutefois « félicitée d'une certaine ouverture vers la société civile ».

A gauche, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a ironisé sur la volonté d'ouverture d'un gouvernement composé « de proches de Jacques Chirac et surtout d'Alain Juppé », comportant « peu de femmes, mais beaucoup de poids lourds du RPR ». Ségolène Royal a noté l'insistance de M. Raffarin à se dire proche des gens « d'en bas ». « C'est un héritier, un fils d'ancien ministre adoubi par René Monory », a-t-elle souligné dans *Le Parisien*. Pour Vincent Peillon, porte-parole du PS, « la première entorse à la parole donnée c'est un gouvernement de 25 personnes », alors qu'une équipe restreinte avait été annoncée. Julien Dray, chargé des questions de sécurité au PS, ne voit « pas le changement », en l'absence « d'un vrai ministère de la sécurité publique ».

Une rafale de réactions est venue des Verts, alors que le PCF était encore silencieux, mercredi matin. « Derrière Raffarin, la Chiraquie est de retour », déclare le parti écologiste dans un communiqué, dénonçant un gouvernement « fortement marqué à droite aux postes clés ». Les Verts s'en prennent en particulier à M. Ferry, « idéologue sectaire et fanatique-

ment anti-Verts », et à Francis Mer, « patron de choc, viscéralement opposé à la fiscalité écologique ». « La gauche rassemblée et la société tout entière doivent se mobiliser pour préparer les législatives », concluent-ils. Le secrétaire nationale des Verts, Dominique Voinet, a averti qu'il ne fallait « pas se laisser tromper par la placidité pro-

**Jean-Pierre Raffarin « est un héritier, un fils d'ancien ministre adoubi par René Monory »**

SÉGOLENE ROYAL (PS)

vinciale » de M. Raffarin, qui « n'exclut pas la roublardise et même la finesse ».

A l'extrême gauche, l'ancien candidat à la présidentielle de la LCR, Olivier Besancenot, a jugé que « le gouvernement chiraquien est bien celui d'une mission : celle du patron ». Il a souligné que M. Raffarin était un « ancien dirigeant marketing d'un grand groupe privé » qui « a commencé sa carrière dans les cabinets giscardiens », appelant à « la riposte d'une gauche radicale, œuvrant à un rassemblement anticapitaliste ». Il doit, selon lui, s'amplifier « dans les luttes » et lors des législatives.

Béatrice Gurrey



JACK DABAGHIAN/REUTERS



PATRICK KOVARIK/AFP

**LA JOURNÉE**  
Jean-Pierre Raffarin quitte, mardi 7 mai, Matignon pour l'Élysée (en haut). A 18 h 47, le secrétaire général adjoint de l'Élysée lit la composition du gouvernement.



CHARLES PLATIAU/AFP

**LA PASSATION**  
Michèle Alliot-Marie salue son prédécesseur au ministère de la défense, Alain Richard. Jean-Pierre Raffarin revient sur la formation de son équipe au « 20 Heures » de TF1 (en bas).



CHRISTOPHE CHEVALIN/TF1

## Les syndicats agricoles veulent rencontrer d'urgence Hervé Gaymard

**C'EST** du secteur agricole, dont le malaise a été souligné à plusieurs reprises pendant la campagne présidentielle, que les premières réactions sont venues, mardi 7 mai, après la constitution du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. « Il y a du pain sur la planche » pour Hervé Gaymard (RPR), ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (RPR), a estimé le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Jean-Michel Lemétayer. Celui-ci compte demander au nouveau ministre « dès la semaine prochaine un rendez-vous, tant il y a urgence sur les dossiers agricoles ».

Pour ce syndicat proche de la droite et de Jacques Chirac, « il était important que la mission du ministre soit élargie à la ruralité, car nous savons que nous ne sommes pas les seuls acteurs de la ruralité ». Alors que Jean Saint-Josse, président de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), se présentant comme le candidat de la ruralité, a obtenu 4,23 % des voix au premier tour, M. Lemétayer a assuré que son syndicat continuerait « à jouer un rôle important dans le monde rural ».

Il a d'ores et déjà fixé une feuille de route au ministre, indiquant à l'AFP qu'il était important que M. Gaymard « tape du poing sur la table à Bruxelles pour dire que [la politique agricole commune] ne peut plus fonctionner ainsi ». Il a suggéré de « suspendre » le dossier de la modulation des aides et de donner des signes en matière

d'élevage, un secteur durement touché par la crise de la vache folle.

Tout en s'interrogeant sur les suites qui pourraient être données à ses propositions, si le ministre n'est nommé que « pour deux mois », la Confédération paysanne a indiqué qu'elle était en train de rédiger dix mesures qu'elle voudrait voir mettre en application rapidement. « Nous allons les présenter au ministre ainsi qu'aux candidats aux futures élections », a précisé Nicolas Duntze, l'un des porte-parole du syndicat de José Bové. La Confédération paysanne souhaite également évoquer tout ce qui touche à la santé humaine et animale (farines animales, organismes génétiquement modifiés...) et voudrait voir « casser cette logique de 20 % de paysans qui touchent 80 % des aides agricoles ». La Coordination rurale (droite) a adressé, dès mardi soir, une lettre au nouveau ministre pour lui demander de la recevoir « dans les meilleurs délais ».

### SATISFACTION CHEZ LES ARTISANS

Du côté des associations de consommateurs, le président de ConsoFrance, Christian Huard, a vivement déploré que ce secteur n'ait été affecté à aucun ministre dans la composition du gouvernement. « Plus grave, l'alimentation passe sous la responsabilité du ministre de l'agriculture », a critiqué M. Huard, en soulignant « qu'à chaque fois que l'on avait fait cela dans les gouvernements précédents, on avait dû revenir sur cette décision et

désigner un ministre chargé de s'occuper des consommateurs ». Pour lui, le gouvernement a encore « largement oublié » la vie quotidienne des Français.

Chez les artisans, en revanche, la satisfaction est de mise. Le président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), Robert Buguet, a bien accueilli la nomination du coprésident d'Arcelor, Francis Mer, au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. M. Mer « sera sans doute un ministre réceptif » aux problèmes des entreprises, a-t-il jugé. L'UPA avait rencontré l'an dernier M. Mer, chargé au Medef du dossier de la formation professionnelle. « Ses positions étaient très proches de celles de l'UPA, et si ce dossier n'a pas abouti, il est clair que ce n'était ni sa faute ni la nôtre », a souligné M. Buguet, en faisant allusion à l'échec des négociations sur ce volet de la « refondation sociale » lancée par le Medef en 2000.

Dans un tout autre domaine, celui de la justice, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a exprimé sa crainte qu'avec ce nouveau gouvernement, la « garantie des droits et libertés soit sacrifiée au profit d'une efficacité de façade en matière d'ordre public ». Le syndicat doute également que « la justice ne soit plus conçue comme un accessoire subordonné de l'action policière ».

B. G.

## Dosages délicats et trouvailles de dernière minute : le marathon de 30 heures de M. Raffarin

Le nouveau premier ministre n'a achevé la composition de son gouvernement que dans l'après-midi de mardi, peu avant de l'annoncer

**IL A POSÉ SES LUNETTES** sur le bout de ce nez très particulier qui le distingue entre tous. De drôles de lunettes bleu vif, presque rondes, sur un nez cassé. La mine est fatiguée mais le regard a gardé sa pointe d'ironie. Pour un peu, il semblerait goûter l'humour de la situation, lorsqu'il glisse un « tout va bien » aux journalistes qui l'assaillent, alors qu'il sait que tout grince, coince et passe au forcé.

Jean-Pierre Raffarin en est à son premier rendez-vous de la journée à l'Élysée, mardi 7 mai, à 11 heures 30. Il sait qu'il en aura d'autres. Depuis la veille, il a déjà fait deux fois l'aller-retour jusqu'au palais présidentiel et on ne comptabilise même pas les coups de fils que lui a passés Jacques Chirac. Mais le nouveau premier ministre s'attendait à tout cela. Jean-Pierre Raffarin sait bien que le gouvernement qu'il est censé diriger sera d'abord l'œuvre du président. Une équipe à sa main. Des chiraquiens pur sucre. Mais cela n'a pas, pour l'heure, que des désavantages.

D'abord, parce que le président

se charge lui-même d'une partie du sale boulot : faire avaler quelques grosses couleuvres à ceux qui n'ont pas ce qu'ils voulaient ou qui n'en sont pas. Lundi, il a reçu Michèle Alliot-Marie pour négocier avec elle le sabordage du RPR dans l'Union pour la Majorité Présidentielle, en échange du ministère de la Défense (*Le Monde* du 8 mai). Puis il a longuement discuté avec Jean-Louis Debré. Le président du groupe RPR à l'Assemblée, fidèle de toujours, s'imaginait à la Défense. Il a fallu que Jacques Chirac l'amène doucement à en faire le deuil et lui suggère un stratagème pour faire bonne figure : M. Debré assurait, quelques heures plus tard, avoir préféré sa mairie d'Evreux à un ministère.

Mais depuis que Philippe Douste-Blazy a décliné le ministère de la jeunesse et de l'éducation sous le même prétexte – il veut garder la mairie de Toulouse – Jean-Pierre Raffarin commence à s'inquiéter. Mardi 7 mai au matin, sa première préoccupation est donc de trouver un remplaçant à « Douste ». Michel

Barnier, commissaire européen, assure qu'il a dit non. Il y a encore quelques mois, on le donnait premier ministre, comme M. Douste-Blazy. Et il est dur de déchoir, même d'un Matignon virtuel, à un ministère qui ne s'occupe jamais que d'un million de fonctionnaires, douze millions d'enfants scolarisés et tout bonnement de ceux qui formeront l'avenir du pays... Surtout lorsqu'il est possible que, dans un mois, à l'issue des élections législatives, tout cela soit défait.

### MANŒUVRE

Heureusement, Francis Mer, le PDG d'Arcelor, a donné son accord pour occuper Bercy. L'entrée de ce capitaine d'industrie au sein du gouvernement a été appuyée par le conseiller politique de M. Chirac, Jérôme Monod, lui-même ancien patron de Suez-Lyonnaise des Eaux, et par Alain Juppé. Mais ce mardi matin, il a prévenu qu'il ne serait pas joignable ; il enterrera sa mère. Ce silence soudain du président fait naître les espoirs. Et s'il refusait ? Jacques Barrot, qui se

morfond dans ses bureaux à attendre un appel, se reprend à espérer. En vain. L'ancien ministre des affaires sociales, que toute la Chiraquie, MM. Raffarin et Juppé en tête, assure adorer, n'est pas dans la liste.

Tiens, puisque l'on parle de M. Juppé, cela fait un petit moment qu'il n'a pas téléphoné. Conscient qu'il est devenu trop visible que l'ancien premier ministre est aussi à la manœuvre dans la constitution du gouvernement, l'Élysée a fait passer le message : mieux vaut se faire discret. Lors de la réunion qui doit régler les investitures de l'UMP, mardi matin, M. Juppé paraît en retrait. De toute façon, bien des noms qui sont maintenant calés, face à des ministères, ont été suggérés par lui.

Lorsque M. Raffarin arrive à l'Élysée, mardi en fin de matinée, il reste pourtant des choses à ajuster. Pour la jeunesse et l'éducation nationale, il a eu une idée : proposer le poste à Luc Ferry, philosophe dont il a évoqué maintes fois les analyses et qui a été maintenu par Claude Allègre et Jack Lang au con-

seil national des programmes de l'éducation nationale. M. Ferry est partant. Sous sa direction, on placera tout de même le véritable expert, à droite, du « mamouth », Xavier Darcos, en ministre délégué, et le président du Parti radical, François Loos, à la Recherche pour l'équilibre politique.

### CASER LES JUPPÉISTES

Il faut aussi penser aux jeunes, aux UDF chiraquiens, à ceux qui se sont lancés dans l'UMP. A force de vouloir caser les juppéistes et attirer ceux qui ont soutenu François Bayrou (Gilles de Robien et Jean-Louis Borloo) ou les madelinistes (Nicole Ameline, Tokia Saïfi), en prévision des législatives, on les a complètement oubliés. Après plus d'une heure et demie de discussion avec le président, M. Raffarin reçoit pour mission de les appeler. Il déjeune avec son nouveau ministre de la justice, Dominique Perben, et son nouveau ministre des affaires sociales, François Fillon. Puis repart au travail. Renaud Dutreil, officiel président de l'UMP, reçoit enfin un

appel pour se voir offrir un secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat. Le poste qu'occupait M. Raffarin en 1995 : cela laisse quelques espoirs pour l'avenir. Jean-François Copé, qui se désespérait, devient secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement.

Quand le premier ministre revient, à 17 heures, à l'Élysée, tout est bouclé. Quelques minutes auparavant, ses collaborateurs ont eu un petit choc en découvrant les images du futur ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, qui, à Neuilly, recevait déjà le gratin de la police ainsi que celui qui occupe encore le poste, Daniel Vaillant, pour une cérémonie prévue de longue date mais qui ressemble à une passation de pouvoir avant l'heure.

M. Sarkozy a déjà négocié de référer directement de son action au chef de l'Etat. Il occupe donc symboliquement le terrain. M. Raffarin a raison de le souligner : tout va vraiment bien.

Raphaëlle Bacqué

## François Fillon, jeune baron gaulliste et partisan de la méthode « des petits pas »

Ancien lieutenant de Philippe Séguin, rallié en 1995 à Edouard Balladur, il sera l'un des piliers de l'action gouvernementale, chargé de promouvoir le dialogue social

### ■ Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité

Promu numéro trois du gouvernement, François Fillon ne s'attendait pas à récupérer « l'empire » taillé sur mesure pour Martine Aubry en 1997 – et repris ensuite par Elisabeth Guigou. Ni à marcher sur les traces de son ancien mentor, Philippe Séguin, ministre du travail et des affaires sociales de 1986 à 1988.

Après s'être lui-même retiré de la liste des premiers ministres de droite, le député (RPR) de la Sarthe se serait plutôt vu au ministère de la défense. Spécialiste des questions militaires, il a présidé, de 1986 à 1988, la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Mais Jacques Chirac en a décidé autrement : il devra être le promoteur du nouveau dialogue social et, à ce titre, l'un des deux « piliers » de l'action gouvernementale.

Affable et discret, cet homme de 48 ans, marié à une Galloise et père de cinq enfants, connu sans l'être vraiment du grand public, n'a pas une longue expérience de son nouveau domaine. Les responsables syndicaux, qu'il devrait rencontrer prochainement, le connaissent peu, voire pas du tout. Partisan déclaré de l'expérimentation et de la décentralisation, il s'est employé, à créer, à Nantes, en sa qualité de président du conseil régional des Pays de la Loire, des « contrats 3 500 » basés sur une substantielle réduction de charges en faveur des PME, commerçants, et artisans qui créeraient un nouvel emploi durable.

Pour le dialogue, M. Fillon avait lui-même défini sa méthode en 1996, lorsqu'il déclarait préférer celle « des petits pas qui donnent de bons résultats ». Alors ministre délégué à la poste, aux télécommunica-



Le nouveau numéro trois du gouvernement, François Fillon, a pris possession de ses locaux mardi 7 mai. Il récupère les dossiers que Philippe Séguin, dont il fut longtemps le principal lieutenant, avait en charge de 1986 à 1988.

ÉLODIE GREGOIRE/MPA

tions et à l'espace dans le gouvernement Juppé, il a géré le changement de statut de France Télécom. La transformation de l'exploitant public en société anonyme et sa privatisation partielle s'étaient faites de guerre lasse, en échange du maintien du statut de fonctionnaires pour les personnels en poste, d'un plan d'embauches et de départs en préretraite à partir de 55 ans. À l'époque, le ministre avait su notamment trouver un terrain d'entente avec Force ouvrière. De cette période date aussi son goût immodéré pour les téléphones mobiles et pour la correspondance sur Internet.

### PRAGMATIQUE

Des « petits pas » au « consensus », qu'il dit privilégier, M. Fillon est de ceux qui s'opposent, au sein de la nouvelle majorité présidentiel-

le, à la ligne droitiste incarnée par Nicolas Sarkozy. Au lendemain du premier tour, il jugeait nécessaire une « pédagogie de la réforme » et soulignait le besoin de « construire des consensus » autour de gros chantiers comme les retraites, la réforme de l'Etat ou celle des pouvoirs locaux (*Le Monde* du 3 mai). « Il n'y a pas eu de coup de barre à droite, ni évidemment à gauche », se félicitait-il.

Le maire de Sablé-sur-Sarthe de 1983 à 2001, devenu conseiller municipal de Solesmes (Sarthe), est un pragmatique. Partisan d'Edouard Balladur en 1995, dont il fut le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (1993-1995), il a longtemps été le lieutenant de Philippe Séguin, avant de prendre ses distances. Il a été, depuis, l'un des principaux rédacteurs du projet de l'Union en

mouvement (UEM), devenue Union pour la majorité présidentielle (UMP).

Un pied dans le national, l'autre ancré dans le local, M. Fillon n'a jamais déserté sa base sarthoise. Diplômé en droit public, ce fils de notaire né au Mans a débuté comme assistant parlementaire du député gaulliste de la Sarthe Joël Le Theule, qu'il a suivi de 1978 à 1981 au ministère des transports, puis à la défense, comme chargé de mission. Régulièrement élu député du département depuis 1981, président du conseil général en 1992, il a succédé à Olivier Guichard en 1998 à la présidence du conseil régional des Pays de la Loire, accédant ainsi au titre de « baron » de la droite dans l'un de ses fiefs.

Isabelle Mandraud et Jean-Louis Saux

## Jean-François Mattei, un généticien contre le clonage humain

### ■ Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Jean-François Mattei, 59 ans, a tout de l'hyperactif sous son apparente sérénité. Côté pile, c'est un professeur de pédiatrie et de génétique médicale à l'hôpital d'enfants de la Timone, à Marseille (Bouches-du-Rhône), et un membre de l'Académie nationale de médecine. Généticienne comme lui, son épouse et mère de leurs quatre enfants, Marie-Geneviève, travaille dans la même unité de recherche de l'Inserm. Côté face, c'est un politicien aguerri entré dans la carrière dans le sillage de Jean-Claude Gaudin en devenant conseiller municipal UDF de Marseille en 1983. Conseiller général des Bouches-du-Rhône de 1985 à 1988, puis conseiller régional en PACA, il est élu député des Bouches-du-Rhône en 1989. Il voit lui échapper, en 1993, le poste de ministre de la santé au profit de Philippe Douste-Blazy, UDF comme lui.

Ce scientifique, qui excelle dans la pédagogie, a pris une part importante dans l'élaboration des lois de bioéthique votées en juillet 1994. Il a siégé de 1993 à 1997 au Comité consultatif national d'éthique. Intéressé par d'autres sujets, il fait adopter en juin 1996 une proposition de loi sur l'adoption et une autre en 2000 sur l'adoption internationale. La même année, il est rapporteur

de la mission d'information à l'Assemblée nationale sur « l'ensemble des problèmes posés par l'encéphalopathie spongiforme des bovidés » et son rapport de 1997 pointe les lacunes des contrôles des farines animales par les services des douanes, ceux des fraudes et la brigade vétérinaire.

### CONSENSUEL

Au printemps 2000, il lance une pétition sur Internet pour renégocier une directive européenne de 1998, afin d'empêcher de breveter des gènes humains. De même, il appelle de ses vœux une législation internationale contre le clonage reproductif, qu'il considère être « un crime contre l'humanité ». Opposé à la jurisprudence Perruche, il obtient gain de cause en 2002 en faisant inclure dans la loi sur les droits des malades sa proposition de loi relative à la solidarité nationale et l'indemnisation des handicaps congénitaux.

Dans ces différentes batailles, qu'il conduit d'une voix posée et en se gardant des invectives, il n'est pas rare qu'il parvienne à un consensus qui dépasse les clivages politiques. En plusieurs occasions, son prédécesseur à la santé, Bernard Kouchner, ne cachait pas ses nombreux points d'accord avec son confrère qui porte l'étiquette Démocratie libérale. « Au sein de DL, il est plutôt

du côté de l'humanisme libéral que du libéralisme intégral », indiquait Jean-Pierre Raffarin, cité par *Le Point* du 19 octobre 2001.

Catholique pratiquant, Jean-François Mattei a répété à la tribune de l'Assemblée nationale qu'il aurait néanmoins voté la loi Veil sur l'avortement, qu'il applique dans son service hospitalier. Adversaire de ce qu'il appelle l'« eugénisme », il refuse à la fin de l'année 1996 l'élargissement du dépistage de la trisomie 21, mais révisé ensuite cette position. Il se prononce contre la levée du secret de l'accouchement sous X... et défend, au moment de l'affaire Montand, le respect des sépultures lorsqu'il ne s'agit pas de rechercher la preuve d'un crime.

Lors des débats sur le pacs, il défend la motion d'irrecevabilité de l'opposition, votée le 9 octobre 1998, à la faveur de l'absence à l'Assemblée de nombreux députés de la majorité. Convaincu de la nécessité d'un grand ministère de la santé, Jean-François Mattei rêve d'y inclure l'assurance-maladie, en séparant les branches de la Sécurité sociale, mais aussi l'environnement. En 1998, il a pris partie pour l'expérimentation d'une mise en concurrence de l'assurance-maladie avec les assureurs privés.

Paul Benkimoun

## Roselyne Bachelot, écologiste et pro-nucléaire

La nouvelle ministre estime que la France doit rester une « grande puissance » de l'atome

### ■ Ministre de l'écologie et du développement durable

Quand Jean-Pierre Raffarin l'a appelée, mardi, pour lui proposer de devenir ministre de l'écologie et du développement durable, Roselyne Bachelot lui a répondu : « J'ai un seul défaut dans ce dossier, je suis compétente ! » La députée RPR du Maine-et-Loire, qui a été porte-parole du candidat Chirac, n'a pas froid aux yeux. Après avoir mené une carrière parfois chaotique au sein du RPR, elle décroche un portefeuille qui lui avait échappé, en 1995, quand elle espérait prendre la relève de Michel Barnier. M. Chirac l'avait alors appelée pour lui dire : « Ce n'est que partie remise. » Au creux de la vague il y a quelques années, elle se comparait à la « panthère rose », celle qui fait « un pas en avant, trois pas en arrière ».

C'est lors de son déplacement au Mont-Saint-Michel, le 18 mars, que Jacques Chirac a promis « un véritable ministère de l'écologie et du développement durable (...) au carrefour de toutes les décisions économiques et d'aménagement ». Cette annonce

a été accueillie comme « une chose positive » par Greenpeace. « Reste à voir si M<sup>me</sup> Bachelot sera à même d'exercer les compétences transversales », a déclaré à l'AFP Yannick Jadot, numéro deux de l'association, qui « attend » également M<sup>me</sup> Bachelot sur le nucléaire.

### DIFFICILEMENT CLASSABLE

Sur ce dossier, M<sup>me</sup> Bachelot entend suivre « la feuille de route » de l'Elysée : « La France est une grande puissance nucléaire. Tout rejet du nucléaire, tout moratoire, serait une grave menace pour l'avenir et pour l'environnement », a déclaré au *Monde*, mercredi, la nouvelle ministre, qui précise toutefois qu'elle est « une grande prêtresse de l'énergie éolienne » dans sa région des Pays-de-la-Loire, dont elle est vice-présidente, chargée de l'aménagement du territoire et de l'environnement. « La prévention des risques naturels et industriels me tient à cœur. Ma région a été touchée de plein fouet par l'Erika », ajoute-t-elle.

Si l'environnement rime aussi avec santé, ses « bonnes relations »

avec Jean-François Mattei (DL), qui succède à Bernard Kouchner, lui seront utiles. Son parcours professionnel aussi.

La vie de Roselyne Bachelot ressemble parfois à une jolie légende. Née le 24 décembre 1946 « à minuit », à Angers, fille de chirurgiens-dentistes, elle fait des études de médecine, se marie, interrompt ses études, devient visiteuse médicale. Entrée au RPR dès sa création, en 1976, elle démarre sa carrière politique à l'âge de 30 ans, sous l'œil de son père, l'ancien député gaulliste Jean Narquin. Ses ennemis politiques critiqueront dès lors la « fille à papa ». La pharmacienne est élue conseillère générale en 1982. Battue aux municipales à Angers, en 1995, elle est élue députée en 1998 grâce à son père qui se désiste en sa faveur, au dernier moment. Elle sera réélue en 1993 et en 1997.

Politiquement, elle est difficilement classable. Devenue très médiatique en 1998 pour avoir voté, seule à droite, en faveur du pacs, elle fut la star de la *gay pride*, en juin 1999, avant de se consacrer, à nouveau, à

sa très conservatrice circonscription.

Membre de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, elle a toujours eu de bonnes relations avec son président, le socialiste Jean Le Garrec, ou avec Martine Aubry, même si elle a combattu les emplois-jeunes et les 35 heures. Hostile au cumul des mandats, cette femme divorcée, devenue féministe, a soutenu la parité en politique et l'allongement à douze semaines du délai pour l'IVG.

Cela ne l'empêche pas de prôner « la tolérance zéro » en matière de délinquance ou de s'opposer à la dénalisation des drogues douces. Sa nomination comme porte-parole du candidat Chirac n'a pas fait l'unanimité. A plusieurs reprises, ses déclarations ont été contredites. Parfois, elles ont inquiété. Quand, au tout début de la campagne, M<sup>me</sup> Bachelot a loué le septennat « extrêmement riche » de M. Chirac, l'Elysée a redouté que l'adjectif soit mal interprété...

Clarisse Fabre

## Jean-Paul Delevoye, un homme de terrain récompensé pour ses services

Il fut candidat malheureux à la présidence du RPR

### ■ Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire

Jean-Paul Delevoye peut se prévaloir d'une triple légitimité pour occuper ce poste. Le maire de Bapaume et sénateur RPR du Pas-de-Calais correspond exactement au profil d'homme de terrain, adepte de la proximité que souhaitaient Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin : bien placé dans son département pour jauger la réalité de la « fracture sociale », il a aussi été l'un des premiers à mettre en garde contre l'apparition d'une « fracture civique ».

Le président de la puissante Association des maires de France (AMF), sans interruption depuis 1992, est familier des questions d'aménagement du territoire. Il a sans doute des idées sur la fonction publique – il pratique tous les jours la fonction publique territoriale – et, en tant que premier maire de France, sur la réforme de l'Etat. Enfin, Jacques Chirac lui devait bien un geste après l'avoir lancé dans une aventure qui a tourné à la déroutée : la conquête de la présidence du RPR en 1999.

Ce géant volubile et aimable, à la carrure imposante, né dans une commune rurale dont il deviendra le maire, ressemble à ce qu'il est : un homme qui a toujours affirmé « aimer la terre » et revendiqué un « bon sens paysan ». C'est un avantage pour représenter les quelque 36 000 maires de France, qui peuvent facilement se reconnaître en lui. En revanche, lorsqu'il s'est trouvé propulsé dans les intrigues feutrées des appareils parisiens, ce « provincial », homme de consensus, puisqu'au sein de l'AMF cohabitent la droite et la gauche, s'est montré maladroit et mal à l'aise dans une bataille qui n'était pas la sienne. Jusqu'alors dépourvu de notoriété nationale, il n'avait pas le profil pour s'imposer face à Michèle Alliot-Marie. En tête au premier tour du scrutin interne au RPR, il obtiendra 37 % des voix au second tour. Né le 22 janvier 1947, fils d'un négociant en aliment pour bétail dont il reprendra l'entreprise, issu

d'une famille de tradition gaulliste, Jean-Paul Delevoye a fait une partie de sa scolarité dans un collège religieux d'Amiens, avant de passer son bac et d'entrer à l'Institut supérieur d'agriculture de Lille, mais sans y terminer ses études.

Le jeune Delevoye est fugitivement tenté par la gauche mais, tout en conservant une conscience sociale aigüe, il rejoint les rangs de la droite. Comme maire, il se flatte d'avoir créé dans sa commune une entreprise d'insertion pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Son combat de toujours est de tisser, ou retisser, le lien social. En ce sens, il est bien plus proche de Philippe Séguin que de l'aile libérale de la droite. En 1996, il se déclare d'ailleurs « plus gaulliste que RPR ».

### AU RPR DEPUIS 1981

Sa carrière politique commence avec la décennie 80. Elu pour la première fois conseiller général du canton de Bapaume en 1980, avec le soutien du RPR, il devient membre de ce parti en 1981 et entre, la même année, au comité central. Elu maire de Bapaume en 1982, il est élu député en 1986, à la proportionnelle, mais sera battu en 1988. En 1992, il est membre du secrétariat national du RPR chargé des questions économiques. La même année, il devient sénateur, avant d'être élu à la présidence de l'AMF, dont il était, depuis 1989, vice-président chargé des finances.

Sous les gouvernements Balladur puis Juppé, qui imposent aux collectivités locales une cure de rigueur, il se retrouve dans une situation délicate, qu'il affronte sans complexe : le RPR Jean-Paul Delevoye relaie le mécontentement des élus locaux, pour critiquer Alain Juppé. En 1999, c'est le douloureux épisode de la bataille du RPR, qui fera malgré tout connaître son nom du grand public. Depuis, il n'exercerait aucune fonction dans l'appareil du parti et s'était recentré sur ses activités locales et ses actions humanitaires en Afrique.

Jean-Louis Andreani

## Gilles de Robien, un proche de François Bayrou épargné par les chiraquiens

### ■ Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

En ouvrant la porte de son gouvernement à l'ancien directeur de campagne de François Bayrou, Jean-Pierre Raffarin ne fait pas entrer le loup dans la bergerie. Dès le lendemain de sa nomination par le président de l'UDF, Gilles de Robien avait fait patte de velours : « Jacques Chirac est un allié possible au sein d'une coalition. (...) Je serai un directeur de campagne qui aidera à faire la synthèse », avait-il indiqué dans un entretien au *Monde* du 8 décembre 2001. Le maire d'Amiens, qui avait déjà ménagé Jacques Chirac tout en soutenant Edouard Balladur, en 1995, se sera donc livré au même exercice.

Chez cet aristocrate de 61 ans, la courtoisie est une marque de fabrique. En l'espèce, elle ne fut probablement pas désintéressée. Mais elle a eu le bon goût – fait rarissime dans la famille centriste – de s'accompagner jusqu'au bout d'une loyauté sans faille à l'égard de M. Bayrou. Fidèle, M. de Robien est également un homme de convictions, qu'il a, à plusieurs reprises, fait prévaloir sur les intérêts et les humeurs de son camp.

Le 20 août 1996, alors qu'il est président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, il reçoit une délégation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard au Palais-Bourbon ; initiative vivement critiquée dans les rangs chiraquiens. Le 14 août 1998, sur le plateau de France 3, il découpe soigneusement sa carte de Démocratie libérale, quittant le parti qui venait d'accueillir Jacques Blanc, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, réélu en mars grâce aux voix du Front national. Le 27 novembre

1999, lors d'un conseil national de l'UDF, dont il était alors le porte-parole, M. de Robien prend position en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales. Le 1<sup>er</sup> Mai, enfin, il a – pour partie – bravé le mot d'ordre implicite de la droite, en venant saluer dans sa ville les manifestants contre l'extrême droite.

### ACTIONS DE PROXIMITÉ

Né le 10 avril 1941 à Cocquereil, dans la Somme, huitième d'une famille de dix enfants, M. de Robien, ancien agent d'assurances, s'engage en politique lors de la campagne victorieuse de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974. Responsable du Parti républicain dans son département, il est élu député en 1986 et conquiert trois ans plus tard la mairie d'Amiens (Somme), détenue depuis dix-huit ans par le PC. Il y sera réélu sans discontinuer, comme au Palais-Bourbon.

Libéral d'origine, M. de Robien est devenu plus « social » au contact de sa ville. Il fut ainsi l'un des rares maires de droite à s'intéresser à la fondation Agir contre l'exclusion, de Martine Aubry, et avait réclamé, dès 1993, un « plan Marshall » pour les banlieues et les quartiers en difficulté.

Multipliant les actions de proximité dans sa ville, il a cherché à conforter Amiens dans son rôle de capitale régionale. Le nouveau ministre des transports s'est toutefois opposé au projet de construction du troisième aéroport de Chaulnes (Somme). « Père » de la loi du 11 juin 1996 sur la réduction du temps de travail, M. de Robien s'est opposé à la loi sur les 35 heures, la qualifiant d'« antiéconomique et antisociale ».

Jean-Baptiste de Montvalon



Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a constitué une équipe de quinze ministres, six ministres délégués et six secrétaires d'Etat qui jouera sa survie lors des élections législatives du mois de juin. La composition du nouveau gouvernement, fortement marquée par l'influence d'Alain Juppé, apparaît très chiraquo-chiraquienne : sur les dix ministres de plein exercice marqués par une étiquette politique, huit sont issus du parti gaulliste.

## Jean-Jacques Aillagon, la consécration pour le directeur du Centre Pompidou

Ce Lorrain est un spécialiste de l'histoire de l'art

### ■ Ministre de la culture et de la communication

Fidèle du président de la République, homme de culture et de conviction, Jean-Jacques Aillagon aura autant espéré qu'attendu sa nomination au poste de ministre de la culture. Depuis 1995 exactement, quand, après la première élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, son nom avait circulé avec insistance jusqu'à ce qu'on lui préfère Philippe Douste-Blazy. Un an plus tard, il était nommé en conseil des ministres à la présidence du Centre Pompidou, fonction qu'il assumait encore au jour de sa nomination.

Membre du RPR depuis un peu plus d'un an, où il était en charge des relations avec les professions artistiques et culturelles, Jean-Jacques Aillagon est né le 2 octobre 1946 à Metz, dans une famille de la petite bourgeoisie conservatrice. Il entame sa fréquentation avec le politique lors des événements de mai 68, pendant qu'il achève ses études – il est professeur certifié d'histoire et de géographie, et diplômé d'études approfondies d'histoire de l'art. Pourtant, pendant une longue période, il se consacra à « un patient travail de libération de [ses] conditions d'existence ». « Toute ma vie d'adulte, j'ai eu l'impression d'agir pour et en fonction de la société dont je suis un élément, et d'être, donc, dans le politique. En affirmant ma liberté de vivre ma sexualité, et cela dans un contexte historique et géographique – la province –, dans un contexte

familial, aussi, très répressif, j'ai agi politiquement. Au-delà de mon sort, c'est la situation de tous les homosexuels qui, d'une certaine façon, était concernée par mon comportement. »

En 1976, Jean-Jacques Aillagon, professeur au lycée de Tulle, est détaché de l'éducation nationale pour rejoindre le ministère de la culture, alors sous la férule du gaulliste Michel Guy. Il est nommé chargé de recherche au Centre d'études et de recherches architecturales (1976-1978), puis sous-directeur de l'École nationale des beaux-arts (1978-1982).

### ÉLÉGANT ET CHALEUREUX

Il pénètre un peu plus tard les cercles chiraquiens au sein de la Mairie de Paris, où on le retrouve à la direction des affaires culturelles (1993-1996), convaincu qu'il pourrait, bientôt, s'installer dans le fauteuil de Jack Lang et relancer une politique culturelle ambitieuse. Il la voudrait « exemplaire » de l'esprit d'ouverture dont il n'a jamais cessé de faire preuve dans ses fonctions – il est ainsi l'ami de Bertrand Delanoë.

Admirateur de Michel de L'Hospital, protecteur des poètes de la Pléiade, féru des œuvres de Villon, Beckett, Monteverdi, Stravinsky et Boulez, Jean-Jacques Aillagon, quinquagénaire élégant et chaleureux, devrait assurer, à tout le moins pour un temps, la sympathie des milieux artistiques au nouveau gouvernement.

Olivier Schmitt

## Hervé Gaymard, un chiraquien pur sucre pour la PAC et la vache folle

### ■ Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

C'est en Savoie, au cours d'une session budgétaire du conseil général, qu'il préside depuis septembre 1999, qu'Hervé Gaymard (RPR) a appris, mardi 7 mai, qu'il était nommé ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Les élus départementaux, toutes tendances confondues, se sont levés pour applaudir son entrée au gouvernement. Emu, il a rappelé ses origines rurales et paysannes avant de préciser qu'il allait se mettre au travail « avec écoute, humilité et ardeur ». « Chirac aura sans doute beaucoup de conseils à me donner », a-t-il ensuite reconnu, faisant allusion aux fonctions passées du chef de l'Etat dans ce ministère. Un des premiers dossiers qu'il devra gérer concerne son département, puisqu'il s'agit de la crise de la dioxine qui affecte le bassin d'Alberville, où plus de 5 000 animaux ont dû être abattus.

Né le 31 mai 1960 à Bourg-Saint-Maurice (Savoie) – son père était cordonnier et marchand de chaussures et son grand-père paysan –, Hervé Gaymard est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Après quatre ans passés à la direction du budget, il part en Egypte en 1990 comme attaché financier pour le Proche et le Moyen-Orient auprès de l'ambassade de France au Caire.

### PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

Revenu à la direction du budget en 1992, il devient, un an plus tard, suppléant de Michel Barnier, alors député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Savoie et président du conseil général, puis député lorsque M. Barnier entre dans le gouvernement Balladur. Elu conseiller général du canton de Moutiers en 1994, M. Gaymard entre dans le gouvernement Juppé, en 1995, comme secrétaire d'Etat aux finances, puis devient secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale. En 1997, il

est réélu député de Tarentaise et succède, deux ans plus tard, à M. Barnier à la tête du conseil général.

Proche de Jacques Chirac, mais également de son épouse Bernadette, qu'il a accueillie en Savoie le 26 avril (*Le Monde* des 28-29 avril), M. Gaymard a été secrétaire général de l'Union en mouvement (UEM), devenue l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). A Paris, il offre le profil d'un chiraquien pur sucre, mais, en Savoie, il cultive l'image consensuelle d'un élu pragmatique proche du terrain. Le 7 mai, le premier budget supplémentaire de 27 millions d'euros qu'il proposait au conseil général a d'ailleurs été voté à l'unanimité.

Mais la politique n'est pas la seule passion de ce Savoyard né « au pays de la neige » et qui aime aller se ressourcer en famille dans la vallée des Chapieux, sur les contreforts du massif du Beaufortain, où ses ancêtres montaient à l'alpage avec leurs troupeaux. Amateur des bandes dessinées de Tardi et d'Hu-

go Pratt, il raffole surtout de littérature. Il a dévoré, ces derniers mois, l'œuvre de Mario Rigoni Stern, un écrivain italien de 81 ans, montagnard et pacifiste, ami de Primo Levi, qu'il a invité à Bourg-Saint-Maurice en septembre 2001. Mais ses deux auteurs préférés restent Malraux, auquel il a consacré un livre (*Pour Malraux*, La Table ronde, 1996), et Vialatte, sur lequel il prépare aussi un ouvrage.

Marié à Clara Lejeune, fille du professeur Jérôme Lejeune, découvreur des origines de la trisomie 21 mais aussi militant anti-avortement actif, M. Gaymard est père de huit enfants. Il lui faudra désormais résister aux tentations « de la politique frénétique », titre d'un article publié en juin 2001 dans la *Revue des Deux Mondes*, où il estimait qu'un engagement politique ne devait pas empêcher de continuer de vivre simplement avec sa famille et ses proches.

De notre correspondant à Chambéry, Philippe Révil

## Dominique Perben, un compagnon d'Alain Juppé

### ■ Garde des sceaux, ministre de la justice

La veille de sa nomination au ministère de la justice, Dominique Perben jouait encore la prudence : « Rien n'est jamais joué, jusqu'au dernier moment. » Lundi 6 mai, il avait pourtant eu le privilège de déjeuner, au restaurant du Sénat, avec le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui sortait juste de l'Élysée, et avec les deux autres fondateurs du club chiraquien Dialogue et initiative, les anciens ministres Michel Barnier et Jacques Barrot. Au grand dam de ce dernier, notamment, M. Raffarin avait dû expliquer à cette occasion que les quatre « mousquetaires » ne pouvaient pas tous entrer au gouvernement, mais que lui, M. Perben, en serait.

Le maire de Chalons-sur-Saône avait une autre bonne raison de se montrer confiant : c'est un ami de longue date d'Alain Juppé, membre comme lui de la promotion Charles-de-Gaulle (1970-1972) de l'ENA. Mais non, il préférerait rester réservé.

Avec son allure de dandy et ses yeux clairs, ce fils d'une famille de la bourgeoisie lyonnaise a coutume de porter un regard distant, voire ironique, sur les événements. Voilà déjà trente

ans qu'il vit la politique de l'intérieur. Né le 11 août 1945, Dominique Perben commence sa carrière, dès sa sortie de l'ENA, comme directeur de cabinet du préfet du Maine-et-Loire, puis comme secrétaire général du Territoire de Belfort. Après un passage dans des cabinets ministériels, il revient chez lui, à Lyon, en 1982, comme directeur des services du conseil régional Rhône-Alpes. Il pourrait y patienter dans l'ombre de Charles Béraudier, l'homme fort de la municipalité lyonnaise de l'époque. Il préfère partir à la conquête de la mairie de Chalons-sur-Saône, socialiste depuis plus d'un demi-siècle, et en 1983, il bat la liste de gauche où figure Pierre Joxe, à l'époque président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

### ANCIEN SUPPORTEUR D'ÉDOUARD BALLADUR

Il entre dans l'appareil du RPR comme secrétaire national, chargé d'abord des élus locaux (1984), puis des élections (1986) et, enfin, comme secrétaire général adjoint (1990-1993) chargé du projet, aux côtés d'Alain Juppé. Elu député de Saône-et-Loire pour la première fois en 1986, il est, deux ans plus tard, trésorier de la deuxième campagne présidentielle de Jacques

Chirac. Fidèle entre tous, il ne participe pas à la fronde des « rénovateurs » de la droite, emmenée en 1989 par Michel Noir et Charles Millon.

Pourtant, lors de l'élection présidentielle de 1995, il se prononce en faveur d'Edouard Balladur. Ministre des départements et territoires d'outre-mer, il est l'un des premiers membres du gouvernement à estimer publiquement, en décembre 1994, que M. Balladur est « un homme qui peut rassembler les Français, pas uniquement au moment d'une élection, mais dans la durée ». M. Chirac, qui fait campagne au même moment à la Réunion, n'apprécie pas. M. Perben est recalé pour le premier gouvernement de M. Juppé. Son ancien compagnon de l'ENA ne l'appelle qu'après le remaniement de novembre 1995 et le nomme ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

En février, M. Perben avait créé un nouveau club, Liberté, tranquillité, destiné à alimenter la réflexion des maires dans le domaine de la sécurité. Il figurait alors parmi les prétendants au poste de ministre de l'intérieur.

Jean-Louis Saux

## Brigitte Girardin, une diplomate spécialiste du droit de la mer

### ■ Ministre de l'outre-mer

Brigitte Girardin, la nouvelle ministre des DOM-TOM, fait partie des conseillers élyséens qui passent sur le devant de la scène politique, après un séjour de deux ans au cabinet du président de la République, où elle s'occupait de ces questions. Née le 12 janvier 1953 à Verdun (Meuse), cette diplomate licenciée en droit et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, est secrétaire des affaires étrangères. De 1976 à 1986, elle a occupé plusieurs postes à Paris ou à l'étranger, suivant notamment les négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne au début des années 1980.

Elle deviendra aussi une spécialiste du droit de la mer, en suivant l'application de la Convention de l'ONU de Montego Bay (1982). Elle a terminé ce premier volet de sa carrière comme premier secrétaire à la mission permanente de la Fran-

ce auprès des Nations unies à New York. En 1986, elle est, pendant la première cohabitation, chef de cabinet de Camille Cabana, proche de Jacques Chirac, ministre chargé des privatisations. Elle retourne ensuite au Quai d'Orsay pour s'occuper du délicat dossier de la délimitation des zones de pêche (particulièrement difficile pour Saint-Pierre-et-Miquelon face au Canada) avant de revenir dans un cabinet ministériel, celui de Dominique Perben, devenu ministre des DOM-TOM en 1993.

### CHARGÉE DES TERRES AUSTRALES

Elle se spécialise dans ce domaine en restant auprès du successeur de M. Perben, Jean-Jacques de Peretti, dans le gouvernement d'Alain Juppé, de 1995 à 1997. Après la victoire de la gauche, Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement la nommeront administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

– un poste désormais décentralisé à la Réunion – qu'elle occupera 18 mois. Cette mission lui donne l'occasion de bien connaître la recherche scientifique océanique polaire et météorologique dans ces zones très éloignées, et d'intervenir pour favoriser les armements de pêche de la Réunion qui fréquentent les parages glacés de Crozet, Amsterdam et des îles Kerguelen. Ces eaux sont riches en légumineuses, des poissons des grandes profondeurs appréciés des consommateurs de l'Asie du Sud-Est. Avec l'aide de la marine nationale, elle doit organiser des « opérations

coup de poing » pour arraisonner des navires pirates, souvent sous pavillon de complaisance, pêchant illégalement.

En janvier 2000, elle est appelée à l'Élysée pour y suivre les dossiers de l'outre-mer. Sur ce terrain, la cohabitation avec les ministres de gauche, Jean-Jack Queyranne, puis Christian Paul, aura été assez sereine, notamment pour la préparation de la loi d'orientation de l'outre-mer (décembre 2000) et son volet économique et social.

Jean-Louis Andreani et François Grosrichard

**NOUS AVONS** publié, dans notre édition du 8 mai, les portraits de Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie, et Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense et des anciens combattants. Par ailleurs, les portraits de Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, et de Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sont en pages 10 et 11.

## Alain Lambert, un notaire pour tenir les cordons de la bourse

### ■ Ministre délégué au budget

C'est à Alain Lambert, 55 ans, qu'il reviendra de tenir la bourse de l'Etat. La tâche ne sera pas aisée pour ce sénateur UDF de l'Orne, qui aurait bien aimé, comme Jean-Pierre Raffarin, occuper la présidence du Palais du Luxembourg : il lui faudra, en effet, concilier des objectifs qui ne sont pas forcément conciliables, comme les allègements fiscaux et l'augmentation des dépenses pour la sécurité ou la justice, promis par Jacques Chirac, et la maîtrise des finances publiques, sur laquelle le président s'est engagé vis-à-vis de Bruxelles.

A priori, M. Lambert est davantage partisan des réductions de déficits que des baisses d'impôts. Mais ce père de quatre enfants, qui a appelé à voter M. Chirac dès le premier tour, n'est pas un homme d'éclat. Notaire à Alençon – il a d'ailleurs présidé le conseil supérieur du notariat –, fils de cordonnier, il est plus connu pour son goût du consensus que pour ses coups de gueule. Au Sénat, où il est élu depuis 1992 et où il préside la com-

mission des finances depuis 1998, M. Lambert a œuvré discrètement et efficacement pour l'adoption de la réforme de la procédure budgétaire, qui a finalement été adoptée en juin 2001.

Mais le maire d'Alençon sait également se faire entendre quand cela le sert. En 2000, il avait mis en place une commission d'enquête sénatoriale pour comprendre pourquoi et comment le gouvernement de Lionel Jospin s'était acharné à minorer les recettes fiscales de 1999, l'année de la fameuse « cagnotte ». Les conclusions de l'enquête avaient été publiées dans un rapport au titre provocateur : « En finir avec le mensonge budgétaire ». La direction du budget, avec laquelle il va devoir travailler au quotidien dans ses nouvelles fonctions ministérielles, y était largement mise en cause. Sophie Mahieux, directrice du budget et ancienne directrice de cabinet de Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget de M. Jospin, a des raisons de s'inquiéter.

Virginie Malingre

## Jean-François Lamour, l'escrimeur de Chirac

### ■ Ministre des sports

C'est un (double) champion olympique d'escrime qui prend un portefeuille désormais strictement dévolu au sport. Né le 2 février 1956 à Paris, Jean-François Lamour possède l'un des plus beaux palmarès de l'escrime française. Treize fois champion de France de sabre, il a participé à quatre Jeux olympiques : bredouille en 1980, à Moscou, il prend sa revanche quatre ans plus tard en devenant champion olympique à Los Angeles. En 1988, à Séoul, il récidive devant tout le gotha du sabre mondial. Il fait ses adieux à la compétition peu après les Jeux de Barcelone, en 1992, d'où il a rapporté une médaille de bronze et où il a été le porte-drapeau de la délégation française. Il a également été champion du monde, en 1987.

Titulaire d'une licence de chimie et kinésithérapeute diplômé, il choisit pourtant de faire carrière au côté de Jacques Chirac. Peu après la fin de sa carrière sportive, il est nommé conseiller pour le

sport à la Mairie de Paris. Se revendiquant chiraquien, et seulement chiraquien (il est sans étiquette et n'a jamais brigué de mandat électif), il suit l'ancien maire de Paris à l'Élysée, en 1995. Pendant sept années, il occupe les fonctions de conseiller technique chargé de la jeunesse et des sports auprès du président de la République.

A ce titre, il suit les dossiers concernant ces deux secteurs, est présent sur les grands événements sportifs et veille à entretenir les liens entre Jacques Chirac et le monde du sport. Parmi les dossiers les plus sensibles qui l'attendent : l'augmentation du budget de son ministère, la poursuite de la politique de lutte contre le dopage et l'entrée en Bourse des clubs professionnels, que réclament les présidents des grands clubs de football. A lui de donner tort aux nombreux observateurs qui estiment que les meilleurs ministres des sports ont souvent été ceux qui n'étaient pas issus du sérail.

Gilles van Kote

## Xavier Darcos, un bon connaisseur de la machinerie éducative

Cet ancien enseignant proche d'Alain Juppé est plutôt bien accueilli par les syndicats

### ■ Ministre délégué à l'enseignement scolaire

Aux côtés du philosophe Luc Ferry, qui jouera, en tant que ministre de l'éducation de plein exercice, le rôle de la « figure universelle », le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, apportera sa grande connaissance des rouages de la machinerie éducative. Ce représentant de l'inspection générale de l'éducation nationale, corps influent dont il a été le doyen, connaît parfaitement la maison, et celle-ci l'estime.

Né en 1947 à Limoges, fils d'un trésorier-payeur général, M. Darcos possède un doctorat d'études latines et un doctorat d'Etat de lettres. Il a entamé sa carrière d'enseignant en tant que maître-auxiliaire à Périgueux en 1968, pour la poursuivre jusqu'aux classes préparatoires du lycée Louis-le-Grand, à Paris, en 1992. Avant d'être appelé par François Bayrou pour être son conseiller, puis son directeur de cabinet au ministère de l'éducation. En 1995, Alain Juppé, premier ministre, en fait son conseiller pour l'éducation et la culture. Une étape décisive pour que l'enseignant et homme de lettres, auteur de nombreux ouvrages pédagogiques sur l'histoire de la littérature, ne demeure pas un simple produit de l'élitisme républicain qui aurait rendu à l'école le fruit de son investissement. Fin connaisseur d'art contemporain, organiste, M. Darcos est aussi un politique.

Devenu, à la suite de son père, adjoint d'Yves Guéna à la mairie de Périgueux en 1988, M. Darcos le remplace en 1997 quand ce dernier est nommé au Conseil constitutionnel. Dans la foulée, il est élu sénateur

(app. RPR) de la Dordogne. Proche d'Alain Juppé et de Dominique de Villepin, l'ancien enseignant s'affirme comme un artisan actif de l'Union en mouvement (UEM), puis de la campagne électorale de Jacques Chirac. Avec des proches du sérail, il a travaillé depuis plus d'un an sur les dossiers de l'éducation, et a soufflé la vedette à Pierre-André Périssol, secrétaire national chargé du dossier au RPR, qui n'aurait pas refusé d'être ministre.

### « UN BON SOUVENIR »

Le personnage ne manque pas d'autorité mais, tous en conviennent, il est affable et chaleureux. « Il a laissé un bon souvenir à tous ceux qui avaient travaillé avec lui », assure un recteur d'académie de ses proches. Les syndicats d'ensei-

gnants ne le voient pas arriver d'un mauvais œil. Son credo, le retour de la discipline et des disciplines, en s'inscrivant dans une tradition classique de l'enseignement, revient, pour beaucoup, à redonner le pouvoir aux professeurs. « Il a quelque chose à voir avec la culture du milieu », résume ainsi dans un euphémisme un ancien responsable syndical.

Xavier Darcos a choisi comme directeur de cabinet Dominique Antoine, chef de file des élus UDF à la région Picardie et ancien directeur des personnels administratifs Rue de Grenelle. Son directeur adjoint sera François Perret, actuel doyen de l'inspection générale de la vie scolaire. Deux priorités seront abordées : la violence à l'école et la préparation de la prochaine rentrée. Les dernières mesures pri-

ses par Jack Lang résisteront-elles ? A propos des classes à parcours artistique et culturel, M. Darcos a confié vouloir dénoncer « cette pensée fautive qui consiste à tourner autour de l'école et en réalité revient à la piller du dedans ». Dans l'immédiat, la réforme du collège, pour laquelle l'équipe sortante comptait sur une rallonge budgétaire, pourrait être amendée. Tout comme les nouveaux programmes de l'école primaire, « recentrés sur les fondamentaux ». Mardi soir, Xavier Darcos a indiqué au Monde qu'il entendait promouvoir « des idées pragmatiques au service des utilisateurs de l'école. Les enfants ont besoin de savoir lire, écrire et compter ; de ne pas se faire casser la figure ; d'être accompagnés pour réussir ».

N. G.

## François Loos, un polytechnicien ingénieur des Mines venu des radicaux valoisiers

### ■ Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche

Dans le milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui a la religion du diplôme, François Loos a déjà un sésame : le président du Parti radical valoisien, âgé de 48 ans, est polytechnicien et ingénieur des Mines. Cet Alsacien entré en politique en devenant conseiller régional d'Alsace, en 1992, puis député du Bas-Rhin en 1993, recueille les fruits de sa fidélité à Jacques Chirac. Opposé à la candidature de François Bayrou à la présidentielle, M. Loos, vice-président de l'UDF depuis 2001, a joué

de l'influence de son petit parti au sein de la confédération centriste. Réélu très largement lors du congrès de novembre 2001, il a invité les valoisiers à « entrer sans complexes dans les instances de l'Union en mouvement ». Il était chargé, depuis février, des comités de soutien dans la campagne de M. Chirac. Inconnu du grand public, il a bénéficié d'une petite notoriété en devenant président de la commission d'enquête parlementaire sur les risques industriels, après la catastrophe de l'usine AZF de Toulouse, en septembre 2001. La presse a alors rendu hommage à son

absence de langue de bois. « Les risques industriels, je connais », a souvent répété M. Loos, qui a débuté sa carrière d'ingénieur dans une usine De Dietrich. Dix ans plus tard, il a pris la direction de l'usine Thann-Mulhouse de Rhône-Poulenc, classée Seveso, avant de devenir secrétaire général de la recherche du groupe. Il a ensuite dirigé la société Lohr Industries. Depuis 1998, il est président de la commission de la formation continue au conseil régional d'Alsace et membre du Conseil supérieur de l'éducation.

Béatrice Gurrey

## Jean-Louis Borloo, avocat d'affaires devenu maire « de terrain »

### ■ Ministre délégué à la ville

Maire de Valenciennes et député (UDF) du Nord, Jean-Louis Borloo va pouvoir expérimenter à grande échelle les recettes qu'il a, avec succès, appliquées au sauvetage de sa ville. L'image de cet avocat de 51 ans, énergique et volubile, est notamment associée à la réussite de l'implantation d'une usine Toyota, à Onnaing, près de Valenciennes. Ancien porte-parole du parti de François Bayrou, qu'il a soutenu au premier tour de l'élection présidentielle avant de rallier l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), M. Borloo reste un personnage atypique, imprévisible, adepte du « parler vrai » et familier du « coup de gueule » télévisé. C'est aussi un infatigable pourfendeur des « technocrates » et du « monde virtuel » des administrations parisiennes qu'il oppose à la « France réelle » des élus locaux, des entreprises et des acteurs sociaux.

Avocat d'affaires, diplômé de l'Institut supérieur des affaires (ISA), sa notice dans le Who's Who tient en huit lignes : il est inscrit au barreau de Paris depuis 1976 – il a récemment repris un cabinet dans la capitale –, mais il n'est membre de l'UDF que depuis quatre ans. C'est par le foot-

ball et les affaires que M. Borloo est né à la politique. Spécialisé dans les procédures commerciales et l'aide à la reprise d'entreprises en difficulté – il a notamment conseillé Bernard Tapie durant des années –, il avait été sollicité, en 1987, pour diriger le club de football de Valenciennes, alors en pleine déconfiture financière. Six mois plus tard, le club était sauvé. Ce succès lui permit, en 1989, de se présenter aux élections municipales.

### CARNET D'ADRESSES

Candidat sans étiquette, il brandit alors son apolitisme, mène une campagne à l'américaine, concentre son discours sur l'emploi et la relance économique de la région. Il promet d'attirer, grâce à son carnet d'adresses, des entreprises dans une ville sinistrée. Il balaie, dès le premier tour, le maire (RPR) sortant, Olivier Marlière, et est élu, au second tour, avec 76 % des voix. « Je me suis retrouvé maire sans l'avoir vraiment décidé », déclare alors le novice, qui avait néanmoins, par le passé, fait ses premières armes en politique sous les auspices d'Edgar Faure et de son club de réflexion, le Nouveau contrat social.

Le nouveau maire de Valenciennes tire profit

Ch. G.

## Patrick Devedjian, le juriste du RPR, devra décentraliser

### ■ Ministre délégué aux libertés locales

C'est en militant dans les rangs du groupe d'extrême droite Occident que Patrick Devedjian est entré en politique. A cette époque – entre 1963 et 1966 –, ce fils d'Arménien, avait tout juste 20 ans. Il étudiait le droit. Depuis, il est devenu avocat, député-maire d'Antony (Hauts-de-Seine), ville qu'il a ravie aux communistes en 1983, et conseiller politique du RPR.

Né en 1944 à Fontainebleau (Seine-et-Marne), M. Devedjian est aujourd'hui marié et père de quatre enfants. Il est entré à l'UDV (Union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République) en 1969. De 1970 à 1976, il a collaboré avec Raymond Aron – qu'il considère toujours comme l'un de ses maîtres à penser – à la revue *Contrepoint*, qui fut l'une des premières à s'intéresser au sort des dissidents soviétiques de l'ère Brejnev. En tant que juriste, il a fait partie de ceux qui, dans l'entourage de Jacques Chirac, ont rédigé les statuts du RPR, né de la dissolution de l'UDR en décembre 1976.

Après s'être rangé lors de la prési-

dentielle de 1995 aux côtés d'Edouard Balladur, il a dû attendre quatre années et la démission de Philippe Séguin de la direction du RPR, pour se hisser aux avant-postes du parti. Ainsi il présenta sa candidature à la présidence du RPR en 1999, à l'occasion de l'élection au suffrage direct des militants. Battu dès le premier tour, il s'est rangé ensuite derrière Michèle Alliot-Marie, contre Jean-Paul Delevoye, qui bénéficiait pourtant du soutien de Jacques Chirac.

Depuis les années 70, Patrick Devedjian est devenu l'un des principaux conseillers juridiques de la droite gaulliste. Avocat personnel de Jacques Chirac jusqu'aux milieux des années 90, il n'a pour autant jamais plaidé devant un tribunal en faveur de son célèbre client. En revanche, il confie être de ceux qui conseillent le chef de l'Etat sur les affaires qui le menacent. En homme de droit, Patrick Devedjian se serait bien vu au ministère de la justice, mais c'est des dossiers de la décentralisation dont il est désormais chargé.

Yves Bordenave

## Renaud Donnedieu de Vabres, un fidèle de François Léotard converti au chiraquisme

### ■ Ministre délégué aux affaires européennes

La vie politique est faite de choix. Avant d'accéder à sa première fonction ministérielle, Renaud Donnedieu de Vabres, 48 ans, a commenté par faire les mauvais. En 1995, il soutient Edouard Balladur au premier tour de la présidentielle. Sept ans après, il a hésité avant de lâcher François Bayrou au profit de Jacques Chirac. Délégué général de l'UDF, il fut membre du comité d'orientation de la campagne du président-candidat ; il en est récompensé en succédant à Pierre Moscovici aux affaires européennes, rattaché au ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, son condisciple de l'ENA, promotion Voltaire.

M. Donnedieu de Vabres est issu d'une famille de grands commis de l'Etat : son père, conseiller d'Etat, négocia le traité de Rome instituant la Communauté européenne et son grand-père fut juge au tribunal de Nuremberg en 1945. Licencié en sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il fut le directeur du cabinet de François Léotard au Parti républi-

cain (PR) à partir de 1986, et exerce la même fonction auprès du même M. Léotard au ministère de la défense dans le gouvernement Balladur (1993-1995).

Conseiller régional du Centre, M. Donnedieu de Vabres a été battu aux législatives de 1988. Il ne s'était pas présenté en 1993, avant de l'emporter de justesse dans la première circonscription d'Indre-et-Loire en 1997. Il a été battu aux municipales en 2001 par le maire sortant, Jean Germain (PS).

Au titre de ses anciennes fonctions au PR (devenu DL), le nouveau ministre délégué est aussi, par ailleurs, poursuivi depuis 1999 par la justice pour « blanchiment » et « infraction à la législation sur le financement des partis » dans une enquête partie d'une petite banque italienne, le Fondo sociale. L'instruction, dans laquelle M. Léotard est lui aussi mis en examen, est achevée depuis le 15 mai 2001, mais le parquet n'a pas encore pris ses réquisitions dans la perspective d'un éventuel procès.

E. B.

## Tokia Saïfi, une « beur » pour défendre les pays du Sud

Déçue par le PS, elle a rejoint Alain Madelin, et dénonce l'amalgame entre insécurité et immigration

### ■ Secrétaire d'Etat au développement durable

Symbolise-t-elle l'une de ces « réussites exceptionnelles » de jeunes issus de l'immigration maghrébine dont Jacques Chirac a estimé, pendant la campagne, qu'on ne les « souligne pas suffisamment » ? Lourde tâche pour Tokia Saïfi, 42 ans, d'être la première descendante d'immigré algérien à siéger dans un gouvernement français depuis la décolonisation. Cette femme, dont l'accent du Nord souligne l'attachement à cette région où elle est née, s'est éveillée à la politique au moment de la Marche pour l'égalité de 1983 par le biais de l'engagement associatif, comme beaucoup de membres de cette première génération « beur ».

M<sup>me</sup> Saïfi s'est « naturellement » retrouvée à gauche, en cofondant, en 1987, l'association lilloise « Espace intégration », choyée à ses débuts par la municipalité de Pierre Mauroy. Puis elle a expérimenté la quasi-incapacité du PS à proposer un avenir politique à des jeunes de son profil. En 1995, elle franchit le pas et figure sur la liste que le RPR

Alex Türk lance, en vain, à l'assaut du beffroi de Lille. L'échec ne la refroidit pas et, deux ans plus tard, elle tente sa chance sur une liste Génération écologie, qui ne recueille que 3,19 % des voix dans le Nord.

Finalement, elle devra son ascension politique à Alain Madelin, qui la placera en position éligible sur la liste qu'il conduit avec Nicolas Sarkozy aux européennes de 1999. La fille d'ouvrier algérien, qui fait remonter son envie de politique aux premières « vociférations » de Jean-Marie Le Pen, siège alors au Parlement de Strasbourg sur les mêmes bancs que le président du FN. Engagée en faveur de l'émergence d'une classe moyenne issue de l'immigration, sensible à la lutte contre les discriminations, la cause palestinienne et la coopération avec le Sud, M<sup>me</sup> Saïfi déplore l'« amalgame complet entre les quartiers, l'intégration et l'insécurité ». Elle va être confrontée, pour la première fois, à l'action politique nationale.

Philippe Bernard

## Nicole Ameline, le retour d'une « juppette »

### ■ Secrétaire d'Etat à la Mer

Congédiée avec les autres « juppettes » du gouvernement Juppé en novembre 1995 alors qu'elle était secrétaire d'Etat à la décentralisation, Nicole Ameline, 49 ans, est députée (DL) du Calvados et vice-présidente du conseil régional de Basse-Normandie. Cette fille d'agriculteur, diplômée d'études supérieures de droit public, a commencé sa carrière politique en 1978 comme chargée de mission de Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie (1978-1980).

## Dominique Bussereau, un libéral aux transports publics

### ■ Secrétaire d'Etat aux transports

Dominique Bussereau, 49 ans, est conseiller général et député (DL) de la Charente-Maritime. Ce familier des questions de transports est hostile à la construction d'un troisième aéroport parisien. « Ce dossier méritera d'être revu » en cas de victoire de la droite en 2002, déclarait-il l'an dernier. Il est également à l'origine de la réalisation d'un rapport – « une nouvelle politique pour les transports » – qui préconise notamment la privatisation complète d'Air France, le changement de statut de la SNCF en une sorte de Société anonyme à capitaux publics dans laquelle les personnels seraient associés aux résultats, ou l'instauration d'un service minimum garanti dans les transports publics. Il est également partisan de l'ouverture du capital de l'ensemble des sociétés d'autoroutes.

## Jean-François Copé, le porte-parole

### ■ Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement

Jean-François Copé était durant la campagne présidentielle, membre du comité d'orientation de Jacques Chirac. Chargé du projet d'alternance, il est l'un des principaux auteurs du programme adopté par l'UEM lors de la convention de Toulouse le 23 février. Proche d'Alain Juppé, sorti de l'ENA en 1989, cet ancien directeur de cabinet de Roger Romani dans le gouvernement d'Edouard Balladur est devenu maire (RPR) de Meaux (Seine-et-Marne) en 1995. Né le 5 mai 1964 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), il est aujourd'hui marié et père de deux enfants.

## Renaud Dutreil, le leader du parti présidentiel

### ■ Secrétaire d'Etat aux PME, au commerce, à l'artisanat et aux professions libérales

Renaud Dutreil est député UDF de l'Aisne depuis 1994. Marié et père de quatre enfants, ce jeune parlementaire de 41 ans, est l'un des plus fervents partisans de la constitution d'un grand parti unique de la droite. Président de l'UEM depuis sa création en avril 2001, il est devenu de fait celui de l'UMP le 23 avril. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, nommé auditeur au conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA en 1989, il est arrivé en politique comme suppléant d'André Rossi aux élections législatives de 1993. Elu en mars 1994, conseiller général de l'Aisne, Renaud Dutreil a d'abord été porte-parole du parti Républicain de 1995 à 1997 avant de rejoindre l'UDF en 1998.

## Dominique Versini, un long combat contre la pauvreté

### ■ Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion

En confiant à Dominique Versini ce secrétariat d'Etat, Jean-Pierre Raffarin s'est adjoint les services d'une femme de conviction, qui connaît bien le terrain de la grande pauvreté. Née en 1954 à Rabat (Maroc), M<sup>me</sup> Versini dirige, depuis 1995, le Samu social de Paris, un service d'aide aux sans-abris où elle a rejoint Xavier Emmanuelli, l'ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence du gouvernement d'Alain Juppé dont elle est restée proche. Conseillère régionale (RPR) d'Ile-de-France, ex-élu du 13<sup>e</sup> arrondissement, elle était étiquetée « séguiniste » à l'époque où la droite parisienne se déchirait dans la perspective des municipales de 2001. Elle devra notamment s'attaquer à l'engorgement des structures d'hébergement d'urgence, occupées par un nombre croissant de demandeurs d'asile.

## M. Sarkozy est placé à la tête d'un ministère de l'intérieur aux compétences élargies

Il aura notamment, pour la première fois, la tutelle sur l'action de la gendarmerie

**NUMÉRO DEUX** du gouvernement, Nicolas Sarkozy (RPR) se retrouve à la tête d'un ministère de l'intérieur aux compétences élargies, comme l'indique sa nouvelle dénomination : il sera chargé de l'intérieur, mais aussi de la « sécurité intérieure » et des « libertés locales ». De son prédécesseur, Daniel Vaillant, auquel il a officiellement succédé, mercredi 8 mai, il hérite de la responsabilité des préfets, de la décentralisation, de la police et des cultes, missions traditionnellement dévolues au locataire de la place Beauvau depuis 1981, et de la mise en œuvre de la réforme donnant plus de poids politique aux collectivités locales.

C'est en tant que ministre de la sécurité intérieure que M. Sarkozy voit son champ d'action élargi. Il ne devra plus se contenter d'être « le premier flic de France », formule inventée par l'un de ses célèbres devanciers au début du siècle dernier, Georges Clemenceau. Il sera aussi, pour la première fois dans l'histoire de la République, le « premier gendarme » de France. Comme l'a affiché, dans son programme, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), les gendarmes devraient, en effet, passer sous la responsabilité du ministre de la sécurité intérieure. Ils conserveraient toutefois leur statut militaire. La nouvelle organisation maintiendra la fonction de directeur général de la gendarmerie



rie nationale (DGGN). Le poste est vacant depuis le départ de son titulaire, Pierre Steinmetz, nommé lundi 6 mai directeur du cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Préfet de la région Poitou-Charentes (1998-2000), M. Steinmetz avait été

nommé par le ministre (PS) de la défense, Alain Richard, à la tête de la gendarmerie.

Le nouveau dispositif a notamment pour objectif de rendre plus efficace l'emploi par l'Etat des forces de sécurité. Il s'agit d'éviter les doublons cons-

tatés en matière d'équipement : ainsi, la police et la gendarmerie disposent chacune de leurs laboratoires de police scientifique, sans réelle coordination. Dans les départements et les régions, les préfets se heurtent parfois à des difficultés pour l'usage des escadrons de gendarmes mobiles, spécialisés dans le maintien de l'ordre, qui ne sont pas directement placés sous son autorité. Le ministère devrait aussi fixer aux préfets, aux policiers et aux gendarmes des objectifs chiffrés de réduction de la délinquance.

### UNE APPELLATION CRITIQUÉE

Pour les « libertés locales », M. Sarkozy dispose d'un ministre délégué en la personne de l'avocat Patrick Devedjian (RPR). Celui-ci a indiqué, mardi 7 mai, qu'il se concentrerait sur « les collectivités locales et la mise en place des réformes de décentralisation qui figurent dans le programme de Jacques Chirac ». Le chef de l'Etat s'est engagé, durant sa campagne, à promouvoir le référendum local et l'autonomie financière des collectivités.

La nouvelle appellation du ministère a suscité, dès mardi, les critiques du syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui a redouté, dans un communiqué, que « la garantie des droits et des libertés soit sacrifiée au profit d'une efficacité de façade en matière d'ordre public, et que la justice ne soit plus conçue que comme un accessoire subordonné de l'action policière ». Pour la première fois depuis longtemps, le cabinet du ministre ne comprend aucun magistrat, mais un général de gendarmerie. Il sera dirigé par le préfet Claude Guéant, qui fut directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua dans ce même ministère (1993-1994), avant d'être directeur général de la police nationale (1994-1998).

Pascal Ceaux

## L'arrivée de Francis Mer à Bercy satisfait le Medef

L'ancien président d'Usinor n'est pas hostile à la réduction négociée du temps de travail

**UN PATRON**, issu de ses rangs, à Bercy : le Medef, qui a prévu de réagir officiellement, mardi 14 mai, à la composition du gouvernement ne peut que s'en réjouir. Pour l'organisation patronale présidée par Ernest-Antoine Seillière, la nomination de Francis Mer, coprésident du géant sidérurgique Arcelor, au poste de ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, marque en effet l'achèvement d'une campagne menée tambour battant pour influencer sur le débat politique et s'imposer comme l'une des principales forces de proposition de la société civile. D'autant que cette désignation s'accompagne d'une autre, celle du secrétaire d'Etat aux PME, au commerce, à l'artisanat et aux professions libérales, Renaud Dutreil, député UDF de l'Aisne, dont la femme est l'une des plus proches collaboratrices de M. Seillière.

Sur le thème « Ce qui est bon pour l'entreprise est bon pour la France », le président du Medef – admirateur du président mexicain, Vicente Fox, ancien chef d'entreprise, et envieux de son homologue italien de la Cofindustria, inspirateur d'une partie des réformes décidées par Silvio Berlusconi – avait ainsi ouvertement revendiqué un « droit d'ingérence » dans le débat politique. De meetings en déclarations, il avait conclu un « tour de France » des régions par un congrès exceptionnel de son organisation, à Lyon, le 15 janvier, auquel participait M. Mer.

Vice-président du CNPF en 1996 et 1997, membre du conseil exécutif de l'organisation patronale pendant près de dix ans, de 1988 à 1997, ce dernier ne fait toutefois plus partie du « gouvernement » du Medef. A plusieurs reprises, le coprésident d'Arcelor a même tenu à afficher son indépendance.

« Je ne fais pas partie du Medef », avait-il déclaré devant des journalistes, en mars 2001. Et, lors de ce fameux congrès de Lyon, il avait de nouveau fait entendre une note discordante. Alors que les 2 000 chefs d'entreprise réunis adoptaient à la quasi-unanimité le programme économique et social du patronat, M. Mer avait publiquement contesté les conditions dans lesquelles le vote des résolutions avait été préparé.

### REFONDATION SOCIALE

Surtout, au beau milieu d'un concert de critiques acerbes contre les 35 heures, dont une partie du financement venait d'être invalidée par le Conseil constitutionnel, M. Mer avait, certes, critiqué la méthode autoritaire du gouvernement Jospin pour imposer cette réforme, mais il avait aussi rappelé que le mouvement de réduction du temps de travail est une tendance historique, invitant les patrons à se soucier de leur entreprise, « mais aussi de leurs salariés ».

Francis Mer a également été l'un des artisans de la « refondation sociale » lancée par le Medef en 2000. Chargé de négocier avec les syndicats une réforme de la formation professionnelle, il avait cependant dû dresser, le 23 octobre 2001, le constat d'échec de cette discussion ouverte neuf mois plus tôt avec les syndicats. « On ne peut pas se contenter d'accord au rabais », avait alors déclaré M. Mer. Les organisations de salariés l'avaient accusé d'« intransigeance ». « Je ne cache pas ma tristesse, en tant que responsable de la délégation patronale, de ne pas avoir réussi là où nous croyions réussir », avait-il souligné.

Virginie Malingre et Isabelle Mandraud

## Jeunesse et éducation nationale réunies : une volonté de « ne pas saucissonner les problèmes des jeunes »

**UN NOUVEL INTITULÉ** pour une nouvelle politique ? En nommant, mardi 7 mai, le philosophe Luc Ferry ministre de « la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche », Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin ont décidé de séparer les portefeuilles de la jeunesse et des sports, qui étaient réunis depuis l'après-guerre. Apparu en juillet 1940 dans le gouvernement de Philippe Pétain, le portefeuille de la « jeunesse » a connu des rattachements divers au fil du temps. En 1944, deux directeurs assistaient le ministre de l'éducation, l'un chargé des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, très forts à la Libération, l'autre des sports. La « jeunesse et les sports » sont unis pour la première fois en 1946. D'abord accolés à l'en-

seignement technique, ils ne seront plus séparés, sauf en 1947 et en 1954, jusqu'en 2002. En 1956, Guy Mollet les adjoint au portefeuille de l'éducation nationale. Entre 1988 et 1991, Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, récupère aussi la jeunesse et les sports. Qui depuis disposaient de leur indépendance.

« C'est un affichage clair de la volonté de ce gouvernement de ne pas saucissonner les problèmes des jeunes », précise le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos. « Il s'agit de leur offrir de grands projets, de leur signifier qu'ils ne sont pas seulement considérés comme des élèves ou des étudiants. » La décision, qui devrait impliquer des réorganisations institutionnelles, s'affirme

aussi comme une façon de prendre en compte la mobilisation des jeunes entre les deux tours de la présidentielle, élan que tous, à gauche comme à droite, entendent capitaliser. « La jeunesse a quelque chose à dire, il faut s'occuper d'elle », résume M. Darcos.

Ce choix est déjà critiqué. Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, la première fédération syndicale chez les enseignants, est perplexe. « Luc Ferry est un intellectuel brillant, Xavier Darcos connaît bien l'éducation nationale. Mais pour quelle politique ? Je m'interroge sur la coupure en deux de la jeunesse et des sports, et je m'inquiète notamment du devenir des services qui s'occupent de l'éducation populaire. »

N. G. et M.-L. P.

## Le développement durable a trouvé sa représentante

**L'APPARITION** d'un ministère de l'écologie, doté pour la première fois d'un secrétaire d'Etat au développement durable, consacre l'importance des questions environnementales. De même, c'est la première fois que ce ministère n'est plus de « l'environnement », mais de « l'écologie ». Depuis 1997, malgré la présence d'un ministre Vert de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Jacques Chirac s'était employé à « doubler » Lionel Jospin sur le terrain de l'écologie. Pendant la campagne, le président-candidat avait annoncé ce ministère, mais le secrétariat d'Etat est une nouveauté. Il avait indiqué, le 18 mars, au Mont-Saint-Michel, que le ministère de l'écologie serait « au carrefour de toutes les décisions économiques et d'aménagement ». Néanmoins, l'aménagement du territoire relève désormais de Jean-Paul Delevoye.

Le développement durable, qui vise à concilier croissance économique, protection de l'environnement et bien-être social, est officiellement un objectif

de la communauté internationale, et en tout cas de l'Europe, depuis le sommet de Rio en 1992. L'une de ses traductions concrètes est la réduction des gaz à effet de serre, dus notamment aux automobiles et aux combustibles classiques. M<sup>mes</sup> Bachelot et Saïfi devraient donc, en particulier, s'employer à prolonger et accentuer le développement des énergies renouvelables et la réduction de la circulation automobile.

Comme Corinne Lepage, puis Dominique Voynet, ce tandem va se heurter aux différents lobbies, notamment industriels, avec une difficulté supplémentaire : participer à la bataille législative, alors que ces groupes de pression se trouvent plutôt dans la clientèle électorale de la droite. Enfin, M<sup>me</sup> Saïfi est membre du bureau politique de DL, dont la doctrine est marquée par la pensée libérale. La synthèse avec la philosophie qui sous-tend le développement durable ne va pas de soi.

J.-L. A.

## Une reconnaissance de l'importance prise par la sécurité alimentaire et la ruralité

**JACQUES CHIRAC** se souvient qu'au début de sa carrière il fut, de 1972 à 1973, ministre de l'agriculture et du développement rural. C'est lui qui a insisté auprès de Jean-Pierre Raffarin pour que le Savoyard Hervé Gaymard porte le titre non seulement de ministre de l'agriculture et de la pêche, comme son prédécesseur, mais aussi des affaires rurales et de l'alimentation.

La ruralité, depuis le début des années 1990, est sortie du cliché qui l'associait à la nostalgie d'un temps révolu, à la marginalité par rapport aux nouvelles technologies de pointe, à l'immobilisme, bref à une certaine « ringardise ». Avec la montée des préoccupations liées à l'environnement, à la défense des paysages et

du patrimoine, au « tourisme vert », à la mise en valeur de l'espace, le monde rural – beaucoup plus diversifié démographiquement et sociologiquement que le seul monde des agriculteurs – est désormais reconnu comme un patrimoine collectif qu'il faut mettre en valeur économiquement mais aussi préserver contre un urbanisme parfois désordonné ou des infrastructures (autoroutes, aéroports) qui dévorent des terres vierges ou fragiles.

La politique européenne – avec la création des zones de protection Natura 2000 – va aussi dans ce sens. Le score de Jean Saint-Josse (CPNT) le 21 avril et le récent déplacement de M. Chirac à Nontron (Le Monde du 30 avril) illustrent à quel point la

notion de ruralité est maintenant aussi essentielle que la politique urbaine ou la prise en charge des quartiers en difficulté.

M. Gaymard sera responsable de l'alimentation, donc de la sécurité alimentaire et du dynamique secteur de l'industrie agroalimentaire. Des crises comme celle de la vache folle, le débat sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), l'origine et le mode de capture des produits de la mer montrent que l'agriculture et la pêche, activités primaires, ne peuvent pas se dissocier de la transformation, du commerce et des attentes de consommateurs de plus en plus exigeants.

François Grosrichard

AFRIQUE CFA 2002 CFA - ALGERIE 2004 - CANADA 1955 - ETATS-UNIS 51515 - GRANDS PIRENES 3002 - MAROC 8004 - SUISSE 75075 - TUNISIE 401 - ZONE EURO 4106

**MENSUEL • N° 303 • MAI 2002**

# Le Monde de l'éducation

ENTRETIEN  
**Jean-Pierre Vernant**  
Le spécialiste de la Grèce antique

REPORTAGE  
**Ils font face à la violence**

La grogne des CPE

● 1802 : BONAPARTE DONNE UN LYCÉE À LA FRANCE

● UNIVERSITÉ : UN ENSEIGNEMENT PEU ÉVALUÉ

## Les jeunes en accusation

### Les politiques désarmés

# Le malaise

● Violence : le choix de la répression  
● L'autonomie, mais à quel prix ?  
● Cannabis : la grande hypocrisie

ARGENTINE

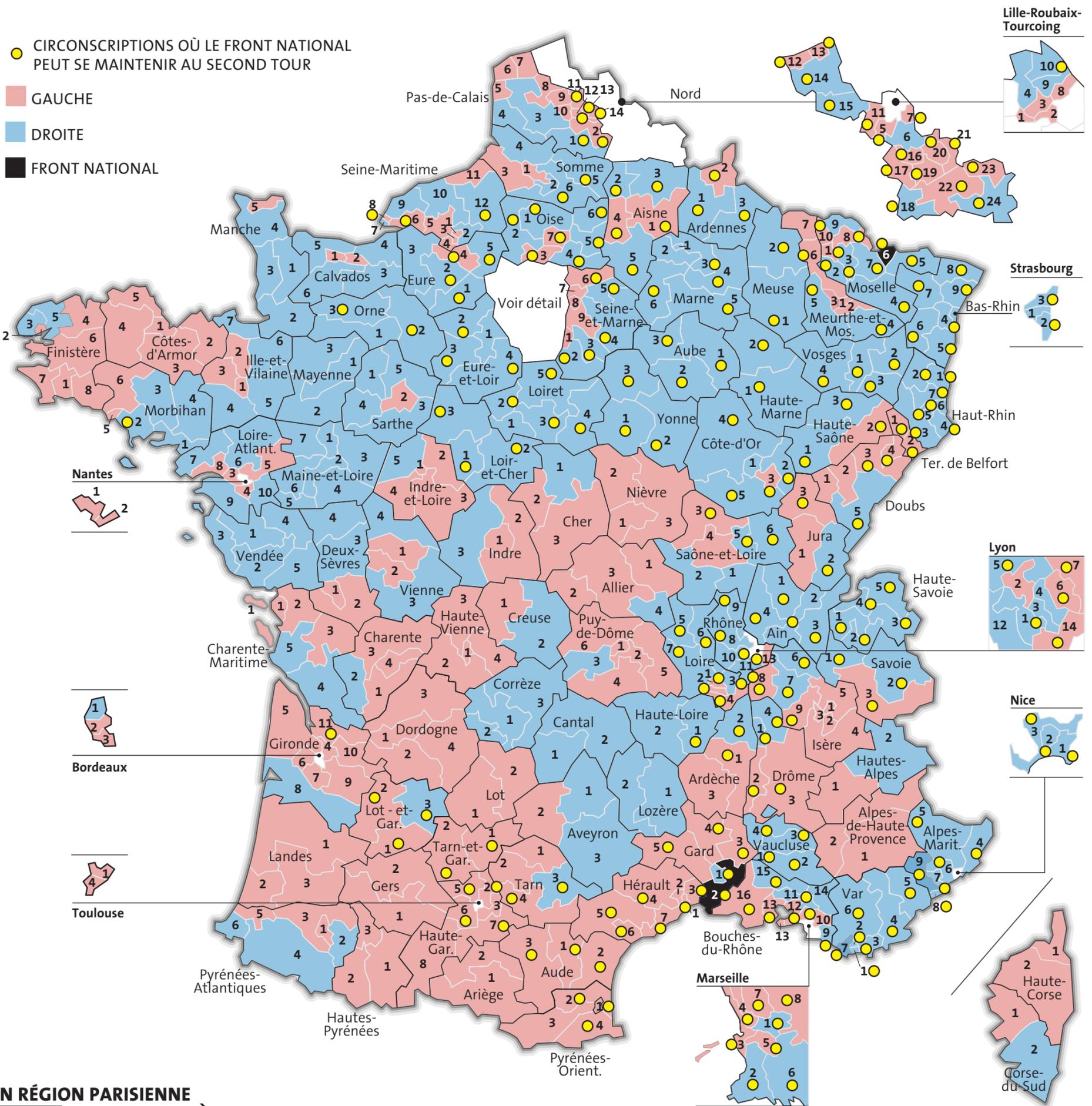
**Rentrée scolaire sur fond de crise**

L'enquête de notre correspondante

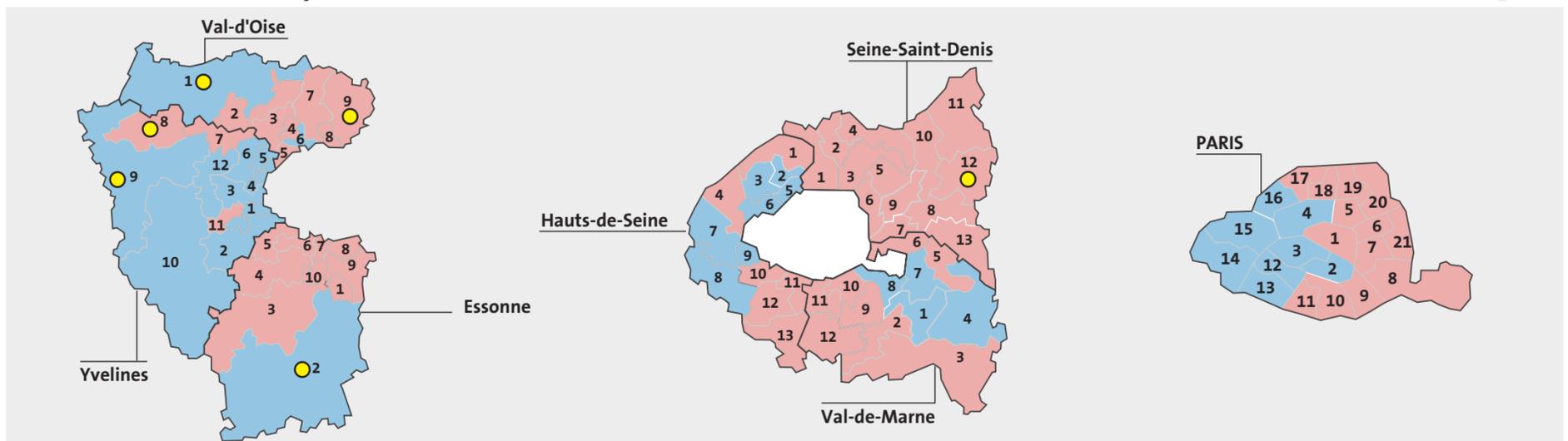
# VIENT DE PARAÎTRE

# Comment le FN peut faire chuter la droite aux législatives

L'implantation du parti d'extrême droite, confirmée par les scores de Jean-Marie Le Pen aux premier et second tours de l'élection présidentielle, lui permettrait de se maintenir dans 237 circonscriptions, gênant les candidats de l'UMP et donnant ainsi l'avantage à la gauche



## EN RÉGION PARISIENNE



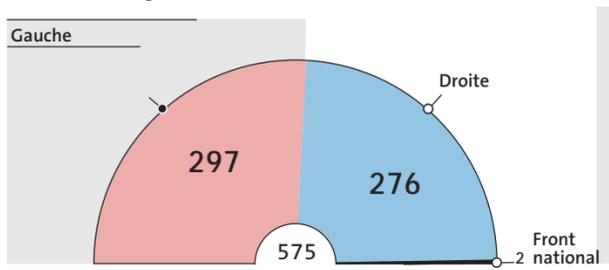
## DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

15 circonscriptions à gauche, 5 à droite, manquent les résultats pour 2 circonscriptions

Simulation réalisée à partir des résultats des premier et second tours de l'élection présidentielle dans 575 circonscriptions métropolitaines et d'outre-mer.

## LA SIMULATION RÉALISÉE PAR « LE MONDE »

en nombre de sièges



Source : Le Monde

## La gauche pourrait rester majoritaire à l'Assemblée

PLUS que jamais, le Front national est en capacité de peser sur le résultat des prochaines élections législatives. Et d'empêcher la majorité présidentielle en voie de consti-

## ANALYSE

## L'électorat d'extrême droite semble désormais beaucoup moins volatil

tution de devenir majorité parlementaire. Ainsi, le 16 juin au soir, selon notre simulation, la gauche, malgré son déficit en voix, pourrait-elle hériter de 297 sièges, la droite en obtenant 276 tandis que le FN en arracherait 2, dans les circonscriptions de Vauvert (Gard) et de Forbach (Moselle).

En effet, une des leçons que l'on peut tirer du second tour de la présidentielle est la consolidation, par le parti d'extrême droite, d'un électorat d'adhésion, dont la volatilité entre les deux tours, s'est considé-

## La méthode de calcul appliquée

Pour chacune des 555 circonscriptions métropolitaines et des 20 circonscriptions d'outre-mer dont nous disposons des résultats aux deux tours de l'élection présidentielle (soit 575 circonscriptions sur 577), nous avons entré les scores des candidats au premier tour. Nous avons procédé à des regroupements d'étiquettes (gauche, droite et FN), tenant compte du fait que le Front national et le MNR se présenteront séparément à ce scrutin. Là où le score du FN, supérieur à 12,5 % des inscrits, lui permet de se maintenir au second tour, nous avons reporté les résultats que Jean-Marie Le Pen a obtenus au second tour de l'élection présidentielle. Puis nous avons appliqué une pondération tenant compte des progressions enregistrées par la droite et la gauche lors des précédentes élections législatives entre les deux tours, selon les différentes configurations (duels gauche-droite, duels gauche-FN, duels droite-FN, triangulaires gauche-droite-FN), pour déterminer le vainqueur potentiel au second tour.

ramblement réduite. Jean-Marie Le Pen a fait progresser, d'une élection présidentielle sur l'autre (1995-2002), son score personnel au premier tour de près de 250 000 voix, passant de 15 % à 17 % des suffrages exprimés. De plus, il est parvenu, au second tour, à capitaliser sur son nom 720 000 voix supplémentaires, tout en augmentant légèrement son pourcentage, en dépit de la forte progression de la participation due à l'exceptionnelle mobilisation démocratique entre les deux tours.

Ce sont ces données qu'il a fallu intégrer pour procéder à la simulation de la carte électorale susceptible de sortir des urnes au soir du 16 juin. Il ne s'agit là, évidemment, que de projections arithmétiques : le scrutin qui aura lieu dans un mois offrira une configuration politique différente de celle de l'élection présidentielle, et ce dans le cadre de circonscriptions, où les facteurs locaux et les notoriétés des candidats pèsent différemment qu'à l'échelle nationale. Toutes ces précautions posées, il nous a semblé utile de transposer les résultats sortis des urnes les 21 avril et 5 mai, car ils ont évidemment valeur politique.

A l'inverse de la projection réali-

sée au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle (*Le Monde* du 24 avril), nous avons dissocié les résultats de M. Le Pen et ceux de Bruno Mégret, étant acquis que le FN et le MNR concourront séparément aux prochaines législatives. Ce n'est donc pas tant le poids de l'extrême droite que nous avons mesuré, mais sa capacité réelle à exercer son influence, sa « capacité de nuisance », diront certains, au second tour. En 1993, le FN, avec 12,5 % des suffrages exprimés, n'avait pu maintenir des candidats au second tour que dans 49 circonscriptions. Quatre ans plus tard, il progressait de 2,4 %, réalisant un score pratiquement équivalent à celui qu'avait obtenu M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1995. Cela lui permettait de franchir la barre des 12,5 % des inscrits dans 133 circonscriptions. Ayant décidé de retirer son candidat dans la 3<sup>e</sup> circonscription de Côte-d'Or, il sera présent au second tour dans 132 d'entre elles, provoquant 76 triangulaires, à l'issue desquelles il obtiendra un député, à Toulon (Var).

Si le FN obtenait, le 9 juin, des résultats identiques à ceux de son chef au premier tour de l'élection présidentielle, il pourrait figurer au second tour des élections législatives dans 237 circonscriptions, sur 577, sans tenir compte d'éventuels ralliements dès le premier tour de partisans de M. Mégret. Tentera-t-il alors de négocier le retrait de certains de ses candidats ? Quelle sera l'attitude des partis – et des candidats – de la droite face à la menace que fera peser cette présence massive ? A quelle réaction de l'électorat, dans le cadre d'une mobilisation démocratique, devra-t-il faire face ? Autant de questions qui détermineront l'issue du scrutin. Par ailleurs, la simulation à laquelle nous avons procédé repose sur l'hypothèse que tant la droite que la gauche vont s'efforcer, d'ici au 19 mai, date limite de dépôt des candidatures, de parvenir à des candidatures unitaires. Plus l'émiettement sera grand, plus les chances de qualification pour le second tour diminueront, multipliant alors, dans ce cas, les configurations de duel.

En 1997, dans les circonscriptions où le FN avait provoqué des triangulaires, il avait enregistré entre les deux tours un recul en pourcentage de 5,2 points. La récente élection présidentielle témoigne de la capacité du Front national à stabiliser son électorat : dans les seules circonscriptions où M. Le Pen a dépassé 12,5 % des inscrits au premier tour, il a progressé entre les deux tours d'un peu plus d'un point, passant d'une moyenne de 21,61 % des suffrages exprimés à 22,85 %. Par ailleurs, l'analyse des configurations de second tour aux législatives montre qu'en cas de duel entre un candidat du FN et un candidat de gauche, les voix de la droite se portent pour plus de moitié sur l'extrême droite face à un PCF, et à 40 % quand le représentant de la gauche est un PS. Alors qu'à l'inverse, dans le cas de duels opposant un candidat de droite à un FN, les voix de gauche se reportent massivement sur le premier.

Le niveau qu'a atteint aujourd'hui l'extrême droite témoigne non seulement d'une percée électorale, mais aussi d'une plus grande perméabilité aux thèses qu'elle défend. L'affaiblissement des diges de résistance a systématiquement coïncidé avec une nouvelle poussée de son influence. Le risque étant que l'arbitre ne se transforme, demain, en maître du jeu.

Patrick Roger

## Le Parti socialiste adopte un programme « de gauche » pour mener sa campagne dans l'unité

Au conseil national qui s'est tenu mardi 7 mai, les courants du PS ont affiché leur unanimité sans se départir de leurs arrière-pensées

S'IL s'était réuni en congrès, mardi 7 mai, et s'il n'avait pas devant lui la perspective d'élections législatives, le Parti socialiste aurait renoué, comme il y a douze ans au congrès de Rennes, avec les guerres de courants. Mais la forte mobilisation de l'électorat de gauche, qui a largement contribué à la réélection de Jacques Chirac, lui a donné, selon la formule de François Hollande, « la ferme espoir de convaincre une majorité d'électeurs » de faire, aux élections législatives, « le choix de la gauche ».

Résultat : l'unité interne a été en apparence sauvegardée. Les courants ont renoncé à s'affronter à coup de petites phrases assassines. Et le programme législatif, intitulé « pour le progrès avec la gauche », piloté par Martine Aubry, a été adopté par le conseil national à l'unanimité.

Avec ce programme de 15 pages, le PS veut « amplifier » les changements impulsés par le gouvernement de Lionel Jospin et « répondre avec des mesures nouvelles aux défis que sont les inégalités, le chômage, le pouvoir d'achat, l'insécurité, la promotion sociale et la maîtrise de la mondialisation ». Pour M. Hollande, il s'agit d'assurer « une triple cohérence » : « avec ce que l'on a fait depuis cinq ans », avec « le projet 2002-2007 » du PS, « avec les aspirations des Français ». « Il ne s'agit donc pas d'infléchir dans un sens ou dans un autre, il s'agit plutôt de bien marquer nos priorités », a martelé le premier secrétaire. « Ce programme n'est pas plus ceci ou moins cela, a ren-

chéri M<sup>me</sup> Aubry, il n'est pas plus ou moins à gauche, il est de gauche. » Pour la maire de Lille, il est surtout « plus juste par rapport aux attentes, à la société, à ce qui nous a été dit depuis quinze jours ».

A la veille du conseil national, les amis de Dominique Strauss-Kahn, qui avaient beaucoup contribué au projet de M. Jospin, et ceux de Laurent Fabius ont entretenu un tir nourri contre ce texte, jugeant qu'il faisait la part trop belle aux apports d'Henri Emmanuelli et de la Gauche socialiste (*Le Monde* du 7 mai). Un nouveau combat entre « les modernes » et l'aile « radicale » se profilait. Tout en leur reprochant d'avoir peu travaillé pour enrichir ce programme, M<sup>me</sup> Aubry a intégré quelques ajustements. A la baisse de la taxe d'habitation a été ajoutée « une réforme de l'impôt sur le revenu autour de la mise en place progressive de la retenue à la source ». La hausse du smic ne sera plus « pleinement

indexée » mais calculée « en fonction de la croissance ». La priorité aux bas salaires est renvoyée à la négociation collective. Les bénéficiaires de minima sociaux ne se voient plus promettre « une augmentation du revenu disponible » mais « un effort particulier ».

## « EN EMBUSCADE »

Pour autant, la défense des services publics, le refus de toute privatisation – qui conduisent Jean-Paul Huchon, proche de « DSK », à parler d'un texte « gauchi », conforme au « gauchissement de la base » qu'il relève – figurent en bonne place comme la « priorité cités » pour, en cinq ans, « transformer ces cités en vrais quartiers, dans de vraies villes ». Les minorités de gauche ont dû accepter, pour « assurer nos retraites », le recours à « une épargne salariale gérée par les partenaires sociaux ». M. Emmanuelli, qui fait état de votes dans une trentaine de fédéra-

tions, s'est dit « globalement satisfait ». D'abord divisée, Julien Dray optant pour le soutien et Jean-Luc Mélenchon pour l'abstention, la Gauche socialiste a concouru au consensus. « Ce n'est pas une motion de congrès, a synthétisé Gérard Filoche, c'est un programme de gouvernement et comme la gauche peut gagner nous le votons ».

L'unanimité cache beaucoup d'arrière-pensées. Comme les proches de M<sup>me</sup> Aubry, M. Dray soupçonne « Strauss-Kahn et Fabius de se poster en embuscade pour attribuer ensuite à ce programme gauchi la responsabilité d'une éventuelle défaite ». Mais, au conseil national, ni M. Fabius ni M. Strauss-Kahn, qui a parlé dans les couloirs d'« un programme équilibré » et d'« un exercice bien réussi », n'ont pris la parole. Selon un de ses lieutenants, Henri Weber, « Fabius pense que c'est un compromis satisfaisant qui ne verse pas dans le gauchisme de gouvernement ». Les courants ont promis de ne pas polémiquer pendant la campagne et de jouer la carte de « l'unité » prônée par M. Hollande, qui espère que « ce gouvernement de Jean-Pierre Raffarin restera non pas simplement comme un gouvernement provisoire mais comme le plus bref de l'histoire de la V<sup>e</sup> République ».

En conclusion, a expliqué Jean-Christophe Cambadélis, « tout le monde a mis de l'eau dans son vin ou du vin dans son eau ». Un semblant d'état de grâce.

Michel Noblecourt

## Le juge Halphen candidat dans l'Essonne

Eric Halphen pourrait annoncer, à la fin de la semaine, sa candidature aux élections législatives du mois de juin dans l'Essonne, dans la circonscription des Ulis, sous l'étiquette du Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement – qu'il avait soutenu à l'élection présidentielle. Dans ce département marqué par les « affaires » qui ont provoqué la chute de l'ancien président (RPR) du conseil général, Xavier Dugoin, l'ancien juge d'instruction, qui a obtenu sa mise en disponibilité du ministère de la justice, ne devrait pas avoir de concurrent socialiste, le PS s'effaçant, dans le cadre d'un accord national, derrière les Verts, qui pourraient présenter la candidature de leur porte-parole, Stéphane Pocrain – sauf si d'ultimes négociations nationales entre le PS, les Verts et M. Chevènement devaient aboutir à une candidature unique. La circonscription des Ulis avait offert 8,76 % des suffrages exprimés à M. Chevènement le 21 avril. Durant la campagne présidentielle, M. Halphen avait tenu un meeting aux Ulis, où il avait dénoncé la corruption des hommes politiques. – (Corresp.)

## Jean-Marie Le Pen souhaite faire des élections législatives une « revanche » pour le Front national

JEAN-MARIE LE PEN le dit sans détour : « Le Front national espère prendre une revanche » sur la présidentielle avec les élections législatives de juin. En présentant des candidats dans les 577 circonscriptions et en provoquant des triangulaires dans les 237 circonscriptions où, d'après des projections réalisées sur les résultats du premier tour de la présidentielle, le FN « peut se maintenir au second tour du scrutin législatif ».

Lors d'une conférence de presse organisée le 7 mai au siège du parti à Saint-Cloud, le chef de l'extrême droite n'a pu cacher son amertume. Revenant sur le 5 mai, il s'est d'abord félicité d'un gain de « plus de 720 000 » voix entre les deux tours, ce qui, à son avis, constitue « désormais un pôle national populaire et social incompressible » ; mais il a ensuite constaté qu'il n'avait pas pu créer, autour de son nom, le « grand rassemblement national » qu'il souhaitait. Loin de faire une autocritique, il en tient rigueur à ce qu'il appelle un « fantasme fasciste – quand il n'était pas décrit comme nazi – exploité » pendant la campagne, au « front républicain » formé contre lui, et à des « fraudes structurelles » lors du scrutin du 5 mai.

## La liste des 577 candidats de l'UMP est presque arrêtée

TOUT est prêt. Mardi 7 mai, les déménageurs ont fini d'installer le mobilier et monté les cartons au quatrième étage de l'immeuble situé au 11, rue Saint-Dominique, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'est là que l'UMP (l'Union pour la majorité présidentielle) a élu domicile. Dans l'attente de son congrès constitutif, qui devrait se tenir à l'automne, c'est sous cette bannière que la plupart des élus de l'UDF et de DL ainsi que l'ensemble du RPR mèneront la bataille des législatives. Placée sous l'égide de Jean-Claude Gaudin (DL), sénateur et maire de Marseille, mais présidée par Jérôme Monod, proche conseiller de Jacques Chirac, la commission chargée d'investir les candidatures qui défendront les couleurs chiraquiennes les 9 et 16 juin s'est réunie mardi en fin de matinée au Sénat. Pour l'heure, l'UMP devrait présenter un candidat dans chacune des 577 circonscriptions. « A l'exception de quelques cas, la plupart des circonscriptions ont été bouclées », a indiqué Renaud Dutreil, son président. Ainsi dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Bernard Pons (RPR), député sortant, a été finalement choisi contre Françoise de Panafieu, maire de l'arrondissement, également

Par principe, le délégué général, Bruno Gollnisch, a proposé, lundi, des « accords électoraux » avec les partis de droite. Par principe, car, a noté M. Le Pen, « Jacques Chirac et ses amis ont annoncé à l'avance qu'il n'y aurait aucun accord avec les gens du FN ». Ce qui, à son avis, montre qu'il « souhaite la cohabitation avec la gauche » car « on ne peut attendre que les candidats du FN [...] viennent la corde au cou et en chemise apporter au deuxième tour leurs voix à des gens qui les ont bannis de l'espace politique ».

## FAIRE EXPLOSER LA DROITE

Sans attendre, le FN a investi ses candidats. Seules 16 circonscriptions restent à pourvoir. Parmi elles, la 12<sup>e</sup> des Bouches-du-Rhône, qui couvre notamment les communes de Vitrolles et de Marignane, où l'extrême droite peut espérer remporter un siège de député et où le président du MNR (Mouvement national républicain), Bruno Mégret, a posé sa candidature. Vitrolles est gérée par Catherine Mégret, son épouse. Et le premier magistrat de Marignane est Daniel Simonpieri, ex-mégrériste, qui a été reçu par M. Le Pen le 1<sup>er</sup> mai, après avoir défilé

avec le FN. Mardi, Carl Lang, le secrétaire général, espérait convaincre M. Simonpieri de se présenter dans cette circonscription. Dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Bas-Rhin, un accord a été signé avec le régionaliste (ex-FN) Robert Spieler, qui a apporté « en échange » trois parrainages à M. Le Pen.

Comme l'expose M. Lang, la tactique du FN consiste à « mettre en contradiction la base avec la logique des appareils RPR-UDF » pour obtenir des accords locaux de désistement réciproque, car « il y a des candidats qui ont envie de faire battre la gauche et d'être élus ». A ce jeu du « tout ou rien », le FN espère faire exploser la droite. Il risque aussi, comme le reconnaît M. Lang, de se retrouver « sans député ». Mais, ajoute-t-il, « il n'y a pas grand intérêt à avoir un ou deux députés qui ne pèseront pas nationalement ». Déjà, Jean-Marie Le Pen rêve à d'autres rendez-vous électoraux. Il mise sur une cohabitation suivie d'une dissolution, voire d'une « élection présidentielle anticipée » où il pourrait se présenter.

Christiane Chombeau

## Des communistes demandent un congrès extraordinaire

PLUSIEURS responsables communistes – parmi lesquels les députés George Hage (Nord), Patrice Carvalho (Oise), Maxime Gremetz, Paul Fourier, délégué CGT central d'Air Liberté ou Freddy Huck, numéro un de la fédération CGT de l'agroalimentaire – ont signé un appel à la convocation d'un congrès extraordinaire du PCF après les résultats catastrophiques enregistrés par leur parti au premier tour de l'élection présidentielle.

A l'origine de cette initiative, on trouve notamment Fiodor Rilov, juriste, qui avait été sollicité par le groupe communiste de l'Assemblée nationale pour travailler sur les amendements à la loi sur la modernisation sociale. Selon M. Rilov, « un congrès extraordinaire doit être l'occasion pour le PCF de sortir des déclarations de principe et d'élaborer enfin des propositions concrètes ».

## Pour M. Cohn-Bendit, « la gauche ne doit pas jouer avec les triangulaires »

LE DÉPUTÉ Vert européen Daniel Cohn-Bendit a estimé, mardi 7 mai, que la gauche ne devait « pas jouer avec les triangulaires » pour « gagner les législatives à n'importe quel prix », lors d'une réunion publique, au théâtre du Lierre à Paris. Pour M. Cohn-Bendit, les Verts doivent convaincre la gauche de proposer à la droite des « désistements mutuels afin que jamais l'extrême droite ne puisse gagner ». La gauche se retirerait si elle arrivait « derrière la droite républicaine (...) et vice versa », a-t-il proposé. Si la droite ne respectait pas cette consigne, « on la pointerait du doigt », a-t-il ajouté, jugeant qu'il s'agissait d'une « position morale ». Selon le président du groupe Verts au Parlement européen, le « seul avantage » d'une nouvelle cohabitation serait de « remettre en cause la fonction présidentielle ». « Une victoire de la gauche, que je souhaite, voudrait dire la fin de la fonction présidentielle », a-t-il précisé.

Yves Bordenave

**E**N désignant Luc Ferry ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin choisissent tout à la fois un représentant de la société civile, vierge de toute carrière politique, et un fin connaisseur de la Rue de Grenelle. Luc Ferry, 51 ans, n'est pas en effet un technicien de l'éducation nationale mais un enseignant et un intellectuel. Depuis huit ans, il préside le Conseil national des programmes (CNP), un organisme indépendant et consultatif. Depuis huit ans, il a composé, dans une alternance droite-gauche, avec trois ministres successifs – François Bayrou, Claude Allègre et Jack Lang –, démontrant une certaine capacité d'adaptation.

Un intellectuel, Luc Ferry l'est au sens classique du terme. Il se présente d'abord avec le bilan d'un philosophe à l'œuvre considérable et comme une personnalité engagée depuis longtemps dans la vie publique. Ce professeur « grandiose », comme le qualifie l'un de ses anciens élèves à la Sorbonne, n'a pourtant pas connu une passion immodérée pour l'école. Adolescent, il quitte même les bancs de l'institution pour suivre un enseignement à distance. C'est ainsi, en solitaire, qu'il décroche son baccalauréat. Il n'est pas non plus passé par la khâgne, ni par le moule des grandes écoles (en l'occurrence Normale-Sup). Pur produit de l'université, Luc Ferry fera ses études à la Sorbonne sous la houlette du philosophe Heinz Wismann, qui l'envoie passer deux semestres entiers en Allemagne à l'université d'Heidelberg et guide sa thèse sur Fichte.

Titulaire de deux agrégations (philosophie et sciences politiques), Luc Ferry va s'associer très tôt, dès le milieu des années 1970, aux efforts de ceux qui tentent d'exporter la philosophie hors les murs de l'université. Au Collège de philosophie, dont la première version avait été fondée par Jean Wahl, il pratique la lecture et l'interprétation linéaire des grands textes en public. Nul doute qu'il a en partie forgé là son style de penser qui, selon Heinz Wismann, consiste à « mettre le capital philosophique accumulé au service d'un travail de clarification, à injecter de la philosophie là où il n'y en avait pas ». Une démarche parfois considérée comme une « trahison » par certains universitaires de ses collègues.

La connaissance la plus intime de la philosophie et de son histoire s'allie chez lui à un certain goût pour la polémique servi par une grande clarté d'écriture. En compagnie de celui qui fut longtemps son coauteur, le philosophe Alain Renault, Luc Ferry, dont la spécialité est la philosophie politique, s'attache à partir des années 1980 à une véritable entreprise de refondation de l'humanisme, réhabilitant la notion de sujet qui avait été malmenée par la « génération critique » réputée en avoir proclamé la mort : celle des Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jacques Lacan, Jacques Derrida ou Pierre Bourdieu... *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain* (Gallimard, 1985), ouvrage par lequel Ferry et Renault commencent leur « déconstruction de la déconstruction », est demeuré un jalon important de l'histoire des idées en France. Et n'a pas manqué de valoir aux auteurs de solides inimitiés...

Ferry et Renault, dans la foulée des manifestations étudiantes et lycéennes contre le projet de loi Devaquet, n'en continuent pas moins à pratiquer ce qu'ils appellent un « essai de philosophie immédiate » avec leur *68-86, itinéraires de l'individu* (Gallimard, 1986). Quinze ans avant le « sursaut républicain » de mai 2002 contre Jean-Marie Le Pen, ils y constataient de façon prémonitoire la montée en puissance des « valeurs civiques et républicaines », dans lesquelles ils voyaient d'ailleurs un autre signe de rupture avec la configuration intellectuelle des années 1960, laquelle se préoccupait, selon eux, des dites valeurs comme d'une guigne ! Après *Heidegger et les modernes* (Grasset, 1988), les signatures se séparent, mais sans que cela implique « aucune prise de distance » amicale ni théorique, assure Alain Renault. Le duo iconoclaste des années 1980 va, du reste, prochainement se reformer le temps d'un ouvrage à paraître aux Éditions Odile Jacob consacré à l'enseignement de la philosophie.

Prolifique dans son écriture, Luc Ferry est demeuré stable dans ses convictions philosophiques : défense du sujet autonome et responsable (contrairement à l'individu narcissique et solitaire), sens de la morale, de la démocratie et humanisme déniés. Dans *L'Homme-Dieu ou le sens de la vie* (Grasset), il plaide ainsi pour une sagesse laïque. Ce modéré pourfend sans répit les symptômes de radicalisme intellectuel. Ainsi, au début des années 1990, s'attaque-t-il à la *deep ecology* américaine qui prétend privilégier les droits de la biosphère sur les droits de l'homme (*Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Grasset, 1992, ouvrage pour lequel il obtient le prix Médicis essai). Les écarts sont parfois chez lui vertigineux. Ce philosophe qui a fait partie de l'équipe de traduction de Kant parue dans « La Pléiade », se veut, depuis 1987, aussi journaliste à *L'Express*, au *Point* et à *Challenge*. De même sera-t-il membre, en janvier 1997, de la commission de réflexion sur la justice installée par Jacques Chirac et présidée par Pier-

**Intellectuel classique, penseur, le nouveau ministre de la jeunesse et de l'éducation est partisan de l'allègement des programmes scolaires et veut recentrer l'enseignement sur les notions essentielles**

# LUC FERRY

re Truche. Sans attache partisane mais situé au centre droit, ce talent protéiforme dont on dit qu'il apprécie le pouvoir, détonne dans sa génération d'intellectuels médiatiques, plutôt marqués à gauche et plutôt francs-tireurs.

Le pouvoir, Luc Ferry s'en rapprochera lentement à partir de décembre 1993, date de sa désignation comme président du Conseil national des programmes (CNP) par François Bayrou. « Luc Ferry est un homme qui comprend l'évolution des peuples », dit aujourd'hui le président de l'UDF de celui qui est devenu son ami et avec lequel il entretient « une grande connivence intellectuelle » (M. Bayrou est le parrain d'une de ses filles). Marque de cette amitié, un *Penser le changement* publié sur Internet quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle (www.bayrou.net). Avec Claude Allègre, qui l'a malgré tout reconduit dans ses fonctions après l'expiration de son premier mandat de cinq ans, les relations seront plus difficiles. Puis ce sera Jack Lang, enfin, dont il se retrouve le successeur. « Luc sait tenir tête mais possède un réel sens de la diplomatie », affirme Jean-Didier Vincent, neurobiologiste réputé et vice-président du CNP. « De toute façon, quand on a traversé l'épisode Allègre, on peut tenir avec n'importe quel ministre ! », sourit cet homme de gauche. « C'est un cohabitationniste-né », note pour

sa part un membre du cabinet de M. Lang.

Le président du CNP est, de fait, devenu un « collaborateur régulier » de Jack Lang, selon un proche de l'ancien ministre, qui salue la « loyauté absolue » de Luc Ferry. Lorsque M. Lang travaillait sur les nouveaux programmes du primaire, le philosophe a été appelé à donner son avis, recadrant les propositions du recteur Joutard. Lors-

de *Qu'est-ce que l'homme ?* paru chez Odile Jacob, 2000).

Le nouveau ministre a donc travaillé avec ses trois prédécesseurs dans un poste inconnu du grand public mais toujours exposé. Les 22 membres du CNP sont en effet chargés, depuis la création de l'organisme en 1990, de donner leur avis sur les projets de programmes scolaires. Cette fonction,

nue –, aux inspecteurs généraux, aux administrations centrales.

Avec François Bayrou, Luc Ferry s'était engagé dans l'élaboration d'un « livre scolaire unique » censé rompre avec la logique disciplinaire des programmes. Le philosophe voulait alors insister sur la notion de « socle commun » de connaissances et de compétences que les élèves doivent acquérir. « On a trop tendance à fabriquer des programmes pour des professeurs ou de futurs professeurs sans s'interroger sur le sens des contenus à transmettre, sur leur intérêt intrinsèque et leur légitimité de fond », expliquait-il dans un entretien au *Monde* en 1996 (23 avril 1996). Mais les groupes de pression disciplinaires font échouer le projet.

Luc Ferry persiste néanmoins à vouloir décloisonner les disciplines. Il plaide pour l'« élagage » de programmes, qu'il juge « trop lourds ». Pour lui, il faut recentrer l'enseignement sur les notions essentielles, malgré les critiques de ceux qui craignent une « baisse du niveau » ou qui, à son grand agacement, l'accusent de prôner un lycée « light ». Il ne s'annonce pas comme un « fonceur » sur le modèle de Claude Allègre. « C'est quelqu'un qui aura un discours positif sur l'école, qui saura parler de l'éducation nationale avec séduction et rigueur », signale un collaborateur de Jack Lang. L'homme n'est pas issu du sérail administratif, à l'instar de son ministre délégué à l'enseignement sco-

Depuis huit ans, à la tête du Conseil national des programmes, il a composé, dans une alternance droite-gauche, avec trois ministres successifs – François Bayrou, Claude Allègre et Jack Lang

l'ancien ministre a fait élaborer un résumé destiné au grand public sur les programmes du collège, le président du CNP a repris la copie à plusieurs reprises avec le cabinet. Jack Lang signe la préface, Luc Ferry l'introduction, donnant naissance d'une même voix à un succès de librairie. « Ils ont eu une relation de complicité », indique le biologiste Jean-Didier Vincent (cosignataire avec Ferry

très sensible dans un ministère où la question des « savoirs » débouche sur d'inévitables polémiques entre défenseurs de l'encyclopédisme et partisans de programmes « recentrés » sur les fondamentaux, requiert à coup sûr une certaine forme d'adresse. Le philosophe a eu l'occasion de se frotter aux syndicats, aux associations disciplinaires – dont la puissance est souvent mécon-

## LE PHILOSOPHE MINISTRE



Agrégé de philosophie et de sciences politiques, Luc Ferry est un auteur prolifique, qui s'est attaché à pourfendre les symptômes du radicalisme intellectuel.

laire, Xavier Darcos. « Ce n'est pas un professionnel de la politique. Il a toujours dit qu'un ministre doit afficher quelques priorités et s'y tenir », rapporte un ami du philosophe, reconnaissant avoir évoqué cette hypothèse ministérielle avec l'intéressé « il y a deux ou trois mois ». Parmi les dossiers qui lui tiennent à cœur figurent le rétablissement de l'autorité à l'école et l'apprentissage de la lecture.

**C**ERTES, Luc Ferry ne figurait pas en tête sur la liste des pressentis pour la Rue de Grenelle. Il aura fallu que trois politiques – Philippe Douste-Blazy, Jacques Barrot et Michel Barnier – déclinent la proposition pour que le portefeuille de la jeunesse et de l'éducation finisse par lui échoir. Mais Jean-Pierre Raffarin avait déjà publiquement manifesté son estime pour l'intellectuel dans son livre *Pour une nouvelle gouvernance* (Archipel) où il rendait un hommage tout particulier à Luc Ferry. « Pourquoi les intellectuels, les philosophes redeviennent-ils des observateurs critiques de la société, écoutés par l'opinion ? Sans doute parce qu'ils sont considérés comme des généralistes de la démocratie, prenant ainsi le relais des partis qui n'osent plus en être les interprètes », affirmait le futur premier ministre, qui confie avoir « butiné » les travaux de Luc Ferry sur l'humanisme.

En 1996, dans *L'Homme-Dieu*, celui dont le patronyme évoque une incertaine parenté avec Jules Ferry, le fondateur de l'école républicaine, se demandait à propos de la politique en général : « Retrouver du sens : la formule résonnera peut-être comme un slogan dangereux ou vide. Combien de fois n'avons-nous pas entendu nos politiques et, avec eux, quelques intellectuels, évoquer la nécessité, que dis-je, l'urgence, de retrouver un grand projet, réinventer la politique. (...) Et combien de fois avons-nous eu l'envie de rétorquer, tout simplement : faites donc, ne vous gênez pas ! Suivaient alors de sempiternelles et creuses incantations à édifier une société-plus-solidaire-plus-juste-et-plus-humaine qui luttera contre l'exclusion. (...) » « Soyons sincères, écrivait-il encore, il n'est plus un homme politique, plus un intellectuel qui puisse tenir aujourd'hui semblable discours sans favoriser puissamment la tendance naturelle de nos concitoyens au zapping... Les mots, si nobles soient-ils, se sont usés. » A la tête de son ministère, Luc Ferry le philosophe saura-t-il en trouver d'autres pour que la question du sens revienne « réchanter » la politique ?

Luc Bronner, Marie-Laure Phélippeau et Nicolas Weill

## FRANCIS MER

**E**TRE utile, une fois encore. Lorsque, au cours du week-end, son ami Jacques Barrot l'a approché pour savoir s'il accepterait de participer au futur gouvernement et de prendre le portefeuille du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Francis Mer a réfléchi, puis a finalement donné son accord. Par caractère, par conviction, l'homme est de cette trempe des grands serviteurs de l'Etat qui ne se dérobent pas devant les difficultés. Comme en 1986, lorsque tous les autres grands patrons s'étaient recusés pour prendre la direction de la sidérurgie française en faillite, le président d'Arcelor ne se voyait pas refuser. Relever ce défi-là lui plaît.

Ce Béarnais à la carrure de rugbyman a toujours aimé les combats. A 63 ans, il donnait un peu l'impression d'être arrivé à l'âge où on récolte seulement les lauriers d'une carrière. Unaniment salué par ses pairs comme « un très grand capitaine d'industrie », admiré même par les syndicats pour « sa rigueur, sa morale et son esprit visionnaire », il était en train de devenir l'homme respecté de tous qui avait donné un avenir à la sidérurgie européenne. D'un groupe jugé condamné, il a fait, en quinze ans, à coups de restructurations, de suppressions de 70 000 emplois, de 100 milliards de francs d'aides publiques dont 80 milliards pour l'accompagnement social, un leader mondial de l'acier : au début de l'année, Usinor a fusionné avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia pour donner naissance à Arcelor. Pour permettre la réussite du projet et faire taire les querelles de personnes, il avait même accepté de renoncer à tout pouvoir opérationnel pour devenir coprésident du groupe et s'occuper de la stratégie. Ces dernières semaines, en pleine guerre de l'acier entre l'Europe et les Etats-Unis, il s'était transformé en émissaire européen, allant plaider la cause de la sidérurgie et de l'Europe à Washington auprès de Paul O'Neill, le secrétaire américain au Trésor, un homme au parcours très proche du sien : haut fonctionnaire puis président d'industrie lourde, le numéro un de l'aluminium, Alcoa, avant de revenir aux plus hautes fonctions politiques.

Alors que beaucoup le voyaient en futur commissaire européen, Francis Mer a préféré le pari de Bercy. Aucun PDG de grand groupe – son mentor, l'ancien PDG de Saint-Gobain, Roger Fauroux, membre comme lui de la société civile, avait seulement été ministre de l'industrie en 1988 – n'a jamais occupé une charge politiquement et économiquement aussi importante dans l'Etat. Il reprend toutes les attributions du vaste ministère dessiné par Dominique Strauss-Kahn puis Laurent Fabius.

L'arrivée d'un ancien X-mines dans le fief de l'Inspection des finances risque de créer des surprises. Si l'industrie et même l'économie lui sont familières, ce patron autoritaire, au caractère trempé et aux colères homériques, a depuis longtemps le contact avec l'administration, ses rouages et ses pesanteurs. Il a quitté la haute fonction publique en 1970 pour aller chez Saint-Gobain. Sa connaissance du milieu politique est tout aussi limitée. Cet homme, qui a décidé de tout pendant des années, n'a pas l'habitude des arbitrages ministériels, des conciliabules parlementaires, des renoncements au nom des équilibres de la majorité ou des diktats venus de l'Elysée.

La politique, il la connaît surtout par des débats entre pairs. Européen convaincu, proclamant haut et fort ses engagements de patron chrétien, le président d'Arcelor adore les clubs : patronat chrétien, cercle de l'industrie, entreprise pour l'environnement ou même Confrontations, animé par son ancien camarade de Polytechnique, le communiste Philippe Herzog. Ami de Jacques Barrot, de François Bayrou et des démocrates chrétiens, il a aussi des affinités avec Jean Peyrelevade, PDG du Crédit Lyonnais, ou avec Jacques Delors, et n'hésite pas à cosigner des articles sur le développement durable avec Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, pour laquelle il a une grande estime.

Peu de patrons ont comme lui théorisé la mondialisation. Pour M. Mer, plus que l'ouverture à tous vents des marchés la mondialisation marque l'inversion irréversible des forces économiques, les consommateurs prenant le pas sur les producteurs. Travaillant dans une industrie très exposée, il a pu en mesurer tous les effets. Combien de fois l'arrivée de tonnes d'acier à bas prix en provenance de Russie ou de Chine sur les marchés a-t-elle, à l'instar du battement de l'aile de papillon qui perturbe l'ordre du monde dans la théorie du chaos, bouleversé tous les plans de production de la sidérurgie jusqu'à Dunkerque ? De cette remise en cause permanente, le président d'Arcelor n'a tiré aucune idée de repli sur soi. Au contraire. A ses yeux, la mondialisation est inévitable. Plutôt que la repousser, il convient de l'organiser, avec des règles communes et l'Europe comme fer de lance. Son groupe est implanté dans le monde entier, avec des usines partout au-delà des mers, au Canada, au Brésil, en Thaïlande, et peut-être bientôt au Japon.

Mais ouverture, pour lui, ne rime pas avec libéralisme. Il a été l'un des rares à oser critiquer certaines règles du jeu économique, comme le dumping fiscal ou social

**Européen convaincu, fin analyste de la mondialisation, le nouveau ministre de l'économie aime les combats et le parler franc. A la tête d'Arcelor, il a donné un avenir à la sidérurgie européenne, fasciné les syndicats et rappelé à l'ordre le Medef**

## MISSIONNAIRE D'ACIER

*Bruxelles, février 2001. Francis Mer lors de la conférence de presse annonçant le rapprochement d'Usinor avec deux groupes sidérurgiques.*

ou le fameux ratio de 15 % de retour sur capitaux exigé par les investisseurs. « Un mensonge majeur », dénonce-t-il très tôt. « L'entreprise n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service de la société », aime-t-il à rappeler. A partir de ce postulat, il a construit tout un ensemble de références. Soulignant l'impérieuse nécessité faite aux entreprises de rechercher sans fin les meilleurs prix, les meilleurs produits, il dit dans le même temps que les salariés ne doivent pas en faire les frais. Recherche, formation continue doivent être, pour lui, sans cesse utilisées par les groupes pour éviter le pire. Opposé aux 35 heures telles qu'elles ont été mises en œuvre, « parce que la confiance a manqué à l'égard des partenaires sociaux », devenu hostile aux préretraites à 55 ans, qui, bien qu'Usinor en fut le premier bénéficiaire, lui apparaissent comme une mesure « hors de prix pour la collectivité », il se dit partisan d'un dialogue social actif au niveau de chaque entreprise pour définir des mesures adaptées.

**A**U jour le jour, cependant, cela n'a pas été sans contradiction. Comme bien d'autres patrons, il a cédé à la mode des fusions et des rachats, a eu sa quête de l'Amérique au début des années 1990 avant d'en revenir. Il a décidé hâtivement de fermetures, comme celle de la Société métallurgique de Normandie, à Caen, ou de la cession d'unités comme Sogeraïl (rails) ou Unimé-

tal (produits longs), avant parfois de le regretter. Il s'est emporté à maintes reprises contre les syndicats, accusés de ne rien comprendre. Il a même décidé, pour plaire au marché boursier, de réorganiser le groupe en « business units » et autres centres de profits avant de faire machine

ré comme l'un des plus innovants de la décennie. Si le dialogue a quelquefois été brutal, violent, ils se rappellent aussi de l'homme défait parce qu'il venait d'apprendre l'arrivée d'un accident mortel dans une des usines du groupe.

Dans les milieux patronaux, M. Mer est

**Les chefs d'entreprise « n'ont jamais pris la peine d'expliquer ce qu'ils font, à quoi ils servent, encore moins osé intervenir dans le débat public »**

FRANCIS MER

arrière, une fois le tout désorganisé. Parfois même, il a eu l'envie de renoncer, d'aller quêter des présidences plus faciles chez Elf ou chez Renault, puis la passion de l'acier l'a repris.

Les syndicats, pourtant, ont du mal à lui en vouloir de ses atterrissements, de ses renoncements. Rarement patron a autant fasciné les partenaires sociaux. Les syndicalistes de la sidérurgie lui vouent tous sans le dire une grande admiration. Ils louent son honnêteté, sa rigueur intellectuelle, se souviennent, avec parfois des larmes dans la voix, comment il les a fait progresser dans leurs idées, leurs repères. L'accord social signé au début des années 1990 chez Usinor (baptisé Cap 2000) est considé-

respecté mais son anticonformisme dérange. Le président d'Arcelor ne prend guère la peine de cacher son peu d'attrait pour le mouvement patronal actuel, ses mots d'ordre et ses démonstrations de masse. « Il a remis sur pied une sidérurgie que le comité des forges dont M. Seillière est l'héritier avait coulée », ironise un syndicaliste. En janvier, alors que le patron du Medef, Ernest-Antoine Seillière, avait réuni un congrès exceptionnel à Lyon afin de revendiquer un « droit d'ingérence » dans le débat présidentiel, Francis Mer fut le seul à oser enfreindre l'unanimité patronale. Face à 2 000 chefs d'entreprise électrisés par l'annonce de la censure du conseil constitutionnel sur les 35 heures, il contes-

ta les résolutions présentées par le Medef, invitant ses collègues à se soucier de leur entreprise « mais aussi de leurs salariés ». Le rappel jeta un froid. Quelques mois plus tôt, celui qui fut le président du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) avait échoué à obtenir un accord avec les syndicats sur la formation continue dans le cadre de la refondation sociale, en grande partie en raison de dissensions internes à la délégation patronale qu'il conduisait.

Son intransigeance lui a valu de nombreux déboires. Président de Pont-à-Mousson, filiale de Saint-Gobain, il fut écarté en 1984 de la présidence du groupe au profit de Jean-Louis Beffa : Roger Fauroux redoutait l'inflexibilité de Francis Mer, alors que la société venait d'être nationalisée. La blessure est guérie mais la cicatrice reste. M. Mer n'a pas pour autant renoncé à son franc-parler ; il ne ménage la susceptibilité de personne. Les chefs d'entreprise ? « Ils n'ont jamais pris la peine d'expliquer ce qu'ils font, à quoi ils servent, encore moins osé intervenir dans le débat public. » Les hommes politiques ? « Ils manquent à leur devoir de pédagogie, se désintéressent de l'entreprise, ne donnent pas confiance en l'avenir. » Les syndicats ? « Ils n'osent pas aller de l'avant et promouvoir des idées réformatrices. » Quant aux Français qui ont voté pour le Front national, ils sont « la manifestation d'une France vieillissante qui se réfugie derrière ses vieux caciques », explique-t-il dans un entretien au *Figaro* au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

La lourdeur du ministère de l'économie et des finances, les jeux politiques, le conduiront-ils cette fois à taire son opposition face aux surenchères fiscales et sociales qui s'annoncent pour cette campagne législative ? M. Mer, jusqu'ici, n'a jamais plié.

Martine Orange

# Rhétorique de l'extrême droite *par Thomas Clerc*

**A**U-DELÀ de ce que représentent Le Pen et ses idées, il faudrait se demander à quoi tient le succès d'un personnage présent sur la scène politique depuis des lustres. Qui ne voit que sa force principale réside dans son style ? C'est la raison même pour laquelle il est difficile de le combattre : il est le plus rhétorique de nos politiciens, puisque au contenu simpliste de son discours il superpose le spectacle de celui-ci, alors que les autres ont cessé de s'adresser à nous, jugeant à tort que le politique pouvait se passer d'une mise en scène qui repose sur les règles séculaires de la rhétorique, l'*elocutio*, le style et l'*actio*, l'art d'incarner le message oral. S'ils ont abandonné la question du comment dire, est-ce parce que ces éduqués n'ont rien à nous proposer ?

Le Pen, dont la passion, il l'avoue lui-même, est la politique, met en branle cet élément-clé de l'argumentation que sont les passions parce qu'elles mettent au jour l'essence du politique – le conflit – en cherchant à toucher le public.

Une de ses grandes habiletés est d'abord de nommer ses adversaires. Comme il n'y a rien de plus réel qu'un nom propre, il apporte à son auditoire la preuve qu'il combat d'abord des hommes. En les vitupérant, l'orateur donne à ceux qu'il veut séduire la possibilité de se référer à des ennemis précis, non à des abstractions. Cette logique polémique qui aime à identifier la cible à abattre en la construisant par le discours remplit son rôle stratégique : avec lui, on sait qui est l'ennemi, et par ricochet on sait qui on est soi-même.

A l'inverse, la réticence des sociaux-démocrates à nommer Le Pen (et à se nommer l'un l'autre, Chirac et Jospin se rejoignent sur ce point) donne l'impression qu'il n'existe pas, quand les résultats

proouvent le contraire. Le refouler hors langage, c'est le priver d'une représentation réelle au profit d'un fantôme qui le sert – l'Exclu –, c'est avoir peur des mots.

Le Pen, lui, n'a pas peur des mots, puisque dans sa rhétorique ils renvoient moins à la réalité qu'à l'effet qu'ils veulent produire. Visant d'abord un auditoire, elle devient, sinon littéraire, du moins cathartique. Aussi peut-il dire n'importe quoi, son art consistant à déli-

## Le Pen n'a pas peur des mots puisqu'ils renvoient moins à la réalité qu'à l'effet qu'ils veulent produire

vrer le langage de ses interdits. Il peut, par exemple, déclarer que « *les grandes fortunes ont depuis longtemps quitté la France* ». Incroyable mais faux, et ça passe : ce genre d'allégations déliées de leur rapport à la vérité sert à distiller une crainte – celle d'un pays en voie d'appauvrissement déserté par ses milliardaires (pas lui, en tout cas !), assertion qui parle d'abord aux plus démunis en agitant le spectre de leur abandon.

Les techniques employées sont cousues de gros câble, mais elles se distinguent de tout le reste du discours politique, dont la pauvreté idéologique est aussi affaire d'expression. La rhétorique d'extrême gauche, trop rigide, et celle des sociaux-démocrates, trop abstraite, considèrent le recours aux affects comme un mal absolu, alors que c'est un ingrédient nécessaire.

Si Le Pen séduit c'est donc parce qu'il aime le verbe : l'erreur tragique des hommes politiques est d'avoir abandonné cette dimension au nom d'une conception douteuse de la vérité qui, croient-ils, est le contraire de la rhétorique alors

qu'elle est un hommage rendu au jeu démocratique. S'ils comprennent qu'elle en est constitutive, ils pourraient concurrencer Le Pen et son fonds de commerce, dont les bien-pensants ne voient que la vulgarité quand il faut plutôt en saisir le mécanisme.

Un homme qui a du style ne pense peut-être pas « *comme il faut* » mais apporte une théâtralité au débat que n'auront jamais ni Chirac ni Jospin, naturellement ternes

ou trop bien élevés pour parler au peuple en mouillant leur chemise. Dans tous les cas, ce mépris de la mise en scène rhétorique est néfaste car il sous-entend que l'on peut penser le monde sans imagination et sans passions : le dédain des signes rejoint celui des masses, jugées indignes d'être touchées.

Le Pen a un imaginaire terrifiant mais il le rend désirable en lui conférant une dimension spectaculaire qui annule ses effets pragmatiques : sortir de la zone euro, c'est délirant, les gens le savent bien au fond, mais ce qui frappe, c'est qu'il ose dire de telles énormités. Ainsi procède-t-il par une irrealisation massive du discours, qui subtilise les effets désastreux que l'application d'une telle politique provoquerait.

A ce moment-là le « franc-parler » devient, par emphase, la vérité de son discours et touche un électeur fatigué de ne plus croire aux politiciens classiques et à leur absence complète de charisme. D'une certaine façon, Le Pen fictionnalise le discours politique en le poussant à l'extrême, procédure

qui rompt avec l'austérité du logos démocratique, fait de modestie et de perspectives peu sexy, pour le remplacer par du passionnel. Comme disait Alfred Hitchcock, « *pour que le film soit bon, il faut que le méchant soit réussi* ». Le méchant n'a pas d'interdit de parole : du cardinal de Retz à Bernanos ou Céline, ce n'est tout de même pas un hasard si tant de bons écrivains sont réactionnaires.

Le peuple aime qu'on lui parle peuple tout en lui parlant bien. Les Français sont souvent des anarchistes de droite et, à ce jeu, Le Pen joue sur du velours : mêlant injectives à la Rebattet et imparfaits du subjonctif, son discours oscille entre discrédit violent de l'adversaire, ce qu'exige la joute oratoire, et flatterie de l'électorat, qui veut qu'on le fasse un peu jouir, fût-ce par des moyens sensibles.

A l'inverse, les démocrates commettent l'erreur récurrente de ne faire confiance ni au langage ni à son organe : méprisant la rhétorique, ils préfèrent laisser à Le Pen sa

consultants ont signé la campagne de Jet Tours : « *Vous pouvez rater le premier tour mais pas vos vacances* ». Quand fera-t-on le procès de ces demi-habiles qui font croire aux candidats qu'ils pourront appliquer leurs recettes indépendamment de leur personnalité ?

Tant que les républicains répugneront à l'idée de créer un style idoine à leurs idées et à leurs personnages, ils s'exposeront à donner aux électeurs une image – que les Grecs appelaient *ethos* – de cadres coupés des masses ou tétanisés par la peur de déplaire. L'aspect iconique et verbal qu'ils méprisent, Le Pen, lui, le maîtrise, soucieux de l'*actio*, mise en acte gestuelle et orale des effets à laquelle il est, en parfait cabot, rompu.

Il est paradoxal que le plus réactionnaire de nos hommes politiques soit celui qui contrôle le mieux le plus moderne des médias, la télévision. Elle est propice aux bateleurs, Le Pen y est imbattable : on comprend qu'il ait espéré un débat, et que Chirac l'ait fui. Le Pen

sensation propre à les distinguer aux yeux d'électeurs qui ne font pas de différence entre des acteurs interchangeables mais sentent bien que Le Pen ne tire son discours que de lui-même et paraît du coup authentique : il est son propre conseiller en communication.

Que nos politiques se réappren-

**THOMAS CLERC** est maître de conférences (stylistique et littérature du XX<sup>e</sup> siècle) à l'université Paris-X-Nanterre.

prie donc cette belle chose incorrecte que Le Pen a comprise jusqu'à l'assumer seul, à savoir un certain excès du discours politique : cela éviterait de lui laisser confisquer le terrain des mots et des idées. Alors qu'à gauche on se contente jusqu'à l'écœurement d'instruire son procès moral, vaincre l'extrême droite implique un radical changement stylistique.

Pour coincer Le Pen on peut l'éloigner du terrain où il excelle, celui des généralités, en pointant par des questions précises l'indigence et le danger de son programme. Mais télévisuellement, une discussion technique est difficile à mener et résiste mal à son sens de l'esquive et de l'esbroufe. Mieux vaudrait le combattre sur son propre terrain, celui du style, sans valoriser « *le style contre les idées* » mais en procédant à leur synthèse tribunitienne que la gauche et la droite pratiquaient jadis, de Jaurès à de Gaulle : encore faut-il trouver l'homme qui porte en lui cette aspiration, faute de quoi les démocrates seront réduits au rôle de figurants.

L'avenir du débat démocratique passe par une génération politique plus « littéraire » qui abandonne la crainte du langage et réhabilite le style des passions. Boileau appelait un chat un chat ; il faut à gauche un homme qui appelle un chat un tigre !

## Et maintenant ?

*par Jean Viard*

**O**UI, j'ai voté pour Jacques Chirac. Comme pour des millions de Français, il n'était pas mon premier choix, mais nous fîmes front avec lui contre l'extrême droite. Comme on dit dans le village vosgien de mon père, le président de la République va être « *mon homme* » pendant cinq ans. Ni lui ni moi n'y pouvons rien, mais cet engagement mutuel nous lie.

Seulement ne nous trompons pas. Je n'ai pas voté pour le programme de Jacques Chirac. Une grande part, peut-être même une part majoritaire de ses électeurs, n'a pas voté pour son programme.

Nous avons voté pour défendre la démocratie et la République. Nous avons voté pour un arbitre de qui nous attendons qu'il incite et à la droite et à la gauche à réduire le sentiment d'insécurité que nous crée la progression de l'extrême droite en France et en Europe depuis près de vingt ans. Et cette insécurité-là nous semble de loin la pire des insécurités, même si elle n'est pas la seule.

Or cette progression de l'extrême droite a des causes. Et la première de ces causes me paraît être que les Français, comme nombre d'Européens, manquent de confiance dans leur classe politique pour porter et réguler les changements gigantesques du monde.

Nous avons vécu une campagne électorale franco-française là où, tous les soirs, le journal télévisé de 20 heures nous renvoyait la violence du monde.

Nous avons vécu une campagne qui ne proposait rien de net pour passer d'une République centralisée et jacobine à une République de proximité apte à recréer de la solidarité à l'échelle des quartiers et des pays ruraux ; une campagne électorale pendant laquelle la nécessaire transformation de l'appareil d'Etat pour évoluer vers une France enfin régionalisée ne fut quasiment pas évoquée. Je parle d'une France où tous les salariés auraient le même contrat de travail.

Nous avons vécu une campagne pendant laquelle la nécessité absolue de se doter d'une Europe politique et militaire puissante n'est pas assez apparue. Or comment vivre avec confiance l'avenir si, après avoir enlevé le toit de la maison France, nous restons ainsi à découvert face à la mondialisation, la rup-

**JEAN VIARD** est directeur de recherche (CNRS-Centre d'étude de la vie politique française).

ture croissante entre le Nord et le Sud, et la domination de la seule superpuissance américaine ? Comment vivre si l'Europe ne se décide pas à porter le développement de son Sud méditerranéen et africain ? Que serait-il arrivé si le 11 septembre avait frappé à Paris ou à Londres ?

Si Jacques Chirac veut que le pays se pacifie, que la confiance si nécessaire à la croissance et à la créativité de chacun se renoue, s'il veut pouvoir effectuer son mandat en entier, s'il veut que son nom entre dans l'histoire, il ne doit pas changer de stratégie après avoir fait campagne sur la République. Qu'il ne nous refasse pas le coup de la fracture sociale délaissée dès les palais gouvernementaux atteints ! La démocratie risquerait de s'y rompre.

Nous sommes dans une crise politique qui a besoin de solutions d'abord politiques. Vers le monde par l'Union européenne, sa constitution, sa direction, sa puissance militaire. Vers chacun, par une profonde refonte de nos territoires démocratiques et des responsabilités qui leur sont conférées.

Que le président de la République confie donc à une haute personnalité entourée d'un groupe de sages le soin de préparer d'ici à six mois un texte à soumettre à référendum pour réorganiser l'organisation politique du territoire. Cette refondation du territoire politique de 1789 et de 1870 sera son œuvre. Et qu'il laisse les partis de droite et de gauche – dont il ne peut plus être membre après ce vote éthique – s'affronter sous son arbitrage.

## Créons SOS-démocratie !

*par Catherine Audard*

**L**E coup de semonce du 21 avril se traduira-t-il par un changement véritable, ou restera-t-il un simple mouvement d'humeur ? Voilà, je crois, la question que nous nous posons en ce moment.

Les grandes démocraties contemporaines connaissent, toutes, plus ou moins, les mêmes problèmes sociaux que la France. Elles voient, toutes, progresser la frange des mécontents de l'Europe, de la mondialisation, du multiculturalisme, de la libéralisation des mœurs, celle des exclus culturels, plus qu'économiques, des grandes transformations que connaît notre continent.

Celles qui résistent le mieux, pour le moment, possèdent, cependant, ce qui manque encore en France : une société civile vigoureuse et efficace qui sert de relais aux demandes, aux inquiétudes et aux révoltes de l'électorat. Le paysage en est considérablement transformé.

Sans une société civile active, l'Etat ne peut à lui seul être le garant de la démocratie. Telle est la leçon de la République de Weimar. Un électeur qui attend tout de l'Etat et des organisations politiques traditionnelles, et rien de lui-même, qui n'utilise pas sa capacité d'organisation et d'action pour obtenir la satisfaction de ses demandes, n'est pas capable de démocratie.

C'est dans la société civile, c'est-à-dire dans les multiples associations et groupements qui naissent des besoins spontanés et des expériences concrètes des citoyens, que se fait l'éducation à la responsabilité et à la maturité, que les intérêts privés se transforment en un sens de l'intérêt public, que le dialogue avec autrui s'engage et qu'un véritable sens de la justice peut naître. La vitalité de la société civile est, nous le savons tous, le plus sûr témoin de la stabilité, de la solidité de la démocratie, et de l'intérêt que tous y portent.

Manifester est un très bon commencement. Une organisation aussi prestigieuse qu'Amnesty International est née de la colère, de la révolte face aux tortionnaires grassement payés par des Etats qui avaient signé, par ailleurs, des déclarations de droits de l'homme. Mais sachons transformer la colère et le dégoût en actes, et mettons sur pied les associations, les groupes de pression, les mouvements d'opinion efficaces, qui rendront, désormais, impossible la situation que nous avons connue le 21 avril.

Il nous faut davantage d'organisations non gouvernementales, aussi prestigieuses et moralement impartiales que leurs aînées, mais dirigées maintenant vers la protection des droits politiques des citoyens, vers la sauvegarde et le renforcement de notre démocratie si fragile.

## Sans une société civile active, l'Etat ne peut à lui seul être le garant de la démocratie

Il nous faut une grande organisation de masse, indépendante des partis politiques, exprimant toutes les tendances de la société civile, même divergentes, au service des citoyens pour les aider à prendre leurs décisions, à choisir de la manière la plus informée et la plus indépendante possible. Cela s'appelle l'aide à la décision et, pour l'élection présidentielle, elle n'a été apportée ni par les médias ni par les partis politiques.

Il nous faut créer une grande organisation, SOS-démocratie, capable de faire bouger les esprits, les mentalités comme l'a fait jadis Amnesty International, capable de mener de grandes campagnes de sensibilisation et d'information, de défendre les intérêts des citoyens en tant qu'électeurs. SOS-démocratie rendra impossible que le vote soit perçu par chacun com-

me une question de préférence, de choix privés, alors que le sort de tous en dépend. Elle organisera des mouvements de masse, des manifestations nationales, coordonnées non plus par des partis ou des organisations politiques, mais par la société civile elle-même, financées par les citoyens eux-mêmes soit directement par des dons soit indirectement par leurs impôts, et donc par les pouvoirs publics, sans que ceux-ci puissent y être majoritaires.

Il nous faut, tout d'abord, créer un observatoire citoyen de la corruption qui informe objectivement et sensibilise les Français sur le degré exact de corruption de son personnel politique, au lieu de laisser ces graves accusations entre les mains de journalistes, de partis politiques ou de l'Etat. Sans cela, la confiance des citoyens dans leurs institutions et dans le

personnel politique va s'effondrer et laisser la porte ouverte à toutes les aventures.

Il nous faut créer un observatoire citoyen de la Constitution et de l'Etat. Il est inacceptable que la réforme de l'Etat, sans cesse promise, sans cesse ajournée, ne soit pas cordonnée et même remise à l'initiative des citoyens eux-mêmes qui ont le plus à souffrir d'une mauvaise gestion et qui devraient reprendre également une partie de l'initiative de la législation, en travaillant avec les hommes politiques, les fonctionnaires eux-mêmes ainsi que les experts, politologues, juristes, etc.

Il nous faut créer un observatoire citoyen de la justice, pour que l'électorat comprenne la réalité de la délinquance et de l'insécurité, au lieu de faire confiance à des informations sans cesse médiati-

sées et déformées par sensationnalisme. Que les magistrats, les policiers, les travailleurs sociaux et les enseignants se parlent et parlent à l'électorat, pour que cessent les rumeurs et le sentiment, destructeur, d'insécurité qui sont nourris par des fantasmes, pour que les faits soient enfin connus, pour

**CATHERINE AUDARD** enseigne la philosophie à la London School of Economics.

que l'autorité et la confiance dans la justice, la police, soit enfin restaurées.

Il nous faut un observatoire citoyen de l'intégration et des relations interraciales, pour que les citoyens puissent s'informer, et juger par eux-mêmes des difficultés et des succès de l'intégration, qu'ils puissent avoir les moyens nécessaires pour faire les choix cruciaux en matière d'immigration, de naturalisation, de droit d'asile.

La démocratie, dans les sociétés complexes, est bien autre chose qu'un simple bulletin de vote, même si elle commence par là. Elle suppose un exercice raisonnable et soucieux du bien public du pouvoir de choix et de décision, non seulement par les dirigeants politiques, mais aussi par chacun d'entre nous.

Un apprentissage de ces capacités est nécessaire. Il peut se faire dans des manifestations, certes, mais aussi et surtout à l'école, sur le lieu de travail et dans l'engagement dans la société civile. Tant que celle-ci sera exsangue, tous les espoirs seront permis pour les aventuriers et les ennemis de la démocratie.

Les textes proposés à la page Débats

du Monde peuvent être transmis :

- par voie postale :

Le Monde, page Débats,

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242, Paris

- par télécopie : 01 42 17 21 22

- par courriel : [opinions@lemonde.fr](mailto:opinions@lemonde.fr)

Dans tous les cas, nom, adresse

et numéro de téléphone des auteurs

doivent accompagner ces envois.

## Cinq millions et demi d'électeurs convaincus

**LES CINQ MILLIONS ET DEMI** de voix rassemblées par Jean-Marie Le Pen vont peut-être forcer les acteurs politiques et les commentateurs à abandonner enfin le concept rassurant de « vote protestataire ». Le mot est creux parce que les électeurs du FN connaissent parfaitement les grandes lignes du programme de leur candidat, sa personnalité et ses mythes de référence : aucun autre homme politique n'a été autant interrogé, décrit, caricaturé, expliqué que lui depuis quinze ans. L'utopie démocratique qui consiste à considérer tout électeur comme éclairé, qu'il le soit ou non dans la réalité, vaut pour eux comme pour les électeurs de Jospin ou de Chirac, qui connaissent souvent moins bien le programme de leur héros que ceux du FN. De surcroît, depuis 1995, quatre villes sont gérées par l'extrême droite, et les équipes municipales de trois d'entre elles ont été reconduites en 2001 en pleine connaissance de cause, confirmant l'existence d'une extrême droite de gestion.

Ce mot de « protestataire » sert alors à masquer l'essentiel : cet électeur, plus massif le 21 avril que celui du PS, est raciste et xénophobe, au sens ordinaire de ces mots. Raciste, c'est-à-dire considérant que des races, parfois identifiées par la couleur de la peau, parfois par une religion (les juifs, par exemple), sont inférieures à d'autres. Il n'est pas besoin d'outils très performants pour acquiescer à cette certitude : il suffit de parler avec les dirigeants, les cadres, les militants et les électeurs de ce courant. C'est sur le rejet des Arabes, leur première cible, et de tous les autres étrangers qu'ils sont d'abord d'accord avec leur chef. Le phénomène n'est pas neuf : il traverse toute l'histoire du FN depuis sa création et sa lente implantation.

Ces électeurs sont aussi xénophobes, c'est-à-dire hostiles aux étrangers et prêts à leur appliquer dès que possible des mesures inégalitaires et vexatoires. La préférence nationale que prône Jean-Marie Le Pen est la formule rassurante qui veut traduire en actes ce qui constitue le cœur de sa doctrine. Réserver allocations, retraites et autres prestations aux nationaux revient à voler aux autres une part de ce qui leur est dû : les travailleurs étrangers qui travaillent en France cotisent à la Sécurité sociale, aux caisses de retraite, aux Assedic, payent leurs impôts. De surcroît, en consommant nourriture, essence, cigarettes ou films, ils paient les impôts indirects, TVA et taxes, ce qui leur donne droit aux soins hospitaliers, aux programmes de télévision, aux autoroutes, aux écoles, à la protection policière, etc., que l'on paye avec cet argent. La préférence

nationale se propose donc de leur prendre une partie de ce qui leur revient légitimement sans autre raison que le lieu de naissance de leurs parents. L'intense propagande sur ce thème très populaire tend aussi, bénéfice indirect, à exercer une pression forte sur les étrangers afin qu'ils acceptent des salaires inférieurs à la norme locale.

**LE RACISME, AU-DELÀ DU FN**

Les électeurs frontistes le savent parfaitement, et, par exemple, dans les terres agricoles du nord des Bouches-du-Rhône : les salariés étrangers y travaillent souvent à bas prix pour leurs employeurs – qui votent massivement FN...

Or ce qui est frappant dans toutes les campagnes électorales depuis que le FN existe, c'est que les acteurs politiques, candidats et militants, répondent très rarement sur ce point, central, du program-

me du Front, préférant en appeler au fascisme ou aux années 1930. À écouter les gens dans une région de forte implantation frontiste, on pressent une raison à cette timidité : le racisme, et sa traduction en mots policés, paraît partagé bien au-delà de l'électorat du FN, et prospère dans tous les courants politiques. Les candidats et les élus préfèrent donc contourner le problème en diabolisant le FN plutôt que d'expliquer avec précision en quoi ce parti est hors du cercle de la République démocratique.

Les responsables politiques sentent aussi, intuitivement, qu'ouvrir cette discussion, c'est ouvrir la boîte de Pandore du contrat républicain à la française, magnifique et devenu obsolète dans sa pratique. En effet, la fiction de citoyens égaux par l'assimilation ne marche plus depuis fort longtemps. Au

contraire, les enfants des immigrations qui ont le mieux conservé une partie de leurs traditions, associations, coutumes et porte-parole sont aussi ceux qui se sont le mieux adaptés à la réalité du pays d'accueil. Les Arméniens du Midi en sont un très bon exemple, comme les Polonais du Nord.

La défense abrupte du pacte assimilationniste, très largement partagé de gauche à droite, n'est qu'une forme discrète de l'exclusion des populations les plus récemment arrivées, à qui on refuse des droits élémentaires, comme celui de prier ou d'enterrer leurs morts dignement, et qu'on maintient avec énergie hors du champ de la représentation politique. Les parents de l'immigration arabe ne votent pas, leurs enfants ne sont jamais proposés aux postes électifs : il n'y a pas un seul député à nom arabe dans cette France si républicaine ! D'ailleurs, et comme par hasard, puisque tous les enfants du pays sont censés être des citoyens sans appartenance, tous les présidents de la République depuis 1945 sont blancs et d'origine catholique.

Ce contrat républicain est obsolète parce que son élaboration remonte à la III<sup>e</sup> République et que le cadre de la laïcité date de 1905. La France a radicalement changé de populations depuis : il y a en France des églises, des temples et des synagogues en bonne pierre, et on discute encore de la construction de mosquées. En outre, les questions de souveraineté, qui déterminent aussi le statut de chacun des citoyens dans l'espace français, ont aussi totalement changé de nature. On se demande bien pourquoi, en 2002, la plupart des emplois de la fonction publique sont encore assujettis à la préférence nationale : il y a belle lurette que les fonctionnaires, pour l'essentiel d'entre eux, ne détiennent plus une once minuscule et précieuse de la souveraineté de l'Etat en construction, ce qui justifiait en partie cette exclusion des étrangers. Et si la fonction militaire peut être réservée à des Français, défense de la nation oblige, croit-on que la distribution du courrier doit l'être au nom de cette souveraineté sacrée ?

Répondre à Le Pen sur la préférence nationale force à ouvrir tous ces dossiers, bref à repenser entièrement la République et à sortir de la diabolisation du communautarisme. Cela conduit surtout à déstabiliser une bonne part de la clientèle des partis organisés. Chacun le presse et préfère donc en appeler au diable plutôt que de risquer ces débats délicats. Malgré la cuisante défaite de Jean Marie Le Pen, ils sont devant nous.

Michel Samson

## Les gens PAR KERLEROUX



## Les atouts de Jean-Pierre Raffarin

Suite de la première page

Enfin, et surtout, glissent détracteurs et jaloux, n'est-il pas, en réalité, l'homme de paille d'un Alain Juppé qui n'a de cesse de renforcer sa tutelle sur la droite et d'écartier rivaux et gêneurs pour mieux préparer son propre avenir ? Raffarin à Matignon serait, pour lui, l'assurance d'avoir les coudees franches. L'ombre du maire de Bordeaux surplomberait déjà ce pauvre premier ministre, réduit au rôle peu glorieux de marionnette.

Peut-être. Mais il serait aussi imprudent, aujourd'hui, de sous-estimer Jean-Pierre Raffarin qu'on ne le fit, hier, de Georges Pompidou ou de Raymond Barre. Car l'homme ne manque pas d'atouts. Le premier est tout bonnement d'être un nouveau venu à ce niveau. La réélection de Jacques Chirac a-t-elle déjà fait oublier l'aspiration au renouvellement des hommes et des équipes exprimée sur tous les tons et en toute occasion par le peuple de droite depuis des années ? A-t-elle déjà effacé de sa mémoire les luttes fratricides, les méfiances, les mépris, les haines recuites, les échecs enfin où se sont usés et abîmés bien des talents, ceux d'un Juppé ou d'un Balladur, d'un Sarkozy ou d'un Séguin ? La seule évocation de l'éventuel retour au premier plan du maire de Bordeaux ou de celui de

Neuilly ne servait-elle pas d'épouvantail commode entre les mains de la gauche, il y a à peine deux mois ?

En nommant Jean-Pierre Raffarin, Jacques Chirac n'a pas seulement voulu surprendre, étonner, éveiller la curiosité. Il a au moins autant cherché à tourner la page de cette décennie gâchée, en grande partie par sa propre faute. Bien sûr, le premier ministre n'est pas né de la dernière pluie. Il ne serait pas là, aujourd'hui, en situation. Mais s'il a gravi les marches depuis vingt-cinq ans, ce fut sans impatience excessive. S'il a donné des gages à Jacques Chirac au moment crucial – durant cet automne 1994 où les concours ne se bouscullaient pas –, il ne s'y est pas brûlé les ailes. S'il n'a jamais caché son énergie, il l'a suffisamment mise au service de l'unité de la droite pour ne pas apparaître mu par sa seule ambition personnelle. Autant de qualités en phase avec les attentes du chef de l'Etat et, veut croire ce dernier, celles des Français.

Un homme suffisamment neuf, donc. Le deuxième atout peut paraître aussi trivial : voilà à Matignon un homme de terrain, de province, autrefois d'entreprise. La belle affaire, rétorquent les sceptiques. Ce parcours et cet enracinement ne certifie-t-il pas la modestie ni la compétence. C'est indéniable. Mais cela ne fait-il pas des lustres que l'on déplore – à droite, mais pas seulement – l'omniprésence des élites parisiennes, leur arrogance supposée et parfois avérée, leur monoculture façonnée par l'ENA, leur sociologie trop étroite, leur coupure d'avec la France « d'en bas », leur incapacité, enfin, à soigner l'Etat de ses lour-

deurs et de ses impuissances.

Jacques Chirac avait engagé sa campagne de 1995 par une charge au canon contre les technocrates de tout poil. Arrivé à l'Élysée, il avait nommé le plus brillant d'entre eux, Alain Juppé, à Matignon. Avec le succès que l'on sait. Sept ans plus tard, il essaie de retrouver son cap initial et de prolonger, jusqu'à Matignon, cette « génération terrain » qui avait réussi à ébranler la gauche aux élections municipales de 2001. Au surplus, l'on ne saurait négliger que, contrairement à bien des barons de la Chiraquie, M. Raffarin n'est pas sorti du vivier de la Mairie de Paris. Il se trouve de ce fait à l'abri des soupçons liés aux affaires de financement occulte de la capitale. C'est un confort appréciable.

**UNE FRANCE PLUS GIRONDINE**

Troisième atout : si le premier ministre a conquis la confiance du chef de l'Etat, c'est à l'origine un girondin pur jus, UDF de cœur pendant plus de vingt ans et, depuis 1998, adhérent de Démocratie libérale par raison. Il n'est donc pas suspect, a priori, de vouloir restaurer, dès demain, « l'Etat RPR ». Mieux, Jean-Pierre Raffarin n'a pas occulté le fait que, depuis des années, la première chose que réclament les sympathisants de la droite est précisément l'unité de leur camp. Dès lors, il n'a eu de cesse d'œuvrer au dépassement des vieilles rivalités entre centristes, libéraux et gaullistes.

Il l'a fait sans tapage, mais avec ténacité. D'abord au sein du club Dialogue et initiative, créé avec ses amis Michel Barnier (RPR), Jacques Barrot (UDF) et Dominique Perben

(RPR). Ou plus récemment en participant activement à l'émergence de l'Union pour la majorité présidentielle où devrait se ranger, dès les législatives de juin, l'essentiel de la droite parlementaire. Cette machine de guerre est conduite par Alain Juppé. Qui sait cependant si ce dernier n'aura pas besoin de Jean-Pierre Raffarin, de ses réseaux, de son savoir-faire et des moyens que confère Matignon pour arrondir les angles, amadouer, convaincre.

Enfin, au moment où se multiplient interrogations et interpellations sur la nécessité de refonder la V<sup>e</sup> République, le premier ministre peut fournir à Jacques Chirac un dernier atout de poids : cela fait belle lurette que ce grand féodal milite pour le desserrement du carcan jacobin, pour une nouvelle étape de la décentralisation, pour des transferts audacieux de pouvoirs aux régions, ne serait-ce qu'à titre expérimental, bref, pour une France plus girondine et une réforme des institutions par la base plutôt que par le sommet. Le plaider à fini par convaincre, à commencer par le chef de l'Etat.

Reste, évidemment, à savoir si Jean-Pierre Raffarin aura le loisir et la liberté de jouer ses cartes, de surmonter l'obstacle de législatives à haut risque, de rassurer la droite sans désespérer le centre, de s'imposer aux ambitions jusqu'à présent plus voraces que la sienne, de trouver enfin la bonne distance avec le président de la République, entre allégeance et autonomie. Rien n'est l'assure. Mais rien ne l'interdit.

Gérard Courtois

Le Monde  
ÉDITORIAL

## L'habileté et le combat

**LA LISTE des nouveaux ministres confirme ce qu'annonçait la nomination de Jean-Pierre Raffarin : le gouvernement n'est pas un gouvernement d'ouverture, mais un gouvernement de combat. Son objectif est d'abord de gagner les élections législatives en rassemblant autour de son chef des fidèles du président de la République, bons professionnels de la politique, même si beaucoup d'entre eux font leurs premiers pas gouvernementaux.**

Il suffit de considérer les noms des quinze ministres de plein exercice pour constater qu'ils sont pour la plupart des proches de Jacques Chirac, d'Alain Juppé ou de l'un et de l'autre. Les cinq premiers dans l'ordre protocolaire – Nicolas Sarkozy, François Fillon, Dominique Perben, Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie – forment, autour de Jean-Pierre Raffarin, la garde rapprochée du chef de l'Etat. On trouve aussi, parmi les quinze, la porte-parole de sa campagne présidentielle, Roselyne Bachelot, celui qu'il avait tenté de porter à la présidence du RPR, Jean-Paul Delevoye, un de ses anciens collaborateurs à la Mairie de Paris, Jean-Jacques Aillaud, et deux de ses collaborateurs directs à l'Élysée, Brigitte Girardin et Jean-François Lamour.

Une fois ce principe reconnu, il faut admettre que le gouvernement Raffarin n'a pas mauvaise allure. D'abord parce que les quelques exceptions à cette règle d'uniformité sont plutôt bienvenues. Avec Gilles de Robien, qui fut le directeur de campagne de François Bay-

rou, le courant centriste est représenté par un homme de conviction, que sa sensibilité sociale a souvent mis en porte à faux avec son propre camp. Avec Jean-François Mattei, président du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, c'est un scientifique respecté qui fait son entrée. Avec Francis Mer et Luc Ferry, surtout, la « société civile » est présente à travers deux personnalités de premier plan, qui donnent à la nouvelle équipe une couleur originale : ce sont incontestablement deux beaux « coups » joués par le président de la République.

Ensuite, on ne peut nier que la plupart des « chiraquiens » placés aux postes de commandement soient des personnes compétentes et expérimentées. Pour n'en citer que quelques-uns, le nouveau ministre de « la sécurité intérieure », Nicolas Sarkozy, a fait ses preuves, même si le poste qui lui est attribué est pour lui à hauts risques ; François Fillon, qui sera chargé de conduire le dialogue social, a montré qu'il savait être un homme de consensus ; et le successeur d'Hubert Védrine aux affaires étrangères, Dominique de Villepin, est un diplomate de carrière.

Ce gouvernement est en place pour battre la gauche. Et il ne manque pas d'atouts. Sous ses dehors bonhommes, Jean-Pierre Raffarin n'a pas tardé à afficher sa volonté d'en découdre en dénonçant, mardi soir, sur TF1, « l'inaction » de son prédécesseur pendant cinq ans. Le ton est neuf, la « proximité » à l'ordre du jour, la communication habile. Attendons les premiers actes.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

## Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lichon  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

## Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

## Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

## Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

## Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

## www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## RECTIFICATIFS

## DÉCENTRALISATION/CORSE.

Contrairement à ce qui était écrit dans un titre (*Le Monde* du 8 mai, page 7), Jacques Chirac a proposé pendant sa campagne un référendum pour définir « une nouvelle architecture des pouvoirs locaux » pour l'ensemble de la France et non pas en Corse.

## FRONT NATIONAL. Nous avons

écrit par erreur dans un article sur l'enquête consacrée à un attentat au colis piégé commis en novembre 2000 à La Baule (Loire-Atlantique) (*Le Monde* du 2 mai), que Gaël Maubert, ancien secrétaire départemental du Front national

de la jeunesse (FNJ), avait été mis en examen et écroué, vendredi 26 avril, pour « assassinat ». Il a, en réalité, été interrogé à titre de simple témoin, mercredi 24 avril.

## ADOPTION. Contrairement à ce

que nous indiquions dans notre édition du 12 avril, la magistrate Marie-Christine Le Boursicot, auteur d'un rapport sur l'adoption, ne déplore pas à titre personnel que certains départements octroient l'agrément préalable à l'adoption « avec désinvolture ». Ce sont certains responsables d'organismes agréés pour l'adoption (OAA) rencontrés par la magistrate qui dénoncent ce comportement désinvolte.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
PUBLI-MÉDIA

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

Un nouvel attentat-suicide – le dernier remontait au 12 avril – a été commis par un Palestinien, mardi 7 mai, à RISHON LETZION, au sud de Tel-Aviv, tuant quinze personnes. L'acte terroriste a été revendiqué

par la branche militaire du HAMAS. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui venait de rencontrer le président GEORGE BUSH, a aussitôt interrompu sa visite aux Etats-Unis. « Il est impossible de continuer à

avancer avec une entité terroriste et corrompue », a-t-il déclaré, mettant en cause la responsabilité de YASSER ARAFAT. L'Autorité palestinienne a « fermement » condamné cet attentat. Le gouvernement israé-

lien devait décider, mercredi, de la nature et de l'ampleur des REPRÉSAILLES à mener, alors que la « première phase » de l'opération « Mur de protection » est achevée. L'EXPULSION de M. Arafat est envisagée.

## Israël : un attentat-suicide brise les efforts de la diplomatie

Un kamikaze palestinien a tué quinze personnes en se faisant sauter dans une salle de billard à Rishon Letzion, mardi 7 mai. Ariel Sharon a interrompu sa visite à Washington. L'expulsion de Yasser Arafat pourrait être envisagée, en représailles à cet attentat revendiqué par le Hamas

### JÉRUSALEM

de notre correspondante

Les Israéliens auront connu à peine un mois de répit. Un attentat-suicide a tué quinze personnes et fait plusieurs dizaines de blessés, mardi 7 mai, à 23 heures, dans la ville ouvrière de Rishon Letzion, au sud de Tel-Aviv. La dernière attaque sanglante en territoire israélien remontait au 12 avril, lorsqu'une femme palestinienne s'était fait exploser à côté d'un bus à Jérusalem-Ouest, entraînant avec elle six personnes dans la mort.

Cette fois, le kamikaze palestinien, qui a agi seul, a pénétré de quelques mètres dans une salle de billard, le Spiel, située dans la zone industrielle de la ville, et a fait détonner la charge explosive qu'il transportait, selon les premières indications de la police, dans une valise. Aucun garde de sécurité ne surveillait l'entrée de la salle de jeux bondée. La violente explosion a totalement détruit le dernier étage de l'immeuble qui en comptait trois et a fait s'effondrer le plafond, ensevelissant les morts

### 5<sup>e</sup> ATTENTAT DEPUIS LE 29 MARS



et les blessés sous des gravats. « Tout l'étage a explosé en l'air, c'était comme dans un mauvais rêve », a rapporté un témoin à la télévision. Des boulons, des clous et des morceaux de métal, ajoutés à la bombe, ont été retrouvés sur place.

L'attentat a été revendiqué par la branche militaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), les Brigades Ezzedine Al-Qassam, à la télévision du Hezbollah au Liban, Al-Manar. « Nous allons lancer de nouvelles attaques cette semaine en riposte à ce que l'armée israélienne a perpétré le mois dernier dans le camp de Jénine », a déclaré l'interlocuteur du Hamas. Mercredi matin, l'un des porte-parole du mouvement à Gaza n'avait toutefois pas confirmé l'implication d'un de ses membres dans l'opération. Ces derniers jours pourtant, un des hauts responsables du Hamas, Abdelaziz Al-Rantissi avait annoncé une nouvelle vague d'attaques anti-israéliennes.

L'attentat a immédiatement été « fermement » condamné par l'Autorité palestinienne, qui estime que les parties responsables de cette attaque « travaillent contre les intérêts du peuple palestinien ». « Cette attaque ne sert qu'à renforcer les allégations israéliennes selon lesquelles les Palestiniens ne veulent pas la paix », ajoute le communiqué. « Des mesures sévères » seront

prises contre les personnes impliquées, promet l'Autorité palestinienne.

### « TRAVAIL PAS ACHEVÉ »

Pour le premier ministre, Ariel Sharon, qui a appris la nouvelle alors qu'il s'entretenait à la Maison Blanche avec le président américain, George Bush, la responsabilité du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, ne fait aucun doute. « L'attentat de Rishon Letzion est la preuve des véritables

intentions de l'Autorité palestinienne, a-t-il déclaré. Il est impossible de continuer à avancer avec une entité terroriste et corrompue. » Interrogé sur l'opportunité d'expulser M. Arafat des territoires palestiniens, le premier ministre israélien s'est abstenu de toute réponse. Sa ministre de l'éducation, Limor Livnat, a en revanche estimé, lors d'un entretien à la radio militaire, qu'il n'y aurait sans doute « pas d'autre choix que d'expulser » M. Arafat.

M. Sharon a réaffirmé qu'il n'y

### « Israël ne cédera pas au chantage »

« A tous ceux qui tentent d'exercer un chantage contre Israël pour qu'il fasse des concessions, grandes ou petites, avec l'arme du terrorisme et de la peur, (...) je dis aujourd'hui, Israël ne cédera pas au chantage », a déclaré Ariel Sharon, mardi 7 mai à Washington. « Nous devancerons celui qui veut nous abattre, et nous l'abattrons d'abord. Comme nous l'avons déjà prouvé, il n'y a, et il n'y aura jamais de refuge pour les terroristes, ceux qui les encouragent ou ceux qui les envoient, ainsi que pour tous ceux qui sont engagés dans le terrorisme », a-t-il martelé. Le premier ministre israélien a appelé l'Arabie saoudite à cesser de soutenir financièrement le terrorisme et les familles des kamikazes, en conditionnant la participation de Riyad à une conférence de paix à l'arrêt de ces transferts de fonds. Le conseiller saoudien pour les affaires étrangères, Adel Al-Jubeir, a déclaré, à Washington que ces accusations sont « sans fondement » et a expliqué : « Notre soutien va à toute famille palestinienne dans le besoin », il « n'est pas ciblé sur les auteurs d'attentats à la bombe ». – (AFP)

Stéphanie Le Bars

## La tuerie de Rishon Letzion illustre les limites de l'opération « Mur de protection »

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'horreur absolue qui s'est abattue une nouvelle fois en Israël signe-t-elle l'échec de l'opération

### ■ ANALYSE

## Lancer une opération militaire plus massive sonnerait comme un aveu d'impuissance

« Mur de protection » lancée après la Pâque sanglante de Nétanya ? Cette opération avait pour but l'isolement du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, mais surtout « le démantèlement des infrastructures terroristes », principalement dans les villes palestiniennes du nord de la Cisjordanie, Kalkilya, Tulkarem, Jénine et Naplouse considérées comme autant de « capitales du terrorisme ». Elle devait également permettre de restaurer une dissuasion fortement affectée, selon les militaires et la droite, par le retrait unilatéral du sud du Liban, en 2000, sous les coups de boutoir du Hezbollah. L'opération en Cisjordanie, la plus massive dans cette zone depuis la guerre de

1967 s'est étendue du 29 mars au 21 avril date à laquelle a été annoncée officiellement la fin de sa « première phase » sans que l'on, sache ce que seront les autres étapes.

Le bilan humain et matériel de « Mur de protection » a été très lourd : au minimum 250 morts palestiniens et une trentaine de soldats israéliens, et des dégâts estimés à 900 millions de dollars. Alors que l'attentat de Nétanya avait été perpétré par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), grand rival de M. Arafat, c'est l'Autorité palestinienne, ses institutions et surtout son service chargé de la lutte anti-terroriste pour la Cisjordanie, qui ont été gravement endommagés, sinon détruits. Assiégé pendant plus d'un mois, M. Arafat a résisté. Il est resté pour les Etats-Unis et l'Union européenne qui évoquaient ces jours derniers la reconstruction de l'Autorité sur de nouvelles bases l'interlocuteur et le représentant des Palestiniens.

En dépit de leur satisfaction affichée, les responsables israéliens de la sécurité ont très vite mis en garde contre de nouveaux attentats. Les incursions israéliennes dans les zones palestiniennes théoriquement autonome n'ont par ailleurs pas cessé après le 21 avril. Mardi matin 7 mai, l'armée israélienne

réoccupait une nouvelle fois Tulkarem, comme auparavant Naplouse ou Hébron. Ces avertissements et ces nouvelles opérations montrent les limites de la manière forte contre un terrorisme réclamant peu de moyens et surtout un mode d'action (l'attentat-suicide) à la fois difficile à déjouer et recueillant une adhésion toujours plus grande au sein d'une société palestinienne privée d'horizon politique et asphyxiée par un an et demi de blocus.

### Les principaux attentats depuis le début de l'année

- **17 janvier** : six Israéliens sont tués et 34 autres blessés dans une salle de bal de Hadéra par un Palestinien armé. L'assaillant est abattu.
- **2 mars** : neuf Israéliens sont tués par un attentat-suicide dans le quartier ultra-orthodoxe juif de Jérusalem-Ouest, Beit Israël.
- **9 mars** : un kamikaze fait sauter une charge explosive dans un café de Jérusalem, tuant 11 personnes.
- **12 mars** : huit morts dans une attaque armée contre des véhicules circulant dans le nord d'Israël, dont six Israéliens et deux assaillants armés. Deux jours plus tard, le 14 mars, Anthony Zinni, envoyé spécial

américain, arrive à Jérusalem.

- **20 mars** : un kamikaze fait exploser une charge dans un autobus, près de la ville arabe israélienne de Umm El-Fahem au nord d'Israël, faisant 7 morts.
- **21 mars** : trois personnes, outre le kamikaze, sont tuées dans un attentat à Jérusalem-Ouest.
- **27 mars** : 29 morts et plus de 100 personnes blessées dans un attentat-suicide perpétré par un kamikaze dans un hôtel de Nétanya. Revendiqué par les Brigades Ezzedine Al-Qassam, branche armée du Hamas, cette tuerie est l'attentat le plus sanglant depuis le déclenchement de l'intifada. Il sera à l'origine de l'opération

efforts engagés récemment par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite pour tenter de mettre un terme à cette spirale destructrice. Mais M. Sharon a-t-il le choix, après ses multiples déclarations sur la primauté de la sécurité d'Israël sur toute option politique et diplomatique ? Peut-il agir autrement alors qu'il a renforcé la présence de la droite et de l'extrême droite au sein de sa coalition et que ces dernières ne demandent qu'à en découdre. Le comité central de son parti, le Likoud, convoqué le

- **Mur de protection** :
- **29 mars** : deux morts, outre la kamikaze, dans un attentat-suicide d'une Palestinienne dans un centre commercial de Kiryat Yovel à Jérusalem-Ouest.
- **31 mars** : 16 Israéliens tués dans un attentat-suicide, dans un restaurant de Haïfa.
- **10 avril** : un attentat-suicide dans un autobus près de Haïfa fait 8 morts parmi les passagers et 20 blessés.
- **12 avril** : le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, arrive à Jérusalem. Un attentat dans un marché de Jérusalem-Ouest fait 7 morts, dont la jeune kamikaze.

Gilles Paris

## A la Maison Blanche, M. Bush et M. Sharon constatent leurs divergences profondes

En apprenant l'attaque de mardi soir, le président américain a multiplié les marques d'« amitié » à l'égard du premier ministre israélien

### WASHINGTON

de notre correspondant

Ecourtée, comme celle de la fin novembre 2001, par un attentat dans la banlieue de Tel-Aviv, la cinquième visite d'Ariel Sharon à Washington depuis qu'il est premier ministre n'a pas permis de réduire l'écart entre les points de vue israélien et américain sur le conflit du Proche-Orient. Lors d'une courte rencontre avec la presse, mardi 7 mai, dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, M. Sharon et le président Bush n'ont pas caché leur désaccord. Un processus de paix doit-il avoir pour finalité la création d'un Etat palestinien ? « Oui. Je n'ai pas changé de position », a répondu le président américain. « Je pense qu'il est encore prématuré de discuter de cette question », a répliqué le premier ministre israélien.

Au long de son séjour, commencé dimanche et achevé mardi soir, M. Sharon a exprimé clairement son refus des positions défendues aujourd'hui par les dirigeants américains. Condoleezza Rice, conseillère de M. Bush pour

la sécurité nationale, déclarait au sujet de Yasser Arafat, le 5 mai : « Nous n'allons pas essayer de choisir les dirigeants palestiniens. Le président Arafat est là. » Le premier ministre israélien, s'adressant, lundi soir, à l'Anti-Defamation League, l'une des principales organisations juives américaines, a présenté la vague d'attentats des derniers mois comme « une campagne de



Il est nécessaire de permettre aux Palestiniens de « reprendre une vie économique »

GEORGE W. BUSH

terreur brutale, provoquée et encouragée par l'Autorité palestinienne et par son dirigeant ». Il a plaidé pour une Autorité palestinienne qui ne soit pas « dépendante de la volonté d'un homme ».

M. Sharon avait apporté aux Etats-Unis cent pages de documents, remis à ses interlocuteurs et distribués aux médias. Ces documents prouvent, selon les Israël-

liens, la responsabilité directe de M. Arafat dans l'organisation et le financement d'attentats-suicides.

De la même façon, la délégation accompagnant le dirigeant israélien a produit un dossier de 85 pages montrant, selon elle, que l'Arabie saoudite encourage financièrement le terrorisme et subventionne le mouvement Hamas, à l'origine de nombreux attentats-suicides contre des civils israéliens. Or, M. Bush soutient, particulièrement depuis son discours du 4 avril, la proposition du prince héritier saoudien Abdallah, qu'il a reçu dans son ranch de Crawford le 25 avril.

Mardi encore, en présence de M. Sharon, le président américain a rendu hommage au prince Abdallah, « qui a mis en avant une perspective de paix ». Cette perspective repose sur le retrait israélien des territoires occupés depuis 1967, dont M. Sharon refuse de parler. Tout aussi fondamentalement, le premier ministre rejette une démarche consistant à discuter dès maintenant d'un règlement politique. La priorité est maintenant, à ses yeux, d'avancer sur la

voie d'une « réelle réforme de l'Autorité palestinienne », avant d'envisager quoi que ce soit d'autre.

### « RÉFORMER » L'AUTORITÉ

Les thèses de M. Sharon sont simples et claires. La réponse américaine l'est beaucoup moins. Alors que l'on venait d'apprendre le nouvel attentat, sans connaître encore le nombre de victimes, M. Bush a multiplié, dans le Bureau ovale, les mots et les gestes d'amitié envers M. Sharon, qu'il a même appelé par son prénom. Interrogé sur le refus de son interlocuteur de toute négociation avec M. Arafat, il a assuré : « Je ne dirai jamais à mon ami, le premier ministre, comment il doit mener ses affaires. C'est un choix qui lui appartient. C'est un responsable démocratiquement élu. »

Le président américain a ensuite exprimé de nouveau la « déception » que lui a inspirée M. Arafat. Il s'est déclaré en plein accord avec M. Sharon au sujet des « réformes » nécessaires pour que l'Autorité palestinienne mérite la confiance des Israéliens, mais aussi celle

des Palestiniens eux-mêmes. En même temps, comme pour montrer que ces propos ne sont pas destinés à retarder indéfiniment la recherche d'un règlement politique, M. Bush a annoncé que le directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA), George Tenet, va retourner dans la région pour « dessiner les plans d'une force de sécurité [palestinienne] unifiée, transparente et sur laquelle on puisse compter ».

Un conseiller de la Maison Blanche a indiqué plus tard, une fois connue l'ampleur de l'attentat de Rishon Letzion, que M. Tenet partirait dans un délai « raisonnable ». Selon ce conseiller, la création d'une force de sécurité unifiée, au lieu des sept ou huit services mis en place par M. Arafat, est réclamée par certains dirigeants palestiniens eux-mêmes. Au-delà de la police, ce sont « les institutions représentant aujourd'hui le peuple palestinien [qui] ont besoin d'être réformées », a indiqué le même interlocuteur. M. Bush avait expliqué que le roi Abdallah de Jordanie, qu'il devait recevoir mercredi, et les diri-

geants saoudien et égyptien, auxquels il a téléphoné mardi, va devoir admettre que ces réformes « sont absolument nécessaires ». Toutefois, selon le même conseiller, le président a aussi rappelé à M. Sharon l'importance des résolutions 242 et 338 de l'ONU, l'urgence d'une action humanitaire et la nécessité de permettre aux Palestiniens de « reprendre une vie économique ». Pour M. Bush, enfin, la responsabilité d'Israël est d'abord la question de l'Etat palestinien « dans un proche avenir ».

Lundi soir, dans une université, l'ancien président Bill Clinton – auquel M. Bush a demandé de représenter les Etats-Unis lors des cérémonies de Timor-Oriental – affirma que la seule paix possible devra être « sinon imposée, du moins fortement poussée » par les Américains, qui devront envoyer des troupes dans la région. L'administration Bush est loin d'un tel discours, mais elle donne parfois l'impression qu'elle pourrait évoluer dans cette direction.

Patrick Jarreau

## A Karachi, un attentat tue dix Français travaillant pour le ministère de la défense

Les victimes de l'opération, la plus meurtrière visant des étrangers depuis que le Pakistan lutte contre les mouvements islamistes, sont des employés de la Direction des constructions navales

### NEW DELHI

de notre correspondante en Asie du Sud

Quatorze personnes, dont dix Français, ont été tuées, mercredi 8 mai à Karachi, capitale économique du Pakistan, lors d'une très violente explosion qui s'est produite vers 8 heures locales (4 heures du matin à Paris) près de l'autobus qui devait les transporter au travail.

Les circonstances exactes de ce drame, qui a fait aussi vingt-deux blessés graves, dont douze Français, ne sont pas encore claires. Selon une version, ce serait une voiture qui venait se garer auprès de l'autobus parké devant l'hôtel Sheraton, au cœur de Karachi, qui aurait explosé. Selon une autre hypothèse, la bombe était placée sous l'autobus.

Les victimes appartiennent toutes à la Direction des constructions navales (DCN). A ce stade, il est difficile de savoir qui était réellement visé dans la mesure où le véhicule pris pour cible appartenait à la marine pakistanaise. « *Le car faisait le trajet tous les jours à la même heure et il y a donc autant de chances pour que les personnes impliquées aient su qu'il s'agissait de ressortissants français que de chances qu'ils ne l'aient pas su* », affirme un habitant qui veut garder l'anonymat. Le quartier visé est toutefois très fréquenté par les étrangers puisque trois des hôtels « cinq étoiles » de Karachi s'y trouvent.

Des témoignages indiquent que l'explosion a projeté des morceaux de corps tout autour du Sheraton, dont les fenêtres ainsi que celles de l'hôtel Pearl Continental, situé en face, ont été soufflées, ainsi que les vitres de nombreuses voitures garées à proximité. Le bus n'est plus qu'un amas de ferraille, d'où les premières équipes de secours ont eu du mal à dégager les corps désarticulés. Un employé du Sheraton, Mohammad Aqeel, témoin de la scène a raconté à l'AFP que la bombe semblait avoir été placée dans un taxi, qui a été projeté à une centaine de mètres par le souffle de l'explo-



Après l'explosion qui a secoué le centre-ville de Karachi, mercredi matin, le bus qui effectuait le ramassage du personnel français de la Direction des constructions navales est réduit à l'état de ferraille tordue. Quatorze personnes, dont dix Français, ont été tuées, vingt-deux autres ont été grièvement blessées.

sion après avoir percuté l'autobus.

Cet attentat contre des étrangers, le plus grave par le nombre de victimes, n'a pas été revendiqué. Mais tous les regards se portent sur les groupes extrémistes islamistes interdits par le président Pervez Moucharrarf, le 12 janvier. Il intervient alors que le Pakistan a officiellement reconnu que des agents américains opéraient avec ses forces dans les zones tribales frontalières de l'Afghanistan, et un mois environ après l'arrestation à Faisalabad (Pendjab) d'Abou Zoubeïda, l'un des chefs reconnus de l'organisation d'Oussama Ben Laden, Al-Qaïda.

Les groupes extrémistes pakistans, qui dénoncent le lâchage par leur gouvernement des talibans en Afghanistan, l'appui subséquent apporté par Islamabad aux Etats-Unis et la volonté du général Moucharrarf de les démanteler, ont tous plus ou moins des liens avec Al-Qaïda.

### FAMILLES ÉVACUÉES

De nombreux cadres moyens du réseau Ben Laden se terrent au Pakistan où ils trouvent un appui auprès de ces militants. L'implication de l'armée, et surtout des services de renseignement (Inter Services Intelligence, ISI) auprès de

ces groupes a été trop longue et trop profonde pour disparaître en quelques mois et, malgré la volonté du pouvoir officiel, il est clair que les extrémistes gardent des soutiens au sein de l'appareil d'Etat.

En un peu plus de trois mois, l'attentat de Karachi est le quatrième qui frappe des étrangers au Pakistan. Après l'enlèvement et le meurtre de notre confrère du *Wall Street Journal*, Daniel Pearl, à Karachi, en janvier, deux bombinettes avaient été placées sous des véhicules des ambassades de Grande-Bretagne et de France à Islamabad ; le 17 mars, une bombe actionnée par un commando suicide avait encore explosé dans le temple protestant du quartier diplomatique d'Islamabad, tuant cinq personnes dont une diplomate américaine et sa fille.

Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ont depuis fait évacuer les familles de tout leur personnel diplomatique. Le présent attentat risque de nouveau de provoquer un exode d'étrangers alors que plusieurs missions diplomatiques hésitaient sur la conduite à tenir vis-à-vis de la sécurité de leurs ressortissants.

Le ministre pakistanais de l'information, Nisar Memon, a affirmé : « *Il s'agit clairement d'un acte de sabotage et les terroristes ont frappé les capacités de défense du Pakistan et ses intérêts stratégiques. Les ingénieurs français aidaient leurs collègues pakistanais et c'est une tentative claire de faire peur à ceux qui sont venus développer la capacité de défense pakistanaise. Ce ne peut qu'être l'œuvre de quelqu'un de l'intérieur du pays* », a considéré le ministre.

Jacques Isnard

Françoise Chipaux

## Une marine largement prise en main par les Français

PAR LE BIAIS de sa direction des constructions navales (DCN), la France a quasiment pris en main la constitution d'une flotte pakistanaise de sous-marins susceptibles de donner à Islamabad les moyens de pouvoir, dans le contexte de rivalité avec New Delhi, contrecarrer ou, au minimum, équilibrer la puissance navale indienne. Ce qui explique la présence à Karachi, la seule base navale pakistanaise, d'une expertise de quelque quatre-vingts ingénieurs et techniciens de la DCN française.

C'est dès les années 1970 que le Pakistan a demandé à la France de lui bâtir une « sous-marine » clés en main, constamment renouvelée depuis. Dans un premier temps, il s'est agi de lui fournir des sous-marins de seconde main que le Pakistan, avec l'accord des Français, a récupérés, selon les circonstances, en Afrique du Sud ou au Portugal. Ces contrats ont d'abord porté sur des sous-marins de la classe Daphné (1 000 tonnes en plongée), dont l'un, rebaptisé *Hangor*, a coulé une frégate indienne pendant le conflit de 1971. Quatre sous-marins de ce type, fournis sur des plans de la DCN de Brest par des chantiers de La Ciotat et de Nantes, ont permis aux Pakistanais d'apprendre leur métier de sous-marinière.

Plus tard, durant les années 1980 et jusqu'à maintenant, le Pakistan a acquis en France des sous-marins plus perfectionnés et plongeant plus profond que les précédents, de la catégorie Agosta (1 750 tonnes en immersion), susceptibles de lancer, outre des torpilles, des missiles antinavires américains (le *Sub Harpoon*) ou français (l'*Exocet AM-39*). Au total, Islamabad a commandé deux premières versions Agosta, en service depuis le début des années 1980, et, en 1994, trois autres exemplaires plus modernes, des Agosta-B (1 980 tonnes en plongée), dont la livraison doit s'échelonner entre fin 1999 et

2004. Le contrat stipule que le premier de ces sous-marins est construit par la DCN de Cherbourg et que les deux suivants, acheminés en tronçons, sont assemblés à l'arsenal de Karachi.

La France a même reconnu au Pakistan la possibilité d'en construire pour des clients à l'exportation qui auront l'assentiment des deux pays.

C'est une transaction qui n'est donc pas seulement commerciale, ni uniquement industrielle, mais qui révèle un accord politique exigeant la présence, localement, d'une forte représentation française de la DCN et, aussi, de la marine nationale chargée de former les équipages. La France s'est engagée à offrir une « *ouverture technologique* » aux chantiers et à la marine du Pakistan. D'autant qu'il convient, dans le cas des premiers sous-marins livrés qui commentent à vieillir, d'assurer en quelque sorte le service après-vente, avec notamment la fourniture de pièces détachées.

### LE PÉRIOL AMÉRICAIN

Pour endiguer la puissance navale de New Delhi, Islamabad a également obtenu de la France la livraison de quatre avions neufs Breguet-Atlantic de lutte anti-sous-marine – l'un d'eux a été abattu en 1999 par la chasse indienne – qui ont été modernisés pour tirer des missiles antinavires *Exocet AM-39*. Le Pakistan en détient six autres, achetés d'occasion aux Pays-Bas et à la France, qui sont maintenus en réserve en cas de besoin.

Outre cette prise en main de la « sous-marine » pakistanaise, la France a complété son assistance par la fourniture, dans les années 1990, de trois chasseurs de mines construits par la DCN de Lorient. Ces navires sont destinés – avec la perspective d'en livrer ultérieurement trois autres – à permettre à Islamabad de dépolluer sa base de Karachi de tout mouillage éven-

tuel de mines par les Indiens. Aujourd'hui, les Français se montrent très actifs auprès de la marine pakistanaise. Ils redoutent en effet que, après le soutien de ce pays à leurs opérations en Afghanistan, les Etats-Unis ne transfèrent à Islamabad d'importants équipements navals.

## Au Népal, l'armée se lance à l'assaut de la guérilla maoïste

Washington s'engage à soutenir Katmandou dans sa lutte « antiterroriste »

### NEW DELHI

de notre correspondante en Asie du Sud

Les combats entre l'armée et la guérilla maoïste font rage au Népal, alors que le premier ministre, Sher Bahadur Deuba, a réclame une aide militaire substantielle au président américain George Bush, qu'il a rencontré, mardi 7 mai, à Washington.

L'offensive terrestre et aérienne menée par l'armée népalaise depuis près d'une semaine, dans les districts reculés de l'Ouest, berceau des maoïstes, s'est poursuivie mardi. Mais les guérilleros ont lancé une contre-attaque, mardi soir, en s'emparant d'une base commune à l'armée et à la police qui abritait 40 soldats et 60 policiers. Cette contre-offensive a eu lieu dans le village de Gam, où est née, en 1996, cette guérilla maoïste qui s'alimente de l'état d'abandon total de ces districts dépourvus de routes, d'eau, d'électricité ou d'écoles.

Selon l'armée, plus de 560 rebelles ont été tués depuis le début de l'offensive. Ces chiffres sont à prendre avec précaution, aucune source indépendante n'ayant eu accès à cette région montagneuse, à environ 300 km à l'ouest de Katmandou. D'après des sources officielles, l'opération a été lancée à la sui-

te d'une information indiquant que 1 500 rebelles s'étaient regroupés dans le district de Rolpa pour un entraînement militaire.

Selon les mêmes sources, au moins cinq hélicoptères de l'armée népalaise, équipés d'appareils de vision nocturne, ont bombardé mardi ces zones densément boisées pour viser des poches de combattants maoïstes. Les rebelles

## Les rebelles s'équipent lors des raids qu'ils mènent contre des postes de l'armée ou de la police

n'ont pas réellement d'armes modernes et s'équipent principalement lors des raids qu'ils mènent contre des postes de l'armée ou de la police. A l'exception de l'aide minimale qu'ils reçoivent des mouvements d'extrême gauche indiens, actifs notamment dans les Etats frontaliers du Népal, les maoïstes népalais ne bénéficient d'aucune aide extérieure.

Depuis la rupture en novembre par les maoïstes du dialogue engagé

## 112 morts dans le crash d'un avion en Chine

PÉKIN. Un avion de la compagnie China Northern s'est écrasé en mer, mardi soir 7 mai, à proximité de Dalian, port de la province du Liaoning à environ 400 km de la capitale. Il n'y a aucun survivant parmi les 112 personnes à bord. Soixante-dix corps avaient été repêchés par les sauveteurs, mercredi matin. L'appareil, un bimoteur MD-82 qui effectuait le vol Pékin-Dalian, a « *plongé dans l'océan* » toutes lumières éteintes, après avoir tracé plusieurs cercles en l'air, selon le témoignage d'un docker cité par l'agence Chine nouvelle. Huit étrangers figurent parmi les victimes, dont une Française, Laurence Farget, née en 1969, représentant à Dalian du bureau économique de la Ville du Havre.

Selon les premières indications, un violent incendie se serait déclaré dans l'avion avant sa chute. Il s'agit du deuxième accident impliquant une compagnie chinoise en trois semaines après celui, le 15 avril, d'un Boeing 767 d'Air China qui s'était écrasé alors qu'il tentait d'atterrir en Corée du Sud par mauvais temps, faisant 129 morts. – (Corresp.)

## « Regrets » de la guérilla colombienne après le massacre de Bojaya

QUIBDO (Colombie). Les Forces armées révolutionnaires (FARC) ont exprimé leurs « *regrets* », mardi 7 mai, après la mort, jeudi 2, d'une centaine de civils dans une église de la ville de Bojaya (nord-ouest). Accusées par le président Andres Pastrana d'être responsables du massacre, les FARC, principal mouvement de guérilla colombien, ont reconnu une part de responsabilité dans un communiqué diffusé à Quibdo, chef-lieu du Choco, département où est située la ville de Bojaya. « *Nous regrettons cette issue fatale (...). Nous n'avons jamais eu l'intention de commettre un tel acte* », indique le texte d'une unité régionale des FARC engagée contre les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC, extrême droite). – (AFP.)

### DÉPÊCHES

■ **TURQUIE : l'armée aurait décidé de suspendre ses relations militaires avec la France**, selon une information rapportée par la chaîne privée NTV. Cette mesure aurait été prise en représailles aux activités de l'association Reporters sans frontières (RSF), qui organise en ce moment à la gare Saint-Lazare, à Paris, une exposition de photographies présentant les portraits de trente-huit chefs d'Etat ou de responsables militaires qualifiés de « *prédateurs de la liberté de la presse* ». Ces portraits – dont celui de Huseyin Kivrikoglu, chef d'état-major de l'armée turque – figurent sur un planisphère de 200 m<sup>2</sup> au sol que les visiteurs sont invités à fouler.

■ **ÉTATS-UNIS : la police fédérale (FBI) a arrêté** mardi 7 mai, dans le Nevada, un homme de 21 ans, Luke John Helder, soupçonné d'être à l'origine des bombes découvertes récemment dans des boîtes aux lettres de plusieurs communes du centre des Etats-Unis. Près d'une vingtaine d'engins piégés ont été découverts dans quatre Etats : le Colorado, le Nebraska, l'Iowa et l'Illinois. Certains ont explosé, faisant au total sept blessés. – (AFP.)

## Un avion d'Egyptair venant du Caire s'écrase à Tunis : 15 morts

TUNIS. Un avion de ligne de la compagnie Egyptair en provenance du Caire s'est écrasé, mardi 7 mai, près de l'aéroport de Tunis-Carthage, avec soixante-quatre personnes à son bord, dont quinze ont trouvé la mort. L'avion, un Boeing 737, a percuté une colline du parc Ennahli, à 6 kilomètres de l'aéroport, après une tentative d'atterrissage en catastrophe. L'accident serait dû à une « *défaillance du train d'atterrissage* », mais l'ambassadeur d'Egypte en Tunisie a mis en cause des pluies abondantes « *dans une région montagneuse* ». Parmi les membres de l'équipage, seul le pilote de l'avion a survécu. – (AFP.)



MOHAMMED HAMMI/REUTERS

que. En visite à Katmandou, le sous-secrétaire d'Etat anglais aux affaires étrangères avait affirmé en février : « *Londres envisage, de concert avec les Etats-Unis, d'aider de façon significative le gouvernement népalais en matière de formation militaire et d'aide logistique* ». Cela pourrait signifier l'arrivée au Népal de conseillers militaires britanniques et américains.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a ajouté mardi que MM. Bush et Deuba ont discuté « *du fort soutien américain pour la démocratie au Népal et de la coopération économique* ». L'aide économique américaine pour la prochaine année fiscale, qui démarre en octobre, pourrait s'élever à 38 millions de dollars (28 pour cette année).

L'Inde, que M. Deuba a visitée en mars, a aussi accru son aide au Népal, notamment en matière de surveillance de la frontière, de renseignement et d'entraînement d'officiers à la lutte antiterroriste. L'armée népalaise dispose essentiellement de matériel indien et cherche à s'équiper davantage auprès de New Delhi. L'Inde regarde toutefois avec inquiétude l'intérêt militaire accru des Etats-Unis pour ce pays, comme d'ailleurs pour le Sri Lanka.

Fr. C.

# Pays-Bas : l'émotion propulse le parti de Pim Fortuyn

Les élections législatives auront bien lieu mercredi 15 mai, alors que la condamnation unanime de l'assassinat, lundi, du leader de la droite populiste prépare, selon les sondages, la victoire de sa liste hétéroclite

## ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

Les Pays-Bas devraient voter massivement, le 15 mai, pour une liste dirigée par un mort : c'est le paradoxe relevé par de nombreux observateurs néerlandais après la décision prise par Wim Kok, premier ministre démissionnaire, de maintenir le scrutin législatif à la date prévue. Mardi 7 mai, la direction de la LPF (Liste Pim Fortuyn), la formation du dirigeant politique assassiné, la veille, à Hilversum, a décidé de ne pas remplacer le défunt : ce parti, qui pourrait devenir le plus important du pays, se présentera donc aux électeurs avec un chef tombé sous les balles de l'un de ses concitoyens.

« Nos consultations nous ont conduits à la conclusion qu'il était raisonnable d'en rester à la date initiale », a déclaré M. Kok, fatigué et défait, après avoir mené une longue discussion avec ses ministres, les présidents de parti et des responsables de la LPF, qui plaident pour le maintien de la date du 15 mai. « Pim aimait la démocratie et les élections ; nous voulions qu'elles aient lieu », avait expliqué Matt Herben, l'un des proches de M. Fortuyn, soucieux d'empêcher tout report.

Selon des politologues, le scrutin de mercredi 15 mai devrait consacrer le triomphe du parti populiste, auxquels les sondages prédisaient déjà, avant le décès de son chef, quelque 25 sièges sur les 150 de la deuxième chambre. Compte tenu de l'intense émotion qui règne aux Pays-Bas, où l'assassinat d'un dirigeant paraissait, jusqu'à lundi, totalement inimaginable, on parle désormais d'une quarantaine de sièges pour la LPF. Celle-ci, en vertu d'une règle non écrite, pourrait dès lors revendiquer le poste de premier ministre. « Un report du scrutin était inimaginable. L'opinion, agitée par la LPF, en aurait vite déduit que les partis traditionnels cherchaient à gagner du temps », explique le politologue Geert-Jan Eppink.

## MEETINGS ANNULÉS

« Kok n'avait pas le choix, en cette période tellement sensible », confirme Gerrit Voerman, directeur du Centre de documentation des partis politiques. « Ce vote, compte tenu de l'élan de sympathie pour Fortuyn, de la compassion manifestée par les autres partis et de la volonté de défendre la démocratie, devrait se traduire par un triomphe de la LPF. »

Ce parti, qui gouverne déjà la ville de Rotterdam avec les libéraux



MICHAEL KOORN/REUTERS

du VVD et les chrétiens du CDA, pourrait tenter de reproduire la même alliance au niveau national, renvoyant les travaillistes du PVDA et les réformateurs de D66 dans l'opposition. L'élan de nombreux Néerlandais pourrait être renforcé

« Les Pays-Bas pleurent » : quelque 15 000 personnes ont participé à une marche silencieuse à Rotterdam, mardi 7 mai, en hommage au leader populiste néerlandais Pim Fortuyn, assassiné, lundi, à Hilversum, à quelques jours des élections législatives. Le cortège était mené par le maire de la ville et les élus de Rotterdam Vivable, le parti que Pim Fortuyn avait mené à la victoire lors des municipales, en mars 2001.

par l'unanimité qui règne dans le pays depuis lundi soir : plus aucune critique n'est portée par ses rivaux ou la presse contre M. Fortuyn. « L'ampleur du traumatisme est considérable, comparable à celui du 11 septembre. Dans un tel contexte,

tout propos divergent semble inimaginable », souligne Gerrit Voerman. « C'est le temps du rassemblement pour tous les partis » confirme Thom De Graaf, président du parti D66, tandis que Wim Kok estime que l'assassinat de lundi a brisé « quelque chose de sacré pour nous ». Convaincu que « les Pays-Bas ont perdu leur innocence », selon l'expression d'un autre responsable, le monde politique néerlandais refuse de s'interroger sur les capacités de la LPF à gérer l'Etat, alors qu'on ignore tout de ses membres et que son programme semble peu crédible. D'ici au 15 mai, le débat sur cette question sera évité : les réunions et meetings ont été annulés dans tout le pays, comme la diffusion des spots électoraux et des sondages. La seule discussion porte désormais sur le niveau de protection à accorder aux dirigeants politiques. « Je vais devoir changer, moi qui expliquais souvent aux étrangers qu'ici, un premier ministre se rend au marché à vélo, pour faire ses courses », explique un habitant de Rotterdam, l'un des 5000 qui, mardi, ont fait deux heures de queue pour signer le registre des condoléances, à la mairie.

Dans la ville portuaire, quelque 15000 personnes ont manifesté silencieusement, mardi soir, pour rendre hommage à Pim Fortuyn. Ce cortège offrait une synthèse de l'électorat que la liste LPF compte rassembler : beaucoup de jeunes et de nombreuses personnes issues des milieux populaires côtoyaient des groupes d'extrême droite, des supporters du club de football local, Feyenoord, et quelques cadres vantant l'intelligence du leader assassiné. « Pim vit par nous », affirmaient quelques pancartes, d'autres dénonçant « l'hystérie des politiciens et de la presse ». « Il était honnête ; apparemment, c'est impossible ici », disait un pancarteux déposé devant la maison de M. Fortuyn. Discrets, quelques membres d'organisations musulmanes étaient présents, pour dire leur tristesse. Et leur peur.

J.-P. S.

Jean-Pierre Stroobants

## L'assassin présumé : un militant radical de la défense des animaux

### ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

L'assassin présumé de Pim Fortuyn, qui devait comparaître, mercredi 8 avril, devant un tribunal d'Amsterdam, appelé à se prononcer sur son maintien en détention, est membre d'une organisation radicale de défense des animaux. Agé de 32 ans, Volkert van der Graaf s'est muré, depuis son arrestation, dans un silence total, réclamant seulement l'aide d'un avocat. Arrêté, lundi soir, dans une station-service, à quelques centaines de mètres du lieu de l'assassinat, il est originaire d'Harderwijk, une petite ville du centre des Pays-Bas.

La perquisition effectuée à son domicile a permis de mettre la main sur des munitions correspondant au calibre des balles qui ont tué le leader populiste, a indiqué le procureur général Theo Hofstee. Pim Fortuyn a été tué de

deux balles dans la tête, deux dans le dos et une dans le cou.

Volkert van der Graaf travaillait au bureau central de l'association Milieu Offensief (Offensive écologique), une petite organisation spécialisée dans la lutte judiciaire contre l'industrie alimentaire ou chimique. Depuis 1992, elle a lancé 2 200 procédures, notamment contre des élevages intensifs de poulets et de porcs ou des fermes d'animaux à fourrure. Les enquêteurs relèvent que, dans son programme politique, M. Fortuyn affirmait vouloir assouplir la législation concernant ces derniers.

Connu pour son activisme, le meurtrier présumé, père d'un enfant, n'avait, apparemment, jamais eu recours à la violence dans son combat pour le bien-être animal, même si l'un de ses anciens collègues le dépeint comme « un fanatique ». Un porte-parole d'Offensive

écologique affirme, lui, que son association n'a « rien à voir avec la violence ». Il estime également que Volkert van der Graaf n'avait jamais manifesté « un intérêt démesuré » pour Pim Fortuyn et ses projets. Selon le quotidien Volkskrant, un « lien intéressant » peut cependant être établi entre le meurtrier présumé et un membre de la Liste Pim Fortuyn. Figurant au 20<sup>e</sup> rang sur celle-ci, Wien van de Brink, un éleveur, était entré en conflit avec l'activiste au milieu des années 90.

La police néerlandaise devrait décider, par ailleurs, de relancer une enquête sur l'assassinat non élucidé d'un fonctionnaire du ministère de l'environnement, en 1996. A l'époque, Offensive écologique avait déjà été citée dans cette affaire.

J.-P. S.

Jean-Pierre Stroobants

## A Bruxelles, furieux de la défaite de Le Pen, un forcené tue des Marocains

Hendrik Vik, 79 ans, proche du parti d'extrême droite Vlaams Blok, appelait à se débarrasser « des flics et des étrangers »

### BRUXELLES

de notre bureau européen

« Le Pen va gagner... C'est bien. Il ne nous reste plus qu'à prendre un kalachnikov et à tuer tous les étrangers. » Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle française, le Bruxellois Hendrik Vik, 79 ans et proche du parti d'extrême droite Vlaams Blok, n'aurait pas caché sa joie, selon les témoignages recueillis par *La Dernière heure* dans ce quartier de Schaerbeek peuplé à 80 % d'immigrés.

Quinze jours plus tard, l'homme, qui terrorisait le quartier avec son berger allemand, constate la défaite du chef du FN. Dépit, il décide de passer à l'action. Dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 mai, alors que le leader de la droite populiste néerlandaise, Pim Fortuyn, vient d'être assassiné, l'octogénaire, qui habite un logement social, prend son arme. Vers 3 h 30, il déboule à l'étage du dessous, chez ses voisins, une famille de Marocains avec cinq enfants.

Le père, 47 ans, est tué dans le dos ; la mère est criblée de balles... sous le regard des quatre enfants présents. La fille aînée arrive à s'échapper par le jardin, deux des trois garçons sont blessés. Le forcené met le feu à sa maison, est finalement touché au thorax par l'un des policiers arrivés sur place. La police retrouvera son cadavre carbonisé, des douilles de 9 mm et un fusil à plombs.

Entre-temps, il a fallu aller sauver de l'incendie les enfants. L'un des voisins, Gérard B., prend son échelle. « Les flics ne voulaient pas que j'aille chercher les enfants, ils se cachaient dans mon couloir et derrière les voitures. J'y suis allé, je voyais les flammes, il ne fallait pas attendre », raconte-t-il, expliquant que « cela tirait encore ».

« Les policiers sont intervenus de manière professionnelle. Ils ne sont

pas payés pour se faire tuer la peau. Ce ne sont pas des lapins. Le type tirait particulièrement bien sur tous les policiers qui bougeaient », corrige Marc Weber, le directeur de cabinet du bourgmestre. La police aurait confisqué la cassette vidéo d'un habitant qui a filmé le drame.

Le détail est important car, devant la maison brûlée, où se sont rassemblés une centaine d'habitants, pour la plupart d'origine marocaine, les reproches furent fustigeants pour la police. Car les plaintes s'étaient multipliées ces derniers temps contre Hendrik Vik. Lundi matin, encore, il y avait eu une alerte sérieuse. Le septuagénaire avait défoncé la porte d'entrée de son immeuble avec un pied-de-biche. Lorsque la patrouille de police

intervenue sur les lieux s'en était allée, il aurait hurlé : « Tout ce qui est bougnoule, il faut les tuer. Les flics aussi », raconte *La Dernière heure*.

### EFFORTS ANÉANTIS

Un Marocain, qui a habité l'immeuble avec son frère au début des années 1990, explique comment ce dernier est allé se plaindre à la police, qui leur aurait conseillé de quitter l'immeuble, comme l'ont fait plusieurs familles successives. Et Hendrik Vik devait comparaître devant un tribunal de Bruxelles, dans quelques jours, pour coups et violence pour des faits commis en 2000. Il aurait roué de coups un jeune Belge qui aurait perdu un œil dans la bataille.

« Ce n'est pas un crime raciste ; c'est un violent : il attaque aussi les Belges de souche », tente d'en déduire Mohammed Kayar, membre du comité de quartier, qui voit avec ce crime ses efforts de dialogue entre communautés anéantis, alors que M. Weber parle « d'un crime clairement raciste ».

« Il disposait de la protection de la police », poursuit M. Kayar, accusant Johan Demol « d'avoir semé ». Cet ancien chef de la police de Schaerbeek, limogé pour ses accointances avec l'extrême droite, est devenu le chef de file local du Vlaams Blok et connaissait Hendrik Vik. Il assure ne pas l'avoir vu depuis deux ans. La télévision belge a montré les deux hommes ensemble lors d'une réunion électo-

rale de quartier. Selon M. Demol, le criminel « paraissait très équilibré, sûr de lui-même ». « Il était fort déprimé de la manière dont le pays évoluait. Il était révolté à l'idée que c'étaient surtout les étrangers qui habitaient dans les communes de Bruxelles et qu'on ne s'occupait plus des Belges », ajoute M. Demol, qui explique que son parti l'avait « aidé à préparer un dossier d'allocation quelconque ».

L'ambassadeur et le consul du Maroc se sont rendus sur place : une prière a eu lieu à la mosquée, lundi soir. Ce qui n'a pas empêché quelques incidents pendant la nuit, entre les policiers et environ 150 jeunes.

Arnaud Leparmentier

## Sous la pression de l'extrême droite, le Danemark durcit sa politique d'immigration

LE DANEMARK vient de donner un tour de vis considérable à sa politique en matière d'immigration. Durcie depuis plusieurs années par le précédent gouvernement social-démocrate, elle se veut désormais encore plus restrictive à la suite d'un accord conclu entre la coalition de droite au pouvoir et le Parti du peuple danois (DFP), formation ouvertement xénophobe qui la soutient au Parlement.

Rendu public, mardi 7 mai, cet accord se situe dans la ligne de ce que le premier ministre, le libéral Anders Fogh Rasmussen, avait promis de faire au lendemain de sa victoire aux élections législatives de novembre 2001. La campagne avait été marquée par une surenchère quasi générale autour du thème de l'immigration, dans un pays qui compte seulement 5 % d'immigrés et 3 % de musulmans. Le DFP en avait profité pour recueillir 12 % des voix, soit 22 sièges sur les 179

que compte le Parlement, pour devenir un partenaire incontournable du gouvernement minoritaire.

Le projet de loi, qui sera présenté aux députés d'ici fin mai, prévoit que le royaume n'accueillera plus que des réfugiés relevant des conventions internationales. Ceux qui se présenteront d'eux-mêmes aux frontières ou dans les aéroports seront renvoyés vers le pays d'où ils viennent.

### TESTS DE LANGUE

Le permis de séjour permanent dans le pays et les avantages sociaux afférents ne pourront être obtenus qu'après une période de sept ans sur place, au lieu de trois auparavant. Pour y avoir droit, ceux qui ont été condamnés, depuis leur arrivée au Danemark, à une peine de prison allant de six mois à deux ans devront attendre dix ans, comme le souhaitait le DFP. Une condamnation plus lourde les privè-

rait du droit à un permis de séjour permanent. Pour obtenir ce document, tout étranger devra également passer avec succès des tests de langue et déclarer par écrit « vouloir respecter la législation » locale. La nationalité danoise, elle, ne sera accordée qu'après neuf ans dans le pays, contre sept auparavant.

L'obligation faite aux communes de fournir un logement à des réfugiés dans les trois mois suivant leur arrivée est supprimée : elles devront désormais le faire « aussi vite que possible ». Les conditions pour le regroupement familial seront durcies. Les candidats devront prouver qu'ils ont des ressources économiques suffisantes. Et un immigré résidant au Danemark ne pourra se marier avec une personne étrangère que si tous deux sont âgés de 24 ans minimum. L'ensemble de ces mesures « signifiera des milliers de réfugiés et d'immigrés en moins » et des écono-

mies substantielles pour les caisses de l'Etat, a commenté Pia Kjaersgaard, la présidente du DFP. L'opposition de gauche et du centre a dénoncé l'accord. La porte-parole du Parti socialiste du peuple, Anne Bastrup, a estimé qu'il « témoigne d'un point de vue fondé sur l'angoisse, la haine et la défiance ».

Selon le gouvernement, le pays continue à respecter ses « obligations internationales ». Reste à voir si cet avis sera partagé par des juristes et les partenaires européens du royaume. Des ministres français, belge et suédois, ainsi que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ont déjà critiqué Copenhague pour sa nouvelle politique d'immigration. Le projet de loi devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet, date à laquelle le Danemark prendra, pour un semestre, la présidence tournante de l'UE.

Antoine Jacob

Laurent Zecchini

## L'UE veut créer une police européenne des frontières

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Un plan d'action pour la « gestion intégrée des frontières extérieures » de l'Union européenne, prévoyant la mise en place progressive d'une police commune des frontières, a été présenté, mardi 7 mai, à Bruxelles par le commissaire européen à la justice et aux affaires intérieures, Antonio Vitorino. Au moment où la scène politique européenne est dominée par les questions d'insécurité, cette idée de police des frontières, lancée à l'origine par l'Allemagne et l'Italie pour lutter contre l'immigration illégale, fait son chemin parmi les quinze. Jacques Chirac, aussi bien que Lionel Jospin, l'ont défendue pendant la campagne présidentielle.

Le président de la Commission, Romano Prodi, a souligné, mardi, que l'espace « de liberté, de justice et de sécurité » que représente l'UE devait être défendu « contre toute menace extérieure », qu'il s'agisse de « terrorisme, de crime organisé ou d'immigration incontrôlée ». Interrogé sur l'effet Le Pen lors de l'élection présidentielle française, il a assuré que « dans la majorité des cas, on peut trouver le remède » aux craintes exprimées à l'échelle européenne.

Au sommet de Laeken, en décembre 2001, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient confié à l'Italie une étude de faisabilité dont le gouvernement de Silvio Berlusconi rendra compte lors d'une réunion spéciale, à Rome, les 29 et 30 mai, des ministres de la justice et de l'intérieur. Il s'agira cependant surtout d'un état des lieux critique en matière de police des frontières, avec des suggestions pour remédier aux faiblesses les plus criantes.

### « GESTION INTÉGRÉE »

Pour la Commission, une juxtaposition de contrôles et de systèmes nationaux ne saurait assurer une étanchéité des frontières extérieures de l'Union. Un contrôle efficace ne pourrait être effectué que par une « gestion intégrée », véritablement communautaire. M. Vitorino a souligné que les frontières extérieures de l'Union apparaissent « à tort ou à raison, comme un maillon faible risquant d'affecter le niveau de sécurité intérieure » des quinze dans un espace où les frontières ne font plus l'objet d'un contrôle systématique depuis la mise en place de l'espace Schengen. Ces craintes sont renforcées par la perspective de l'élargissement.

M. Vitorino propose que l'Union se dote de son propre corps de gardes-frontières formés dans un « collège européen ». Actuellement, chaque Etat-membre est libre de confier aux autorités de son choix le contrôle et la surveillance de la portion des frontières extérieures de l'UE qui font partie éventuellement de son territoire.

Sur le plan financier, le coût du personnel et des équipements est à la charge des budgets nationaux, ce qui signifie que ce fardeau financier n'est pas partagé de manière équilibrée entre Etats-membres : or, souligne la Commission, « certains d'entre eux doivent, en raison de leur situation géographique, contrôler et surveiller, dans l'intérêt commun, des frontières extérieures maritimes ou terrestres très exposées et très longues, alors que d'autres Etats-membres n'ont plus, comme frontière extérieure, que les aéroports ».

Il n'est pas question que le coût d'un tel corps de gardes-frontières soit intégralement financé par le budget communautaire, mais celui-ci pourrait être utilisé pour établir un mécanisme de redistribution et couvrir des acquisitions de matériels communs. La Commission suggère que ce corps voit le jour dans un délai d'environ cinq ans et qu'il accomplisse, dans un premier temps, des missions de surveillance, lesquelles seraient remplies par des équipes mixtes composées de diverses nationalités. Par la suite, « des actions opérationnelles de terrain, notamment en période de crise », pourraient être conduites.

# SOCIÉTÉ

## SANTÉ

Dans un entretien paru le 6 mai dans *Panorama du médecin*, **JEAN-FRANÇOIS MATTEI**, qui est devenu le lendemain ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées du gouvernement Raffar-

in, estime que la principale revendication des médecins généralistes, le passage du tarif de la **CONSULTATION À 20 EUROS**, est « légitime ». M. Mattei laisse entendre que ce geste pourrait intervenir au lende-

main des élections législatives si la nouvelle majorité était celle souhaitée par Jacques Chirac. Les syndicats de médecins, qui fêtent ces jours-ci les **SIX MOIS** de leur mouvement, y voient un « *signe fort* ».

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) appellent cependant à la fermeture des cabinets pour un « **VIADUC SANS TOUBIBS** » du 7 au 13 mai.

## Le gouvernement accepte le principe de la consultation à 20 euros

Jean-François Mattei, le nouveau ministre de la santé du gouvernement Raffarin, estime que la principale revendication des médecins généralistes est « légitime ». Malgré ce « signe fort », la CSMF et le SML maintiennent leur appel à la fermeture des cabinets du 7 au 13 mai

L'ÉLECTION de Jacques Chirac et la nomination d'un gouvernement « de mission » n'a rien changé au calendrier d'actions des médecins, qui sont en grève des gardes depuis six mois. Mardi 7 mai au soir, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML), généralistes et spécialistes ont appelé à la fermeture des cabinets pour un nouveau « *viaduc sans toubib* » jusqu'à lundi 13 mai, à 8 heures. Si ces syndicats considèrent que « l'arrivée d'un nouveau gouvernement représente un réel espoir pour trouver une issue favorable à ce conflit », ils veulent « des actes et non des intentions ». C'est pourquoi ils entendent maintenir la pression pour obtenir notamment la revalorisation de la consultation à 20 euros. « Nous sommes confiants mais méfiants », résume Michel Chassang, président de la CSMF, qui n'oublie pas le plan Juppé annoncé à l'automne 1995.

Tout laisse penser que le gouvernement souhaite répondre rapidement au malaise des généralistes. Dès février, lors des assises du Centre national des professions de santé, Jacques Chirac avait fait son *mea culpa* sur les ordonnances Juppé avant d'affirmer, en mars, que la revalorisation des honoraires devait être « au cœur des discussions conventionnelles ». Dans un entretien publié au lendemain de l'élection présidentielle, dans *Panorama du médecin* daté du 6 mai, Jean-François Mattei, désormais ministre de la santé, de la famille et

des personnes handicapées, a indiqué que « le C [tarif de la consultation] à 20 euros était légitime », tout en précisant que « cette seule mesure ne pouvait suffire ». Reste à savoir dans quel délai le nouveau ministre donnera le « *signe fort* » tant attendu par les médecins. « Certaines mesures peuvent être mises en place très rapidement. Ce serait le cas du C à 20 euros », promet M. Mattei, en laissant entendre que ce geste pourrait intervenir après les législatives si la majorité était bien celle souhaitée par Jacques Chirac.

### « LA PAIX DES BRAVES »

Les médecins trouvent ce délai trop long. « Le ministre de la santé ne doit pas attendre les législatives pour redonner le moral aux troupes et faire la paix des braves », estime ainsi Michel Chassang. Cette paix, prévient-il, ne peut être obtenue qu'à trois conditions : « Engagement en faveur de la consultation à 20 euros et de la visite à 30 euros ; publication d'un arrêté au Journal officiel pour suspendre les pénalités dont sont victimes les spécialistes du secteur conventionné ; arrêt de toutes les procédures de sanction en cours vis-à-vis des médecins pratiquant déjà la consultation à 20 euros ». La CSMF appellera alors à « suspendre le mouvement » et « une remise à plat du système conventionnel pourra être engagée ». Assurant que « la mobilisation reste intacte », Michel Combier, président de l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF, affiliée à la CSMF), con-



sidère lui aussi que la consultation à 20 euros serait un « *signe fort* ». « Après, on s'assoit autour d'une table et on travaille en se donnant comme priorité la réorganisation de la permanence des soins », insiste-t-il. « Ce serait très maladroit de ne pas donner avant les législatives les signes forts que les médecins attendent, renchérit Dinorino Cabrera, président du Syndicat des médecins libéraux. Les élections ne sont pas encore gagnées. »

Même son de cloche auprès de

MG France, qui a exigé mardi matin, avant même la nomination du ministre de la santé, une rencontre « dans les plus brefs délais » avec le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin. Signataire avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), le 24 janvier, de l'accord qui revalorise les honoraires médicaux, le président du deuxième syndicat de généralistes, Pierre Costes, veut obtenir des « précisions sur le calendrier, la valeur et les conditions » de la mise en place de la

« revalorisation de la consultation à 20 euros promise par Jacques Chirac ». MG France estime également urgente une amnistie pour tous les médecins ayant pratiqué des hausses tarifaires d'autorité.

### « UNE GRÈVE DE SOCIÉTÉ »

Pour leur part, les responsables de la Coordination nationale des médecins généralistes ont adopté un ton plus dur. Ils menacent de « programmer, à partir du 15 mai, la cessation d'activité illimitée ou le déconventionnement d'un ou plusieurs départements par jour ». Le mot d'ordre serait levé si les revendications étaient satisfaites.

La simple revalorisation des honoraires ne règlera pas le malaise des médecins assurent les syndicalistes. « C'est une grève de société », résume M. Combier. « Après ces six mois de mouvement, plus rien ne sera comme avant, se persuade M. Chassang. Nous avons vécu trois révolutions. Le syndrome des 35 heures a frappé le corps médical libéral de manière irréversible ; les médecins ne veulent plus assurer les gardes ; enfin, ils sont arrivés au sommet de ce qu'ils pouvaient accepter de la part de l'assurance-maladie ». Quant à Pierre Costes, il estime nécessaire de « rétablir la confiance perdue. »

La tâche ne sera donc pas simple pour le gouvernement et le nouveau ministre de la santé, Jean-François Mattei. Il y a urgence à déminer un conflit social national qui dure depuis près de six mois. Mais, pour cela, il doit agir et agir rapide-

ment. Il lui faut engager les négociations de fond réclamées par les médecins, mais aussi par les autres professions de santé : dentistes, infirmières, biologistes, kinésithérapeutes. Disposant chez ses confrères d'un a priori favorable, Jean-François Mattei a hérité d'un portefeuille ministériel dont on ne sait s'il inclura, comme il le souhaitait, l'assurance-maladie. Les médecins syndicalistes interrogés voient a priori d'un très bon œil un interlocuteur disposant de prérogatives aussi bien sur les dépenses de santé que sur leur financement.

La maîtrise médicalisée des dépenses de santé ayant échoué, les ordonnances Juppé de 1996 avaient mis en place un dispositif de régulation comptable comportant des pénalités financière collectives, qui a été massivement rejeté par les professionnels de santé libéraux. L'objectif national des dépenses d'assurance-maladie, fixé annuellement par le Parlement depuis 1997, est régulièrement dépassé dans la pratique. Le nouveau gouvernement va donc devoir inventer un nouveau moyen de régulation de ces dépenses, dont Jean-François Mattei expliquait dans l'entretien à *Panorama du médecin* qu'il fallait cesser de les considérer « comme des charges qui grèvent l'économie ». Il est nécessaire, selon lui, d'« adopter des comportements nouveaux et [d'] accepter cette croissance ».

Paul Benkimoun et Sandrine Blanchard

### Un mouvement qui dure depuis six mois

- **15 novembre 2001** : l'UNOF et la SML appellent à une grève des gardes de nuit pour obtenir une revalorisation des honoraires des médecins généralistes.
- **11 décembre** : la grève est étendue aux week-ends et aux jours fériés. Les syndicats appellent à fermer les cabinets pendant les fêtes de Noël. Largement suivi, ce mouvement engage les centres 15 (samu) et oblige les préfets à réquisitionner des médecins pour assurer la permanence des soins.
- **24 janvier 2002** : au lendemain d'une « *journée sans toubib* », l'assurance-maladie signe un accord avec le syndicat (minoritaire) MG France. Il fait passer le tarif de la consultation de base de 17,53 à 18,5 euros et majore le prix des visites de nuit. Une consultation « *approfondie* », facturée 23 euros, est créée pour les 5 millions de patients atteints d'une affection de longue durée. Une aide financière de 13 000 euros est attribuée aux généralistes qui acceptent de s'installer pour une durée minimale de cinq ans dans des zones rurales ou périurbaines et un forfait de 50 euros par tranche de douze heures est créé pour rémunérer la disponibilité liée aux astreintes. Pour Elisabeth Guigou, « *cet accord se traduira, au bout de trois ans, par un smic en plus par mois et par médecin* ».
- **1<sup>er</sup> mars** : le conseil national de l'ordre des médecins, l'Etat et l'assurance-maladie signent un accord sur l'organisation de la permanence des soins. Ce texte, rejeté par les médecins, suscite une vive polémique au sein même de l'ordre des médecins : le conseil national adopte un vote de défiance des deux tiers à l'égard du président et de son bureau.
- **10 mars** : une manifestation nationale réunit quelque 30 000 professionnels de santé libéraux à Paris. Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, estime que les médecins ont « *les yeux plus gros que le ventre* ».

### « Le médecin individualiste, corvéable à merci de jour comme de nuit, c'est fini »

*ILS SONT* médecins généralistes libéraux dans des petites villes de province, ils sont en grève des gardes depuis plus de cinq mois et ils ont tous participé à la manifestation parisienne du 10 mars. Au lendemain de l'élection présidentielle, ils parlent de leurs attentes et de leur méfiance à l'égard du discours politique.

► **Stanislas Potocki, Vannes (Morbihan)**. « J'attends de ce nouveau gouvernement qu'il reçoive tous les syndicats de médecins et les coordinations, car il est essentiel que le dialogue reprenne. Il ne faut pas recommencer le délire de faire la santé contre nous, comme cela a été le cas avec cette magouille d'accord signé entre l'assurance-maladie et un syndicat minoritaire ou encore l'accord sur les gardes avec le conseil de l'ordre. Que l'on nous dise enfin clairement : « on arrête cette politique antidémocratique ». Nous sommes quand même la seule profession où une minorité applique sa décision à la majorité. Tout est à revoir tranquille-

ment : le problème de la désertification médicale, le système de gardes, etc. Ce long conflit va laisser des traces. Si le gouvernement nous donne 20 euros pour la consultation sans aller plus loin, cela sera une énorme erreur politique qui lui explosera à la figure plus tard, avec une rancœur très profonde des médecins. Il faut arrêter de dire que les médecins n'arrivent pas à maîtriser les dépenses de santé. Avec l'allongement de l'espérance de vie, les nouvelles techniques et les nouveaux médicaments, c'est impossible. »

► **Jean-Yves Savidan, Evron (Mayenne)**. « Je me souviens qu'en 1995, avant la présidentielle, Jacques Chirac avait envoyé une lettre à tous les médecins pour leur demander leur soutien. Il assurait notamment qu'il n'y aurait pas de maîtrise comptable des dépenses de santé. On a vu ce qui a été fait quelques mois après... C'est ce genre de souvenirs qui contribue à la perte de confiance dans les hommes politiques et qui fait que

l'on ne croit plus aux discours, mais que l'on attend des actes. Jean-François Mattei dit qu'il faut « *cesser de considérer les dépenses de santé comme des charges qui grèvent l'économie* ». J'adhère à 100 %. Maintenant, prenons-le au mot. Dans notre département, beaucoup de médecins appliquent le tarif à 20 euros et nous avons un soutien sans faille des patients, car, à travers nous, ils défendent leur santé et celle de leurs enfants. 20 euros pour la consultation et 30 pour la visite correspondent à un simple rattrapage, mais cela signifierait clairement que le gouvernement arrête la politique de maîtrise comptable. Le gouvernement doit savoir qu'après cette grève plus rien ne sera comme avant. Le médecin individualiste, corvéable à merci de jour comme de nuit, c'est fini. »

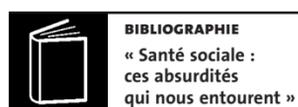
► **Eric Mariné, Gisors (Eure)**. « Les médecins ressentent de plus en plus la nécessité de faire une médecine de relations davantage qu'une médecine de service. Appliquer les

20 euros offre un confort financier qui permet de passer plus de temps avec le patient. Bien sûr il y aura des dérives, et certains, même avec une revalorisation, ne changeront rien à leur pratique. Surtout, je crains que le gouvernement passe la consultation à 20 euros sans réorganiser la permanence des soins, qui est un vrai problème en zone rurale. Il ne faut pas oublier que le mouvement est parti de la campagne et de la province et que les réquisitions ne peuvent pas être un mode de garde régulier. La grève des gardes nous a donné une qualité de vie qu'on n'avait jamais connue. Il n'est plus possible de participer à cette mission de service public à peu de frais. Le refus réitéré de Lionel Jospin de recevoir les médecins, puis ses « *excuses* » en fin de campagne électorale montrent le mépris dans lequel les gens de terrain ont été tenus. »

Propos recueillis par S. Bl.

### Les convictions d'un professeur devenu ministre

Le dernier livre de M. Mattei analyse les tensions entre science et société



**BIBLIOGRAPHIE**  
« Santé sociale : ces absurdités qui nous entourent »

LE DERNIER LIVRE publié par Jean-François Mattei ne se voulait pas un programme de gouvernement, mais il pourrait bien inspirer une partie de la politique que suivra le nouveau ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées. Le dixième livre du généticien et député (DL) des Bouches-du-Rhône, *Santé sociale : ces absurdités qui nous entourent*, scrute les contradictions entre liberté individuelle et recherche de l'équité à tous les âges de la vie.

Le premier chapitre s'ouvre ainsi sur le témoignage d'une femme ayant mis au monde un enfant mort avant d'attendre le seul de viabilité. Elle y exprime le soulagement d'avoir pu, grâce à l'intervention du professeur Mattei, inhumer son enfant et mieux effectuer le travail de deuil. Comme il l'avait fait avec un amendement à l'Assemblée nationale en janvier 2001, Jean-François Mattei plaide « pour une reconnaissance du fœtus mort-né » et invite à

« reconsidérer nos repères juridiques ».

Pointant les effets pervers de la technologie médicale, il souligne le contraste entre le suivi de la grossesse et de l'accouchement et le peu d'attention porté aux femmes qui sont souvent rapidement poussées vers la sortie de la maternité. Prise en charge de la période postnatale et « *maisons de repos ou de postaccouchement* » sont quelques-unes des pistes évoquées par M. Mattei. Plus loin, l'auteur pointe les « *galères* » des femmes face aux différents modes de garde. Il souligne le paradoxe qui consiste, pour les crèches, à préférer parfois prendre les enfants de parents aux revenus aisés pour équilibrer leurs comptes. Il insiste également sur les limites de ce mode de garde lorsque l'enfant est fébrile ou malade et que ses parents travaillent ou soulève le problème des horaires trop rigides.

### JURISPRUDENCE PERRUCHÉ

Les insuffisances du suivi médical chez les adolescents exposés à des dangers comme le suicide ou la toxicomanie nécessitent, selon lui, la création de maisons « *ani-*

*mées* chacune par un médecin, une infirmière et une assistante sociale ».

C'est au nom de la place des personnes handicapées dans la société que Jean-François Mattei s'est battu pour mettre un terme, au Parlement, à la jurisprudence Perruche instaurée par la Cour de cassation. Dans son livre, il propose « un système d'aides simple et décent », qui prendrait la forme d'une « *aide globale pour chaque handicapé* ». « La politique en faveur des handicapés ne doit pas être une politique de redistribution sociale, c'est à mon sens une aide à la personne », ajoute l'auteur.

Abordant la situation des personnes âgées, Jean-François Mattei, fidèle à ses idées libérales, propose notamment de compléter le système de retraite par répartition par « une retraite personnalisée que l'on peut appeler fonds de pension, capitalisation ou encore épargne retraite ».

P. Be.

★ Professeur Jean-François Mattei *Santé sociale : ces absurdités qui nous entourent*, éditions Anne Carrère, 2001 ; 128 pages, 10,67 euros.

### La prise en charge des prothèses auditives va être améliorée

LA CAISSE nationale d'assurance-maladie (CNAM) a annoncé, mardi 7 mai, qu'elle allait assurer une meilleure prise en charge des appareillages stéréophoniques pour les personnes souffrant de déficiences auditives âgées de plus de 20 ans. « *Désormais, l'appareillage simultané des deux oreilles* (appareillage dit « *stéréophonique* ») est pris en charge par l'assurance-maladie pour les patients dont le déficit auditif le nécessite, et ce quel que soit l'âge », précise la CNAM. Jusqu'à présent, les caisses de Sécurité sociale ne remboursaient que les prothèses équipant une oreille. L'appareillage stéréophonique n'était pris en charge que chez les enfants souffrant d'une surdité lourde accompagnée d'une cécité, et ce jusqu'à leur 20<sup>e</sup> anniversaire. Le remboursement de l'appareillage stéréophonique est fixé à 259,62 euros.

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : quatre députés de gauche de Saône-et-Loire, dont **Arnaud Montebourg (PS)**, ont été relaxés, mardi 7 mai, par le tribunal correctionnel de Paris de poursuites pour dénonciation calomnieuse et diffamation envers le président du conseil général du département, René Beaumont (DL). Ce dernier s'estimait mis en cause par un courrier adressé par les députés au ministre de la justice en 2000, et qui dénonçait des dysfonctionnements au tribunal de Mâcon (Le Monde du 14 mars).

■ **PRISONS** : un détenu âgé de 41 ans, placé à l'isolement, s'est pendu, mardi 7 mai au matin, au centre pénitentiaire de Varennes-le-Grand (Saône-et-Loire). L'homme s'est suicidé à l'aide d'une corde de nylon.

■ **Deux détenus de la maison d'arrêt de Draguignan (Var) et un de leurs complices, poursuivis pour tentative d'évasion** par hélicoptère, ont été condamnés, mardi 7 mai, à 7 ans de prison par le tribunal correctionnel de Toulon. L'opération avait été déjouée début mars 2001 à la suite d'écoutes sur le téléphone portable d'un détenu.

# ENTREPRISES

## ACTIONNARIAT

Turbulences boursières, attribution de plans de stock-options, rémunération des salariés... les **MOTIFS D'INTERPELLATION** se multiplient lors des assemblées générales. Ces rendez-vous annuels font de

plus en plus figure d'**ÉPREUVE DU FEU** pour les PDG, qui les préparent en amont, essayant d'anticiper les éventuels sujets de contestation et d'éviter ainsi tout rejet de résolution. Si la majorité des ques-

tions des actionnaires individuels portent encore sur leurs **DIVIDENDES** et sur leur implication dans les processus de décision, les interrogations concernant la responsabilité sociétale et environnementale des

entreprises augmentent. Lors des assemblées générales, le **VOTE DES ACTIONNAIRES** s'effectue par boîtier électronique. Une technique remise en question depuis l'AG de Vivendi Universal, le 24 avril.

## Les assemblées générales, nouveaux lieux de pouvoir

Les actionnaires individuels qui participent à ces rendez-vous annuels acceptent de moins en moins qu'ils soient réduits à de simples chambres d'enregistrement. L'AG de Vivendi Universal l'a montré : les dirigeants ne peuvent plus se contenter de convaincre les conseils d'administration

**POUR** les patrons français, les assemblées générales (AG) d'actionnaires font de plus en plus figure d'épreuve du feu. Turbulences boursières, montée en puissance des associations de défense des actionnaires, exigence croissante de responsabilité citoyenne à l'égard des entreprises... : les motifs d'interpellation, voire de friction, se multiplient. Les salariés ne sont pas en reste, qui se servent volontiers des assemblées comme tribune. Deux cents salariés d'Elf ont ainsi contesté, mardi 7 mai, la politique sociale de TotalFinaElf lors de l'assemblée générale du groupe.

Le vote des résolutions proposées par les conseils d'administration est la première des préoccupations pour les dirigeants. Qu'une résolution vienne à être rejetée par les actionnaires, et il faut demander au tribunal de commerce la convocation d'une nouvelle assemblée pour la soumettre de nouveau au vote. Vivendi Universal a fait l'expérience d'un tel rejet - qui demeure exceptionnel - lors de son assemblée le 24 avril. Une résolution portant sur l'attribution d'un plan de stock-options massif avait été repoussée par 40 % des votants, un nombre suffisant pour la faire capoter.

### SE METTRE DANS L'AMBIANCE

Certes, la plupart des assemblées se déroulent de façon plus sereine, la structure de l'actionnariat des sociétés ne laissant la place à aucune incertitude concernant l'issue



Mardi 7 mai, 200 salariés d'Elf ont perturbé l'assemblée générale de TotalFinaElf. Deux ans après la fusion, ils contestent la politique sociale du pétrolier. Les actionnaires ont, eux, interpellé le groupe sur sa stratégie de risques industriels.

du vote. Mais il convient de lire entre les lignes : en raison des nombreuses procurations qui sont confiées aux dirigeants, des votes inférieurs à 80 % ou 90 % en faveur d'une résolution doivent être parfois interprétés comme des motions de défiance. Car les assemblées se préparent en amont. Olivier Bourges, directeur des relations financières chez Renault, révèle que les discussions avec les gros actionnaires débutent longtemps avant l'AG afin de les convaincre d'adopter les résolutions proposées. Le vote des investisseurs institutionnels n'est jamais totalement acquis, bien que M. Bourges affirme « être au cou-

rant de tout sujet de contestation à propos des projets de résolution, qui sont alors retirés s'ils n'ont pas de chance d'être adoptés ».

Il y a aussi des sujets de contestation systématique. Pour deux investisseurs new-yorkais « qui ont une réputation d'intransigeance sur le sujet de la corporate governance [gouvernement d'entreprise] », raconte-t-il, il est hors de question de voter une résolution qui déléguerait certains pouvoirs de l'assemblée au conseil d'administration. Même vigilance à l'égard des actionnaires individuels, dont le pouls est pris par le biais de sondages et de rencontres informelles afin de discerner l'orientation de

leur vote. Louis Schweitzer, le PDG de Renault, a ainsi pris l'habitude de déjeuner juste avant l'assemblée générale avec les représentants des actionnaires minoritaires, pour se mettre dans l'ambiance des débats à venir. En règle générale, l'adoption des résolutions est donc un problème circonscrit. L'AG ne serait plus qu'une réunion d'enregistrement ? « Non, répond vigoureusement M. Bourges, c'est plutôt une caisse de résonance sur la façon dont nos actionnaires, qui sont aussi parfois clients, perçoivent Renault en tant que groupe. »

Car les interpellations ne manquent pas de la part des actionnaires. Pour Caroline de La Marinière,

présidente du cabinet de conseil Publicis Ecom, leurs questions sont souvent « pleines de bon sens, parfois techniques ». Elle concède toutefois qu'il existe un clivage entre « ceux des actionnaires qui épluchent page à page le rapport annuel de l'entreprise, relevant la moindre faute de frappe, et les autres ». Quoi qu'il en soit, la tendance est à des interventions longues, et incisives. L'activisme des associations d'actionnaires, telles que l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM), dirigée par Colette Neuville, ou le cabinet Deminor, n'y est pas étranger (Le Monde du 20 avril).

Principales revendications : l'implication des actionnaires individuels dans les processus de décision, et la préservation de leurs intérêts patrimoniaux. Par la voix de M<sup>me</sup> Neuville, l'ADAM a demandé au conseil d'administration de Suez l'engagement de ne distribuer, dans le cadre d'un plan de stock-options, que des actions déjà émises, afin d'éviter de diluer le portefeuille des actionnaires individuels. Les politiques de rémunération, qu'elles concernent les salariés ou les membres de la direction, font ainsi l'objet d'une attention marquée de la part des petits actionnaires.

### ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE

Autre motif d'irritation, très actuel : l'évolution des cours de Bourse. Les assemblées d'Alcatel, le 18 avril, dont le titre a perdu près de 70 % en un an, ou de Vivendi Universal, qui a chuté de 60 %, se sont focalisées sur ce point. Pour désamorcer la critique, référence est faite aux performances des concurrents, à la capacité de l'entreprise à se recentrer sur ses métiers traditionnels - « priorité à la gestion », dans la bouche de Jean-Marie Messier, le président de Vivendi Universal - ou encore à la volatilité des marchés financiers. Sans convaincre systématiquement : « Ne pensez-vous pas que la Bourse a non seulement toujours raison, mais qu'elle a raison tous les jours ? », demande perfidement un actionnaire de Vivendi à M. Messier.

Pour autant, les petits porteurs « ne sont pas préoccupés uniquement par le dividende », selon M<sup>me</sup> de La Marinière. Ce que confirme le directeur de la communication d'une entreprise de l'indice CAC 40 : « Les actionnaires voient plus loin que le bout de leur portefeuille. Ils recherchent la performance du titre, mais revendiquent aussi

une relation de confiance avec les dirigeants. L'argumentaire de ces derniers doit donc osciller en permanence entre les valeurs attachées à l'entreprise et le profit qu'elle génère. » L'analyse de 38 assemblées générales réalisée par l'Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) confirme ce point de vue : les questions ayant trait à la responsabilité sociale et environnementale des firmes augmentent. Certes, la majorité des questions porte encore sur l'implication des actionnaires eux-mêmes : qualité et transparence de

### Des salariés d'Accor manifestent

Environ 80 salariés du groupe Accor ont manifesté, mardi 7 mai, à l'entrée de l'hôtel parisien Sofitel Rive Gauche, où se tenait l'assemblée générale des actionnaires du groupe d'hôtellerie. Les salariés du Sofitel Rive Gauche ont réclamé une augmentation de salaire, des embauches et de meilleures conditions de travail pour les agents de nettoyage. Toutes d'origine africaine, les femmes de chambre mettent en cause un système de rémunération qui repose sur le nombre de chambres nettoyées, et non sur le nombre d'heures travaillées. Le syndicat SUD dénonce le fait qu'Accor ait sous-traité le nettoyage à la société Arcade, qui, selon lui, paie les femmes de chambre 1,65 euro par chambre nettoyée. Celles-ci mènent une grève depuis deux mois.

S'engouffrant dans l'hôtel, les actionnaires s'arrêtaient à peine, mardi, pour attraper les tracts de SUD, traduits en anglais pour toucher les clients.

l'information ainsi que convocation aux assemblées générales sont au centre des préoccupations. Mais l'utilité sociale des activités de l'entreprise ou encore la politique sociale menée en interne font l'objet d'un intérêt croissant.

Les dirigeants mettent d'ailleurs volontiers l'accent sur ces sujets au cours des assemblées, en faisant appel à la sensibilité citoyenne des actionnaires. Lors de l'assemblée générale de l'assureur Axa, vendredi 3 mai, la question d'un retraité débutait par cette formule : « En tant qu'actionnaire, client et sinistré... »

Marc Ferracci et Aude Soulaire

## Chez Vivendi Universal, le vote électronique en question

**LA TECHNIQUE** du vote par boîtier électronique est-elle fiable ? Alors que la direction de Vivendi Universal (VU) a dénoncé une tentative de « piratage » du vote de certains de ses actionnaires lors de l'assemblée générale du 24 avril, les professionnels du secteur s'interrogent (Le Monde du 4 et du 6 mai). Techniquement, le vote électronique nécessite de mettre en relation les boîtiers, qui émettent un signal codé propre à chaque actionnaire, et un logiciel qui centralise les résultats. Ce dernier a pour fonction, d'une part d'identifier les votants, d'autre part de les agréger à l'ensemble, en tenant compte des droits de vote détenus par chacun.

« Pirater » le système de manière ciblée, c'est-à-dire en agissant sur un nombre limité de votes, implique donc d'avoir, à un moment ou à un autre, accès au logiciel. Un simple brouillage des ondes ne suffit pas. « Je ne crois pas à l'hypothèse d'un brouillage sélectif », explique Daniel Lugassy, président de la société TDL, qui fournissait à Vivendi Universal boîtiers et

logiciels lors des assemblées générales de 1997 et 1998. A propos de l'assemblée du 24 avril, il pense que la société Multi Media Animation (MMA), prestataire en la circonstance, a pu voir son logiciel modifié avant le vote, afin de transformer des votes positifs en abstentions. « Mais il aurait fallu connaître les codes des différents actionnaires, ce qui semble difficile », affirme M. Lugassy. Le directeur de MMA restait injoignable, mardi 7 mai.

### DIFFICULTÉS DE TRANSMISSION

M. Lugassy estime, par ailleurs, qu'« un expert informatique mandaté par le tribunal de commerce se rendrait compte immédiatement d'une intervention malveillante sur le logiciel de gestion des votes ». Lorsqu'une assemblée générale s'annonce houleuse, l'entreprise prend fréquemment l'initiative de demander la présence d'un expert, afin de prévenir les incidents. Or, nul expert n'était présent lors de l'assemblée générale de Vivendi Universal, ce qui laisse

ouverte la possibilité d'une fraude. Néanmoins, l'hypothèse d'un « simple » problème technique, lié au grand nombre de boîtiers ou à la taille de la salle (Le Zénith à Paris), est évoquée avec de plus en plus d'insistance. En effet, lorsque des difficultés de transmission empêchent certains votes d'être pris en compte, ceux-ci sont automatiquement transformés par le système en abstentions.

Or la société MMA, qui est détenue à hauteur de 40 % par BNP Paribas, est une structure de taille modeste, considérée par plusieurs spécialistes du vote électronique comme inadaptée à des événements de cette envergure. Elle aurait peine à mettre en place un système adéquat de gestion des votes, ouvrant la brèche à des incidents. En tant qu'organisateur de l'assemblée générale de Vivendi Universal, BNP Paribas se défend d'avoir imposé son prestataire, rejetant la paternité du choix sur la direction de VU.

M. F.

## Après l'explication des résultats et avant le cocktail, les questions des petits porteurs

Danone, Suez, Vivendi Environnement, Axa ou Air liquide, quelle que soit la société, le rituel est immuable

À L'ENTRÉE de la grande salle du Carrousel du Louvre à Paris, Suzanne Rodolin attend le début de l'assemblée générale (AG) de Danone. Elle possède des actions

### RÉCIT

« Pas facile de faire toutes les AG, mais on aime ça ! », lance Suzanne, 85 ans

de l'entreprise depuis plus de vingt ans et calcule encore son portefeuille en anciens francs : « Environ 2 millions, je ne sais plus en euros. » Chaque année, la saison des assemblées générales, au printemps, s'annonce comme un marathon pour cette parisienne de 85 ans. « Pas facile de faire toutes les AG, mais on aime ça ! », lance-t-elle dans un grand sourire.

Des salles vastes et souvent comblées, aménagées à grands frais pour mettre en scène le spectacle de la démocratie actionnariale : les AG des entreprises de l'indice CAC 40 ont une dimension théâtrale.

Les actionnaires individuels ne s'y trompent pas, qui viennent assister à de véritables grand-messes. « Je viens d'abord pour me distraire », avoue un retraité, actionnaire de Vivendi Environnement, « et puis, aussi, pour profiter du cocktail qui suit », ajoute-t-il. L'assemblée de Vivendi Environnement commence par une longue intervention du PDG Jean-Marie Messier, qui souligne tour à tour la responsabilité citoyenne de l'entreprise et la nécessaire « règle de loyauté qui doit gouverner les relations au sein d'un groupe ». Allusion à peine voilée aux propos de Pierre Lescur, président évincé de Canal+, qui fustigeait quelques jours plus tôt les méthodes de M. Messier. L'assemblée sera peu houleuse.

### FILM, MUSIQUE TECHNO

Quelle que soit la société, le rituel est immuable : après une présentation, par le président, des orientations commerciales et stratégiques prises au cours de l'année écoulée, vient le tour du directeur financier, qui rentre dans le détail des résultats. Le propos se fait technique, voire inintelligible pour une partie des personnes présentes. Le décalage est patent entre la com-

plexité des explications et la science de l'auditoire. « On nous note sous les chiffres et les termes anglo-saxons », maugrée un petit porteur au cours de l'assemblée générale de Suez, en essayant de trouver dans le rapport annuel distribué à tous les participants la trace de ce qui s'affiche sur les écrans géants.

Des films viennent entrecouper les interventions orales et remédier à l'assoupissement qui gagne le public. Pour les cent ans de l'entre-

prise, Air liquide diffuse un film retraçant son histoire, tandis que Vivendi Environnement propose un bilan en images, rythmé par une musique techno, des contrats remportés au cours de l'année.

Mais les AG s'animent réellement lorsque vient le moment des questions, auxquelles les dirigeants sont tenus de répondre. « C'est sûrement un peu fastidieux, mais la loi est la loi », concède le président de Suez, Gérard Mestrallet, à une salle

excédée par la litanie des questions écrites posées par un actionnaire. Il verra néanmoins dans la démarche un « abus égoïste », qui gagnerait à être « modéré ». La plupart des interventions sont toutefois précises et pertinentes. Pour un actionnaire hors de propos, discourant avec Henri de Castries, président du directoire d'Axa, des « problèmes de contrat d'assurance de [sa] sœur », d'autres témoignent d'une vigilance marquée à l'égard des résolutions mises au vote.

### APPLAUDISSEMENTS DE LA SALLE

Principal sujet d'interpellation : le versement de dividendes aux actionnaires et la politique de rémunération des salariés. Tel actionnaire d'Axa note qu'« avec leur niveau de rémunération [13 millions d'euros par an], deux membres américains du comité exécutif « se doivent d'être bons ». Un autre, lors de l'assemblée de Vivendi Environnement, déclenche les applaudissements de la salle en réclamant sans ambages que « les actionnaires passent un peu plus devant les salariés », provoquant par ailleurs la colère d'une partie du public contre le projet d'un « canal de la Paix », entre la mer Rouge et la

mer Morte, destiné, selon M. Messier, à promouvoir l'échange entre les peuples de la région.

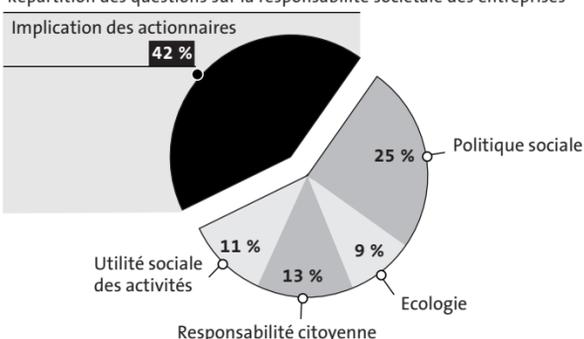
Pour autant, les questions ayant trait à la politique sociale de l'entreprise ou à l'environnement ne sont pas absentes. « Où en est la recherche en matière de désalinisation de l'eau de mer ? », s'inquiète ainsi un actionnaire de Vivendi Environnement. Franck Riboud, le président de Danone, doit, lui, revenir sur le conflit social qui a touché l'entreprise LU en 2001, pour affirmer sobriement que « les syndicats font leur métier » et insister sur les projets de réindustrialisation des sites sinistrés en cours.

Ultime entreprise de séduction des actionnaires : le cadeau remis à chacun. Du livre illustré sur l'aventure d'Air liquide au simple reposeur pour téléphone portable offert par France Télécom, le cadeau est une tradition à laquelle un président de société ne déroge pas sans risque. Au cours de l'assemblée générale d'Alcatel, le remplacement du cadeau aux actionnaires par un don à une association d'utilité publique a déclenché le courroux d'une partie de la salle.

M. F. et A. So.

### LES ACTIONNAIRES RÉCLAMENT PLUS D'IMPLICATION

Répartition des questions sur la responsabilité sociétale des entreprises



Source : Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE)

## Les pratiques du courtier en énergie Enron auraient aggravé la crise de l'électricité en Californie

En jouant artificiellement sur l'offre et la demande, l'entreprise, qui a depuis fait faillite, a contribué à faire monter les cours. Une enquête judiciaire devrait être ouverte

WASHINGTON  
de notre correspondant

La crise de l'électricité provoquée en Californie, au printemps 2000, par la dérégulation, a probablement été aggravée par les pratiques commerciales de la compagnie Enron, le géant du courtage en énergie aujourd'hui en faillite. Le conseil d'administration d'Enron a décidé de communiquer à la Commission fédérale de régulation de l'énergie (FERC) des documents émanant des avocats de la firme et exposant en détail les méthodes qu'elle utilisait pour accroître ses profits au détriment de ses clients, de ses fournisseurs et, finalement, des consommateurs. Ces documents, rendus publics par la FERC, forment une sorte de manuel du parfait tricheur, dont la révélation a amené les deux sénatrices de Californie Barbara Boxer et Dianne Feinstein, démocrates, à demander au ministère fédéral de la justice, mardi 7 mai, d'ouvrir une enquête judiciaire. Cette demande a été approuvée par la Maison Blanche. Les « coups » recensés portent des noms de code amusants.

Jouant sur le fait qu'il existait deux marchés, l'un à un jour, l'autre en temps réel, les courtiers d'Enron pouvaient appliquer, par exemple, la technique du « gros garçon », consistant à gonfler artificiellement la demande et à approvisionner les distributeurs d'électricité à des prix plus élevés. A l'inverse, le « rétrécissement » consistait à vendre des réserves de sécurité à l'opérateur de système indépendant (ISO) gérant le réseau électrique californien, puis à lui racheter moins cher celles dont il n'avait pas l'usage.

L'« étoile de la mort » tirait profit du fait que l'ISO versait des compensations en cas de congestion des lignes. De telles surcharges étaient provoquées optiquement par le jeu des commandes, ce qui permettait à Enron d'encaisser des dédommagements, comme dit le document, « pour déplacer de l'énergie afin d'éviter une congestion, sans déplacer aucune énergie ni éviter aucune congestion ».

Enron faisait le « ricochet » quand elle achetait de l'électricité aux producteurs californiens aux prix maximum fixés par l'Etat

(250 dollars le megawatt/heure) pour la vendre hors de l'Etat (jusqu'à 1 200 dollars), voire la revendre ensuite en Californie. Le document qui expose cette pratique ajoute benoîtement qu'elle « semble ne poser aucun problème, mis à part un risque en termes de relations publiques, car ces exportations ont pu contribuer à provoquer l'urgence de niveau 2 qui a été déclarée hier en Californie ».

### « PISTOLET FUMANT »

Ces mémos ont été rédigés par les avocats d'Enron en décembre 2000, alors que la crise, qui durait depuis sept mois, avait provoqué six jours de coupure, entraîné le triplement des montants facturés aux consommateurs et obligé l'Etat californien à prendre en charge la fourniture d'électricité à 10 millions d'habitants. S'attendant à des poursuites, la firme de courtage avait chargé deux cabinets de préparer sa défense. Deux des documents rendus publics par la FERC émanent du même cabinet. Un troisième document, rédigé par l'autre cabinet en accord

avec les dirigeants de l'époque, conclut que ces pratiques n'ont pas aggravé la crise, mais au contraire permis d'y faire face. La hausse des prix aurait été due à la pénurie provoquée par les défauts du plan de dérégulation californien, par l'insuffisance des capacités de production et par la sécheresse, qui avait diminué le rendement des barrages hydroélectriques.

Ce n'est pas l'avis des responsables de l'Etat, pour qui ces documents sont le « pistolet fumant » prouvant la culpabilité d'Enron. L'avocat général William Lockyer, ministre de la justice de l'Etat, a engagé des poursuites contre plusieurs firmes. Les mémos des avocats d'Enron sont la première preuve interne de l'utilisation de procédés augmentant artificiellement les prix ; les autres opérateurs affirment n'avoir jamais employé pareilles méthodes. L'opérateur public californien réclame 9 milliards de dollars (9,86 milliards d'euros) de remboursements sur les marchés passés en 2000 et début 2001.

Patrick Jarreau

## « Opération survie » à Soissons contre la suppression de 650 emplois industriels

Quatre entreprises menacées de fermeture

SOISSONS

de notre envoyé spécial  
De lourdes fumées noires s'échappent de toutes les entrées de la ville. Comme un message in-

### REPORTAGE

« Je veux bien me battre mais j'en ai gros sur la patate. Où sont les emplois promis ? »

dien, les incendies de pneus signalent la présence des barrages qui, toute la journée du mardi 7 mai, ont bloqué la circulation et les accès de Soissons (Aisne), déclarée « ville morte », fermée au monde extérieur. « C'est plutôt une opération de survie pour se faire entendre. Et il y a urgence », proclame Alain Beaudon, délégué syndical (CGT) de l'imprimerie d'emballage Akerlund and Rausing (A & R) Carton, l'une des quatre entreprises de la ville menacées d'une fermeture imminente.

Aux 200 salariés de cette unité d'un groupe scandinave s'ajoutent les 305 employés de la chaudronnerie BSL, les 75 de sa filiale Berthier ainsi qu'une soixantaine d'une autre chaudronnerie, Pecquet-Tesson, elles aussi sous le coup d'une liquidation imminente. Au total, près de 650 salariés devraient recevoir leur lettre de licenciement avant la fin mai. Sans compter les emplois indirects des sous-traitants et fournisseurs. Trois ans après l'arrêt de Wolber (Michelin) en juillet 1999, dont 350 des 450 salariés sont toujours en recherche d'emploi, ces fermetures annoncées dans une ville de 30 000 habitants provoquent un électrochoc à l'origine de la mobilisation syndicale et des élus locaux.

« Je veux bien me battre, mais j'en ai gros sur la patate. Où sont les emplois promis ? Et dans combien de temps ? » Des sanglots dans la voix, Corinne Cloatre témoigne de l'inquiétude et de l'impatience de familles doublement frappées. Ancienne salariée de Wolber, elle n'a pas retrouvé de travail, et son mari, ouvrier chez BSL, sera au chômage dans quelques jours. Ces

fermetures concomitantes, qui représentent 10 % de l'emploi industriel du bassin, ont un point commun : elles concernent essentiellement des ouvriers hautement qualifiés dotés d'une longue ancienneté dans leur entreprise et en moyenne proches de la cinquantaine, sans espoir de reclassement sur place.

Chez A & R Carton, la décision de fermeture est tombée de Stockholm par fax en octobre 2001, un an à peine après la restructuration et la modernisation des bâtiments, sur la zone industrielle de Saint-Germain (Aisne). Dans ce groupe, ce serait le fonds de pension finlandais, Capmam, actionnaire à 50 %, qui aurait exigé le retour à la rentabilité par une réorientation des unités industrielles vers la Russie et les Etats baltes. Le coup de grâce a été donné après l'arrêt du contrat du lessivier anglais Procter et Gamble, qui assurait 70 % des commandes.

### 38 % POUR LE FN

Chaudronnerie de haute précision spécialisée dans les installations chimiques et nucléaires pour des sociétés publiques, la société BSL, actuellement occupée nuit et jour, a compté jusqu'à 1 200 salariés. Rachetée partiellement par ses cadres, elle ne s'est jamais remise de procédures successives de départs de bilan. Et, dans sa chute, elle risque d'entraîner la faillite de sa filiale Berthier. Quant à l'autre chaudronnerie, Pecquet-Tesson, elle aurait été victime de détournements et du « pillage » de ses dirigeants, qui ont laissé des entreprises exsangues financièrement, les salariés en sont réduits à se retourner vers l'Etat et les élus locaux. Dans certains quartiers, le vote en faveur de l'extrême droite a atteint 38 %. Dans l'immédiat, ils réclament un plan social sur le bassin d'emploi pour négocier « de justes indemnités », des départs à la retraite anticipés et des reclassements. Mais l'avenir inquiète, d'autant que les premières annonces de réindustrialisation après le choc Wolber tardent à se concrétiser.

Michel Delberghe

## La bataille entre l'administration américaine et Andersen a commencé

HOUSTON

de notre envoyé spécial

« Un petit groupe de partenaires a choisi de faire obstacle à la justice et de corrompre d'autres personnes en leur faisant détruire des milliers de documents relatifs à Enron. » Ces mots, prononcés mardi 7 mai par Matt Friedrich, procureur fédéral adjoint, ont ouvert à Houston (Texas) le procès criminel d'Arthur Andersen LLP, l'entité américaine du réseau Andersen. Le tribunal se trouve à quelques centaines de mètres du siège d'Enron, dont la faillite est la plus importante de l'histoire des Etats-Unis. Les 16 jurés sélectionnés lundi devront répondre à la fin du mois à deux questions : les milliers de documents ont-ils été détruits avec l'intention d'entraver les enquêtes ? Le cabinet est-il responsable des agissements de certains de ses associés et salariés ? L'enjeu du procès va au-delà de la destruction de preuves. Dans un camp comme dans l'autre, la défaite serait une calamité. Pour Arthur Andersen LLP, victime depuis des semaines d'une hémorragie de clients et de salariés, il s'agirait d'un véritable coup de grâce (Le Monde du 7 mai). Pour le département de la justice, un acquittement serait une sévère mise en cause de sa crédibilité et le placerait dans une situation difficile avant le procès d'Enron en 2003.

Pour mener l'accusation, le gouvernement a choisi deux de ses plus brillants procureurs : Andrew Weissmann et Samuel Bell. « Le feu et la glace », selon l'expression de Mark Ressler, un ancien procureur fédéral : « Le premier, précis-t-il, est passionné, éloquent, incisif, le second un tacticien méthodique, imperturbable. » M. Weissmann s'est illustré à Brooklyn en faisant condamner, dans les années 1990, les parrains de la Mafia. A la même époque, M. Bell démantelait à Boston des réseaux de trafic de drogue.

### « DONNEURS DE LEÇONS »

Face à eux, le défenseur d'Andersen, Rusty Harding, est considéré comme l'un des meilleurs avocats américains. Il a construit sa réputation dans le scandale Whitewater, qui a éclaboussé Hillary Clinton, et dans la défense de nombreuses personnalités du spectacle et du sport. « Si quelqu'un peut encore sauver Andersen, c'est bien lui », estime James Moriarty, un juriste de Houston. M. Harding dispose d'un atout non négligeable : c'est un Texan. Son cabinet est installé à Houston. Dans cet Etat, les « donneurs de leçons » venus de Washington et de New York ne sont pas très appréciés.

Dès mardi, l'accusation a insisté sur le fait que la destruction des documents « n'était pas une

opération de routine ». « Andersen connaissait les failles dans la comptabilité d'Enron, a expliqué M. Friedrich. Quand ils ont réalisé l'imminence d'une enquête, ils ont décidé de faire disparaître les documents montrant qu'ils savaient... Ils sont intelligents. Il n'y a pas d'instructions évidentes... Mais quand, le 8 novembre, la SEC a finalement demandé officiellement les documents, le courrier électronique interne ne demandait pas de les préserver, seulement d'arrêter la destruction... »

Pour M. Harding, Andersen a seulement appliqué avec retard sa « politique de détention de documents... Ou alors il s'agit d'une soi-disant conspiration, mais la plus incroyablement incompétente... Il n'y a pas eu d'effort concerté pour se débarrasser de certains documents. Au lieu de cela, les pièces essentielles pour les enquêtes ont été conservées et données ». M. Harding a accusé le gouvernement de s'être lancé dans une chasse aux sorcières pour trouver les dirigeants d'Andersen « responsables, selon l'accusation, d'avoir corrompu des employés pour les persuader de détruire les documents ». « Quand tout sera terminé, a-t-il ajouté, personne n'aura réussi à trouver les corrupteurs, ils n'existent pas. Vous aurez seulement une société détruite. »

Eric Leser

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

## LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

Montants moyens par taille des appartements anciens en Ile-de-France en 2001

	Paris	Hauts-de-Seine	Seine-et-Marne	Val-de-Marne	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Val-d'Oise
<b>Studio</b>	69 250 € 454 251 F	55 556 € 364 421 F	36 203 € 237 479 F	47 900 € 314 201 F	43 442 € 284 959 F	55 065 € 361 200 F	42 617 € 279 552 F	42 821 € 280 890 F
<b>2 pièces</b>	116 267 € 762 659 F	92 263 € 605 203 F	52 354 € 343 418 F	72 429 € 475 100 F	64 650 € 424 076 F	87 630 € 574 815 F	64 024 € 419 972 F	62 586 € 410 536 F
<b>3 pièces</b>	199 830 € 1 310 801 F	146 538 € 961 228 F	75 373 € 494 412 F	107 434 € 704 720 F	79 440 € 521 089 F	121 439 € 796 587 F	79 824 € 523 613 F	79 713 € 522 881 F
<b>4 pièces</b>	323 678 € 2 123 187 F	215 476 € 1 413 431 F	89 448 € 586 740 F	134 329 € 881 143 F	92 677 € 607 920 F	151 801 € 995 748 F	94 141 € 617 527 F	92 429 € 606 294 F
<b>5 pièces et plus</b>	633 103 € 4 152 886 F	348 130 € 2 283 586 F	115 104 € 755 031 F	190 241 € 1 247 900 F	111 754 € 733 059 F	232 159 € 1 522 862 F	109 195 € 716 270 F	107 462 € 704 907 F
<b>Toute taille</b>	179 183 € 1 175 365 F	140 640 € 922 538 F	67 583 € 443 316 F	98 656 € 647 140 F	75 633 € 496 121 F	127 720 € 837 786 F	79 602 € 522 154 F	77 589 € 508 952 F

Moyennes arithmétiques calculées sur les ventes du dernier semestre 2001.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01 44 82 24 00

www.paris.notaires.fr

www.encheres-paris.com

DEMANDES VIDES

Paris



43, avenue Marceau,  
75116 PARIS

CONSEIL IMMOBILIER  
Locations-ventes,  
gérance,  
spécialisé depuis plus  
de 20 ans dans les quartiers  
RÉSIDENTIELS  
Recherche pour  
CLIENTS ÉTRANGERS  
hôtels particuliers,  
appts et villas  
VIDES et MEUBLÉS  
**01-47-20-40-03**  
www.embassy-service.fr

ACHATS  
TERRAINS

Affaire terrain bâtir 9 600 m<sup>2</sup>,  
idéal thalassothérapie,  
hôtel unique,  
lieu Mar Menor, Espagne.  
Boues exc. algues,  
mer très salée.  
1 143 368 €.  
Part. 0034 914 034 106

AGENDA  
AUTO

PEUGEOT 206 2.0 L HDI  
XT Premium, 5 portes,  
année 2000.  
Couleur gris sidobre,  
intérieur velours. ABS, clim.,  
vitres élec., airbag,  
chargeur 6 CD,  
5 000 km.  
Prix : 12 000 €  
Tél. : 06-08-61-43-20

Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

Pour vos annonces  
dans

la rubrique  
**EMPLOI**

Tél. : 01-42-17-39-42  
Fax. : 01-42-17-39-38

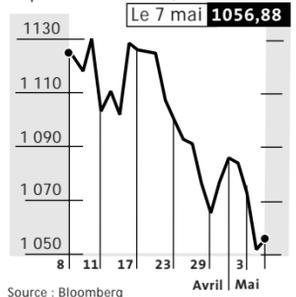
Les valeurs technologiques font baisser les Bourses

LES VALEURS américaines n'ont été que modérément soutenues, mardi 7 mai, par la très forte hausse de la productivité au premier trimestre, associée à la décision attendue de la Réserve fédérale (Fed) de ne pas modifier ses taux directeurs. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a gagné 0,29 %, à 9 836,55 points. Sur le Nasdaq, l'indice composite a abandonné 0,30 %, à 1 573,82 points, tandis que le Standard & Poor's 500 lâchait 0,30 %, à 1 049,49 points. « La Fed n'est pas pressée de relever ses taux. L'inquiétude que pouvait lui causer une éventuelle pression inflationniste a été dissipée par les chiffres de la productivité et des coûts de main-d'œuvre », note un analyste.

En Europe, les Bourses sont res-

INDICE STANDARD & POOR'S

En points à New York, en 2002



Source : Bloomberg

Marc Ferracci

tées en recul mardi : l'indice paneuropéen Eurotop 300 a perdu 1,14 %, à 1 194,75 points, et l'Eurostoxx 50, limité aux valeurs de la zone euro, s'est tassé de 0,81 %, à 3 451,13 points. A Londres, le Footsie s'est inscrit en baisse de 1,60 %, à 5 119,90 points, tandis qu'à Francfort le DAX perdait 0,17 %, à 4 872,41 points. Les statistiques du chômage, en hausse en Allemagne et en France, ont contribué à miner la confiance des investisseurs. A Paris, le CAC 40 a chuté de 1,62 %, à 4 296,40 points, après avoir perdu près de 3 % en séance.

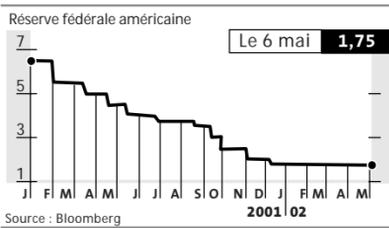
Les valeurs technologiques sont les premières touchées : Cap Gemini a dévié de 3,30 %, à 60 euros ; France Télécom s'est affaïssée de 3,88 %, à 22,3 euros ; STMicroelectronics a perdu 1,58 %, à 31,22 euros. L'action Vivendi Universal a terminé la séance à 30 euros, en baisse de 3,23 %. Parmi les rares satisfactions, le titre BNP Paribas s'est apprécié de 0,22 %, à 57,80 euros, contrastant avec les baisses du Crédit lyonnais (- 1,7 %, à 45 euros) et de la Société générale (- 0,8 %, à 76,95 euros). Face à ces turbulences, les investisseurs ont également privilégié certaines valeurs défensives, telles que Vivendi Environnement (+ 0,19 %, à 36,57 euros) ou Peugeot (+ 0,17 %, à 58,1 euros).

A Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 1,81 %, à 11 520,75 points.

La Fed maintient ses taux inchangés, jugeant la reprise incertaine

CHRONIQUE DES MARCHÉS

TAUX DIRECTEUR



Source : Bloomberg

À L'ISSUE de la réunion de son comité de politique monétaire, mardi 7 mai, la Banque centrale américaine a décidé de laisser ses taux d'intérêts inchangés.

MAINTIEN D'UNE POLITIQUE ACCOMMODANTE

Les maintenant à leur plus bas niveau depuis quarante ans, la Réserve fédérale (Fed) américaine s'est abstenue de modifier ses taux d'intérêt directeurs : le taux interbancaire, dit des fed funds, est confirmé à 1,75 %, tandis que le taux de l'escompte, d'une portée plus symbolique, reste à 1,25 %. Ce statu quo était considéré comme acquis par les marchés financiers, qui s'inquiètent pour la vigueur de la reprise économique américaine. Ils font confiance à Alan Greenspan, le patron de la Fed, pour mener une politique de soutien à la croissance aussi longtemps que nécessaire. Faisant écho à leurs préoccupations, le communiqué publié par la Fed, à l'issue de sa réunion, prend acte de la fragilité du redémarrage de l'activité.

La Réserve fédérale note qu'au premier trimestre « l'activité économique a été considérablement soutenue par un retournement prononcé des stocks ». « Néanmoins, le degré de raffermissement de la demande finale au cours des prochains trimestres, un élément essentiel d'une expansion économique soutenue, reste incertain », ajoute la Fed. Elle estime donc que le risque d'inflation et de déflation est « équilibré », ce qui justifie le maintien de sa politique « accommodante ».

MOUVEMENT REPOUSSÉ EN AOÛT

Depuis les dernières déclarations de M. Greenspan, et l'analyse relativement prudente sur la situation économique dressée par le dernier Livre beige, les économistes pensent majoritairement que le prochain mouvement

de hausse des taux pourrait être décidé lors de la réunion de politique monétaire du 13 août et non plus, comme prévu, lors de celle des 25 et 26 juin. Au regard des récentes données économiques, les experts de la Deutsche Bank ont ainsi modifié leurs attentes. « Nous avons retardé nos projections de resserrement monétaire d'une réunion du FOMC [Federal Open Market Committee, le comité de politique monétaire], expliquent-ils. Une série de trois hausses de taux d'un quart de point, suivie d'une hausse d'un demi-point, commencera en août et non plus en juin. Cela signifie que le premier gros mouvement d'un demi-point ne viendra pas avant la première réunion de 2003, car la Fed n'a jamais procédé à des resserrements monétaires en décembre. » Les économistes de la Deutsche Bank s'attendent donc à ce que, d'ici à la fin de l'année, la Fed ait fait passer ses taux à 2,5 % et qu'ils remontent jusqu'à 4,5 % au cours de l'année 2003.

PRODUCTIVITÉ EXCEPTIONNELLE

Le dollar avait commencé à se reprendre mardi et continuait mercredi - l'euro cotant

0,9137 dollar -, après la publication d'une statistique exceptionnellement forte de la productivité aux Etats-Unis au premier trimestre, peu après l'annonce d'une hausse impressionnante de 5,8 % du produit intérieur brut sur la même période. La productivité a augmenté de 8,6 % au premier trimestre en rythme annuel, contre une hausse attendue de 7 %. Il s'agit du gain le plus important depuis plus de dix-neuf ans.

Les coûts salariaux - un bon baromètre de l'inflation par les coûts - ont reculé de 5,4 % sur la même période et de 0,9 % sur un an. Au quatrième trimestre 2001, ils avaient baissé de 3,1 %, contre une baisse attendue de 3,8 %. La forte accélération de la productivité pendant les trois premiers mois de l'année reflète un accroissement de 6,5 % de la production combinée à une baisse de 1,9 % du nombre d'heures travaillées. La baisse des coûts salariaux au premier trimestre a été la plus prononcée depuis le deuxième trimestre 1983.

« A un triple titre, cette forte hausse de productivité permet à la Fed de retarder la première hausse de son taux, estiment les économistes d'HSBC CCF, qui ont aussi positionné la première hausse des taux en août. Premièrement, la forte hausse de productivité va se traduire par une deuxième baisse consécutive du coût salarial unitaire au premier trimestre. C'est un puissant facteur désinflationniste. Deuxièmement, la hausse de productivité fait monter le chômage, ce qui ralentit les salaires nominaux au moment où les prix s'accroissent du fait du mini-choc pétrolier. Le ralentissement des salaires réels est nuisible à la reprise. Troisièmement, la hausse du taux de chômage nuit à la confiance des ménages, tend à faire remonter leur taux d'épargne et nuit donc une deuxième fois à la reprise. »

Cécile Prudhomme et Adrien de Tricornot

LES BOURSES DANS LE MONDE 8/5, 11h56

Table of stock market indices for various countries including USA, Europe, Asia, and Africa. Columns include country, index name, last closing, change, max, min, and PER.

Table of stock market indices for various countries including Europe, Americas, and Mexico. Columns include country, index name, last closing, change, max, min, and PER.

Table of stock market indices for Asia-Océanie, Afrique, and Cote d'Ivoire. Columns include country, index name, last closing, change, max, min, and PER.

EUROPE Mercredi 8 mai 11h56

INDICES SECTEURS EURO STOXX

Table showing sector indices for Europe, including Automobile, Banques, Produits de base, Chimie, Télécommunications, etc.

Table showing individual stock prices for various companies in Europe, including Danone, Deutsche Telekom, E.ON, etc.

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Table of the top 50 stock values in the Euro Stoxx index, listing company names and their prices.

FRANCFORT

7/5 : 169 millions d'euros échangés

Table of stock market movements in Frankfurt, listing companies like AECO, IFCO, etc.

TOKYO

8/5 : 507 millions d'euros échangés

Table of stock market movements in Tokyo, listing companies like Kinki Sharyo, Goldwin, etc.

LONDRES

7/5 : 2210 millions d'euros échangés

Table of stock market movements in London, listing companies like Scoot.com, Kingstom, etc.

PARIS

7/5 : 191 millions d'euros échangés

Table of stock market movements in Paris, listing companies like Wavecem, Imerys, Nexans, etc.

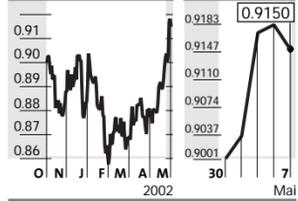
MARCHÉ DES CHANGES 8/5, 11h56

Table showing exchange rates for Dollar, 100 Yens, Euro, Livre, and Franc S. against New York, Tokyo, Paris, London, and Zurich.

COURS DE L'EURO

Table showing the price of the Euro in various currencies, including Danish, Norwegian, Swedish, etc.

EURO à 6 mois EURO à 5 jours



MARCHÉS A TERME LE 8/5, 11h56

Table of term market prices for various commodities and currencies, including Paris, CAC 40, Euro Notio, etc.

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 8/5

Table of interest rates for various countries and currencies, including France, Italy, Germany, Japan, etc.

MARCHÉS A TERME LE 8/5, 11h56

Table of term market prices for various commodities and currencies, including Paris, CAC 40, Euro Notio, etc.

OR

MERCREDI 8 MAI 11h56

Table of gold prices and other market data for Wednesday, May 8, 2002.

DENRÉES

MERCREDI 8 MAI 11h56

Table of commodity prices for various grains and oils, including Ble, Cacao, Caffe, etc.

MÉTAUX

MERCREDI 8 MAI 11h56

Table of metal prices, including Aluminium, Cuivre, Nickel, etc.

PÉTROLE

MERCREDI 8 MAI 11h56

Table of oil prices, including Argent à terme, Platine à terme, etc.

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 8 mai 11h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AFINE, AGF, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like EURO DISNEY SCA, EURO TUNNEL, FAURECIA, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), SANOFI SYNTHELABO, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like LYCOS FRANCE, CONSOADATA, UBIQUE, etc.

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like GENUITY INC A, GENSET, TITUS INTERACTIVE#, etc.

Advertisement for 'Le Monde initiatives' featuring the slogan 'Cinq ans pour refaire le lien social' and 'DÉBATS, PROJETS, ACTIONS, UTOPIES...'.

SECOND MARCHÉ

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like INTESA, CORNEAL LABO., CIBOX INTER. NOM., etc.

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like SEEVIA CONSULTING, IMMOB.HOTEL #, BILLON #, etc.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 8/5 à 11h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, CAISSE D'ÉPARGNE, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like EUR.OBLIG.INTER., EUR.TECHNOLOGIESC, EUR.TECHNOLOGIESD, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like MASTER ACTIONS, MASTER DUO, MASTER OBLIG., etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like CIC HORIZON D, CIC MONDE PEA, CIC OBLI C.T.D., etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like STRATEGIE CAC, STRATEGIE IND.US.A, ADDILYS C, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like DEDIALYS SANTE, DEDIALYS TECHNO., DEDIALYS TELECOM, etc.

DISPARITIONS

Barbara Castle

Une passionaria du travaillisme en Grande-Bretagne

BARBARA CASTLE, ancienne grande figure de l'aile gauche du parti travailliste britannique, est morte vendredi 3 mai à son domicile, au nord-ouest de Londres. Elle était âgée de 91 ans.



GILSON/REX FEATURES/SIPA

Elle avait intitulé ses Mémoires Battante jusqu'au bout, et rien ne résumait mieux sa longue vie. Celle que la presse conservatrice avait surnommé « l'impératrice rouge » fut pendant plus d'un demi-siècle une passionaria de la politique britannique : intransigeante sur les principes, militante infatigable, oratrice flamboyante, ministre autoritaire et querelleuse - une « tueuse », de son propre aveu.

Elle naît « à gauche » en 1910, fille d'un inspecteur des impôts - le jour - qui anime, la nuit, un journal socialiste. Elle entre à Oxford en 1929, l'année où les femmes anglaises obtiennent le droit de vote. Elle se fait remarquer en 1943 par un vigoureux discours réformiste lors de la conférence de son parti. Elle devient députée en 1945 et le restera sans interruption pendant trente-quatre ans. Entrée, en 1964, dans le gouvernement de Harold Wilson, elle marquera de son empreinte chacun de ses passages dans un ministère.

Barbara Castle prend la tête d'un département, créé à son intention et chargé de l'aide au développement ; ministre des transports, elle

combat l'alcoolisme au volant, introduit l'alcootest - l'été suivant, la mortalité routière chute de 60 % - et la ceinture de sécurité ; en charge de l'emploi puis des questions sociales, elle établit le principe de l'égalité des salaires entre hommes et femmes, fait voter des lois sur le planning familial, la contraception et le régime public de retraite.

« GRANDE HÉROÏNE »

A son apogée, on dit qu'elle pourrait être la première femme chef d'un gouvernement de Sa Majesté, mais cet honneur reviendra à Margaret Thatcher - si éloignée d'elle par les idées et si semblable par le tempérament. Le jour de 1975 où « Maggie » prend la tête des Tories, Barbara Castle lui rend hommage dans son journal : « Je ne

peux m'empêcher de ressentir un frisson, car elle est clairement le meilleur homme de leur parti. » Un commentaire qu'elle aurait sans doute aimé qu'on fit d'elle.

Féministe énergique, elle n'a jamais renoncé à sa féminité, avouant qu'elle usait de son pouvoir de séduction pour progresser dans sa carrière. Résolument socialiste, elle eut le courage de vouloir moderniser et brider les syndicats qui, enivrés par leur toute-puissance, multipliaient les grèves et couraient ainsi à leur déclin. Mais les travaillistes, conduits par le futur premier ministre Jim Callaghan - qui deviendra son ennemi juré -, ne la suivront pas sur cette voie.

Elue au Parlement européen en 1979, Barbara Castle y siègera pendant dix ans, sur une ligne antifédéraliste, comme présidente du groupe travailliste puis du groupe socialiste européen. Les dirigeants du New Labour - qu'elle écrivait souvent - ont rendu hommage à la doyenne des travaillistes. Tony Blair, à qui elle reprochait publiquement de ne pas se soucier assez des retraités ou des handicapés, a salué « cette grande héroïne qui n'avait jamais peur de dire ce qu'elle pensait ». Le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, encore plus sincère, a évoqué avec affection « celle qui fut son mentor et son bourreau ».

Jean-Pierre Langellier

Richard Cowper

Grand écrivain britannique de science-fiction

RICHARD COWPER, qui fut l'un des plus remarquables auteurs britanniques de science-fiction des années 1970-1980, est mort à Brighton le 29 avril.

De son vrai nom John Middleton Murry, il est né dans une famille de lettrés : son père fut l'époux de Katherine Mansfield et un membre influent de l'establishment littéraire des années 1920 et 1930. Enseignant depuis 1947, professeur d'anglais entre 1952 et 1967, puis principal de collège, il a commencé par écrire des romans de littérature générale sous le pseudonyme de Colin Murry : The Golden Valley (1958), Recollections of a Ghost (1960), A Path at the Sea (1961).

Mais le jeune John Middleton Murry avait rencontré une fois, enfant, Herbert George Wells. On peut y voir une manière de clin d'œil du destin puisque en 1967, Colin Murry adopta le pseudonyme de Richard Cowper pour signer Breakthrough, un roman sur le thème des pouvoirs extrasensoriels placé sous l'égide de Keats. Suivirent une dizaine de romans et quelques recueils de nouvelles. Dans Kuldesak (1972, collection « Futurama », Presses de la Cité), Richard Cowper décrivait une civilisation humaine souterraine au moment de la remontée vers la surface d'une ter-

re dévastée par un holocauste nucléaire, tandis qu'il s'essayait à la satire avec Clone (collection « Titres S-F », Lattès). En 1974, il publiait l'une de ses œuvres maîtresses, Le Crépuscule de Briareus (collection « Présence du futur », Denoël), où il imaginait que l'explosion d'une supernova avait enseveli l'Angleterre sous les neiges et doté les nouveaux-nés de pouvoirs parapsychiques. La même année, il signait une comédie sur le thème des univers parallèles, Deux Univers (Denoël), qui détournait sur le mode burlesque quelques beaux clichés scientifiques. Il revenait ensuite sur le thème de l'holocauste nucléaire, avec Profundis (1979).

« LA TRILOGIE DE CORLAY »

Et c'est également une société post-cataclysmique (le cataclysme étant cette fois de nature climatique) qu'il décrivait dans ce qui est considéré comme son chef-d'œuvre : La Trilogie de Corlay ou Trilogie de l'oiseau blanc de la fraternité, que Stan Barets place, dans son Science-fictionnaire, pour ce qui est de sa réussite, à la hauteur d'Un cantique pour Leibowitz. Ce qui nous semble justifié et mérité : La Route de Corlay, La Moisson de Corlay, Le Testament de Corlay, auxquels il faut adjoindre Le Chant au porte de l'aurore, une nou-

velle du recueil Les Gardiens, constituent en effet l'une des œuvres les plus achevées publiées par la collection « Présence du futur ». Depuis la publication en 1982 du troisième tome de la trilogie, au titre français très prophétique, Richard Cowper n'a que très peu écrit.

Richard Cowper avait fait paraître auparavant quelques recueils de nouvelles, tous traduits en France : Les Gardiens, Le Réseau des mages, Le Facteur Tithonien. Et deux volumes autobiographiques, One hand clapping, Shadows on the grass, publiés sous la signature de Colin Middleton Murry.

Jacques Baudou

A LIRE EN LIGNE

Sur www.lemonde.fr/carnet, retrouvez le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 5 mai est publié :

● Licencements : un décret relatif aux taux des indemnités de licenciement et portant modification du code du travail.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Le Père provincial de la Compagnie de Jésus, Les Pères de la Communauté de Pau, Les familles Rozeron, Althabégoyty, Dudon-Coussirat, Cassard et Cornu, recommandent à vos prières le

Père Jean ALTHABÉGOÏTY,

décédé le 6 mai 2002, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dont cinquante-neuf ans de vie religieuse.

Ses obsèques auront lieu à Pau, en la chapelle des Jésuites, 35, rue Montpensier, le vendredi 10 mai, à 10 heures.

Corinne Marotte, Cécile, Vincent et Hugo Marotte, Philippe Cleach, Toute sa famille, ont le chagrin de faire part du décès de

Christiane BERTHET,

survenu le 4 mai 2002.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 13 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, Paris-18<sup>e</sup>, suivie de la crémation dans l'intimité, au Père-Lachaise.

« Sois sage, ô ma douleur, et tiens-toi plus tranquille. »

Philippe Cleach, 16, rue Fauvet, 75018 Paris.

Le président, Les membres du conseil d'administration, Et l'ensemble du personnel de l'Union centrale des arts décoratifs, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Antoine RIBOUD,

président de l'Union centrale des arts décoratifs de 1989 à 1994,

survenu le 5 mai 2002. (Le Monde du 7 mai.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Charles Chouraqui, son époux, Danièle Chouraqui, et sa fille Juliette, Nicole et Albert Chouraqui, Simon et Hannah, Elisabeth et André Chouraqui, Noémi, David et Sacha, Jennifer et Michel Chouraqui, Alexander et William, ses enfants et petits-enfants,

Les familles Amar, Mergui, Levy, ont le chagrin de faire part du décès de

Alice Lidicia CHOURAQUI, née AMAR,

survenu le 7 mai 2002, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à l'entrée principale, à 14 h 15.

Yvonne, son épouse, Geneviève, Bernard, Jean-Charles, François, Marie-Christine, et leurs conjoints, ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel MASSIP,

officier de la Légion d'honneur,

survenu le 4 mai 2002, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée vendredi 10 mai, à 12 heures, à la chapelle Saint-Bruno, 14, rue de l'Égalité, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

11, rue Robespierre, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Vincent Prunin, Chantal Montagne-Prunin, ont la douleur de faire part du décès, le 23 avril 2002, de leur père,

Raymond PRUNIN,

photographe, hupmaniste.

Anniversaires de décès

- Il y a six ans, le 9 mai 1996,

Renaud BERTRAND

nous quittait accidentellement, à vingt-deux ans.

Son souvenir est bien vivant, son absence douloureuse.

- Il y a vingt-cinq ans, à Montréal (Canada),

Jean SALVI GUILLEM,

psychiatre,

nous quittait.

Ses enfants souhaiteraient que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30. Permanence le samedi jusqu'à 16 heures.

CARNET DU MONDE TARIFS année 2001 - 2002 TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 22 € - 144,31 F TTC TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 F TTC

NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS FORFAIT 10 LIGNES 120 € - 787,15 F TTC

Ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC La ligne suppl. : 10 € - 65,60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 F TTC

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36 e-mail : carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Dans Le Monde Dossiers & documents de mai

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS. Le dernier état du monde. Le dernier état de la France. Les clés de l'info. Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS. Le dernier état du monde. Les Etats-Unis en lutte contre « l'axe du mal ». La guerre de l'acier.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. M. Mme Prénom : Nom : Adresse : Code postal : Localité : Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements. N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031. Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05. TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER. NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER. DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi. Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Numéro spécial examens 16 pages - 2 €

# AUJOURD'HUI

## SPORTS

Elu à la présidence de la FIFA en 1998, **SEPP BLATTER** briguera un nouveau mandat à la tête de l'organisation du football mondial, le 29 mai, à Séoul. Il devra s'expliquer sur les accusations proférées par le secré-

taire général de la FIFA, Michel Zen-Ruffinen, qui dénonce les méthodes de gestion de M. Blatter. Dans un rapport destiné au comité exécutif de la FIFA, M. Zen-Ruffinen évoque des **SOUÇONS DE CORRUP-**

**TION**. Il met en lumière un système d'emplois fictifs et de subventions déguisées. Le président de la Fédération russe de football, le président de la Confédération d'Amérique du Nord, du Centre et des Caraïbes (Conca-

caf) et un ancien président de la FIFA figureraient parmi les obligés de M. Blatter. **ONZE MEMBRES** du comité exécutif de la FIFA veulent saisir la justice suisse des accusations portées par M. Zen-Ruffinen

## Le président de la FIFA est accusé de malversations

**Football** • Soupçons de corruption, emplois fictifs, abus de compétences... Dans un rapport explosif, le secrétaire général de la Fédération internationale de football, Michel Zen-Ruffinen, dénonce les méthodes de Sepp Blatter

À TROIS SEMAINES de la Coupe du monde, un climat d'ébullition sans précédent règne à la Fédération internationale de football (FIFA). En déplacement en Corée du Nord, son président, le Suisse Sepp Blatter, devra mettre en œuvre ses plus grands talents de diplomate, dès son retour, prévu ce mercredi 8 mai, pour sortir l'organisation basée à Zurich de la crise. Alors que se profilent de nouvelles élections à la tête de la FIFA – elles auront lieu le 29 mai, à Séoul –, jamais dirigeant d'une grande institution sportive n'aura été, à ce point, la cible d'attaques personnelles. Même Juan Antonio Samaranch, aux pires moments de la crise qui secoua le Comité international olympique (CIO), il y a deux ans, n'avait pas été autant vilipendé que Sepp Blatter.

### « BLATTER ORGANISATION »

Le coup de semonce le plus redoutable a été donné, vendredi 3 mai, par le secrétaire général de la FIFA, Michel Zen-Ruffinen. Dans un rapport « strictement confidentiel » remis aux 24 membres du comité exécutif, l'ancien arbitre suisse décrit ce qu'il appelle une « Blatter organisation ». Il explique que la FIFA est « gérée aujourd'hui comme une dictature ». Long de 21 pages, le document, qui fait désormais le tour des rédactions, est un réquisitoire accablant contre Sepp Blatter. S'y mêlent accusations d'abus de compétence et soupçons de corruption ; y apparaît tout un système d'emplois fictifs et de subventions déguisées. M. Zen-Ruffinen, qui a succédé à M. Blatter lorsque celui-ci est devenu président de la FIFA, en 1998, a vidé son sac sans la moindre retenue.

Parmi les allégations qui reviennent le plus souvent dans l'enquête de M. Zen-Ruffinen figure la propension du président de la FIFA à



Le président de la Fédération internationale de football, le Suisse Joseph Blatter, est ici entouré d'un de ses plus fidèles supporters, Michel Platini (à gauche), et de l'un de ses plus farouches adversaires, le Suédois Lennart Johansson, président de l'Union européenne de football (à droite).

distribuer de l'argent autour de lui sans en référer à son administration. Fin 2000, M. Blatter a ainsi décidé d'attribuer la somme de 100 000 dollars (109 505 euros) à un membre du comité exécutif, au titre des années 1998 et 1999, alors que celui-ci n'a été élu qu'en août 2000. Non identifié dans le rapport, ce membre est le président de la Fédération russe de football, Viatcheslav Koloskov. Sans davantage de justifications, l'ancien président de la FIFA, le Brésilien Joao Havelange, aurait, lui, touché les sommes de 30 000 et 25 000 dollars (32 851 et 27 376 euros) en septembre 2001. M. Zen-Ruffinen évoque également le cas d'un « con-

seil personnel » du président, le Libanais Rahif Alameh, payé 5 000 dollars par mois (5 475 euros) depuis octobre 2001, alors qu'il « n'a rendu aucun service de conseiller à ce jour ».

### « PRIME À LA DÉNONCIATION »

Le secrétaire général de la FIFA s'interroge, en parallèle, sur plusieurs opérations douteuses, comme ces 470 000 francs suisses (323 043 euros) versés à l'Arabie saoudite en 1999 pour couvrir les pertes de la Coupe des confédérations, ou ces 160 000 francs suisses (109 972 euros) donnés à la Fédération du Liberia dans le cadre d'un « programme de soutien financier ».

L'organisation ayant le plus bénéficié des largesses de M. Blatter reste la Confédération d'Amérique du Nord, du Centre et des Caraïbes (Concacaf) et son président, Jack Warner, originaire de Trinité-et-Tobago. En 1999, la FIFA a abandonné une créance de la Concacaf de 9,474 millions de dollars (10,37 millions d'euros) « apparemment sans raison valable ».

Jack Warner s'est vu attribuer, à titre personnel, les droits télévisés de la Coupe du monde dans les Caraïbes, pour la somme symbolique de 1 dollar (1,1 euro). Et, lorsque Trinité-et-Tobago a organisé les championnats du monde des moins de 17 ans, c'est à l'agence de

voyages de M. Warner que la FIFA a fait appel pour convoier les équipes ! L'agence de la FIFA était « certainement meilleur marché », souligne M. Zen-Ruffinen. Le tournoi a vu, par ailleurs, son budget passer de 4,93 millions à 8,99 millions d'euros : la FIFA a réglé la différence.

Le brûlot de M. Zen-Ruffinen évoque également des factures d'un montant de 12 millions de francs suisses (8,25 millions d'euros), payées à McKinsey & Company, une firme de consulting dont la succursale suisse emploie le neveu de M. Blatter. M. Zen-Ruffinen se désole de la préférence donnée à ISL/Kirch

pour l'attribution des droits télévisés des Coupes du monde 2002 et 2006 sur le territoire américain contre 240 millions d'euros alors qu'une société concurrente, AIM, avait proposé 350 millions d'euros. Le secrétaire général s'inquiète de l'état des finances de la FIFA et déplore la disparition de certaines pièces comptables.

Le « clou » du rapport demeure cependant la « prime à la dénonciation » de 50 000 dollars que M. Blatter aurait récemment promise à un arbitre nigérien, Lucien Bouchardeau, en échange d'« informations » susceptibles de compromettre l'un de ses plus chers ennemis, le Somalien Farah Addo. En février, ce dernier avait confié à un journal britannique qu'il avait vu « des enveloppes changer de mains » à la veille de l'élection du président de la FIFA, en juin 1998, à Paris. Ces soupçons de corruption renvoient à ceux apparus dans le livre du journaliste anglais David Yallop, *Comment ils ont truqué la partie*, paru en 1999, que M. Blatter avait fait interdire par un tribunal helvétique.

Depuis plusieurs semaines, le président de la FIFA est soumis à une forte contestation interne dont les leaders sont le président suédois de l'Union européenne de football (UEFA), Lennart Johansson, et le Camerounais Issa Hayatou, candidat à l'élection du 29 mai. M. Blatter cherche à gagner du temps jusqu'au congrès de Séoul, où il espère être réélu. Interrogé par le journal suisse *Sonntags Zeitung* avant de partir pour Pyongyang, le Valaisan de 66 ans a déclaré que le rapport de M. Zen-Ruffinen était rempli d'« erreurs factuelles ». Onze membres du comité exécutif de la FIFA ont décidé de saisir la justice suisse des accusations portées contre Sepp Blatter.

Frédéric Potet

### Un premier mandat semé d'embûches

- **Juin 1998** : Sepp Blatter est élu à la présidence de la FIFA avec 111 voix, contre 80 au Suédois Lennart Johansson.
- **Juillet 2000** : l'Allemagne est désignée pour organiser la Coupe du monde 2006, aux dépens de l'Afrique du Sud. Les représentants africains de la FIFA reprochent à M. Blatter de ne pas avoir tenu ses promesses.
- **Mai 2001** : le tribunal de Zoug (Suisse) prononce la faillite du groupe ISL (International Sports Leisure), l'agence de marketing qui commercialise les droits télévisés. La presse allemande, accuse M. Blatter d'avoir bénéficié de pots-de-vin puisés dans un compte secret d'ISL.
- **Février 2002** : le Somalien Farah Addo confie avoir vu « des

*enveloppes changer de mains* » à la veille de l'élection de M. Blatter, en 1998.

● **Février 2002** : le Camerounais Issa Hayatou annonce sa candidature à la présidence de la FIFA.

● **Mars 2002** : KirchMedia, détenteur des droits télé des Coupes du Monde 2002 et 2006, est déclaré en faillite.

● **Avril 2002** : M. Blatter suspend les travaux de la commission d'audit de la FIFA nommée un mois plus tôt, évoquant une « rupture de la confidentialité ».

● **Mai 2002** : lors d'un comité exécutif extraordinaire, Michel Zen-Ruffinen, le secrétaire général de la FIFA, dénonce un « système Blatter ». (sources : *Le Temps*.)

## Les résumés des matches du Mondial seront proposés sur Internet

**POUR LA PREMIÈRE FOIS**, des images vidéo des matches de la Coupe du monde de football seront accessibles sur Internet, moyennant paiement, lors de la prochaine édition de la compétition, du 31 mai au 30 juin, en Japon et en Corée du Sud. La Fédération internationale de football (FIFA) et la société allemande KirchMedia, à qui avait été cédée l'exploitation des droits à l'image de l'événement, ont conclu un accord en ce sens avec le portail Internet Yahoo!, qui anime le site officiel du Mondial. Il faudra attendre la fin de chaque journée (c'est-à-dire 17 h 30, heure française), pour pouvoir consulter des résumés de 4 minutes de chacune des rencontres disputées le matin et l'après-midi même. Ces résumés seront commentés, au choix, en anglais, français, espagnol, allemand, japonais et coréen.

Le décalage horaire, peu favorable aux télévisions françaises puisque les matches auront lieu dans la journée, pourrait inciter les fans à débours

ser les 22,50 € requis pour voir les premières images des rencontres, sur la Toile, depuis leur lieu de travail... Encore faudra-t-il être équipé en haut débit pour pouvoir vraiment profiter de ces vidéos, même si la qualité fournie par des modems traditionnels s'est améliorée avec le temps. Le forfait donnera également accès à des archives, reprenant les rencontres disputées lors des journées précédentes, à des reportages et à des réactions d'après-match et à des images résumant les précédentes éditions du Mondial. Au total, 15 heures de vidéo seront proposées le temps de l'épreuve, sur le site fifaworldcup.com.

### KIRCHMEDIA A DÙ CÉDER

Cet accord exclusif entre la FIFA, KirchMedia et Yahoo!, dont le montant est demeuré confidentiel, était en cours de négociation depuis deux mois. Les embarras financiers de la filiale du groupe de Leo Kirch, magnat allemand des médias,

placée en dépôt de bilan depuis le 8 avril, l'ont apparemment contrainte à céder : pendant longtemps, KirchMedia a bloqué toute diffusion de vidéo sur Internet, pour préserver les droits de ses principaux clients, les télévisions, qui ont payé très cher la retransmission du Mondial.

En France, TF1 a acquis les droits télévisés des éditions 2002 et 2006 de l'épreuve, pour la rondelette somme de 168 millions d'euros. Même si le groupe de Patrick Le Lay n'a pas réagi officiellement à l'accord entre la FIFA et Yahoo!, on peut imaginer qu'il ait pu vouloir compléter son offre par la diffusion d'images de matches sur son site Internet, ainsi que sur celui d'Eurosport, chaîne qu'il possède à 100 %. Le jour où Internet portera ombrage à la télévision dans le domaine de la retransmission de grands événements sportifs n'est pourtant pas encore arrivé.

Antoine Jacob

## Djibril Cissé joue les avant-centres modestes à Tignes

L'attaquant auxerrois découvre la vie de l'équipe de France

### TIGNES

de notre envoyé spécial

Jour de baptême chez les Bleus. Mardi 7 mai, en fin de journée, c'est un Djibril Cissé tout timide qui fait ses premières armes médiatiques. Dans la matinée, déjà, il s'est acquitté avec un certain talent d'une sortie à raquettes sur un glacier, à 3 000 mètres d'altitude, où il a eu « le bon goût de se laisser doubler par Roger Lemerre dans la montée finale », selon Frank Lebœuf. Une fois quitté le restaurant d'altitude, où l'entraîneur de l'équipe de France a entonné une mémorable *Etoile des neiges*, c'est la conférence de presse à l'hôtel de l'équipe de France, dès 18 heures. Bien sûr, Djibril Cissé en est la star. Et Roger Lemerre, malgré un certain agacement, est bien obligé de justifier son choix. Et de régler le cas de Nicolas Anelka.

« Cissé existe, assure le sélectionneur national, très sérieux, je suis

ravi qu'il soit parmi nous. A lui d'observer, de regarder, pour bien s'intégrer. Il a ses yeux grands ouverts. Si je ne l'ai pas sélectionné plus tôt, c'est bien pour le protéger des médias. »

Oui, mais pourquoi lui et pas Nicolas Anelka ? « Djibril Cissé a bousculé la hiérarchie en peu de temps, c'est une pièce qui rentre dans un puzzle. Il peut également jouer à droite. Nicolas Anelka, lui, je ne gomme pas tout ce qu'il a fait. Et il sait bien ce que j'ai fait pour lui. Il a tout mon respect, et je souhaite qu'il revienne vite en équipe de France. C'est un grand joueur, je le reconnais comme tel... » Et Roger Lemerre de sortir sa maxime favorite à propos de l'ancien avant-centre du PSG : « Aide-toi, le ciel t'aidera. Ce que cela veut dire ? A vous de voir. Moi, je pourrais en faire une dissertation. » Un étage plus haut, Djibril Cissé, avachi dans un fauteuil, tente de com-

prendre comment marche l'équipe de France. Il ne sait même pas qu'il est d'ores et déjà convoqué pour le match France-Belgique du samedi 18 mai : « Ah bon ? Vous me l'apprenez. Vous êtes sûr ? »

### DE QUOI PERDRE LA TÊTE

Etonnant gamin de vingt ans, qui en était encore la semaine dernière à regarder le DVD de Zinedine Zidane en rêvant un jour de le rencontrer. Et le voilà intronisé nouvelle star des Bleus. De quoi perdre la tête. « Moi, je prendrai ce que l'on me donnera. Je suis content que Roger Lemerre m'ait protégé. Je suis heureux d'être dans le groupe, cela me suffit, même si je ne joue pas une minute. Tout à l'heure, Christophe Dugarry (30 ans) m'a dit qu'il pourrait être mon père. Il serait précoce, quand même. »

L'attaquant auxerrois traîne peu le soir, ne joue pas au billard avec

les autres joueurs. Dans sa chambre, il passe et repasse des DVD. En ce moment, il a jeté son dévolu sur la série « Un gars, une fille », la mini-série de France 2. Un seul problème semble le tarauder. Lui, l'excentrique, le peroxydé aux bijoux omniprésents, a bien peur d'avoir trouvé son maître dans le domaine vestimentaire. « Vincent Candela, il m'a fait mal avec son costume, c'est lourd. » Enfin, il joue les modestes. Il se dit impressionné par David Trezeguet, l'avant-centre de la Juventus Turin, qui vient de terminer meilleur buteur du championnat d'Italie. « Franchement, il y a un fossé entre lui et moi. Et, sur le plan défensif, Marcel Desailly, c'est un Monsieur. »

Avec tout ça, Djibril Cissé, au grand désespoir de sa maman, a été obligé d'annuler ses vacances, prévues à Arles, où vit sa mère. Il devrait s'en remettre. Dès mardi

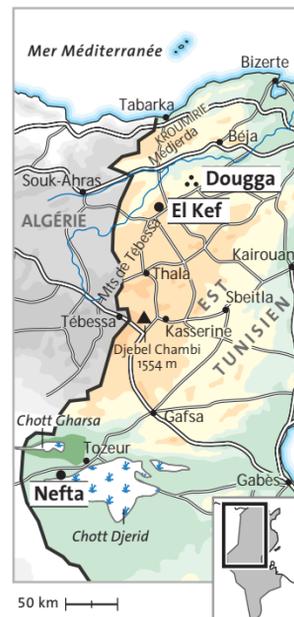
14 mai, il sera à Clairefontaine (Yvelines), au Centre technique national de football. La dernière ligne droite avant le départ pour l'Asie, prévu cinq jours plus tard. Il sera rejoint par les 13 autres joueurs convoqués par Roger Lemerre. Seuls manqueront à l'appel Zinedine Zidane et Claude Makelele, retenus par un léger contre-temps : la finale de la Ligue des champions, mercredi 15 mai, qui opposera le Real Madrid au Bayer Leverkusen, à Glasgow (Ecosse). Aucune surprise dans la liste communiquée mardi 7 mai, les 23 joueurs en partance pour Séoul sont bien connus. Même si le sélectionneur, qui a confirmé son maintien au poste de sélectionneur jusqu'en 2004, feint de douter encore. « C'est ma nature, assure Roger Lemerre. Je suis normand, donc très méfiant. »

Gérard Davet

### DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : l'Allemand Jan Ullrich, vainqueur du Tour de France 1997, a annoncé, mardi 7 mai, qu'il ne participerait pas à l'édition 2002 de la Grande Boucle. Sur le site Internet de son équipe Deutsche Telekom, il a indiqué qu'une blessure récurrente au genou droit perturbait sa préparation. « Dès que j'augmente l'intensité, les douleurs reviennent », explique-t-il. Jan Ullrich a commis un délit de fuite après un accident dans la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai. Il avait une alcoolémie comprise entre 1,4 et 1,5 gramme par litre de sang. Deuxième du Tour de France en 1996, 1998, 2000 et 2001, il avait déclaré forfait en 1999 en raison de problèmes de santé à répétition.

■ **FOOTBALL** : Jacques Santini a annoncé, mardi 7 mai, qu'il renoncera à exercer la fonction d'entraîneur de l'Olympique lyonnais, champion de France 2002. Il n'a pas souhaité « revivre moralement une saison aussi difficile que celle qui vient de se terminer ». Il devrait occuper les fonctions de directeur technique de l'OL.



Tozeur est au cœur d'une théorie d'oasis riches en potagers, à l'abri des dattiers, et où continuent de venir travailler les villageois, même quand ils ont abandonné leurs hameaux en pisé au profit de nouveaux quartiers en parpaings (ci-contre). Les vestiges romains de Dougga ont de longue date été intégrés aux paysages créés en Ifrikia par la civilisation arabo-islamique (ci-dessous). Les chênaias kroumires produisent le liège avec lequel seront bouchés les crus tunisiens (page de droite).

YANN ARTHUS-BERTRAND/ALTITUDE

## Djebels, déserts et déesses

En Tunisie occidentale, du Sahara à la Méditerranée, retrouver la voie des patrices byzantines, des cavaliers arabes et des soldats de la seconde guerre mondiale

### QUEST DE LA TUNISIE

de notre envoyé spécial

Oublier la trop facile plaine de Kairouan, la commode autoroute Sousse-Tunis, les délices capouanes d'Hammamet ou d'Hammam-Lif. Oser la route des cols et des sables, celle des guerriers et des chasseurs, en longeant, du sud au nord, la belle ténébreuse Algérie. Quitter Nefta-les-Dattiers et le grand œil turquoise de son bassin d'irrigation, aperçu une dernière fois du haut de la dune-falaise, à 6 heures du matin quand, déjà, les oiseaux se livrent à un assourdissant concert dans la canopée des palmiers.

Profiter du Sahara quand il est encore rose et frais, avant qu'il ne vire au gris poudreux. Au besoin, à Gafsa, sourdent de délassantes eaux tièdes mais, trêve de bains, nous avons rendez-vous, sous les arcades antiques de la maison du bey, avec rien de moins que Marius. Ici, un siècle avant Jésus-Christ, le consul plébien défait le prince berbère Jugurtha (il irait plus tard arracher la Provence aux Teutons). Aussi sont-ce les mânes de Marius qu'invoqua in situ en 1942 le général Welwert, accouru de Constantine avec sa division pour reprendre Gafsa aux Allemands. Au minimisée, ce sont d'autres combats, ceux des stades,

que raconte la grouillante mosaïque *Athlètes et pugilat*, bande dessinée latine avant la lettre.

Le macadam, ensuite, escalade peu à peu collines et montagnes, jusqu'à frôler les 1 500 mètres du djebel Chambi, point culminant tunisien. Dans le parc naturel courant vers les monts de Tébessa, un garde champêtre nous fait miroiter « un safari-photo mouflons-gazelles » mais, faute de patience sans doute, nous n'apercevons qu'au loin le derrière blanc d'un gazellon s'enfuyant dans un tourbillon de poussière.

Les vestiges romano-byzantins sont en revanche à discrétion. La contrée en est constellée. Durant leurs sept siècles de domination sur l'*Ifrikia*, les *Roums* ne s'intéressèrent pas qu'au littoral, marquant aussi profondément l'intérieur sec et escarpé du pays. Sur la voie Feriana-Kasserine-Sbeitla, tantôt ce sont des pressoirs à olives à demi enfouis qu'un berger indique au milieu de l'alfa, tantôt c'est la colère récente d'un oued qui a dégagé la moitié d'une déesse en marbre. Le simoun (ou le sirocco) a dû faire également des siennes, car la graine de blé de notre couscous, à Kasserine, n'est pas exempte de quelques grains de sable...

La déconvenue s'envole vite au milieu du champ de ruines de Sbeit-



BOSS WOTTEK

### Dumas père aussi

Chateaubriand, Flaubert, Maupassant, Gide, Duhamel, Montherlant, on ne compte plus les plumes françaises inspirées par la Tunisie ; on oublie généralement le voyage qu'accomplit aussi Alexandre Dumas père dans la Régence de Tunis ; on dit même parfois qu'il « inventa » cette visite aux Etats beylicaux... Un chercheur tunisien, Moncef Charfeddine démontra le contraire, il y a quelques années, en préfaçant à Tunis une réédition de la partie relative à son pays du texte de Dumas, écrit en 1846 et sorti à Paris en 1848 : *Le Véloce ou Tanger, Alger et Tunis*. Le bicentenaire de la naissance de Dumas a remis en circulation, chez les bons libraires tunisois, cet opuscule qui, sur le mode badin, compare notamment les justes française et turque, la Régence relevant alors de l'Empire ottoman. L'écrivain fut très déçu de ne pouvoir être reçu par le bey, celui-ci venant de partir pour la France louis-philipparde, ce qui fit de lui « le premier prince musulman régnant, en visite officielle dans une nation chrétienne ».



MICHELANGELO DURAZZO

la où se place l'un des épisodes dramatiques de la conquête islamique, lorsque le patrice byzantin Grégoire, sorte de vice-imperator, périt en combattant. Les chroniqueurs musulmans tiennent que sa fille « se cassa le cou en se jetant du haut du chameau qui l'emmenait en Arabie ».

Thala - fameuse depuis que Saluste la cita dans *La Guerre de Jugurtha*, et aussi depuis qu'en 1943 les soldats français y arrêterent une offensive nazie - n'est qu'un gros marché rural parfumé au suint de mouton. Les Arabes y ont construit leur médina en « digérant » sans les broyer les traces antérieures, telle cette basilique chrétienne presque bimillénaire, située en contrebas même du trottoir de la rue principale, sur lequel on savoure son thé avec vue imprenable sur l'Antiquité.

Sucré et menthé, le *chei* de Thala est assez revigorant pour permettre d'attaquer le sentier menant, en 2 h 30 de marche, sur la Table de Jugurtha, le plus spectaculaire relief tabulaire du Maghreb. Là-haut, outre la vue cavalière sur l'Est algérien et l'Ouest tunisien, on discerne sur son piton la formidable forteresse du Kef. Cet actuel chef-lieu de gouvernorat tunisien fut, sous le paganisme, voué à Astarté, déesse phénicienne à laquelle nous devons le mot *star* et qui, à l'époque de sa splendeur, présidait à la « prostitution sacrée des matrones ». Le christianisme puis l'islam mirent bon ordre à ce libertinage, et Le Kef put se distinguer dans l'histoire mahométane de l'Afrique septentrionale comme foyer militaire et bastion religieux. Remparts et coupes s'y concurrençaient joliment. Le laïcisant Bourguiba fit installer le Musée des arts populaires au siège, datant des années 1780, de la confrérie musulmane Rahmánya. On en murmure encore parfois.

A l'ouest du Kef se trouve Sakiet-Sidi-Youssef, où, en 1958, durant la guerre d'indépendance algérienne, des militaires français exercè-

rent tragiquement leur « droit de suite ». Ce modeste village était en quelque sorte prédestiné à ce qu'on le sacrifie sur l'autel de Mars puisque maints historiens y situent le sanglant assaut final de Scipion contre Hannibal qui termina le deuxième conflit punique (202 av. J.-C.), sans préjudice, entre-temps, de moindres affrontements.

Vers l'Orient, la halte est infiniment plus allègre à Dougga, massivement cité solidement accrochée par les Berbéro-Latins à un terrain

### Profiter du Sahara quand il est encore rose et frais, avant qu'il ne vire au gris poudreux

pentu. A 1 kilomètre de distance, il suffit d'un rayon de soleil dans les yeux pour se donner l'illusion que ce florissant municipio de la dynastie sévérienne vit toujours. Là, en tout cas, l'élément féminin continue de primer sur temples, forums et arcs : Fortune, Piété auguste, Concorde, Rose des vents, Junon céleste, Junon reine, Minerve, et jusqu'à la tardive Chrétienne incon nue. Eros et Psyché, également. Sans ambages, Dougga mérite au moins deux journées. On s'y perd entre ses colonnes comme dans un bois. L'amateur de haltes à l'ancienne ne s'y restaurera, y lira, y « siestera » entre oliviers et pans de mur.

La forêt proprement dite, noire, épaisse, craquante de glands tombés, bruisante de sangliers détalant en grognant, on la rencontre dans les djebels de Kroumirie, autour d'Aïn-Draham, la « source de l'argent ». Randonnées sous les couverts de chênes-lièges, moquette de fougères sèches, ruisselets d'onde pure, et même civet de marassin arrosé de saint-augustin rouge sont assurés avant la descente

**Un peu de soleil dans votre café?**

EGYPTE : 1 semaine en croisière 5 étoiles sur le Nil 439 €\* 2880 F  
MAROC : 1 semaine de circuit Villes Impériales 430 €\* 2821 F  
TURQUIE : 1 semaine en club 3 étoiles région d'Izmir 245 €\* 1607 F  
TUNISIE : 1 semaine en Hôtel-Club 3 étoiles à Djerba-Zarzis 270 €\* 1771 F

et plus d'offres encore sur [www.voyages-sncf.com](http://www.voyages-sncf.com) !

**voyages-sncf.com**

LI.092.010.002

\* prix par personne ttc, à partir de, sur base chambre double, comprenant : vols spéciaux A/R, 1/2 pension ou pension complète, transferts, assurances assistance / rapatriement (hors taxe d'aéroport, frais de visa et dossier). Sous réserve de disponibilité. Toutes conditions sur le site.



C. VAINSE

vers Tabarka et la Méditerranée. Au voyageur recru de désert, de vieilles murailles et des lacets routiers, enfin la plage, les virées sous-marines, le thon frais gardé dans l'huile d'olive !

Si on choisit, pour rentrer à Tunis, de passer par Medjez-el-Bab, il faut regarder ce bourg à l'air anodin, comme un résumé du trajet parcouru de Tozeur à Tabarka. La Membressa des Anciens ne fut-elle pas relevée au XVII<sup>e</sup> siècle par des rapatriés arabes d'Andalousie, sorte de pieds-noirs à l'envers, qui y édifièrent un pont à sept arches avec des blocs taillés par Rome et Byzance ?

C'est autour de ce point de passage sur la Medjerda, fleuve tunisien majeur, qu'au milieu de la seconde guerre mondiale, les Alliés, au prix d'une bataille furieuse, repoussèrent la Wehrmacht. Français de l'armée d'Afrique ou de la France libre et Anglo-Saxons perdirent des milliers d'hommes durant les rudes affrontements de la campagne de Tunisie, en 1942-1943, ce qu'ont oublié aujourd'hui maints guides touristiques qui signalent en revanche des faits guerriers survenus par ici il y a des centaines ou des milliers d'années...

Qui se douterait, au crépuscule, à la terrasse d'un café de la paisible Medjez-el-Bab, du récent passé épique de cette ville ?

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

## VADE-MECUM

► **ACCÈS.** Tunis-Air (tél. : 08-20-04-40-44), avec 140 vols par semaine, relie la Tunisie à 45 villes du monde entier, dont Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Nice, Bruxelles, Genève. Paris-Tunis AR à partir de 272 € ; Paris-Tozeur AR à partir de 289 €.

► **HÔTELS-RESTAURANTS.** Gafsa : Hôtel Gafsa, simple, bien tenu et pas cher ; tél. : 76-224-000 ; Le Kef : hôtel des Pins ; tél. : 78-204-300. Aïn-Draham : Le Rihana ; tél. : 78-655-697 ; dans ces deux établissements, chambres avec petit-déjeuner à partir de 80 €.

► **L'ADRESSE.** Surplombant la « corbeille » de l'oasis de Nefta, ensemble de jardins sous les palmes, le Sangha Sahara Palace est un cinq étoiles de « charme » avec chambre double à partir de 117 €, plantation petit-déjeuner compris ; tél. : 76-431-700.

► **VOYAGISTES.** Chamina Sylva propose des randonnées, avec dromadaires, dans le Sahara tunisien : une semaine à partir de 545 €, avion depuis la France non compris (tél. : 04-73-900-500 ; www.chamina-sylva.com) ;

Clio programme diverses destinations tunisiennes à prix modulés (tél. : 01-53-68-82-82 ; internet : www.clio.fr). Voyageurs dans le monde arabe est centré

sur les circuits individuels (tél. : 01-42-86-17-90 ; www.vdm.com).

► **MANIFESTATIONS.** Festival international des Oasis, à Tozeur, en novembre (tél. : 76-454-088).

► **TERROIR.** Servis et vendus en Tunisie, les vins Château Saint-Augustin, appellation d'origine contrôlée sidi-salem : imperial magnus rouge, César-Auguste blanc ou elissa rosé. La région keffoise se recommande pour la saveur de ses poires, pommes et raisins de table.

► **LECTURES.** *Rome en Afrique*, de Christophe Hugoniot (Flammarion, « Champs », 2000, 350 p.). *Chebika* (1968, Gallimard, 368 p.) et *Retour à Chebika* (Plon, « Terre humaine », 1991, 500 p.), de Jean Duvignaud. *La Tunisie antique d'Hannibal à saint Augustin*, livre-album d'Hédi Slim et Nicolas Fauqué (Mengès, 2001, 250 p.). *La Dernière Odalisque*, de Fayçal-Bey (Stock, 2001, 350 p.). *Dictionnaire de civilisation musulmane*, d'Yves Thoraval (Larousse, 2001, 350 p.), existe en dix langues. *Guide Bleu évasion Tunisie* (Hachette). *Guide Néos Michelin Tunisie* (éditions du Voyage).

► **RENSEIGNEMENTS.** Office national du tourisme tunisien, 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 01-47-42-72-67 ; courriel : www.tourismtunisia.com.

## Week-end « feria » à Nîmes

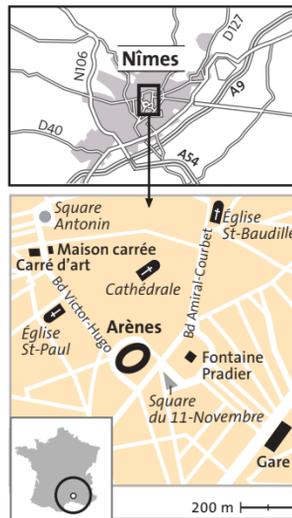
Cinq jours durant, la cité protestante perd toute pudeur pour célébrer les taureaux. Dans ses rues s'ouvre une multitude de bars improvisés

**MIEUX VAUT** jeter cartes et guides touristiques. Se rendre à Nîmes un jour de feria, c'est plonger dans une autre ville. Oubliée la cité protestante, un peu guindée, fière de son passé, de ses monuments, places et jardins. Pendant quelques jours et autant de nuits, la « Rome française » adopte une physionomie qui n'est nulle part répertoriée. Dans le centre-ville, ruelles et boulevards se couvrent de baraques à frites ou à paellas et surtout de bodegas, ces bars improvisés un peu n'importe où. Le moindre garage se transforme en estaminet.

Durant cinq jours, coule dans les veines de cette cité un mélange de sangria, de bière pression et d'apéritif anisé. Nîmes perd toute pudeur. Car c'est dans les vapeurs d'alcool qu'ici se pratique le culte du taureau. Un fait quasi religieux qui occulte toute autre activité. Des cinémas ferment leurs portes, les associations culturelles et les clubs sportifs font relâche.

La vie n'est plus rythmée que par les corridas quotidiennes. Prêtes de la cause tauromachique, simples profanes et mécréants, vieux Nîmois un peu rouspéteurs et jeunes descendus des quartiers se retrouvent autour des arènes avant de noircir les terrasses de café. Là, passent de main à main les journaux du jour. Le *Midi libre* consacre chaque jour 12 pages de son édition locale à l'événement. Les associations protectrices des animaux tentent d'attirer l'attention. Pendant ce temps, des boucheries vendent déjà de la viande estampillée de façon abusive « toro de corridas ».

En fin d'après-midi déboulent des villages voisins mais aussi d'Arles, d'Avignon ou de Montpellier des grappes humaines. Les plus prudents choisissent d'arriver en train. Ceux qui viennent de plus loin ont depuis



vitiation sont obligatoires. Tous les lobbies en distributeur, histoire de maintenir les relations.

Le seul avantage est parfois de découvrir derrière de lourdes portes, des patios, des hôtels particuliers du XVII<sup>e</sup> siècle, transformés eux aussi en lieux de fête. Combien de personnes passent dans les rues de Nîmes pendant la feria ? Difficile à dire. La mairie évoque parfois le million de personnes. A coup sûr, ils sont et seront encore cette année, date du cinquantième anniversaire de la feria de Nîmes, plusieurs centaines de milliers.

de notre correspondant Richard Benguigui

► Du 14 au 20 mai. Renseignements : office du tourisme (tél. : 04-66-58-38-00 ; courriel : info@ville-nimes.fr ou www.ville-nimes.fr).

## À TOUS PRIX

► **165 € : 2 JOURS DANS UNE FERME-ÉCOLE POUR APPRENDRE À TRAVAILLER LE BOIS.** Dans les collines des Hautes-Alpes, la ferme Face au Risou, un domaine d'une certaine d'hectares de nature sauvage et de vergers, enseigne ce savoir-faire, de la sélection de l'arbre jusqu'à la coupe à la bonne lune. Quelques jours de stage intensif suffisent pour apprendre à maîtriser les outils et les techniques. Initiation ou perfectionnement, compter 5 jours (460 €). Renseignements au 04-92-66-69-09.

► **De 265 € à 995 € POUR LA « GRISERIE DES VIRAGES À 4 KM/H » :** Belle-Ile-en-Mer, le

Queyras, l'Auvergne, les châteaux cathares, les Cévennes, Madère, le Sahara tunisien, etc. Cent formules de randonnées pédestres en France et à l'étranger, de 48 heures à une ou deux semaines : demi-pension en gîtes, chambres d'hôte ou hôtels ; transport aérien ou autre depuis le lieu de résidence ou prise en charge au point de départ de la marche ; tarifs pour familles et pour enfants. Chamina Sylva, BP 5, Naussac, 48300 Langogne. Tél. : 04-73-900-500 ou 04-66-69-00-44. Fax : 04-66-69-06-09. Internet : www.chamina-sylva.com

► **925 € : 8 JOURS AU FESTIVAL DES MUSIQUES SACRÉES DU MONDE À FÈS,** qui donne à entendre les plus belles voix des principales religions : chœurs orthodoxes bulgares, femmes tchétchènes, soufis d'Égypte, chants a cappella irlandais, gospels, fados... Ces « voies de la sagesse » bercent l'ancienne capitale impériale dont la médina est inscrite au patrimoine mondial. Ce prix comprend les vols Paris-Fès A/R sur Royal Air Maroc, les transferts, l'hébergement en hôtel 3 étoiles, les petits déjeuners et l'accès à la totalité des concerts, du 31 mai au 8 juin. Réservations : Comptoir du Maroc (tél. : 01-53-10-21-90 et maroc@comptoir.fr).

**EVA SION**  
Publicités

**directours**  
Voyager mieux. Dépenser moins.  
**ANDALOUSIE**  
Autotour 5j/4n : **555 € TTC**  
Vol régulier + 1 nuit Grenade + 1 nuit Cordoue + 2 nuits Séville + location de voiture.  
Départs quotidiens de Paris.  
De Nice, Marseille, Toulouse, Lyon, Strasbourg : + 33 €uros - Validité : 15/05 - 31/10/02.  
Réductions en juillet/août : 36 €uros.  
**www.directours.com**  
3615 Directours (0,34 €/mi) et 01.45.62.62.62  
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

**Club Aventure**  
RANDONNÉES VOYAGES  
**Voyages pour Actifs de Nature**  
90 pays, 260 itinéraires  
CATALOGUE GRATUIT AU  
**0 825 306 032**  
www.clubaventure.fr  
18 rue Séguier, 75006 Paris

**EN VACANCES AVEC NOS AMIS LES BÊTES?**  
**CUENDET** vous propose des vacances en toute liberté : plus de 900 demeures en location où vos animaux seront les bienvenus.  
Commandez les catalogues  
**ITALIE, FRANCE, ESPAGNE - PORTUGAL**  
Appel Gratuit : (0800) 907885  
909222 - 907886 - 900381  
**Cuendet & Cie spa**  
LOCATION DE MEUBLES DE CHARME  
Strada di Strove 17 - I 53035 Monteriggioni  
info@cuendet.com - www.cuendet.com

**NOMADE** De l'Aubrac à la Mongolie ...  
voici 300 randonnées\* très nature à prix très malins !  
\* rando accompagnées, rando "liberté", rando famille, rando remise en forme...  
Brochure gratuite : 01 46 33 71 71 www.nomade-aventure.com

**Vacances en Australie**  
Camping-car à partir de 13€/jour  
Tél : 0800 905079  
http://www.nqrentals.com.au

**HAUTE-SAVOIE**  
Ferme du 17<sup>me</sup> S. rénovée, village alpin historique de Samoëns.  
A louer en gestion libre Pdt haut de gamme, 10 à 14 pers, 3 ch. doubles et 2 suites. Très spacieuse ambiance montagne. SaM, salons, terr. Jard, baic. Parfait pour vacances été/hiver en famille ou en groupe. Idéal randonnée, VTT, équitation, sports d'eaux vives...  
Packages multiactivités proposés à certaines dates.  
resort@alpsweek.com  
www.samoenschalets.com  
Tél : 04.5034.42.72

**HAUTES-ALPES**  
Votre Séjour en QUEYRAS dans des Logis de France Plus haute commune 2040 m. Site classé, chalets du XVIII<sup>e</sup> Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant  
**300 jours de soleil par AN**  
**ST-VERAN** Hôtel BEAUREGARD\*\*  
☎ 04.92.45.86.86  
Site : www.hotelbeauregard.fr  
1/2 Pension à partir de 39 €  
**ARVIEUX** Hôtel\*\*\* et Résidence dans ferme Traditionnelle et mobiliers anciens Pied des pistes, Piscine, Hammam  
**La FERME de l'IZOARD\*\*\***  
A partir de 45 € en 1/2 Pers., 392 € en Résidence ☎ 04.92.46.89.00. Site : www.laferme.fr

**IRLAND**  
Des instants pour toujours...

**7 jours à 4 pour 309 Euros\*.**  
**Partez avec votre voiture en Irlande et découvrez toutes ses richesses.**  
Il y a tellement à découvrir en Irlande que le meilleur moyen de le faire est de vous y rendre avec votre propre voiture. Pour 309 euros\*, offrez-vous une croisière pour 4 personnes + 1 véhicule. Ainsi votre liberté vous guidera parmi les plus beaux sites, les activités les plus passionnantes pour des moments inoubliables... Quant aux Irlandais, ce sont eux qui viendront vers vous.  
**IRISH FERRIES** E-mail : irishferreries@bennett-voyages.fr - tél : 01 44 88 54 50

**LA SÉLECTION DE LA SEMAINE EN CALVADOS**  
**Randonnée en Pays d'Auge**  
Une promenade découverte au cœur d'une Normandie intemporelle et bucolique : le Pays d'Auge. Une approche idéale, au ralenti, d'un des visages les plus connus de la Normandie.  
à partir de **118 €** par personne  
3 jours/2 nuits  
(2 jours de randonnée pédestre)  
**RÉSERVATION**  
France Randonnée - 9 rue des Portes Mordelaises - 85000 Rennes  
Tél : 02 99 67 42 21 - Fax : 02 99 67 42 28  
E-mail : francerrandonnée@wanadoo.fr  
Réf. GW58  
**GRATUIT, sur simple demande**  
Votre guide des week-ends et mini-séjours 2002  
Tél. 02 31 27 90 30 - www.calvados-tourisme.com  
Calvados LA NORMANDIE PAR EXCELLENCE

**JURA**  
**Vacances scolaires HOME D'ENFANTS / JURA**  
Agrément jeunesse et sports.  
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme Comtoise du XVII<sup>e</sup>, grand confort, 2 ou 3 enfants par chambre (sdb et wc). Cadre pleine nature. Accueil volontairement limité à 15 enfants idéal en cas de 1<sup>ère</sup> séparation. Ambiance familiale, possibilité d'accompagnement depuis Paris en TGV. **Activités** : VTT, jeux collectifs, peinture sur bois, tennis, poney, initiation échecs et théâtre, fabrication du pain, etc...**Tél. : 03-81-38-12-51**  
www.lecret-lagneau.com

**Chaque semaine retrouvez la rubrique "EVA SION",**  
**renseig. publicité :**  
**01.42.17.39.63**

AUJOURD'HUI

Nuageux et parfois pluvieux

JEUDI 9 MAI

Levier du soleil à Paris : 6 h 19  
Coucher du soleil à Paris : 21 h 16

Une vaste zone dépressionnaire dans laquelle circulent des limites pluvieuses est située sur la France. Le matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur la moitié sud. Ces nuages parfois accompagnés de quelques gouttes gagneront au fil des heures les régions les plus septentrionales.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Le ciel se couvrira en cours de matinée. L'après-midi, des pluies faibles et éparées se produiront. Les températures seront comprises entre 14 et 19 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Au lever du jour, le soleil sera présent. Les nuages élevés envahiront progressivement le ciel. L'après-midi, quelques ondées se déclencheront. Les températures atteindront 19 à 23 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Des nuages d'altitude gagneront progressivement l'ensemble des régions. L'après-midi, quelques averses se produiront sur la Franche-Comté et la Bourgogne. Les températures seront comprises entre 22 et 24 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Sur ces régions, le temps sera maussade, avec un ciel couvert et pluvieux. Les pluies prendront parfois un caractère orageux. Ces précipitations seront parfois soutenues sur les Pyrénées occidentales. Les températures atteindront 15 à 19 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les nuages seront présents tout au long de la journée. Quelques pluies se produiront et des orages éclateront, en particulier sur le relief. Les températures seront comprises entre 18 et 22 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Les nombreux passages nuageux alterneront avec quelques apparitions du soleil. Mais le temps restera instable et des averses parfois orageuses se produiront. Les températures atteindront 17 à 21 degrés aux meilleurs moments de l'après-midi.

09 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

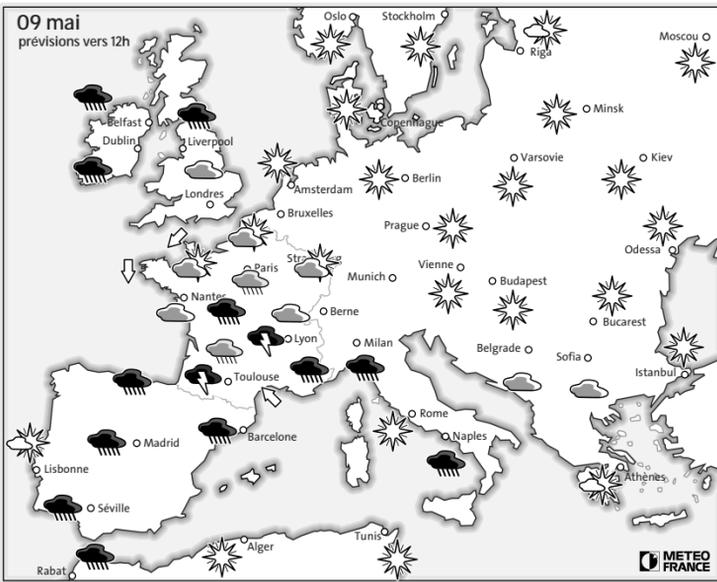
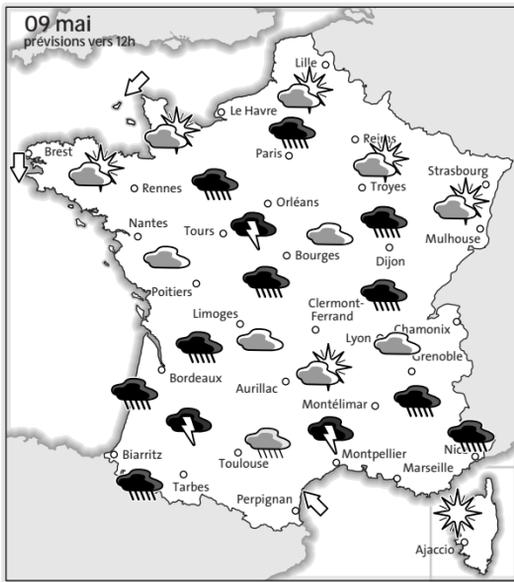
Table with 3 columns: City, Temperature (Min/Max), and Weather conditions for various French cities like Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, etc.

Table with 3 columns: City, Temperature (Min/Max), and Weather conditions for cities in the Americas like Brasilia, Buenos Aires, Caracas, etc.

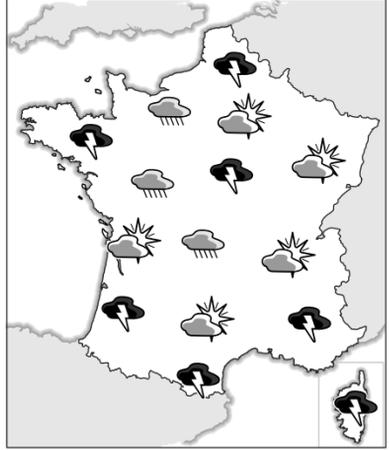
Table with 3 columns: City, Temperature (Min/Max), and Weather conditions for cities in Europe like Amsterdam, Athens, Barcelona, etc.

Table with 3 columns: City, Temperature (Min/Max), and Weather conditions for cities in Asia-Oceania like Bangkok, Beirut, Bombay, etc.

Table with 3 columns: City, Temperature (Min/Max), and Weather conditions for cities in Africa like Alger, Dakar, Kinshasa, etc.



Legend for weather symbols: Soleil, Peu nuageux, Couvert, Brèves éclaircies, Averses, Pluie, Orage, Neige, Brouillard, Vent fort.

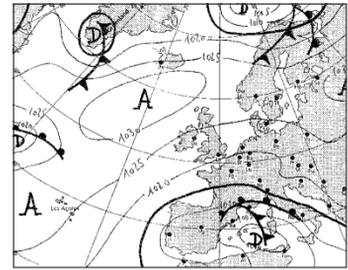


PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI

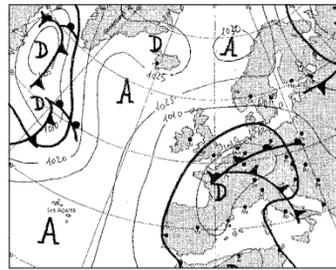
Air France advertisement featuring a clock graphic and the text 'Tous les horaires des vols sur airfrance.com'.

Le 10 mai

Les nuages seront présents sur tout le pays. Ils seront parfois accompagnés de pluies ou d'averses. Celles-ci prendront parfois un caractère orageux. Les pluies resteront assez soutenues sur les régions voisines des Pyrénées.



SITUATION LE 8 MAI À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI À 0 HEURE TU

De la difficulté de cultiver un rosier en pot sur un balcon

JARDINAGE Tous les mercredis datés jeudi, le guide des plantes

D'OÙ VIENNENT-ILS ? Ce rebord de fenêtre donne sur la cour fermée, haute et très étroite, d'un immeuble parisien, et les pucerons sont là qui grouillent sur les jeunes pousses d'un rosier en pot déjà en partie recouvert par l'oïdium ! Pas d'autre verdure à l'horizon, un horizon de toute façon difficile à scruter, puisqu'on ne voit que le ciel ! D'où viennent-ils ? C'est d'autant plus rageant que, à la campagne, d'autres rosiers qui ne reçoivent aucun insecticide sont quasi indemnes des attaques de ce petit insecte suceur ! Un jardin fouillis, mélange de plantes annuelles, vivaces, d'arbustes, de rosiers, dans lequel prédateurs et victimes s'équilibrent naturellement. Le rosier parisien reçoit donc, depuis un mois, sa pulvérisation hebdomadaire de produit de traite-

ment. Rien n'y fait. Certes, les pucerons disparaissent quelques jours, mais ils reviennent de plus belle. Quant à l'oïdium, peine perdue : il est entré en résistance. Avant d'en arriver là, on aura tout fait. Ce rosier étant nain, il est passé sous la douche dont le jet de la pomme a décollé nombre de ces petites bestioles ; puis il a été trempé dans un seau d'une eau infusée de tabac. Elle le recouvrait intégralement, et les pucerons sont morts. Après quoi, il a été mis à sécher au grand air et traité. Et le traitement a été appliqué sur et sous les feuilles, jusqu'à ce que la plante ruisselle. Avec un peu de malchance, les acariens vont s'y mettre dès qu'il va faire chaud et une fine poussière grisâtre recouvrira les feuilles ; elles se dessècheront, tomberont, les jeunes pousses avorteront ; il ne restera bientôt que des tiges qui deviendront marron, se rideront. Le rosier sera alors crevé ! Cette année, c'est décidé, il va partir illico à la campagne où il finira ses jours heureux et en pleine terre ! Faire pousser des rosiers en pot sur un balcon ou un rebord de fenêtre relève du coup de chance autant que du savoir-faire. Ils ne s'y plaisent qu'exceptionnellement, ne supportent pas d'être palissés contre un mur qui réverbère le soleil, exigent une grande quantité de terre, des pots plus profonds que larges et une terre consistante, plutôt que trop légère ou trop fibreuse, et ne pardonnent pas les arrosages fantaisistes. Ni trop, ce qui fait pourrir leurs racines longues et peu ramifiées. Ni pas assez, ce qui les fait se dessécher et se réhydrater avec peine. Que les maladies et les pucerons s'y mettent, et entretenir des rosiers en ville et en culture hors-sol devient vite prenant, voire transforme le jardinier en une sorte de maniaque désespéré. D'autant que manier un pulvérisateur et balancer dans l'atmosphère des substances dangereuses qui descendent et peuvent être aspirées par la fenêtre

ouverte d'un voisin est assez peu respectueux des autres... Il en va de même du chèvrefeuille, particulièrement de la variété halliana. Certes, le chèvrefeuille du Japon fleurit abondamment et

Les faire pousser en pot relève du coup de chance autant que du savoir-faire sent bon, délicieusement bon, mais lui aussi nécessite un grand pot, une terre consistante et des arrosages suivis. Combien sont recouverts d'oïdium et peinent à pousser, à fleurir, se dessèchent brutalement en plein été ? Comme au rosier, il faut aussi de l'air à cette plante grimpante à laquelle le confinement donne grise mine et étiole. Rosier et chèvrefeuille sont à réserver aux terrasses et aux

grands bacs, vraiment grands bacs, des étages élevés ensoleillés et ventés, exception faite de quelques rosiers vraiment indemnes de toute maladie, comme le rosier de Banks ou Albéric Barbier... et aux amoureux fous des roses prêts à consacrer temps et énergie à leurs plantations « aériennes ». Il vaut mieux leur préférer des plantes plus robustes et acceptant de pousser en pot. Le jasmin blanc, par exemple, jamais malade et délicieusement parfumé, qui fleurit abondamment presque tout l'été et réagit très bien aux engrais liquides. Le faux jasmin aussi : le Trachelospermum jasminoides a des feuilles qui ressemblent à celles du Ficus benjamina, il pousse vite et sent divinement bon lui aussi. Il aime bien s'épanouir en pot et fait merveille sur un balcon ou une terrasse... si l'on n'oublie pas de l'arroser. La passiflore bleue peut aussi être un excellent choix. Elle peut atteindre rapidement un grand développement, n'est jamais mala-

de, est persistante, se taille comme l'on veut. Des arbustes comme l'abutilon peuvent remplacer les rosiers. Il pousse très vite s'il est bien arrosé, ignore la maladie et les pucerons, fleurit sans discontinuer de juin aux gelées et réagit lui aussi très bien à l'engrais liquide, qui lui fait atteindre une belle taille en pot, tout comme le laurier rose, qui exige beaucoup d'eau l'été, est gourmand, mais craint quand même beaucoup les cochenilles qui l'envahissent ou pas. En pot, c'est cependant beaucoup plus rare que sur les agrumes et surtout plus facile à combattre, car la plante est plus robuste. Les cochenilles surgissent, elles aussi, d'on ne sait où et envahissent les plantes qui leur plaisent. On pourrait suspecter qu'elles sont à l'état de larves quand on achète la plante, mais quand elles apparaissent soudainement au bout de deux ou trois ans, on se gratte la tête et l'on pousse un cri...

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 110

12x12 crossword puzzle grid with letters placed in some cells.

HORIZONTALEMENT I. Arrache tout au passage, sur les planches ou dans les champs. - II. Les petits sont pleins d'attentions. Sorties obligatoires. - III. Sorti du cerveau. Met dans l'opposition. Sur la liste. - IV. Attache les uns aux autres. Exclamation enfantine. - V. Vole chez les Anglais. Quart de tour. Prend la pose sur le tapis. - VI. Profitable. Affaires de familles. -

VII. Le feu au corps. Travaillera au fond. - VIII. Convient. Désert rocheux. - IX. Mesure au pied de la Muraille. Léger et pas désagréable. Négation. - X. Qui risquent de disparaître. VERTICALEMENT 1. Attention les yeux quand elle s'échappe. - 2. Faux départ. Romains. - 3. Bien placés dans l'échelle du vice. - 4. Fils

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

d'Aphrodite, beau-fils de Priam. Particule - 5. Habitudes d'hier. Démonstratif. Tenu au secret. - 6. Victimes de la croissance. - 7. Bande. Pris en bloc. - 8. Rapport gros, surtout à Bercy. Au bout du museau. - 9. Dames vengeresses. Préposition. - 10. A notre portée. Se lancer dans l'aventure. - 11. Privé quand le maître est absent. Le premier fut le Bon. - 12. Départs pour un nouveau départ. Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 109

HORIZONTALEMENT I. Hypertension. - II. Osa. Erse. Mue. - III. Rotules. Apis. - IV. Ipé. Aveugles. - V. Zélateur. - VI. Oti-te. Léonin. - VII. Norme. Ut. - VIII. To. Usèrent. - IX. Aboies. Eue. - X. Licencieuses. VERTICALEMENT 1. Horizontal. - 2. Ysopet. Obi. - 3. Patelin. Oc. - 4. Atonie. - 5. Relater. En. - 6. Trêve. Musc. - 7. Esseulés. - 8. Né. Ure. Ere. - 9. Ag. Our. - 10. Implantées. - 11. Ouïe. Nue. - 12. Ness. Notes.

BRIDGE N° 1994

UN DUEL SERRÉ Guy Dupont avait présenté ce joli duel à un contrat de 3 Carreaux, entre Duguet (Est) et Lebel (Sud), et il l'avait d'ailleurs intitulé « Le Passage... Duguet ». Au début cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre en Sud. AR7, 84, A4, RV9763, 54, V6, 9762, AD842, DV10983, AD92, D5, 10, 62, R10753, RV1083, 5.

SOLUTION DU N° 02 - 109

Ann. N. don. Tous vuln. Ouest Nord Est Sud - 1 SA 2♣ 2♣ 2♣ - passe passe 2♠ passe - passe 3♣ passe 3♣...

d'Est et surcoupé du Roi. Sud a rejoué le 3 de Cœur (pour ouvrir la coupe), Ouest a mis le Valet, mais Est l'a pris de la Dame pour contre-attaquer atout. Comment Lebel a-t-il gagné TROIS CARREAUX contre toute défense ? Réponse Lebel a pris avec le 10 de Carreau, puis il a coupé un Cœur avec l'As de Carreau (qui était maintenant sec). Ensuite, il a coupé un Trèfle avec le 3 de Carreau, et il a rejoué Cœur :

UN TOP À CANNES

Voici un joli coup de Léon Tintner dans un tournoi à Cannes. Essayez d'être aussi rapide que lui en cachant, au début, les mains d'Est-Ouest en vous mettant à sa place, en Sud.

Bridge hand diagram showing cards in each suit for players V, A, R, D, S and their respective hands.

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud X... M. Serf Y... Tintner - passe passe 1♥ 2♣ passe passe contre surc. 2♥ contre passe...

# CULTURE

## EXPOSITION

L'ancien couvent des Cordeliers de Châteauroux accueille jusqu'au 15 juin des œuvres peu connues, de 1961 à 1964, de cet artiste pop dont la trajectoire a croisé celles d'Andy Warhol, de Martial Raysse et de Roy Lichtenstein

# Alain Jacquet, un pionnier sur la case départ

À PARTIR de 1960, à 21 ans, Alain Jacquet se jette dans une réflexion sur les images, leur manipulation, leur destin. Sa trajectoire croise bientôt celle de quelques New-Yorkais, Andy Warhol ou Roy Lichtenstein. A Châteauroux, une exposition révèle les œuvres de cette période et restitue à l'artiste sa figure de pionnier.

**Comment l'histoire a-t-elle commencé ?**

Vers 15 ans, je voulais être acteur au théâtre. Ma famille s'y est absolument opposée. Je me suis retrouvé à Londres, à préparer mon bac philo. J'ai commencé à m'intéresser à la peinture du moment, c'est-à-dire à l'expressionnisme abstrait américain. Je connaissais ce mouvement parce que mon père avait rapporté à la maison un livre que lui avait donné le consul des Etats-Unis à Lyon, un livre sur l'art américain : ce fut mon premier livre d'art, celui à travers lequel j'ai appris la peinture. Et donc, mes premiers tableaux, en 1959 et 1960, étaient vaguement de l'expressionnisme abstrait.

Ensuite, après le bac, j'ai passé deux ans aux Beaux-Arts, dans les classes d'architecture – parce que je pensais que celles de peinture ne pourraient rien m'apprendre. Simultanément, je me suis mis à fréquenter le milieu des Américains de Paris, le poète John Ashbery, l'écrivain Harry Mathews, dont Niki de Saint-Phalle avait été l'épouse avant de rencontrer Tinguely. Dès ce moment, la question était très claire dans mon esprit : que faire pour sortir de l'expressionnisme abstrait ?

Comment trouver une autre expression artistique ?

**De là les Jeux de Jacquet...**

Les *Jeux de Jacquet*, les *Cylindres*, les *Camouflages Image d'Epinal*. En définitive, la meilleure façon de s'extraire de l'abstraction dominante, c'était d'introduire une certaine figuration qui remette les choses en place. Qui en finisse avec l'art pour l'art. Dans les *Camouflages Image d'Epinal*, par exemple, il y avait des sous-entendus politiques contemporains : de Gaulle, la guerre d'Algérie, les gloires militaires. Puis, à partir de 1962, sont venues les premières reprises des œuvres classiques, avec Michel-Ange. Puis la suite des *Camouflages*.

**Aussi simplement que cela ?**

Très simplement. Pour moi, il était évident que j'avais à suivre cette voie, et pas une autre. Qui plus est, je n'étais pas seul. Il y avait eu l'exposition de Peter Saul à la galerie Breauteau, où j'ai moi-même montré mes *Cylindres* en 1961. Il y avait les Américains de Paris, Niki, Tinguely, Fontana, qui était venu voir mon exposition. Et je commençais à savoir qu'ailleurs il y avait des gens qui pensaient la même chose que moi, à Londres, à New York.

**Et, à Paris, les nouveaux réalistes.**

Non. C'est différent. Les nouveaux réalistes, c'était essentiellement la récupération, les poubelles, les débris, une esthétique encore très années 1950. Sauf Martial Raysse, évidemment, qui était le seul avec lequel je me sentais en sympa-

thie. Mais, pour le reste, non : je n'étais pas du tout dans l'esprit du nouveau réalisme.

**Plutôt dans celui du pop art ?**

Le pop proprement dit a commencé à se structurer entre 1962 et 1963, par réaction contre les années 1950 : c'est un moment d'une grande animation à Londres et à New York, évidemment. J'ai donc exposé à la galerie Fraser, à Londres, en 1963, et Iolas, à New York, en 1964.

*« En 1965, un consensus s'est établi entre artistes, galeristes et collectionneurs pour constituer un art américain, cette histoire a duré quinze ans »*

**Avec succès ?**

Ah oui... Beaucoup d'œuvres ont été vendues à ce moment-là – ce qui explique d'ailleurs que certains *Camouflages* n'aient jamais été vus en France avant l'exposition actuelle. En 1964, aux Etats-Unis, la situation était encore ouverte.

Être un artiste français n'était pas un handicap, alors que, dès l'année

suivante, ça s'est bloqué. Un consensus s'est établi entre artistes, galeristes et collectionneurs pour constituer un art américain – cette histoire a duré quinze ans. La scène américaine s'est développée économiquement grâce à un énorme afflux d'argent venu des collectionneurs. Cet afflux a permis aux artistes de s'exprimer avec beaucoup plus de facilité.

**... Que les Français ?**

Que les Français et que les Anglais, qui se sont trouvés dans la même situation. Au cours d'un colloque, le peintre américain Mel Ramos m'a dit : « Il se peut que ce que nous avons fait, vous, les Européens, vous l'avez fait avant nous, mais, nous, nous l'avons fait en mieux. » Ils ne l'ont pas fait en mieux, mais en plus grand, avec d'autres moyens maté-

riels. Résultat : les très rares collectionneurs français qui existaient ont acheté des artistes américains, parce que le retour sur investissement était infiniment plus grand et plus sûr qu'avec des Français. De toute façon, les gens d'ici n'avaient à peu près aucun intérêt pour ce qui se faisait ici. Et, quarante ans plus tard, quand je vois comment l'art est traité en France par les musées et les collectionneurs privés, je ne reconnais aucune évolution particulière ni aucune raison d'être optimiste.

**Dans ces années 1964, 1965, vous vous installez donc à New York, et vos relations avec les pops sont étroites...**

C'était une sorte de va-et-vient constant sur la scène artistique, des interférences d'un atelier à l'autre, avec Roy Lichtenstein, avec Andy Warhol. Il ne faut pas les imaginer alors comme les stars qu'ils sont devenus. Les stars, c'était De Kooning, Johns, Rauschenberg. Entre Lichtenstein et moi, c'était un jeu très rapide de répliques. Quand je me suis aperçu qu'il s'était emparé d'un Picasso pour le transformer, je me suis approprié son œuvre pour en faire un camouflage : un camouflage d'un Picasso qui était un Lichtenstein... Quand la trame des points à la manière typographique est apparue dans mon travail, c'était, en 1963, dans mon *Camouflage Hot Dog Lichtenstein*. Et ainsi de suite... Nous ne nous sommes écartés davantage l'un de l'autre qu'en 1964, à partir de mon *Déjeuner sur l'herbe*. A ce moment-là, le pop américain était constitué, c'était une imagerie de la société américaine, alors que je cherchais déjà autre chose, une dialectique entre abstrait et figuratif à travers l'agrandissement des images.

**L'exposition s'achève sur de telles œuvres, qui ont en effet l'air d'abstractions.**

Oui. C'est ce circuit que j'ai voulu montrer, avec à la fin un retour au point de départ. Mais un retour au point de départ tout en étant allé en chemin un peu plus loin que d'habitude dans la question de la reconnaissance du réel, ou de son absence.

Propos recueillis par Philippe Dagen



Alain Jacquet : « Camouflage Botticelli, Naissance de Vénus II », 1963-1964. (Huile sur toile, 230 x 140 cm). Musée d'art moderne de Fort Worth, Texas.

## Le désordre délicieux des images

CHATEAUROUX

de notre envoyé spécial

D'abord, une impression de couleurs, de couleurs très intenses et très légères à la fois. Des cylindres tachetés et enrubannés de rouge, de jaune, de vert. De grandes toiles carrées tatouées de triangles rouges et bleus qui zigzaguent sur un fond vert, d'un vert de tapis de jeu.

Elles s'appellent *Jeux de Jacquet*, calembour intraduisible sur le nom de l'auteur, Alain Jacquet. A proximité, d'autres toiles, carrées encore, parcourues d'entrelacs et de rayures. Elles s'appellent *Camouflage*, *Image d'Epinal*, *Bataille des pyramides* ou *Apothéose de Napoléon*. Toutes datent de 1961 et 1962. Elles appartiennent à l'artiste et à des collectionneurs – souvent suisses. Jusqu'à aujourd'hui, elles étaient restées à peu près inconnues. Leur révélation impose immédiatement quelques évidences, à commencer par celles-ci : il faudrait réécrire l'histoire de cette période en France, en leur faisant place et en ne limitant plus le récit au nouveau réalisme, et celle de l'art international, en situant Jacquet par rapport au pop américain et britannique.

**DISPARITION DU MOTIF FIGURÉ**

Jusqu'à présent, son œuvre la plus emblématique, cent fois reproduite, était son traitement du *Déjeuner sur l'herbe* de Manet par la photo, la sérigraphie et l'ironie, en 1964. Elle est dans l'exposition, sur la fin, accompagnée d'autres sérigraphies qui poussent l'image jusqu'à la disparition du motif figuré.



Alain Jacquet : « Mur de Cylindres », 1961 (détail).

Mais, au lieu d'apparaître comme une provocation inaugurale, elle apparaît désormais comme un développement logique dans le

cours d'une réflexion sur l'image commencée en 1961.

A cette date, l'expressionnisme abstrait dure depuis plus de quinze ans. Il est devenu un style international, avec ses maîtres, morts ou vivants, et ses foules d'épigones. Il ne faut pas longtemps à Jacquet

té, tout se superpose, se mêle, s'hybride, se déforme. Le même processus s'accomplit à Paris, à Londres, à New York. Jacquet adopte donc une attitude comparable à celle d'Andy Warhol ou de Peter Blake : ils mettent en scène l'accumulation et la confusion des références visuelles.

### Une manifestation délocalisée

L'ancien couvent des Cordeliers de Châteauroux est un fort beau lieu d'exposition, avec sa longue nef à haute charpente et ses salles plus petites, favorables aux œuvres de format réduit. La ville de Châteauroux, qui fut l'une des plus américaines de France au temps où elle accueillait une base de l'OTAN et où Albert Aylor jouait à Orléans, ne pouvait que convenir à un artiste qui vit à New York. Il n'empêche : comment ne pas se demander pourquoi une telle manifestation ne bénéficie de l'hospitalité d'aucun des lieux parisiens ? Le Centre Pompidou aurait pu convenir et, mieux encore peut-être, le Jeu de paume. Venant après « Les Années pop » à Beaubourg en 2001, cette exposition aurait été un excellent exemple d'approfondissement de la question. Elle aurait de surcroît rencontré l'actualité, tant est fort aujourd'hui, chez les jeunes artistes, le désir de travailler à partir de l'imagerie urbaine, des magazines et des affiches. Reste, pour se consoler de cette occasion manquée, le très bon livre de Guy Scarpetta, qui est bien plus qu'un simple catalogue.

pour s'en apercevoir et comprendre que cette peinture héroïque n'est plus en accord avec la société qui se développe, celle de la standardisation répétitive, de la consommation pléthorique, de la communication permanente. Les *Jeux de Jacquet*, faussement gestuels, traitent cette esthétique vieillissante par l'ironie : manière de faire place nette. Ce préalable réglé, il est temps de s'attacher au sujet essentiel, l'invasion des regards et des mémoires par les stéréotypes de la publicité, les signalétiques urbaines, les images reproduites à l'infini.

Sur les toiles comme dans la réali-

Warhol se sert pour cela des *comics* : Superman, Popeye, Mickey. Jacquet commence par les images d'Epinal, ces bandes dessinées d'autrefois, retravaillées et agrandies en compositions plates et colorées comme des affiches. Convergence aveugle : en 1962, Jacquet et Warhol ne se sont pas encore rencontrés.

La liaison entre le Français et le pop new-yorkais s'établit l'année suivante, alors que Jacquet s'est jeté dans la série des *Camouflages*. La méthode est stricte : une image connue est repeinte à la manière d'une toile camouflée militaire, c'est-à-dire décomposée en fila-

ments et taches sinueses qui rendent les formes initiales presque illisibles. Sont traités de la sorte Botticelli, Uccello, Michel-Ange, Bronzino, Chirico, Matisse, Picasso et Mondrian. Un *Attention voie ferrée* surgit sur une abstraction de ce dernier, un *Attention troupeaux* sur un moulage de la *Leda* de Michel-Ange. En signe de complicité, Jacquet opère de même avec les premiers Lichtenstein et, plus cruellement, avec les *Flags* de Johns, sur lesquels il trace le chien au phonographe de la firme La Voix de son maître.

En mars 1964, il expose à New York, chez Iolas, qui, dans ces années, est aussi le galeriste de Martial Raysse. Or on ne cesse de penser à la formidable série *Made in Japan* de Raysse, à ses Ingres détournés, à son ton de raillerie et de burlesque : autre convergence, qui définit l'esprit de l'époque. Depuis lors, les *Camouflages* n'avaient plus été exposés ensemble. Leur réunion, organisée par Guy Scarpetta, est parfaitement probante. Et définitivement, peut-on espérer.

Ph. D.

ALAIN JACQUET, CAMOUFLAGES (1961-1964), Les Cordeliers, 4, rue Alain-Fournier, Châteauroux (Indre). Tél. : 02-54-08-34-54. Du mardi au dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juin. L'exposition s'accompagne d'un ouvrage très complet et informé de Guy Scarpetta (Editions Cercle d'art, 160 p., 43 €).

**FESTIVAL** • Le premier jour du Kunsten festival des arts, qui présente un aperçu des nouveautés dans le domaine du théâtre, de la danse ou des arts plastiques, a été marqué par l'interprétation du classique d'Euripide par la compagnie ZT Hollandia

# Folies bachiques et jeunes ménades dans la nuit de Bruxelles

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Chaque année désormais, pendant trois semaines, au printemps, Bruxelles voit s'inscrire quelques nouveautés marquantes en théâtre, danse, musique, arts plastiques, à l'enseigne du Kunsten festival des arts. En une trentaine de spectacles et d'expositions, le Kunsten fait passer sur la capitale belge un grand souffle international (Afrique du Sud, Argentine, Canada, Chine, Colombie, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Liban, Pays-Bas), tout en activant la circulation des cultures entre les deux communautés du royaume. Sur la douzaine de créations mondiales (et cinq premières de film), nombre poursuivront leur parcours au Festival d'automne ou à La Villette, à Paris, aux Festwochen viennoises ou au Théâtre Hebbel, à Berlin.

Wang Jianwei (Chine) a déjà inscrit l'ouverture du festival, le 3 mai, dans la série d'expositions installées dans les combles d'un bâtiment industriel perché sur les rives du canal de Charleroi. L'artiste pékinois choisit de montrer en parallèle l'icône de la Révolution culturelle, l'héroïne à natte unique du *Détachement féminin rouge*, film-opéra-ballet projeté sur grand écran, et la directrice du festival, Frie Leysen, vidéographiée en train de fouler le tapis

rouge inaugural. Un coq-à-l'âne de trente-deux années sépare les pointes martiales des partisans maoïstes de la lente procession de chaussures au grand soir du vernissage.

Dans le même espace, Rodrigo Garcia (Espagne) a installé ses *Verres d'eau pour dormir*. La scénographie de l'auteur-metteur en scène d'*After Sun* vire à l'installation. Dix-huit tables de chevet sont vissées au mur, pieds en l'air, lampes allumées sous les abat-jour, au-dessus de livres ouverts sur des lectures, suspendues elles aussi. Vincent Fortemps (Belgique) expose de beaux grattages charbonneux inspirés de *L'Homme sans qualité*, préparés pour le *Chantier-Musil* de François Verret (annulé à la suite de l'accident de l'interprète principal). L'éclairage image après image par une lumière tremblante fait naître des fictions impalpables, laissées à l'imagination de chacun.

**UN « SURPRISEUR » LIBANAIS**

Le Palais des beaux-arts, lui, invite à un retour aux réalités passées. Créée en 1997, la Fondation arabe pour l'image collecte et sauvegarde le patrimoine photographique du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Le Kunsten a prélevé dans sa mémoire quelques centaines d'identités exposées en bloc serré. Images graves, forte-



Dionysos (*Fedja van Huêt*), les « yeux étincelants de désir », devant *Penthée*, le petit roi apeuré (*Aus Greidanus jr.*), dans « *Les Bacchantes* » d'Euripide, par le ZT Hollandia.

ment définies, de personnes sur leur trente et un, dont le regard, droit, atteste de l'honorabilité.

Une autre salle expose les instantanés tirés de la rue par un « surpriseur » libanais. Son ingéniosité consiste à capturer l'instant où il est surpris par les passants, de préférence en couple ou en groupe. Que le regard de l'une des personnes au moins s'ajuste à

l'objectif, et le contrat entre photographe et photographié est scellé. Plus loin, un mur réunit une trentaine de figures, essentiellement masculines, dans une posture identique, supposée avantageuse, pour dire la détente à la plage. A demi-allongé, appuyé sur le coude, chacun paraît maintenu en équilibre par l'imminence du déclin.

Curieusement, c'est dans cette même pose, particulièrement inconfortable, que Dionysos s'éveille à la société des hommes dans *Les Bacchantes*, d'Euripide, vues par la troupe du ZT Hollandia. Le dieu conquérant, porteur de l'idéologie nouvelle, assuré de son pouvoir, sinon de sa séduction, se déplace en crabe sur un coin de fesse, en soufflant des naseaux. Il entre dans une peau humaine, via l'animal, se met debout sur ses pattes arquées, comme un taurillon. Roulements d'yeux fous, bave et ruées dans le vide d'un acteur impressionnant, Fedja van Huêt, pilier du Hollandia depuis plusieurs années.

Au double regard du Hollandia, porté par les metteurs en scène Paul Koek et Johan Simons, s'adjoint l'oreille du compositeur et chef d'orchestre syrien Nouri Iskandar, avec le Chœur et ensemble de Syrie. Les Néerlandais ont eu la belle intuition d'un mariage tout méditerranéen entre la Grèce antique et les chants orthodoxes, où l'action se mêle à son récit chanté, dans l'atmosphère de nuits douces, parfois troublées par les nuées lancées par des dieux irrités. L'assemblée engage la tragédie sur les voies de l'opéra, unissant les répliques (néerlandais) et les chants (arabe).

La lenteur inexorable du chœur, ses déplacements, délimités selon des axes géométriques précis donnent plus d'allant encore à la folie bachique, aux spasmes de jeunes ménades qui, répondant à l'appel du dieu nouveau, traversent les rangs des choristes en arborant les symptômes hystériques de rigueur, langues tirées et pâmions cuisses ouvertes. Portées par une mise en scène toute de souplesse, ces *Bacchantes* ont marqué la première journée du Kunsten festival des arts. Le ZT Hollandia n'est guère connu en France. C'est le moment de le découvrir.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

J.-L. P.

CONCERT

## Maxim Vengerov malmène Mozart dans le char de Ben-Hur

MAXIM VENGEROV a célébré au Châtelet les noces du ridicule et de la vulgarité. Egalement conviés, Dame Suffisance et Maître Flagornerie. Depuis 2000, le célèbre et théoriquement génial violoniste russe a cédé aux sirènes de la direction d'orchestre lors d'une tournée avec l'English Chamber Orchestra, son complice de ce soir. A vingt-sept ans, le voilà donc jouant tour à tour de la baguette, de l'alto, du violon (le fameux stradivarius « Kreutzer » qu'il vient d'acquérir grâce à M<sup>me</sup> Yoko Nagae Ceschina), voire du violon baroque, et surtout du nombril.

L'archet matamore et le sourire ravageur, il dirige avec la vérocité d'un acteur besogneux, souligne une entrée qui se serait faite de toute façon, lance un œil impérieux au hautbois qui ne l'a pas attendu pour jouer la longue partie mélodique que la jeunesse de Mozart lui assigne dans le *Concertone pour deux violons* de 1773. Difficile de ne pas rire, avant de s'agacer puissamment, à ces voltes étudiées, de dos, de face, ces moulinets façon décollage d'albatros, ces cambures de toréador, ces piétinements de qui se met en place pour le quadrille. A ses côtés, la fraîche Stéphanie Gouley, plus jeune leader jamais plébiscité par l'English Chamber Orchestra, prouve qu'elle ne manque ni d'étoffe ni de talent. Ce que viendra corroborer avec brio une *Sérénade pour cordes* de Tchaïkovski à la fois puissante et sensuelle.

SYMPHONIE SPORTIVE

Mais le clou sera l'assassinat en direct de la *Symphonie concertante* de Mozart. Maxim Vengerov s'y est octroyé la partie d'alto. La course de char peut commencer. Gros plan sur Ben-Hur. Tous les coups sont permis. Sciage d'essieu avant la course, queue de poisson dans les virages, cravachage au visage. A force d'en appeler au spectacle, une corde de *la* a choisi de rompre. Déjà Maxim « Maximus » a sauté de son engin, plongé vers l'altiste le plus proche. Le voilà qui lui arrache son instrument, avant de se remettre en selle... jusqu'à la cadence. Courte interruption des programmes, le temps de changer la pièce défectueuse.

C'en sera trop pour le violoniste Philippe Mesin, qui avait jusqu'alors bien tenu le coup. A partir de l'andantino, il a perdu le sens des réalités. Il faut dire que ce factieux Vengerov s'amuse à donner un tempo à l'orchestre pour en prendre un autre aussitôt qu'il joue. Tous les coups sont permis. Comment résister d'ailleurs à un tel festival d'effets : rubatos et portamentos en tous genres et jusqu'à la cadence la plus chochette qu'on n'ait jamais entendue dans cette oeuvre ? Le dernier mouvement marquera la victoire inéluctable de l'alto sur le violon. *Requiescat in pace!*

Restait le *Concerto* de Mendelssohn. Pas le *mi* mineur, le *ré* mineur, celui d'un compositeur de 13 ans, inédit jusqu'à un milieu du XX<sup>e</sup> siècle et révélé en 1952 par Yehudi Menuhin. Un mixte entre Mozart et Weber. Brillant, virtuose. Vengerov y allumera tous ses feux, forçant le trait - mais aussi l'admiration -, amplifiant le triste sentiment d'un gâchis rétrospectif. A quelques centaines de mètres de là, ce même soir, au Théâtre des Champs-Élysées, son compatriote Vadim Repin joue le *Concerto* de Brahms. Il aurait suffi de suivre la Seine...

Marie-Aude Roux

*Concertone pour deux violons en ut majeur* KV 196 et *Symphonie concertante pour violon et alto en mi bémol majeur* KV 364 de Mozart, *Sérénade pour cordes en ut majeur* de Tchaïkovski, *Concerto pour violon en ré mineur* de Mendelssohn.

Avec l'English Chamber Orchestra et son « leader » Stéphanie Gouley, Philippe Mesin (violon) et Maxim Vengerov (violon, alto et direction). Théâtre du Châtelet, le 6 mai.

## Trente manifestations

- **Théâtre** : *Confessions*, de William Kentridge (14 au 17 mai) ; *Boumkœur & Cuisine et dépendances* par Dito Dito (7 au 12 et 20 au 25) ; *Instructions for Forgetting* ; *First Night* et *And on The Thousandth Night*, par Forced Entertainment (15 au 25) ; *Meg Stuart* (22 au 25) ; *After Sun*, de Rodrigo Garcia (14 au 22) ; *Ricardo III*, par le Mapa Teatro (17 au 20) ; *Three Posters*, de Rabih Mroué et Elias Khoury (14 au 19) ; *Recent experiences*, par Nadia Ross et Jacob Wren (22 au 25) ; *Iliade*, par le Teatro Clandestino (jusqu'au 11) ; *Daniil Harms*, par le Théâtre des 2 Eaux (15 au 25) ; *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*, par Armel Roussel (jusqu'au 12).
- **Danse** : *Document 3*, par la Compagnie de Brune (11 au 15) ; *Rimas to Orfano*, par Emilio Greco (22 au 25) ; *The Sea & Poison*, par Goat Island (16 au 21).
- **Films** : *Tu ne verras pas Verapaz*, de An van Dienderen ; *Nous/Autres*, de Giovanni Coni et Nedjma Hadj ; *Heureux séjour*, de Marta Bergman ; *Land of Confusion*, de Paola Stevenne ; *Carnet de notes à deux voix*, de Rajae Essefiani et Frédéric Fichet (11 au 13).
- **Kunsten festival des arts**, La Bellone, 46, rue de Landre, Bruxelles. Tél.: 32 (0)70-222-199. www.kunstenfestivaldesarts.be Jusqu'au 25 mai.

Frie Leysen, directrice du Kunsten Festival des arts

## « J'aime aller détecter des artistes là où les gens disent qu'il n'y a rien »

Comment produisez-vous les spectacles programmés ?

Ce n'est pas la production qui m'intéresse, mais les personnes qui sont derrière. Quand une production me touche, j'ai envie de faire un bout de chemin avec son auteur, afin de comprendre sa démarche, sa vision sociale ou politique, le contexte dans lequel il travaille. A partir du moment où j'ai l'impression de comprendre un peu qui il est, alors nous commençons à parler de collaboration.

**Vous avez des fidèles.**

Si je dis que je travaille avec une personnalité, il est évident qu'elle va revenir, parce qu'on ne la découvre pas à travers une seule production. En ne la présentant qu'une fois, ce serait comme si on disait un mot et pas la phrase. Et le public doit entendre la phrase de la personne en question. Je pense à notre fidélité envers William Kentridge, François Verret, Dito Dito. En même temps j'ai le souci de ne pas faire un festival avec les mêmes artistes. Le Hollandia par exemple n'était pas venu depuis six ans.

**Faites-vous des commandes ?**

Non, jamais. Je trouve qu'un artiste sait très bien ce qu'il veut raconter et comment le faire.

Comment jouez-vous des équilibres entre les genres ?

Si on invite des metteurs en scène ou des chorégraphes qui sont également plasticiens, on les présente aussi comme plasticiens. Là encore, pour que le public puisse rencontrer leur personnalité sous des facettes différentes. Les équilibres varient toujours. Une seule édition du festival ne peut pas raconter ce que nous faisons. Il faut en voir deux ou trois pour jauger les équilibres. Nous détectons ce qui se passe, nous ne dirigeons pas.

**Comment détectez-vous ?**

Récemment, j'étais en Indonésie, parce qu'on me disait l'Indonésie, il ne faut pas y aller, il n'y a que de la danse classique. Je me disais ce n'est pas possible, il y a deux cents millions d'habitants, on ne va pas me dire qu'il n'y a rien. Et c'est vrai que ça bouge énormément. Alors j'y retourne. J'aime bien aller là où on n'attend rien. Où on dit qu'il n'y a rien. J'ai l'impression qu'on se crée sans cesse de nouveaux clichés. Quand des gens disent il n'y a rien, ça me fait peur. Ce n'est pas possible.

**Y a-t-il une thématique dans le Festival ?**

Nous ne travaillons jamais sur

une thématique au moment de la programmation. Mais une fois que le programme est là, on le regarde dans son ensemble, et il y a toujours des éléments qui ressortent. Ce qui me frappe cette année, c'est le nombre d'artistes qui traitent du problème du pouvoir, de ses abus et de ses conséquences sur les petites gens, aussi bien à travers des classiques comme *Les Bacchantes* ou *Britannicus* que chez des contemporains.

Un autre thème est la fragilité de l'être humain. Dans une société où tout le monde doit être beau, fort, gagnant, c'est plus important que jamais de parler de sa fragilité : Forced Entertainment, Rodrigo Garcia, Jacob Wren et Nadia Roos, et les films sélectionnés cette année abordent la question. Il était frappant de voir que les cinéastes qui venaient me voir avec des dossiers étaient très jeunes et voulaient aussi faire du documentaire, qui n'est pas le genre le plus populaire dont on puisse rêver. Tous voulaient parler, d'une façon ou d'une autre, de la migration. Un phénomène où s'expose la fragilité de l'être humain dans toute sa force.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

J.-L. P.

**EXPOSITION** • La ville de Caen accueille une exposition rigoureuse et plaisante consacrée à l'un des pères du Nouveau Roman

## Surprenant voyage sur les pas d'Alain Robbe-Grillet

IL ÉTAIT normal que pour une exposition consacrée au châtelain du nouveau roman, l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), qui a reçu le dépôt de ses archives et de celles de sa femme, entraîne le visiteur dans des plaisirs inédits.

Intrigué, il est d'abord guidé à l'intérieur de la très belle abbaye aux Dames, à Caen, par un ruban de texte placé au bas des vitrages qui séparent le cloître de son jardin. « Une fois de plus, je m'avance dans le dédale interminable... » C'est l'ouverture fameuse de *L'Année dernière à Marienbad*, en lettres capitales rouge sang, qui mènent comme un fil d'Ariane jusqu'à « La maison de rendez-vous », première des deux salles

abritant l'exposition « Alain Robbe-Grillet voyageur du nouveau roman » du 2 mai au 25 juin.

La scénographie est saisissante : longues voiles pendues au plafond sur lesquelles du texte se lit ou des images se devinent. Dans ces espaces aériens, on trouve le lot attendu de souvenirs d'enfance, photos de famille, objets, talismans. Souvenirs aussi de la formation d'ingénieur agronome de Robbe-Grillet, cahiers d'étudiant, relevés botaniques, manuels annotés. Déjà se dessine l'écrivain qui voulut apporter à l'écriture littéraire de ses fantasmes la précision des descriptions scientifiques. Les manuscrits montrent un travail de plus en plus appliqué, des brouillons d'*Un régicide* (premier roman refusé) jus-

qu'aux calligraphies des derniers ouvrages, dont des pages sont choisies en contrepoint d'images.

**« BANDE DE MALFAITEURS »**

Car cet écrivain à la vue hypertrophiée est aussi un cinéaste partagé entre expérimentation narrative et érotomanie plutôt soft. Ce qui vaut au visiteur l'exposition de ravissantes jeunes femmes en attente de supplées sur pellicule, et de très belles affiches au titre comme *La Belle Captive* ou *Glissements progressifs du plaisir*. Et c'est bien en glissant que le visiteur avance dans ces espaces dévolus au plaisir de la découverte. De l'histoire littéraire d'abord, avec les volumes dédiés de Beckett, de Duras, les lettres d'écrivains et de critiques, les pho-

tos de cette « bande de malfaiteurs » qu'étaient, selon Sarraute, les écrivains du nouveau roman. Rarement une exposition aussi rigoureuse aura été plus légèrement dévolue au plaisir. La découverte des grandes planches du peintre Robert Rauschenberg pour leur ouvrage commun *Traces suspectes en surface* rend justice aussi à l'intérêt toujours manifesté par Robbe-Grillet à l'art moderne.

A l'occasion de cette exposition, Les Editions de l'IMEC publient mieux qu'un catalogue, un ouvrage du même titre avec une chronologie très bien illustrée de la vie et de l'oeuvre de l'écrivain-cinéaste. L'IMEC et Les Impressions nouvelles publient également, en DVD, les six heures d'entretiens de

Robbe-Grillet avec Benoît Peters (38,11 €). La publication par les Editions de Minuit de son dernier cinéroman, *C'est Gradiva qui vous appelle* (158 p., 11,90 €), laisse espérer qu'on pourra voir à nouveau à l'écran les fantasmes de l'érotomanie impénitent. Le cinéma Lux de Caen présente, les 8, 11 et 13 juin, une rétrospective des films de Robbe-Grillet, en présence de l'auteur, le premier soir.

Michel Contat

ALAIN ROBBE-GRILLET, LE VOYAGEUR DU NOUVEAU ROMAN, jusqu'au 25 juin, de 14 heures à 18 heures. Abbaye aux Dames, place de la Reine Mathilde, Caen (Calvados). Entrée gratuite.

## Musique La mémoire kazakh d'Uljan Baibusynova



**PARIS** On peut être professeur, consacrer son temps à la transmission d'un savoir et considérer que l'on n'a soi-même jamais fini d'apprendre. Pour la chanteuse kazakh Uljan Baibusynova, cette attitude procède de l'évidence. Elle enseigne la musique à des enfants dans une école d'Almaty, capitale du Kazakhstan, mais n'oublie jamais de retourner voir aussi souvent qu'elle le peut son maître, une dame de 75 ans qui continue de lui donner son avis sur « sa voix et aussi toutes les choses de la vie ».

Uljan Baibusynova aime à fréquenter les anciens. Ils la nourrissent de leurs histoires, de leur sagesse, de leur connaissance. « Une fois chez eux, j'ai toujours du mal à repartir »,

dit-elle avec une tendresse affectueuse, évoquant les *gyrau* auprès de qui elle a collecté les épopées qu'elle interprète en s'accompagnant au luth *dombra*. Les anciens sont sa source, ils lui transmettent des chants épiques ayant survécu à tout, à la soviétisation de la société kazakh, aux modes et manies du monde moderne. Née en 1973 près de Kzyl-Orda, dans une famille d'intellectuels, quand elle flâne dans sa mémoire, Uljan Baibusynova se souvient de ces longues soirées à

la maison où ses parents invitaient des *gyrau*, poètes, chanteurs, instrumentistes, qui lui ont donné le goût des légendes que l'on chante et raconte jusqu'au petit matin.

Un art acquis par imprégnation, puis qui lui fut transmis par Chamchat Tulepova, à l'origine de la première école de femmes *gyrau*, créée après la seconde guerre mondiale. Car cette tradition fut longtemps réservée aux hommes. Les temps changent, les mentalités avec, quitte à trainer un peu des pieds. Uljan Baibusynova se souvient de l'inquiétude de son père devant l'obstination du seul fils de la famille, qui refusait de chanter. « La musique, c'était une tradition chez nous. Mon père ne pouvait envisager que la transmission soit

*interrompue. Seulement voilà, mis à part mon frère, il n'y avait que des filles à la maison. »* De dépit et parce qu'elle montrait, il est vrai, une aptitude remarquable au chant guttural, caractéristique de l'art des *gyrau*, il a fini par accepter que sa fille cadette chante, « que je fasse cadeau de ma voix », déclare la jeune femme.

Pour elle, il n'y a aucun mystère, rien d'exceptionnel dans le timbre grave et profond qui est le sien. « C'est une voix naturelle, transmise de génération en génération. » La voix de ses ancêtres. « Avec l'âge, elle devient de plus en plus puissante. A 60 ans je serai au top, question voix. » Inutile d'attendre aussi longtemps pour apprécier les qualités d'interprète, le talent sûr d'Uljan Baibusynova, invitée pour la seconde fois au Théâtre de la Ville pour un programme au cours duquel on pourra également écouter deux *akyn* (bardes improvisateurs), Abdulkhamid Raiymbergenov et Serjan Chakratov, joueurs de *dombra* (luth à deux cordes dont on dit qu'il est l'âme du peuple kazakh), Rauchan Orazbaeva, qui s'accompagne au *kobyz* (vièle à deux cordes, l'instrument des chamans), et Demeubaï Jolymbetov, lauréat du Grand Prix au concours national des *gyrau* en 2001.

Patrick Labesse

Uljan Baibusynova, le 8 mai à 20 h 30 au Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Prix des places entre 11 € et 15 €. Également au programme : Rauchan Orazbaeva (*kobyz*), Demeubaï Jolymbetov (chant épique), Abdulkhamid Raiymbergenov et Serjan Chakratov (*dombra*). Photo : D. R.

## Classique

### SAINT-DENIS L'Orchestre national de France

Ouverture en grande pompe de l'édition 2002 du Festival de Saint-Denis avec l'Orchestre national de France et son nouveau patron, le chef d'orchestre Kurt Masur. Au programme, deux œuvres magistrales. D'une part, la grandiose *Cantate Alexandre Nevski*, de Prokofiev, vaste fresque épique célébrant le mythe fondateur de la Grande Russie composée pour Einsenstein, à laquelle la mezzo Dolora Zajik prêtera sa voix. D'autre part,

Le *Requiem* de Mozart défendu par les Chœurs de Radio France et un quatuor de jeunes et talentueux solistes : Donna Brown (soprano), Karine Deshayes (mezzo-soprano), Thomas Krzysica (ténor) et Denis Sedov (basse). **Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Saint-Denis. M<sup>e</sup> Basilique-de-Saint-Denis. 20 h 30, les 8, 10 mai. De 27 à 42 €.**

## Musiques

### PARIS Danyël Waro

Impossible de résister en concert au charisme hors du commun de ce chanteur réunionnais, militant du maloya, le style musical le plus incantatoire

et rebelle de l'île Bourbon. Entouré du rouler, du kayamb, du piker et du bobre, percussions traditionnelles qui constituent l'unique trame instrumentale de ces danses de transe, ce poète créole à la voix perchée excelle autant dans la fête extatique que dans les moments de tendresse, comme l'a confirmé *Bwarouz*, son récent troisième album.

**Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Les 9, 10 et 11 mai. 20 heures. 18 €. Tél. : 01-47-97-69-99.**

## Jazz

### LUBÉRON 12<sup>e</sup> festival

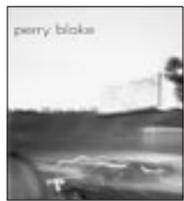
Artistiquement dirigé par Bernard

Morel, chaleureux homme de convictions, le Festival de jazz en Lubéron (anciennement Jazz en pays d'Apt) affirme son attention aux créateurs de terrain comme le percussionniste Alfred Spirli (Saignon les 9 et 10, Bonnieux, le 11), le tromboniste Yves Robert avec son quintet pour un avant-goût de l'été, projet inventif et lumineux (Saignon le 9), le sextet Monniot Mania (Saignon, le 10)... jusqu'à une journée finale avec déjeuner sur l'herbe, et un parcours en musique à Rustrel, le 12 mai. Le tout en parvenant à convoquer la fête et l'exigence musicale. Précieux.

**Jazz en Lubéron, à Saint-Saturnin, Manosque, Roussillon, Bonnieux, Cavailon... jusqu'au 12 mai. Tél. : 04-90-74-55-98. De 8 € à 15 €; pass 45 € et 55 €.**

## Sélection disques rock

### PERRY BLAKE California



La mélancolie de Perry Blake semblait jusque-là baigner dans la brume et le crachin de son Irlande

natale. Après deux albums studio et un live, jolis concentrés d'élégance neurasthénique, le crooner de Sligo a cette fois choisi de réchauffer son vague à l'âme au soleil fantasmé de Californie. Enregistré en Europe, ce disque ne s'imprègne pas moins de nonchalance *west-coast* et de sensualité soul. Le velours plaintif du chanteur, originellement marqué par David Sylvian et Scott Walker, se roule ici dans la soie fournie par le producteur-compositeur Marco Sabiu, maître d'une variété aux arrangements nickel. Un peu à la manière d'un Bowie allant se frotter, en 1975, au funk sophistiqué du Philly sound (l'album *Young Americans*), ce mélodiste inspiré laisse son corps et son spleen de petit Blanc rêver au charme suave de Barry White et de Gamble & Huff. A un ou deux titres un peu paresseux près, une réussite distinguée. – S. D.

1 CD Naïve.

### ELK CITY

### Hold Tight The Ropes

Le rock américain de la fin des années 1980 fourmillait de ce genre de groupes – Silos, Miracle Legion, Galaxie 500... – qui, dans la lignée de R.E.M., pimentaient leur country-folk-rock de tensions contemporaines et d'onirisme estudiantin. Également influencé par Radiohead, groupe clef de la décennie suivante, Elk City reprend le flambeau d'un genre

à la fois rêche et romantique, bucolique et rêveur. Le duo mixte des voix de Peter Langland-Hassan et Renée Lobue se faufile entre lyrisme et rudesse terrienne, en parfaite harmonie avec le charme un peu bancal et souvent prenant de ballades enracinées, perturbées d'envolées abrasives. – S. D.

1 CD Talitres records. Distribué par Poplane.

### EARL ZINGER'S

### Put Your Phazers On Stun ; Throw Your Health Food Skyward

Rob Gallagher, aujourd'hui dénommé Earl Zinger's, a été le chanteur de Galliano, groupe acid-jazz spécialisé dans le jonglage entre les genres, aérien, britannique et toujours dansant, jusqu'à sa dissolution en 1997. Conçue à la jamaïcaine façon années 1960, la pochette de *Put Your Phazers...* porte en sous-titre un slogan vendeur et véridique : « The freshest sounds around ». Frais, donc, très léger, bâti comme une œuvre électronique, par fragments, collages, ajouts, cet album est un jeu de Meccano alerte. Il propose aussi une mise en perspective neuve du jazz chanté, avec un phrasé posé entre swing et hip-hop (*Saturday Morning Rush*, jovial, emballé). Le funk, la soul, le ska, le disco forment la colonne vertébrale de ce manifeste du libre-échange où les machines sont utilisées comme des aide-mémoire (*Egyptian In The Red*) ou des miroirs déformants (*Ringa Dinga Zinga*). Rob Gallagher a tout copié, tout collé, de Jack Kerouac à Earth, Wind & Fire, d'Africaa Bambaata à Larry Levan. Décontracté, la veste sur l'épaule, l'air bambin. La satire des tribus de fêtards-beaufs d'Ibiza est hilarante. – V. Mo.

1 CD I K7/P.I.A.S.

### SHERYL CROW

### C'mon, c'mon

Avec une voix passe-partout que l'on peut confondre avec celles de consœurs comme Jewel ou Meredith Brooks et des compositions au classicisme gentillet, Sheryl Crow n'en est pas moins devenue une immense star aux Etats-Unis, près de dix ans après son premier album, *Tuesday Night Music Club*. C'est que, à défaut d'originalité ou d'audace, la chanteuse originaire du Missouri a un sens aigu des dynamiques et

du refrain aguicheur, donc de ce qui peut cartonner en radio. Relookée en Jennifer Lopez baba cool, Sheryl Crow exalte dans ce quatrième album le bonheur de vivre sous le soleil d'une Californie toujours synonyme d'Eden terrestre en accumulant les références à la scène de Los Angeles des années 1970. Don Henley, des Eagles, et Stevie Nicks, de Fleetwood Mac, sont d'ailleurs quelques-uns des copains venus participer à ce succès programmé. – B. Lt

1 CD A & M Records. Distribué par Universal.

### GALERIES À PARIS

## Frank Stella et les grands effets décoratifs

**QUAND** Frank Stella est apparu, à New York, au tout début des années 1960, sa peinture était d'un ascétisme parfait : du noir, des angles droits, une frontalité parfaite, l'affirmation intransigeante de l'abstraction. Aujourd'hui, et depuis fort longtemps, Stella cultive les couleurs les plus agressives, le bas-relief et l'assemblage, la surcharge et la virtuosité pour elles-mêmes. Ne reste de ses premiers travaux qu'une seule conviction inchangée : c'est qu'il faut aller jusqu'au bout de ses idées et de ses désirs, sans transiger, sans hésiter. Après avoir été le plus rigoriste des puritains, Stella est désormais le plus hyperbolique des baroques. S'il se trompe, c'est avec énergie, avec enthousiasme même.

Ses travaux récents ressemblent à des plans-reliefs qui seraient accrochés à la verticale au lieu d'être disposés sur une table. Ils présentent des surfaces accidentées, crevassées, boursofflées, quelque chose comme des maquettes de champs de batailles. Ou comme des décors pour films de science-fiction en attente de figurines et de jouets. Le savoir-faire est remarquable et s'apprécie d'autant mieux si l'on a la curiosité de regarder, autant qu'il est possible, le revers de ces constructions. Elles naissent de l'accumulation de débris et d'objets trouvés, de grillages, de choses indéfinissables fixées sur de l'aluminium fondu. Mais de ce métal comme des éléments rapportés, l'œil ne voit presque rien, tant les couleurs se sont déversées en nappes épaisses. Elles coagulent dans les creux, elles luisent sur les arêtes. On peut juger ce genre de productions sculpturalo-picturales d'une totale innocuité intellectuelle et d'un maniérisme exhibitionniste passablement exaspérant. Mais on ne peut nier qu'elles fassent grand effet, au premier regard du moins.

Ph. D.

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-14-10. Du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 mai. Photo : D. R.

## Le cœur saignant d'Andy Warhol

**ENCORE** Warhol ? Mieux que ça : encore des Warhol assez peu connus et, pour certains, splendides. Entre 1979 et 1984, Warhol a plusieurs fois rodé du côté de motifs médicaux, des planches anatomiques, des manuels de dissection et des images de chirurgie. L'exposition s'appelle donc *Hearts*. Elle s'organise autour d'une suite de photos sérigraphiées et retouchées à l'acrylique.

Sur chacune le même sujet, un cœur humain, vu sous un angle ou un autre, ventricules et aorte bien visibles. Les couleurs mêlent des rouges, des violets, des verts. Le motif apparaît et disparaît alternativement sous les giclures. On songe naturellement à *Skulls*, l'autre série de Warhol à mi-chemin entre l'ironique et le funèbre. On peut, selon son humeur, y reconnaître des vanités contemporaines ou jouir simplement de l'intensité chromatique et de la diversité des variations.

Elles sont accompagnées de reprises en noir et blanc de fragments d'écorchés, reprises délibérément imprécises, tournant au graffiti, dans un style assez proche de celui de Basquiat, lequel, dans ces années-là, a justement travaillé en collaboration avec Warhol. Figurent aussi des sérigraphies, plutôt drôles, d'après des pages d'annuaires et de publicités pour les soins en cardiologie et des sérigraphies de cœur, mais cette fois au sens « cartes à jouer » du mot : des symboles très simples, disposés par lignes et colonnes sur des fonds décoratifs et dans des tons doux et tendres. Ces travaux étoffent la présentation, mais elle n'en tire pas moins l'essentiel de son énergie de la série des *Hearts* proprement dite : du très bon Warhol.

Ph. D.

« Hearts », Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleye, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-99-00. Du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 mai.

## L'autoportrait selon Barthélémy Toguo

**L'UNE** des premières actions de Barthélémy Toguo, né au Cameroun en 1967, fut, il y a quelques années de prendre un TGV en première classe vêtu de vert fluo comme un employé des services de propreté de la Ville de Paris. Il avait un billet on ne peut mieux payé et composté. Dans ces cas-là, les voyageurs de première classe, qui sont évidemment bien élevés, commencent par s'étonner. Ensuite ils appellent le contrôleur, et les difficultés s'enchaînent.

Dans son exposition, Toguo fait allusion à cette performance, en inversant la situation. Sur une vidéo, on le voit, costumé en travailleur du bâtiment, qui déplace un gros morceau de bois le long d'une rue. Pour le cas, personne parmi les passants n'a l'air de s'étonner : un Noir qui porte une poutre, avec un casque de chantier sur la tête, c'est « normal ». Une autre allusion est dans la présence de quelques poubelles, l'une en plastique transparent façon Mairie de Paris, d'autres sculptées dans du bois. Car Toguo sculpte le bois. Non sans ironie encore : ce matériau et cette technique ne sont-ils pas, par excellence, africains ? Si ce n'est que Toguo fait tomber le primitivisme dans le burlesque : il taille des fesses féminines qui deviennent des ballons de foot, à moins que ce ne soit l'inverse.

Des corps féminins, des jambes sont dessinés et peints à l'encre et à l'aquarelle, sur des papiers parfois très grands. Ils voisinent avec des monstres, des végétaux, des diagrammes, indiqués avec beaucoup de légèreté dans des éclaboussures de couleurs. Entre ces œuvres plus intimes et les pièces ouvertement politiques, un seul lien : la biographie. De la galerie, Toguo a fait un théâtre, dont il est à la fois le décorateur, le metteur en scène, l'auteur et le seul interprète. On peut être déconcerté par la surabondance d'objets et de techniques réunis. Mais tout se tient dans cet autoportrait.

Ph. D.

« Mamie Water », Galerie Anne de Villepoix, 43, rue de Montmorency, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-78-32-24. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mai.

Chaque lundi avec

**Le Monde**  
DATÉ MARDI

retrouvez

**LE MONDE ECONOMIE**

**LE MONDE**  
*diplomatique*

**DOSSIER**

**EXTRÊME DROITE**

La peste  
Contagion en Europe  
Le sort contrasté des « frères » belges  
du Front national

**Egalement au sommaire :**

Vivendi, une leçon de choses (dossier) ; Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique ; Les partis pris de la Maison Blanche au Proche-Orient ; Ce monde-prison où nous vivons ; Au Venezuela, Hugo Chávez sauvé par le peuple (reportage) ; etc.

NUMÉRO DE MAI 2002

En vente chez votre marchand de journaux **3,80 €**

# Paul Auster, les mots du silence

L'écrivain new-yorkais, nostalgique du cinéma muet, lui donne le premier rôle dans son nouveau roman, « Le Livre des illusions »

LA VIE de Paul Auster défile en noir et blanc. Eclairs, obscurité. Des halos de lumière suivis de cauchemars. Sa carrière littéraire avait débuté par un coup d'éclat, *L'Invention de la solitude*, une méditation sur le père disparu ; l'écrivain vit son deuxième roman, *Cité de verre*, refusé par dix-sept éditeurs. Enrôlé comme scénariste par le cinéaste Wayne Wang, Auster connaît en 1996 un succès mondial avec le film *Smoke* ; lorsqu'il se décide à passer lui-même à la mise en scène, *Lulu on the Bridge* (l'histoire d'un ex-saxophoniste de jazz en quête de rédemption) prend une claque au Festival de Cannes. Au départ, le film devait être tourné par son ami Wim Wenders, et interprété par Salman Rushdie : « Dans ce film qui navigue entre rêve et réalité, je voulais une célébrité avec laquelle j'aurais pu faire tourner les tables ! On a fait des essais, Salman était parfait, mais on a dû renoncer à cause des syndicats. Des camionneurs ont eu peur d'un attentat terroriste en plein tournage, à cause de la fatwa ! En fait, ils étaient prêts à prendre le risque... à condition qu'on triple leurs salaires. Le budget ne nous le permettait pas ! » Euphories, tristesses, voyages initiatiques et diable par la queue.

Cette année-là, en 1998, sur une plage de la Croisette, Paul Auster s'était confié une première fois sur ses connivences cinématographiques. Premières initiations à la cinématographique de l'université Columbia, où il avale les grands classiques du cinéma mondial. C'est lors de son séjour à Paris, en 1967, qu'il découvre le cinéma américain à l'Action Lafayette, passe et rate le concours de l'Idhec : « J'ai compris assez vite qu'à cause de mes difficultés à communiquer il me fallait abandonner toute idée de faire carrière dans le cinéma. Pour faire des films, il faut être bavard. » Il écrit des scénarios de films muets, aujourd'hui disparus : « Je les avais conçus comme un jeu de l'esprit. Dans l'un, un personnage beckettien revenait dans la maison de son enfance. Je crois que je les ai prêtés à un ami qui ne me les a jamais rendus... »

Nous reprenons cette conversation alors que Paul Auster sort son nouveau roman, *Le Livre des illusions*, histoire d'un prof qui cherche à remplir le vide de sa vie après la mort de sa femme et de son fils dans un accident d'avion, et qui tombe sous le charme d'un acteur du cinéma muet disparu, au point d'écrire sur lui une biographie. A New York, l'écrivain vient de donner une conférence sur la narration cinématographique. Pour démontrer que, selon lui, les grands cinéastes sont d'abord des humanis-

## BIOGRAPHIE

► **1947**  
Naissance à Newark (New Jersey)

► **1982**  
« L'invention de la solitude » (Actes Sud)

► **1992**  
« Léviathan », prix Médicis 1993 (Actes Sud)

► **1998**  
Réalisation du film « Lulu on the bridge »

► **2002**  
« Le Livre des illusions » (Actes Sud)

tes qui traquent grandeur et dignité chez les gens simples, « sans ironie, sans sarcasmes, sans effets », et qu'ils savent dire l'essentiel, avec émotion, en orchestrant parfois leur scène à partir d'un seul objet.

Pour illustrer son propos, il a choisi des extraits de quatre films : *La Grande Illusion* de Jean Renoir, quand Dita Parlo, la femme allemande ayant hébergé Gabin et Dalió en cavale, se retrouve seule et regarde la vaisselle sale du repas qu'ils viennent de prendre avant leur départ (« En un plan, Renoir montre la détresse de cette femme amoureuse, restée seule ») ; mêmes chocs symboliques avec une montre donnée par un vieillard à sa belle-fille dans *Le Voyage à Tokyo* de Yasujiro Ozu, avec une épingle à cheveux trouvée entre deux oreillers par un jeune marié dans *Le Monde d'Apu* de Satyajit Ray, avec la bicyclette du chômeur devenu voleur dans le film néoréaliste de Vittorio De Sica. « Ce sont des moments magiques, contre lesquels les livres ne peuvent rivaliser. L'inverse est vrai : aucun film ne pourra jamais évoquer une phrase telle que : "Tous les jours, pendant vingt ans, j'ai été chez le boulanger chercher du pain pour ma mère." » Obsession de la figuration du temps qui passe : dans *Smoke* (titre métaphorique, pour évoquer la fumée, cette

« substance que l'on ne peut pas toucher » et, au second degré, « ce qui se passe entre les gens », impalpable), Harvey Keitel prend chaque jour une photographie de sa rue, à la même heure, à la même place. Son album de clichés constitue un livre de la mémoire.

## ART SANS PAROLES

Pourquoi *Le Livre des illusions*, ce livre du deuil, de la douleur d'un veuf, revient-il encore au temps du cinéma muet ? Sans doute par répulsion du cinéma fabriqué aujourd'hui à Hollywood, « des films cyniques, déprimants, avec effets spéciaux et personnages abjects, produits par des menteurs et des escrocs. Des produits pour les gosses. Je regrette l'âge d'or, les histoires pleines d'espoir, les films d'il y a trente ans, du temps de la jeunesse de Coppola ». Mais aussi parce que Paul Auster, qui s'est acheté un lecteur de DVD pour visionner les films de Bresson et de Truffaut, est surtout fasciné par cette période où le cinéma sans paroles s'avouait coupé de la réalité avec « ces lèvres qui bougent mais sans qu'aucune parole n'en sorte », art de l'illusion, de l'hallucination. « Le muet a inventé une syntaxe de l'œil, la pensée traduite en action, la volonté humaine s'exprimant par le truchement du corps. J'avais aus-

si cette ambition de capturer des images avec des mots. Je décris longuement les films – imaginaires – de ce burlesque fictif : l'une des choses les plus difficiles que j'ai jamais faites. Je voulais être suffisamment précis pour que le lecteur visualise les scènes, et trouver une langue qui ait le bon rythme. »

Le personnage d'Hector Mann est venu d'une image qui hantait Paul Auster : une sorte de Max Linder en complet blanc avec une moustache noire, comme Marcello Mastroianni dans *Divorce à l'italienne*. Sa vie (éclipse, résurrection), son désir de voir détruire le négatif de ses films par le feu après sa mort, rappellent les masques du héros de *La Chambre dérobée*, le fantasma à la *Fahrenheit 451* d'Anna Blume, l'oubli où tomba Herman Melville, et Kafka qui demanda à son ami Max Brod de brûler tout ce qu'il avait écrit. Le roman est aussi hanté par les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, qui ne furent publiés qu'après la mort de l'auteur. « Il voulait dire la vérité, mais ne plus être présent lorsque cette vérité serait dévoilée au monde. J'aime cette idée que les hommes ne commencent à vivre pleinement que lorsqu'ils sont le dos au mur. »

Jean-Luc Douin



J.-C. BOURCART/RAPHO

## LES GENS DU MONDE

■ Le film *Spiderman*, inspiré du héros de bande dessinée et réalisé par Sam Raimi, a battu tous les records de l'histoire du box-office nord-américain pour le week-end de sa sortie en engrangeant 114,8 millions de dollars (125,5 millions d'euros) de recettes, selon les estimations définitives de la société spécialisée Exhibitor Relations. Il surclasse *Harry Potter à l'école des sorciers*, qui avait recueilli en novembre 90,3 millions de dollars. Avec Tobey Maguire dans le rôle de l'homme araignée, *Spiderman* a obtenu 43,6 millions de dollars de recettes pour la seule journée de samedi, autre record.

■ La comédienne Anouk Aimée préside le Prix France Culture du cinéaste de l'année, qui sera remis le 25 mai, à la veille de la clôture du Festival de Cannes 2002. Les présélectionnés sont, pour la France, Jean-Paul Civeyrac (*Fantômes* et *Le Doux Amour des hommes*), Alain Guiraudie (*Ce vieux rêve qui bouge*), Jacques Audiard (*Sur mes lèvres*), Anne Fontaine (*Comment j'ai tué mon père*), Jean-François Stévenin (*Mischka*), Laurent Cantet (*L'Emploi du temps*) et Mathieu Amalric (*Le Stade de Wimbledon*). Les cinéastes étrangers sont le Chinois Jia Zhang-Ke (*Platform*), le Portugais Pedro Costa (*La Chambre de Wanda*), le Japonais Nobuhiro Suwa (*H. Story*), l'Espagnol Marc Recha (*Pau et son frère*), le Kazakh Darejan Omirbaev (*La Route*) et le Hongrois Béla Tarr (*Les Harmonies de Werckmeister*).

■ Irréversible, le film du Franco-Argentin Gaspar Noé, en compétition pour la Palme d'or lors du Festival de Cannes « va déclencher la guerre sur la Croisette », a affirmé mardi 7 mai son interprète féminine, l'Italienne Monica Bellucci, dans un entretien publié par le quotidien de Rome *Il Messagero*. Selon l'actrice, « le film va diviser la Croisette, parce que c'est une histoire différente de toutes les autres ; un mélange explosif de violence et d'extase, de monstruosité et de poésie, comme la vie ». « Irréversible est entre Orange mécanique et Salò de Pasolini », a-t-elle ajouté.

■ Le constructeur automobile allemand Porsche a remis, mardi 7 mai, à la Fondation Franz-Kafka de Prague une collection de quelque 500 livres et documents ayant appartenu à l'écrivain tchèque. Conservée par Ottla – sœur de Kafka – jusqu'à sa mort dans un camp de concentration nazi, la collection, déplacée en Allemagne dans des conditions non éclaircies après la seconde guerre mondiale, avait ensuite été acquise par Porsche qui la conservait à Wuppertal. Lors d'une cérémonie au siège de la fondation en présence de la vice-présidente du Parlement allemand, Antje Vollmer, un représentant de Porsche a remis symboliquement les 500 volumes, magazines et documents au professeur Kurt Krolop, président de la Société Franz-Kafka.

## RADIO

JEUUDI 9 MAI

► **En toute liberté**  
11 h 00, Sud Radio  
Sylvain Augier reçoit l'écrivain Didier Van Cauwelaert, Prix Goncourt 1994.

► **A voix nue**  
17 h 30, France-Culture  
Dans *Portrait de Gustave en Bouvard et Pécuchet*, quatrième émission d'une semaine dédiée à Roger Kempf, Mathieu Bénézet évoque la passion pour Gustave Flaubert du critique littéraire et essayiste auteur de *Bouvard, Flaubert et Pécuchet* (Grasset).

► **Pot-au-feu**  
18 h 00, France-Culture  
Thème du jour de l'émission de Jean Lebrun : le travail.

► **Surpris par la nuit**  
22 h 30, France-Culture  
Maryline Desbiolles aborde « l'arrière-pays niçois », un territoire dont l'apreté défie les douceurs de la Côte, un pays d'autant plus situé « à l'arrière » que le littoral, qui lui tourne complètement le dos, est brillant. En compagnie de René Bermon, restaurateur et chanteur, Robert Blancardi, technicien à la cimenterie de Contes, Edmond Gilardi, moulinier, Xavier Girard, critique d'art, Bernard Pagès, sculpteur, et Patrick Vaillant, musicien.

THOMAS FERENCZI

## Un homme de métier

POUR le nouveau premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, c'était mardi le baptême du feu. Non seulement parce qu'il rendait publique la composition de son gouvernement, mais aussi parce qu'il affrontait sur TF1 Patrick Poivre d'Arvor pour son premier entretien télévisé. Jusqu'à présent, on n'avait fait qu'apercevoir, entre deux portes, sa silhouette, un peu lourde, un peu gauche, on n'avait fait que discerner son profil, son nez busqué, à travers la vitre d'une voiture, mais on attendait le moment où il allait nous parler, à nous Français, pour nous dire, les yeux dans les yeux, qu'il allait enfin s'occuper de nous, de notre sécurité, après cinq années d'inaction – oui, c'est le terme qu'il a employé –, une inaction condamnée, selon lui, par les électeurs.

Il était donc là devant nous, solide, carré, ou rond si l'on préfère (« J'ai mes rondeurs, dit-il, mais j'ai mon énergie »), modeste, humble même (« J'ai encore beaucoup de choses à apprendre », confessa-t-il), mais décidé à changer les choses. Il occupait l'écran, le corps penché en avant, vêtu sobrement d'un costume bleu et d'une cravate rouge, sans affectation apparente ni volonté affi-

chée de séduire. Les mots, la façon de se tenir, le ton étaient simples. Les gestes des mains, paumes ouvertes ou poings serrés, punctuaient les discours. Il affirmait avec force qu'« un ministre est un serviteur », demandait que l'on fît preuve, au gouvernement, de « moins de prétention » et de « moins d'arrogance », exaltait le « collectif », à la façon d'Aimé Jacquet naguère ou de Roger Lemerre aujourd'hui.

Comme eux, aussi, il utilisait parfois, pour mieux se faire comprendre, des expressions familières. Il disait : « Quand on rentre dans une maison neuve, il faut faire l'inventaire » ou « Question détermination et ténacité, j'ai ma dose. » Il exprimait aussi sa volonté de rester proche de nous. La proximité, c'était décidément son mot-clé. On le savait déjà pour avoir lu les journaux, mais il parvenait presque à nous en convaincre. Bref, le successeur de Lionel Jospin imposait son style, celui de l'homme qui n'est pas très différent de nous, qui sait être pédagogue sans être professoral, qui ne cherche ni à flatter ni à éblouir. On finissait par en oublier que cet élu régional est d'abord un professionnel de la communication. Il connaît son métier.

## TÉLÉVISION

### Alger, 24 décembre 1994

Ce jour-là, les 271 passagers et les 12 membres d'équipage de l'Airbus d'Air France qui effectue la liaison Alger-Paris sont pris en otage par un commando du GIA sur l'aéroport Dar El Beïda. Dans une enquête réalisée pour « Pas-sé sous silence », Malik Ait-Aoudia et Séverine Labat reviennent sur ce détournement depuis le moment où les quatre terroristes s'introduisent dans l'avion jusqu'au dénouement sur le tarmac de l'aéroport de Marseille-Marignane, cinquante-quatre heures plus tard, grâce à une intervention du GIGN. Images d'archives, reconstitution et témoignages d'acteurs déroulent le fil des événements entre récit « de l'intérieur » (trois passagers, dont le chanteur Ferhat et une hôtesse de l'air, disent la détermination du commando, les exécutions, la peur mais aussi l'étonnante relation entre otages et terroristes) et tractations diplomatiques menées en coulisses par les gouvernements français et algérien. Sept ans après, à la lumière du 11 septembre 2001, on repense aux otages affirmant que « le commando voulait faire exploser l'avion sur Paris » et on se dit, comme Edouard Balladur, premier ministre de l'époque, que « cela aurait dû sonner l'alarme ». Et Ferhat d'observer : en décembre 1994, les terroristes dépendaient du pilote ; en septembre 2001, ils se sont affranchis de cette dépendance. – Th.-M. D.

« Vol AF 8969 Alger-Paris, histoire secrète d'un détournement », jeudi 9 mai, 23 h 25, France 3.

JEUUDI 9 MAI

### ► Secrets de cuisine

14 h 40, France 5  
Qu'est-ce qui détermine un être humain à être ce qu'il est ? C'est la question posée dans ce portrait de Bernard Pacaud, un des plus grands cuisiniers de France, chef de L'Ambroisie, à Paris. Le film de Frédéric Laffont transmet la petite musique de ce timide hypersensible qui ne se sent bien que devant ses fourneaux.

### ► Le Tunnel

20 h 55, France 2  
Un an après l'édification du mur de Berlin, un champion de natation est-allemand passé à l'Ouest parvint à creuser un tunnel de 145 mètres qui permit l'évasion d'une trentaine de personnes. Moyennant un soutien financier à l'entreprise, une équipe de la chaîne américaine NBC News filma toute l'opération. Le documentaire qui en résulte reçut trois Emmy Awards en 1963.

De cette histoire vraie, Roland Suso Richter a tiré un film d'action haletant. Prix du meilleur film allemand de télévision 2001.

### ► Mc World, la culture des marques

22 h 20, Arte  
McDo, Nike, Nintendo... Emblèmes des 5-25 ans, les marques sont le fondement de leur culture du quotidien. En ouverture d'une soirée thématique « Cultures et pouvoirs », ce documentaire de Martin Meissonnier s'intéresse à ceux qui conçoivent les stratégies marketing des marques et à ceux qui en sont la cible. A 23 h 40, dans *Culture, le combat du siècle*, Guy Seligmann pose la question du danger d'uniformisation des cultures.

### ► The Rack

0 h 55, Ciné Classics  
Après avoir passé trois ans dans un camp de prisonniers en Corée du Nord, un jeune officier américain (Paul Newman dans son deuxième rôle au cinéma) revient dans sa famille. Sa santé à peine rétablie, il est traduit en cour martiale sous l'accusation de collaboration idéologique avec les communistes chinois. Réalisé par Arnold Laven en 1956, ce curieux film politique et psychanalytique du temps de la guerre froide est resté inédit en France. A découvrir.

## RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 8 MAI

## TF1

**13.50** Indiana Jones et le temple maudit Film. S. Spielberg (EU, 1984) **15.50** Le Chevalier hors du temps. Téléfilm. R. Young (EU, 1998) **17.20** Déluge infernal Téléfilm. N. Barba (EU, 1998). **18.55** Le Bigdil **19.55** Journal.



**20.55 COMBIEN ÇA COÛTE ? L'ENVERS DU JEU.** Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut. Invités : Pierre Mondy, Anémone, Olivia Adriaco. Au sommaire : Les sites secrets de la Française des Jeux ; « Glory of Rome » : Le plus grand casino flottant du monde ; Arnaque à l'immobilier : Le pavillon des courtiers d'air ; etc. 5306446

**23.15 CHANTAGE SANS ISSUE** Téléfilm. Yves Simoneau. Avec Treat Williams, Kim Cattrall, Saul Rubinek, Alain Goulem, Georges Touliatos (Canada, 1999) **6773885**

**1.05** Confessions intimes **2.35** Reportages Les locataires de la mer. 3548606 **3.00** Anna Maria Les malheurs contournés **3.50** Histoires naturelles Les garde-pêche. **4.15** Musique **4.55** Aventures asiatiques (60 min) 1163731

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.05** Drôles d'espions ■ John Landis (Etats-Unis, 1985, v.m., 100 min). **TCM**  
**17.40** Jacquot de Nantes ■ ■ ■ Agnès Varda (France, 1991, 115 min) **Cinétoile**  
**18.05** Les Milles, le train de la liberté ■ ■ ■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) **Cinestar 1**  
**18.10** La Machine à explorer le temps ■ ■ ■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 100 min) **CineCinemas 1**  
**18.15** Mortelle randonnée ■ ■ ■ Claude Miller (France, 1983, 100 min) **CineCinemas 2**  
**19.35** Le rouge est mis ■ ■ ■ Gilles Grangier (France, 1957, N., 85 min) **Cinétoile**  
**20.45** Le Grand Sommeil ■ ■ ■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1946, N., v.m., 110 min) **TCM**  
**22.15** Force majeure ■ ■ ■ Pierre Jolivet (France, 1988, 85 min) **Cinestar 1**  
**22.45** Cookie's Fortune ■ ■ ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) **CineCinemas 3**  
**23.55** Meurtre à l'italienne ■ ■ ■ Pietro Germi (Italie, 1959, N., 110 min) **CineClassics**  
**0.10** Les Belles de nuit ■ ■ ■ René Clair (France, 1952, N., 85 min) **Cinétoile**  
**0.15** L'Appât ■ ■ ■ B. Tavernier (1995, 115 min) **TPS Star**  
**1.35** Cléo de 5 à 7 ■ ■ ■ Agnès Varda (France, 1961, N., 95 min) **Cinétoile**

## FRANCE 2

**13.50** Le Comte de Monte-Cristo Film. Robert Vernay. Avec Jean Marais (1954) **16.55** Un livre **17.00** Les Trois Mousquetaires Film. Richard Lester (EU, 1973) **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille **20.00** Journal.



**20.55 UN WEEK-END POUR LE DIRE** Téléfilm. Jean-Pierre Vergne. Avec Gérard Rinaldi, Carole Richert, Béatrice Agenin, Romain Larue, Quentin Ogier (France, 2000). 7713137

Lors de son cinquantième anniversaire, un homme, qui mène une double vie, se voit contraint de révéler l'existence d'un fils caché.

**22.35 ÇA SE DISCUTE PEUT-ON TOUT ACCEPTER PAR AMOUR ?** Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. 5151427 **0.50** Journal de la nuit, Météo **1.08** CD'aujourd'hui. Magazine.

**1.10** Des mots de minuit La 100'. Avec Bulle Ogier, Manuel Poirier, Jean-François Stévenin, Laurent Terzieff, Robin Renucci. 53001575 **3.40** Emissions religieuses 7781002 **4.40** 24 heures d'info 4085828 **4.55** Météo (5 min).

## MAGAZINES

**14.15** Campus, le magazine de l'écrit. Où va l'homme ? **TV 5**  
**15.20** Open club. Gérard Oberlé. **CineClassics**  
**15.35** Les Feux de la rampe. Sabine Azéma. **CineCinemas 1**  
**16.10** ET 0.10 i comme idées. Frédéric Vezard. **i télévision**  
**18.55** J'y étais. Invitée : Corine. **Match TV**  
**21.05** Strip-tease. Sur le banc. Portrait d'un mort vivant. **TV 5**  
La route enchantée. **TMC**  
**0.20** Pendant la pub. Invitées : Lorie ; Juliette.

## DOCUMENTAIRES

**17.25** A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [3 et 4/5]. **Histoire**  
**17.30** Régions de France. La Corse. **Voyage**  
**18.00** La Flotte engoutlée du Guadalcanal. **Nat. Geographic**  
**18.00** Le Tintoret. **Mezzo**  
**18.10** Petites conversations avec les dauphins. **Odyssee**  
**19.00** Biographie. Le baron rouge. **La Chaîne Histoire**  
**19.25** Plogoff, des pierres contre des fusils. **Histoire**  
**20.00** La Martinique, les Balais caraïbes. **Voyage**  
**20.15** Oasis Océanes. [2/6]. Palau, l'île rocheuse. **Planète**  
**20.50** Civilisations anciennes. Les Celtes. **La Chaîne Histoire**  
**21.00** A la recherche du cuirassé Bismarck. **Nat. Geographic**  
**21.00** La Guerre civile d'Espagne. [3/6]. **Histoire**  
**21.55** Tribus d'Afrique. [3/5]. Les Wodabee et les Touaregs du Niger. **Odyssee**

## FRANCE 3

**14.30** Les Misérables. Téléfilm. R. Hossein. (Fr., 1985). **16.15** Ace Ventura en Afrique ■ ■ ■ Film. S. Oedecker (EU, 1995) **17.50** C'est pas sorcier **18.50** Questions pour un champion **19.50** 19-20 de l'info **20.10** C'est mon choix... ce soir.



**20.40 FOOTBALL COUPE DE L'UEFA** Finale : Feyenoord Rotterdam - Borussia Dortmund. Au stade De Kuip, à Rotterdam (Pays-Bas). 20.45 Coup d'envoi en direct. 6588392 **Le derby milanais prévu pour la finale a laissé la place, après l'élimination en demi-finale des deux clubs italiens, à un indécis Rotterdam - Dortmund.** **22.50** Météo, Soir 3.

**23.20 LA DÉRIVE DE L'« ATLANTIC »** Documentaire. Michel Daëron (2001). 1394069 **Le calvaire de deux mille réfugiés juifs.** **0.50** Ombre et lumière Magazine. Invité : Jean-Pierre Coffe. 6721083

**1.15** Les Dossiers de l'Histoire Mémoires d'enfants de troupe : « Quand la neige sera noire... ». 8201248 **2.10** C'est mon choix... ce soir **2.30** Soir 3 **2.55** Vie privée, Vie publique La dictature du poids **4.55** Tous égaux (30 min).

## CANAL+

**15.30** Colère froide Téléfilm. Douglas Barr. Avec M. Biehn (EU, 1995). **17.05** Eddy Time **18.40** Grandsdant **19.05** Journal **19.20 + de cinéma, + de sport** **19.45** Le Zapping, Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**21.00 LA SÉANCE AU FÉMININ - IL SUFFIT D'UNE NUIT ■** Film. Philip Haas. Avec Kristin Scott Thomas, Sean Penn, Anne Bancroft, James Fox, Jeremy Davies (Etats-Unis, 1999) **2382750**  
Dans l'Italie des années 1930, les états d'âme amoureux d'une jeune Britannique. Une adaptation de Somerset Maugham.

**22.55 FOOTBALL** Championnat d'Angleterre. Manchester United - Arsenal. Match en retard de la 35<sup>e</sup> journée. En différé. 267175 **Arsenal possède cinq points d'avance sur leurs adversaires de ce soir.**

**0.35** Midnight + **1.25** Origine contrôlée Film. Ahmed Bouchaala et Zakia Tahiri (Fr., 2000). 79186644 **0.20** Le Retour des Mousquetaires ■ Film. Richard Lester (Fr. - GB, 1989). 59830557 **4.30** Les Bébés ongulés (55 min).

## FRANCE 5 / ARTE

**16.35** Après la sortie **17.35** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Connaissance Le Retour des Incas, un pont vers le passé **19.45** Arte info, Météo **20.15** 360°, le reportage GEO Mômes à vendre.



**20.45 LE PRINTEMPS DE L'ELBE** Documentaire. Pierre Beuchot, Dietmar Hochmuth et André Harris (1995). 829243 **Quatre vétérans se souviennent, cinquante ans après, de la jonction qu'effectuèrent sur l'Elbe, le 26 avril 1945, la 6<sup>e</sup> division américaine et la 5<sup>e</sup> division de la garde soviétique.**

**22.05 MUSICA - TOTAL ECLIPSE** Chorégraphie d'Ohad Naharin. Enregistré pour la télévision, en 2001. Interprété par la Batsheva Dance Company. 3933021 **23.05** Love, etc. Film. Marion Vernoux. Avec

Charlotte Gainsbourg (Fr., 1996). 5715021 **0.50** Madame mène l'enquête Téléfilm. Sabine Boss (Sui., 2001). 8344489 **2.20** Monastères moldaves Documentaire (30 min).

## M 6

**13.20** Au bon beurre Téléfilm. Edouard Molinaro (Fr., 1980). **16.40** Le Plus Grand Cirque du monde ■ Film. H. Hathaway (EU, 1964) **19.00** Loft Story **19.50** Caméra Café **19.54** 6 minutes, Météo **20.05** Notre belle famille.



**20.50 KOAN** Téléfilm. Jérôme Cornuau. Avec Michaël Milon, Bérénice Bejo, Alain Figlar, Yoshi Oida (France, 2001) **729205** **Un professeur de karaté est accusé d'un double meurtre qu'il n'a pas commis. Avec l'aide d'une de ses élèves, il part en quête des véritables coupables.**

**22.25 KICKBOXER 5, LE DERNIER COMBAT** Téléfilm. Kristine Paterson. Avec Mark Dacascos, James Ryan, Geoff Meed, Tony Caprari, Greg Latter (Etats-Unis, 1995) **9265885**

**0.00** Loft Story 75002 **0.39** Météo **0.40** Drôle de scène Magazine. 8546373 **1.00** M6 Music, Les Nuits de M6 27190977

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30. Feuilleton. **21.00** Mesures, démesures. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Par le Chœur de Radio France, dir. Philip White : œuvres de Howells, Britten, Walton, Elgar, Finzi. **21.00** En attendant la nuit. Invité : Olivier Py. **23.00** Jazz, suivez le thème. *Ain't She Sweet*. **0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. *Suite lyrique* op. 54, de Grieg, dir. G. Schwarz ; 20.40 Gustaf Wasa. Opéra de Naumann, par l'Orchestre de l'Opéra royal de Suède, dir. Philip Brunelle, Anders Andersson (Gustaf Wasa), Nicolai Gedda (Christjern II). **23.00** Les Rendez-Vous du soir (suite). *Sextour n°3*, de Vranicky, par le Quatuor Stamitz ; *Te Deum*, de Reicha, dir. V. Smetacek.

## JEUDI 9 MAI

## TF1

**12.50** A vrai dire A chacun son assiette **13.00** Journal, Météo **13.50** Le Grand Bazar ■ Film. Claude Zidi. Avec les Charlots (Fr., 1973) **15.25** Sur la piste du grizzly Téléfilm. Sean McNamara. Avec Daniel Baldwin (EU, 1999). **17.00** La Gloire de mon père Film. Yves Robert. Avec Philippe Caubère (Fr., 1990) **18.55** Le Bigdil **19.50** Face aux bleus **19.55** Météo, Journal, Météo



**20.55 LES CORDIER, JUGE ET FLIC NÉE EN PRISON** Série. Paul Planchon. Avec Pierre Mondy, Bruno Madinin, Charlotte Valandrey, Jean-Pierre Bouvier, Astrid Veillon (France, 1998) 1055489 **Bruno Cordier s'apprête à épouser une ravissante demoiselle qui ne plaît guère à son commissaire de père.**

**22.45 COLUMBO** COLUMBO CHANGE DE PEAU Série. Vincent McEveety. Avec Peter Falk, Ed Begley Jr, Burt Young, Tyne Daly, Shera Danese (EU, 1994). 4357880 **Découvrant les cadavres de deux hommes qui se sont entre-tués, Colombo s'interroge sur les liens pouvant les relier à un braquage perpétré quelques années plus tôt...** **0.30** Les Couilles de l'économie 9781652

**1.20** Le Droit de savoir Sections de recherche de la gendarmerie. 2438756 **2.25** Reportages Les égangs du diable. 3532887 **2.50** Anna Maria Bluff. 3471132 **3.35** Très chasse La chasse devant soi. 6218855 **4.30** Musique (12 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.50** Sabotage à Berlin ■ ■ ■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1942, N., v.m., 105 min). **TCM**  
**15.35** Une nuit à l'opéra ■ ■ ■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N., 95 min). **TCM**  
**16.05** Fous d'Irène ■ ■ ■ Bobby et Peter Farrelly (Etats-Unis, 2000, v.m., 115 min) **Canal + Vert**  
**19.00** Le Port de l'angoisse ■ ■ ■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1944, N., 105 min). **TCM**  
**19.35** Lola ■ ■ ■ Jacques Demy (France, 1960, N., 85 min) **Cinétoile**  
**20.45** L'Appât ■ ■ ■ Bertrand Tavernier (France, 1995, 115 min) **Cinestar 1**  
**20.45** Elephant Man ■ ■ ■ David Lynch (GB - EU, 1980, N., 120 min) **Canal Jimmy**  
**20.45** Les Apprentis ■ ■ ■ Pierre Salvadori (France, 1995, 100 min) **TPS Star**  
**21.00** Les Demoiselles de Rochefort ■ ■ ■ Jacques Demy (France, 1967, 120 min) **Cinétoile**  
**23.00** Les demoiselles ont eu 25 ans ■ ■ ■ Agnès Varda (France, 1992, 67 min) **Cinétoile**  
**23.05** Meurtre à l'italienne ■ ■ ■ Pietro Germi (Italie, 1959, N., 110 min) **CineClassics**  
**0.10** La Vie privée de dom Juan ■ ■ ■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N., 85 min) **Cinétoile**  
**0.55** The Rack ■ ■ ■ Arnold Laven (Etats-Unis, 1956, N., 100 min) **CineClassics**  
**1.20** Cookie's Fortune ■ ■ ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) **CineCinemas 1**

## FRANCE 2

**12.15** Pyramide **12.55** Météo, Journal **13.50** Des gens si bien élevés Téléfilm. Alain Nahum. Avec M. Morgan (Fr. - Bel., 1997) **15.25** La Rivale Téléfilm. Alain Nahum. Avec M. Morgan (Fr. - Bel., 1998) **17.00** Un livre **17.10** On l'appelaïl Milady ■ Film. Richard Lester. Avec O. Reed (GB, 1974) **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 **20.50** Météo



**20.55 LE TUNNEL** Téléfilm. Roland Suro Richter. Avec Heino Ferch, Sebastian Koch, Alexandra Maria Lara, Mehmet Kurtulus (All., 2000) [1 et 2/2]. 7780809-7332354 **En août 1961, alors que le mur de Berlin se construit, un champion de natation passe à l'Ouest. Mais sa sœur est restée à l'Est.** **0.10** Journal de la nuit, Météo.

**0.30 NIKITA** LE VISAGE DANS LE MIROIR Série. Rene Bonniere. Avec Peta Wilson, Alberta Watson. 9788565 **0.15** Y a un début à tout Spéciale chansons. Magazine présenté par Daniela Lombroso. Invités : Låam, Dave, Dany Brillant, Charly et Lulu, Sandrine François. 7248671 **Daniela Lombroso évoque avec les invités de ce soir leurs débuts dans la chanson.**

**3.15** Les Gens du pays d'en-haut Documentaire. 3397126 **4.00** 24 heures d'info, Météo **4.20** Les Piliers du rêve Documentaire. 9490774 **4.50** Eurocops Blanc comme neige. Série (70 min). 1249045

## MAGAZINES

**16.10** ET 0.10 i comme idées. Sophie Delaësse. **i télévision**  
**16.55** Les Lumières du music-hall. Georges Brassens. **Paris Première**  
**18.45** Rive droite, rive gauche. Invités : Philippe Noiret ; André Dussollier. **Paris Première**  
**18.55** J'y étais. Elie Semoun. **Match TV**  
**19.00** Explorer. Le naufrage du « Kronan ». Le langage des dauphins. Restauration de la Renaissance. **Nat. Geographic**  
**22.10** Open club. Gérard Oberlé. **CineClassics**  
**22.55** Boléro. Invités : Cécilia Cara ; Damien Sargue. **TMC**

## DOCUMENTAIRES

**17.00** Serengeti, paradis des animaux. **National Geographic**  
**17.05** Poussières de guerre. Le chant des armes. le temps des larmes. **Histoire**  
**17.30** Régions de France. La Côte d'Opale. **Voyage**  
**19.00** Monsieur Hergé. **La Chaîne Histoire**  
**19.00** Pilot Guides. Paris. **Voyage**  
**19.15** Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre. [1/2]. **Histoire**  
**19.15** Michel-Ange. **Mezzo**  
**19.50** Les Mystères de l'Histoire. Brésil, une histoire gênante. **La Chaîne Histoire**  
**20.00** Les Jardins du Soleil. Versailles. **Voyage**  
**20.15** Hollywood Stories. Steve McQueen. **Paris Première**  
**20.30** La Vie intime des Lémuriens. **Odyssee**  
**21.00** La Guerre civile d'Espagne. [4/6]. Franco et les nationalistes. **Histoire**

## FRANCE 3

**14.35** Les Misérables Téléfilm. R. Hossein. Avec Lino Ventura [2/2] (Fr., 1985). 8126538 **16.25** Lucky Luke : Les Dalton en cavale Film. Morris, William Hanna et Joe Barbera (1983) **17.50** C'est pas sorcier La vanille **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.10** Consomage **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 LE TÉMOIN DU MAL** Film. Gregory Hoblit. Avec Denzel Washington, John Goodman, Donald Sutherland, James Gandolfini (Etats-Unis, 1998) **289064**  
**17.50** C'est pas sorcier La vanille **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.10** Consomage **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.

**23.25 PASSÉ SOUS SILENCE** VOL AF-8969 ALGER-PARIS, HISTOIRE SECRÈTE D'UN DÉTOURNEMENT Documentaire. Malik Aït-Aoudia et Séverine Labat (2002). 9434489 **Un éclairage nouveau sur les motivations des terroristes qui, le 24 décembre 1994, détournèrent un Airbus d'Air France en provenance d'Alger.** **0.25** La Loi de Los Angeles Le juge à traah. Série. Avec Corbin Bernsen. 5629861

**1.05** Espace francophone **1.30** Ombre et lumière Julien Clerc **2.00** C'est mon choix... ce soir **2.25** Soir 3 **2.45** Strip-tease Magazine **3.40** Les Dossiers de l'Histoire 6202294 **4.35** Un jour en France Bevinda (40 min) 6565229.

## CANAL+

**13.15** Les Guignols de l'info **13.30** Dans la nature Dix ans d'inédits **14.25** La Grande Course **15.00** Encore + de cinéma **15.10** On est les champions ! Documentaire **16.20** Le Pacte des loups ■ ■ ■ Film. Christophe Gans (Fr., 2001) 99817880 **18.45** Clair jusqu'à 20.44 **18.45** Dilbert The Merger **19.50** Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping, Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**20.50 NUIT JEAN-PIERRE MELVILLE : CINÉMA DE QUARTIER - LE CERCLE ROUGE ■ ■ ■** Film. Jean-Pierre Melville. Avec Alain Delon, Bourvil, Yves Montand, François Périer (France, 1970) **13162627**  
**Un truand évadé se lie à un autre qui vient de sortir de prison pour réaliser un gros coup. Un univers fascinant de prédateurs et de fantômes.**

**23.05 NUIT JEAN-PIERRE MELVILLE : CINÉMA DE QUARTIER - L'ARMÉE DES OMBRES ■ ■ ■** Film. Jean-Pierre Melville. Avec Lino Ventura, Paul Meurisse, Simone Signoret, Jean-Pierre Cassel, Paul Crauchet (France, 1969) **5127460**  
**Un groupe de résistants tente d'échapper à la Gestapo. Une vision funèbre et mélancolique de l'héroïsme.**

**1.30** Nuit Jean-Pierre Melville : Le Samouraï ■ ■ ■ Film. Jean-Pierre Melville. Avec Alain Delon, Nathalie Delon (Fr., 1967). 9632297 **3.20** Surprises 2883861 **3.40** Hockey sur glace Championnat de la NHL (100 min) 41954749.

## FRANCE 5 / ARTE

**12.05** Midi les zouzous **13.45** Le Journal de la santé **14.05** Fenêtre sur... L'Indonésie **14.40** Secrets de cuisine Bernard Pacaud **15.40** Vie et mort des étoiles Documentaire **16.35** Panoramas du monde La Turquie **17.35** 100 % Question **18.05** C dans l'air Magazine **19.00** Voyages, voyages Le Japon **19.45** Arte info, Météo **20.15** 360°, le reportage GEO Les Dériveurs de Kaboul.



**20.45 PREMIÈRE SÉANCE - TOKYO EYES ■ ■ ■** Film. Jean-Pierre Limosin. Avec Shinji Takeda, Hinano Yoshikawa, Tetta Sugimoto, Kaori Mizushima, Ren Osugi (France - Japon, 1999, v.o.). 178828 **La rencontre de deux adolescents dans Tokyo aujourd'hui. Une réflexion subtile sur la société urbaine contemporaine.**

**22.20 THEMA - CULTURES ET POUVOIRS** MCWORLD, LA CULTURE DES MARQUES Documentaire. Martin Meissonnier (France, 2002). 101459354 **Portrait d'une génération consumériste dont les nouvelles idoles n'ont plus rien à voir avec celles de leurs aînés.** **23.25** Théma : Le combat du siècle Documentaire. Guy Seligmann (France, 2002). 5244335

**0.50** Sunday ■ Film. Jonathan Nossiter. Avec David Suchet, Lisa Harrow. *Comédie dramatique* (Etats-Unis, 1997, v.o.). 8304861 **2.20** Monastères moldaves Documentaire [2/2] (30 min) 9554774.

## M 6

**13.35** Le Grand Tremblement de terre de Los Angeles Téléfilm. Larry Elikann. Avec J. Kerns (EU, 1990). **16.40** L'Invasion des abeilles téléfilms. R. S. O'Bannon. Avec R. Hays (EU, 1995). **18.05** Le Flic de Shanghai La grosse artillerie **19.00** Loft Story **19.45** Caméra Café **19.54** 6 minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Cody est amnésique **20.39** Faire simple **20.40** Loft Story.



PIERRE GEORGES

## Serviteur, madame !

FRANCE, terre de missions ! Donc en regardant ce cher M. Raffarin, qu'on imaginait assez volontiers, à son humble, ferme et tranquille posture, en robe de bure et sandales législatives, on pensa un instant que, sous l'apparence bonasse, se dissimulait une âme de fer. Et que, sous les rondeurs, par un de ces miracles de la géométrie politique, s'affichait un carré. Ce qui, soit dit en passant, résoudre l'antique et pathétique question de la quadrature du cercle.

Le premier des ministres de mission avait trouvé les mots, se frappant, moralement, la poitrine, pour dire qu'il était le premier des serviteurs. « Car un ministre, c'est un serviteur. » Voilà qui était d'un langage clair et d'une approche modeste. Et l'on imagina de l'Alexandre Dumas, un gouvernement mousquetaire en somme, saluant, par la voix de son chef, la douce France d'un tombé du chapeau et d'un admirable « Serviteur, madame ! ».

« Question détermination et ténacité, j'ai ma dose », dit le premier ministre. Avant que de le répéter, car ces choses-là valent d'être redites : « Je suis déterminé, j'ai mes rondeurs, mais j'ai mes énergies. » Cet autoportrait terminé, cette sculpture en ronde bosse achevée, le premier des missionnés et des missionnaires en vint à l'essentiel. Primo, restauration de l'autorité républicaine et rétablissement du dialogue social. Secundo, état des lieux, de la « maison nouvelle » et donc audit des finances de la France. Tertio, séminaire gouvernemental samedi.

La voie était tracée. En avant toute ! La ligne était fixée. Celle de la conversion de la France à une politique meilleure, vu qu'en cinq ans, considération de com-

bat peu charitable et un rien exagérée, les sortants n'avaient rien fait. Celle d'un « devoir d'action au service des Français ». Celle enfin du terrain. Du terrain d'action. Du terrain de bataille. De la connaissance du terrain par le terrain sur le terrain, bref du terrain-roi. Au sens où, selon un vieil adage rural, revisité urbain, le terrain, lui, ne ment pas ! Pas plus aujourd'hui que la terre ne mentit jadis.

Ainsi parla M. Raffarin, patron d'un gouvernement de mission, selon le terme même utilisé par le président élu de façon quasi miraculeuse. Du terrain. Vite, vite, hardi mes braves missionnaires. Car la politique, sans le terrain, ce n'est jamais que Paris sans la France, et l'illusion de l'action sans le service dû aux Français. Serviteurs, tous !

Arrivé à ce point, et sans se moquer à l'excès, car la prestation fut plutôt convaincante, si la démonstration reste à faire, on ne put s'empêcher de penser à une célèbre envolée lyrique, du non moins célèbre Monseigneur Dupanloup, s'extasiant sur le fait admirable qu'il y « a [vait], en ce moment, plus de neuf cents missionnaires français dans les missions étrangères ! ». Le gouvernement de mission fraîchement nommé n'atteint pas ces sommets. Plus vaste qu'annoncé, certes, mais plus restreint que la coutume, le gouvernement Raffarin a donc été présenté hier. Après, mais c'est déjà du passé, quelques rituelles difficultés à se constituer.

Chaque secteur d'activité et d'administration a donc pu découvrir son missionnaire. Là encore, à cette loterie injuste, certains bienheureux purent estimer qu'ils auraient pu tomber sur pire pèlerin !

## « Le seul régime démocratique, c'est le régime parlementaire ! »

« MA FILLE de 12 ans savait que je voulais m'abstenir au second tour. Mais comme elle entendait parler sans arrêt de Le Pen à la télé, à l'école et chez ses grands-parents, elle a fait une comédie pour que j'aie voté Chirac. Je lui ai fait croire qu'elle m'avait convaincu, mais j'avais décidé de voter blanc en cachette. Au dernier moment, pour ne pas lui mentir, je lui ai expliqué : Le Pen sera battu de toute façon, alors il ne faut pas m'obliger, ça me fait trop de mal. Elle a compris. » Lahcen, 45 ans, Français d'origine marocaine, ne pardonnera jamais à Jacques Chirac ses petites phrases de jadis sur « le bruit et l'odeur » des immigrés. Il n'oublie pas non plus les affaires : « Tout ce fric venu d'on ne sait où, c'est énorme. » Plus généralement, Lahcen, qui travaille au tri postal de la gare de Lyon à Paris et milite au syndicat SUD-PTT, refuse d'aider la droite à reprendre le pouvoir, quelles que soient les circonstances. Comme beaucoup de ses camarades, il avait voté au premier tour pour Laguiller : « C'est la seule à dire que, pour avoir une vie meilleure, les ouvriers devront prendre le pouvoir, et qu'ils ne devront pas compter sur les urnes. »

Dans le petit bistrot un peu triste en face de la gare de marchandises, où les postiers du tri viennent boire un verre avant de prendre leur service, tout le monde semble d'accord sur l'essentiel. Michel, 40 ans, l'ami de Lahcen qui milite également à SUD, déborde d'amertume. Pour marquer son ras-le-bol intégral, il s'est abstenu dès le premier tour : « Quelqu'un comme moi devrait voter Jospin, mais ce n'est plus possible. Les patrons actuels de La Poste ont été nommés par le PS, et ils ont cassé l'entreprise. Ils ont généralisé la précarité, augmenté la charge de travail, et ont fait toutes les réformes à l'envers. Les 35 heures, pour nous, ça signifie flexibilité, annualisation du temps de travail, le contraire de ce qu'on voulait. En plus ils nous manipulent, ils nous téléphonent et nous envoient des questionnaires pour nous donner l'illusion que nous sommes écoutés. Le comportement social du PS,

c'est la quintessence de l'arrogance. Quant au deuxième tour, je n'y ai même pas pensé. Voter Chirac, comme Seillière ? Non merci. SUD nous avait envoyé des affiches pour inciter les gars à faire barrage au FN, mais personne n'a voulu les coller. Cette agitation autour de Le Pen occultait les vrais débats. J'avais hâte que Chirac soit élu, qu'on puisse parler du social. »

Par ailleurs, Michel considère son abstention comme un acte politique, car il est opposé au principe de l'élection du président au suffrage universel : « Ce système entraîne une personnalisation extrême du pouvoir, qui pervertit la démocra-

tie. Pour moi, le seul régime démocratique, c'est le régime parlementaire, avec une assemblée unique élue à la proportionnelle. » Pour rester cohérent, il devra donc voter aux législatives : « Là, je suis coincé, si je veux voter utile, je serai obligé de voter PS. Mais ça sera dur, j'irai avec la pince à linge et les gants, comme les sociaux ont fait pour Chirac. » Malgré son ressentiment, il ne peut pas s'empêcher de rêver d'une victoire de la gauche « pour conserver quelques acquis sociaux, et parce qu'une nouvelle cohabitation va accélérer l'évolution vers un vrai régime parlementaire ».

Lahcen s'intéresse moins aux questions institutionnelles, mais il est d'accord sur le fond : « Les élections décisives, ce sont les législatives, c'est la majorité parlementaire qui gouverne le pays. » Si l'extrême gauche présente un candidat dans sa circonscription, il votera pour lui, sinon il choisira le PCF : « Les dirigeants communistes ont un comportement indigne, mais malgré tout, plus le PCF est fort, plus je suis content : c'est la preuve que les gens pensent encore à la révolution. Pour le reste, cohabitation ou pas, je m'en fous, l'important, c'est que les travailleurs puissent lutter pour leurs revendications sans se faire casser la gueule. »

Cela dit, les élections de juin ne sont pas la préoccupation essentielle de Lahcen : « C'est dur en ce moment, les horaires mal foutus, ce boulot tellement con, et puis les galères... » Séparé de sa femme, il vivait dans le foyer PTT du 11<sup>e</sup> arrondissement, mais vient d'être expulsé : « Ils sont en train de virer tout le monde. La Poste détruit ses foyers, comme tout ce qui n'est pas rentable. » Par chance, Michel part en vacances pendant une semaine et va lui prêter son studio. Ensuite, Lahcen sera à la rue. Il veut rester optimiste : « Je trouverai une piaule pas chère en banlieue. C'est ça ma vie, c'est normal que des fois j'ai envie de me battre, et que des fois je fatigue. »

Yves Eudes



« Voter Chirac, ça me fait trop de mal. » Lahcen, qui milite à SUD-PTT, a voté blanc au second tour.



Paris

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Les trois maréchaux

LA LIBÉRATION a désormais ses trois maréchaux. L'un avait fondu dans le même creuset l'armée intérieure spontanément surgie du sol et les soldats de la 1<sup>re</sup> armée, qui fut conduite victorieusement jusqu'au dernier réduit des forces hitlériennes. L'autre, dès le premier jour de la lutte, avait lancé avec une poignée d'hommes la fulgurante et légendaire chevauchée du désert et montré que notre pays ne désespérait pas de lui-même. Le troisième avait mérité

l'admiration de nos alliés à la tête de cette armée d'Italie digne de ses ancêtres et forcé au Garigliano les obstacles qui paraissaient insurmontables. Grâce à ces trois chefs de guerre, la France, après « une bataille perdue », comme l'avait dit prophétiquement le général de Gaulle, a pu inscrire de nouvelles victoires sur ses drapeaux. Leclerc, qui a sonné le réveil de la France d'outre-mer et libéré Paris ; de Lattre de Tassigny, avec sa grande 1<sup>re</sup> armée ; Juin

et la glorieuse armée d'Italie, sont unis dans la même gloire. Que ne sont-ils là encore tous les trois ! Le maréchal Juin reste seul pour assurer la paix, puisqu'il faut, comme toujours, hélas ! protéger la paix par la force. La dignité qui lui est conférée donne à la nation qu'il représente plus d'autorité et plus de poids dans le conseil des alliés.

Rémy Roure  
(9 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Repères : le Nigeria semble posséder tous les atouts pour jouer un rôle-clé en Afrique. Mais ce pays doit faire face

à une guerre civile violente. Infographies, portraits et enjeux sont en séquence International.

■ L'association Provence Wireless est contrainte d'arrêter ses émissions et de démonter son réseau, qui permet d'accéder à Internet à haut débit. Pourquoi ? Pierre Lefort répond sur interactif.lemonde.fr

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 22  
Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies :  
<http://interactif.lemonde.fr>  
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La République réélue ».

■ Tirage du Monde daté mercredi 8 mai 2002 : 587 125 exemplaires.

1 - 3

Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « aden ».

Le Monde 2

Chirac : 82%. Le Pen : 18%

# La République réélue

21 avril-5 mai : quinze jours d'histoire de France, récits et photos. Le texte intégral de la Constitution de 1958. Exclusif : avec Le Pen avant la défaite.

N° 18

3€

## Le Monde 2

### LIRE ET VOIR

CHIRAC : 82 %. LE PEN : 18 %

LA RÉPUBLIQUE RÉÉLUE  
21 AVRIL-5 MAI : QUINZE JOURS  
D'HISTOIRE DE FRANCE, RÉCITS  
ET PHOTOS. LE TEXTE INTÉGRAL  
DE LA CONSTITUTION DE 1958.  
EXCLUSIF : AVEC LE PEN AVANT  
LA DÉFAITE.

MAGAZINE MENSUEL 3€